

RAPPORT ANNUEL 2007

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Charles Castel

Gouverneur

Philippe Lahens

Gouverneur-Adjoint

Marc Hébert Ignace

Directeur Général

Rémy Montas

Membre

Fritz Duroseau

Membre

ORGANIGRAMME

Conseil d'Administration

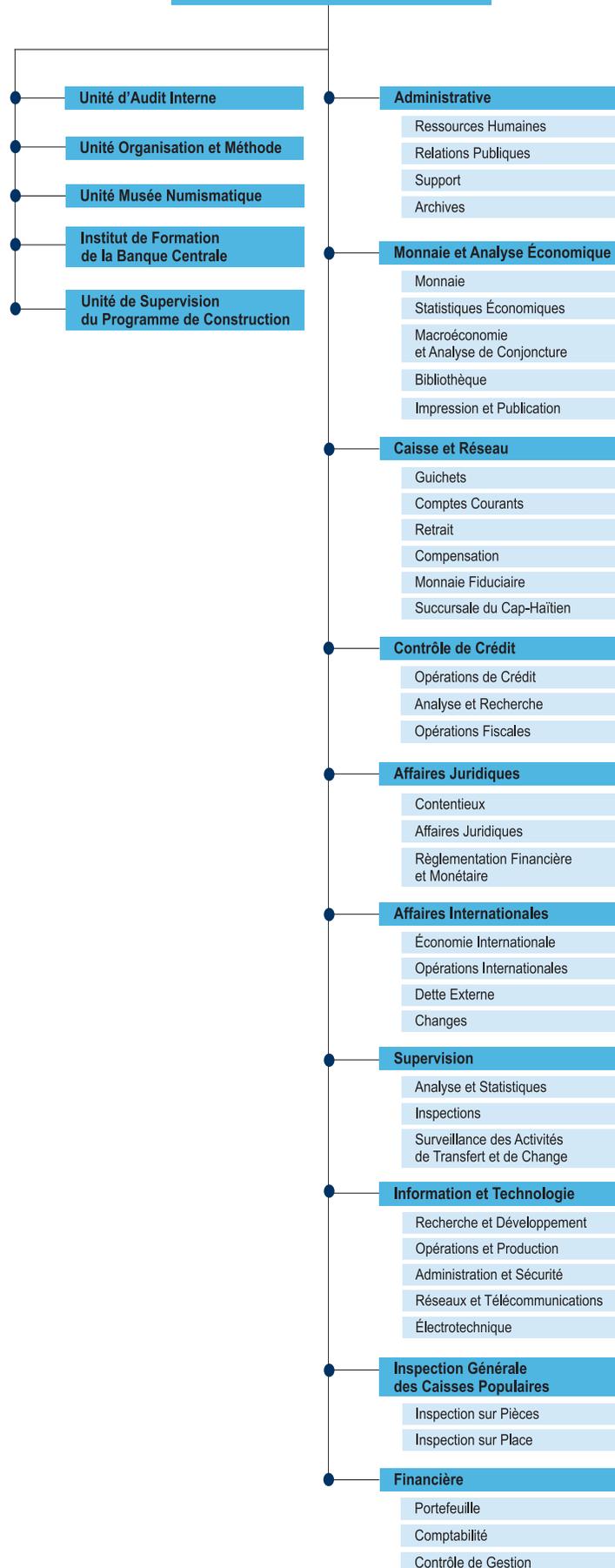


TABLE DES MATIÈRES

A. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2007

I. LE SECTEUR RÉEL -----	17
I.1 Valeur ajoutée par secteur d'activité -----	18
I.2 Le comportement des prix en 2007-----	21
I.3 Les Salaires et la situation de l'Emploi-----	23
II LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN 2007 -----	25
II.1 La politique monétaire en 2007-----	25
II.1.1 Les instruments de Politique Monétaire en 2007-----	25
II.2 Évolution des agrégats monétaires en 2007-----	30
II.2.1 Contreparties de M3 et Financement de l'Économie-----	31
III. LES FINANCES PUBLIQUES EN 2007 -----	33
III.1 Les Recettes -----	34
III.1.1 Recettes Internes -----	34
III.1.2 Recettes Douanières -----	34
III.1.3 Performance Institutionnelle-----	35
III.2 Les Dépenses-----	36
III.2.1 Les Dépenses Courantes-----	36
III.2.2 Les Dépenses d'Investissement -----	36
III.3 Le financement de l'administration centrale en 2007-----	38
IV. LA BALANCE DES PAIEMENTS D'HAÏTI EN 2007 -----	39
IV.1 Les transactions courantes-----	39
IV.2 Les mouvements de capitaux-----	43
V. LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE -----	45
V.1 L'Encours de la dette publique externe-----	45
V.1.1 Les Créances Bilatérales-----	45
V.1.2 Les Créances Multilatérales-----	46
V.1.3 La Structure de l'encours de la Dette Publique Externe par devises -----	46
V.1.4 Répartition de l'encours par secteur économique-----	46
V.2. Décaissements, Service de la dette et arriérés de paiements-----	47
V.2.1 Accord du Club de Paris -----	49
V.2.2 Allègement Intérimaire - Initiative PPTE-----	49
V.2.3 Le point d'achèvement -----	50

B. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2007

VI. LE SYSTÈME BANCAIRE : VUE D'ENSEMBLE -----	53
VI.1 Le système bancaire : Établissements et environnement concurrentielle-----	54
VI.2 Structure du système bancaire-----	55
VI.3 Distribution du crédit-----	57
VI.4 Parts de marché individuelles dans le système bancaire haïtien-----	59

VII. LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE	62
VII.1 Activités bancaires	62
VII.2 Structure financière et qualité de l'actif	68
VII.3 Les Résultats des activités bancaires	71

VIII. LA SURVEILLANCE DES BANQUES	78
VIII.1 Activités de surveillance	78
VIII.2 Autres	78

IX LES ACTIVITÉS D'INSPECTION GÉNÉRALES DES CAISSES POPULAIRES	80
IX.1 Inspection sur Pièces	80
IX.2 Élaboration des Normes	80
IX.3 Inspection sur Place	80

C. LA BRH EN 2007

X. GESTION DES AVOIRS EXTERIEURS DE LA BRH EN 2007	85
X.1- Structure des avoirs extérieurs de la BRH	85
X.1.1 Rendement du Portefeuille	86
X.1.2 Rendement des fonds placés sur le marché du loyer au jour le jour (Repos)	86

XI. LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURALE	87
XI.1 Billets et monnaie divisionnaire	87
XI.1.1 Émission, destruction et remplacement de monnaie	87
XI.1.2 La circulation fiduciaire au sens strict	88
XI.1.3 La Circulation Fiduciaire au sens large	88
XI.1.4 La composition de l'encours par coupure de billets	88
XI.1.5- Billets contrefaits retenus aux guichets de la BRH	88
XI.2 Les chèques	90
XI.3 Dépôts et tirages des banques commerciales	93
XI.4 Services à l'État	95
XI.4.1 Banquiers de l'État	95
XI.4.2 Caissier de l'État	99

XII. SITUATION DU SUPPORT D'INFORMATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA BRH	100
XII.1 Activités de Développement et d'entretien	100
XII.1.1 Le Système d'Information Financier	100
XII.1.2 " Bureau de Crédit"	100
XII.1.3 Intranet	100
XII.1.4 Rapport Réserves Internationales Nettes (RIN)	100
XII.1.5 Rapport sur l'état des Conditions ou Bilan	100
XII.1.4 Interface SPIH-GCC	100
XII.2 Projets Techniques	101
XII.2.1 Réseau Télématique Financier (RTF)	101
XII.2.2 Internet	101
XII.2.3 Réseau VSAT	101
XII.2 .4 Centre de Technologie	101

XII.3 Gestion des équipements électroniques	101
XII.3.1 Production d'énergie	101
XII.3.2 Alimentation des charges critiques	102
XII.4 Broyeur	102
XII.5 Divers	103

XIII. LES RESSOURCES HUMAINES DE LA BRH EN 2007	104
XIII.1 Ventilation des Employés Actifs et Réguliers au 30 septembre 2007	105
XIII.2 Formation du Personnel en 2007	105
XIII.3 Promotions et Ajustements	105
XIII.4 La Gestion du Parc Immobilier de la BRH	107

D. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE JURIDIQUE

XIII ÉTATS FINANCIERS	109
ANNEXE JURIDIQUE	145

TABLEAUX

1 Salaire réel	24
2 Recettes interne par institution	35
3 Évolution de la Structure des recettes	35
4 Montants alloués à certains Ministères dans le cadre du programme d'investissement public	37
5 Évolution du déficit du gouvernement central financé par la BRH	38
6 Résumé de la balance des paiements d'Haïti	44
7 Négociations avec les créanciers bilatéraux membres du club de Paris : Résultats obtenus	49
8 L'Allègement de la dette reçu pour l'année fiscale 2007	49
9 Indicateurs financiers clés	53
10 Établissements bancaires fonctionnant en Haïti	54
11 Nombre des succursales et agences autorisées par établissement bancaire	54
12 Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire	55
13 Poids des principaux établissements bancaires	55
14 Poids des différentes catégories d'établissements bancaires	56
15 Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman	57
16 Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité	57
17 Répartition de l'encours des prêts par tranche(prêts de 75 000 gdes ou plus)	58
18 Répartition du nombre de prêts par emprunteur	59
19 Parts de marché et en termes d'actif total et portefeuille de prêts bruts	60
20 Parts de marché et rang en termes de dépôts totaux et en dollars ÉU	60
21 Bilan du système bancaire	62
22 Principaux postes du bilan du système bancaire (variation en %)	62
23 Composition des postes du bilan système bancaire	63
24 Composition des Liquidités du système bancaire	64
25 Liquidités du système bancaire	64
26 Position nette interbancaire	64
27 Variation en pourcentage des dépôts du système bancaire	65
28 Composition des dépôts du système en MG et en pourcentage	65
29 Évolution des dépôts en dollars ÉU	66

30 Respect des normes de suffisance de fonds propres	69
31 Prêts improductifs du système bancaire	69
32 Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système	70
33 Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses	70
34 Prêts improductifs en pourcentage des fonds propres	70
35 Importance des prêts accordés aux apparentés	73
36 Revenus net d'intérêt en MG pour l'exercice terminé au 30 septembre	73
37 Produits nets bancaires	74
38 Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre	74
39 Rémunération moyenne des dépôts pour l'exercice terminé au 30 septembre	75
40 Rendement moyen des prêts	76
41 Productivité par employé	77
42 Destruction, remplacements et émission de la monnaie	87
43 Faux billets en dollars retenus au Service des Guichets	89
44 Faux billets en dollars retenus au Service des Guichets	90
45 Résultat de la compensation par banque des chèques en gourdes	91
46 Résultat de la compensation par mois des chèques en gourdes	91
47 Résultat de la compensation par banque des chèques en devises	92
48 Résultat de la compensation par mois des chèques en devises	92
49 Évolution des activités de compensation au cours des cinq dernières années (en Gourdes)	93
50 Évolution des activités de compensation au cours des cinq dernières années (en dollars ÉU)	93
51 Tirage des banques commerciales sur leurs comptes en gourdes détenus à la BRH en 2007	94
52 Quantité de chèques imprimés au cours de l'exercice	95
53 Quantté de chèques certifiés et montants correspondant en 2007	96
54 Ordre de virement pour l'exercice fiscal 2007	96
55 Évolution des soldes des comptes des Institutions Financières	97
56 Nombre de dépôts captés dans le système bancaire sur une base mensuelle	98
57 Quantité de chèques traités aux comptes courants	98
58 Ventilation du nombre de chèques honorés et montants correspondants	99
59 Répartition par catégorie de l'effectif de la BRH en 2007	104
60 Mouvements du personnel de la BRH en 2007	104
61 Répartition de l'effectif de la BRH (actifs et réguliers) par ancienneté en 2007	105
62 Rotation du personnel de la BRH en 2007	106

GRAPHIQUES

1 Inflation globale des produits locaux et des produits importés	22
2 Variation en glissement annuel de l'indice du groupe "Alimentation, boisson et tabac"	22
3 Taux moyens pondérés (TMP) des bons BRH de différentes maturités	26
4 Composition de l'encours total des bons BRH	26
5 Position moyenne de réserve	27
6 La base monétaire et ses composantes	28
7 Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales (opérations en gdes)	29
8 Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollars)	30
9 Évolution des agrégats monétaires	31
10 Les contreparties de M3	32
11 Financement BRH du déficit budgétaire	33

12	Structure des dépenses d'Investissements par secteur (ministère) en 2007-----	37
13	Le solde courant de la balance des paiements -----	39
14	La balance commerciale d'Haïti au cours des cinq dernières années-----	40
15	Struture (en %) des importations par catégories de produits mis à part les "Autres produits"-----	41
16	Struture (en %) des exportations par catégories de produits mis à part les "Autres produits"-----	42
17	Réserves officielles brutes de change en mois d'importations -----	43
18	Encours de la dette publique externe -----	45
19	Structure (en %) du portefeuille de la dette publique externe par type de devises -----	46
20	Répartition de la dette publique externe totale par secteur économique -----	47
21	Évolution des Décaissements et des arriérés de paiement sur la dette publique externe-----	48
22	Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette externe et des flux nets-----	48
23	Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus-----	59
24	Liquidités du système bancaire au 30 septembre -----	63
25	Croissance des dépôts du système bancaire au 30 septembre -----	65
26	Portefeuille de prêts bruts du système bancaire -----	66
27	Volume des achats et des ventes de dollars ÉU -----	67
28	Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres-----	68
29	Évolution des fonds propres du système bancaire -----	68
30	Évolution du bénéfice net -----	71
31	Rendement de l'actif (ROA)-----	72
32	Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE)-----	72
33	Évolution des autres revenus-----	73
34	Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes-----	75
35	Évolution du nombre d'employés du système bancaire -----	76
36	Évolution des intérêts versées sur les bons BRH -----	79
37	Les activités d'inspection des caisses d'épargne et de crédit-----	81
38	Évolution des réserves brutes de change-----	85
41	Encours et remplacement de billets en 2007-----	88

Avant-propos du Gouverneur

Conformément à la loi, le Conseil d'Administration de la Banque de la République d'Haïti présente le rapport annuel 2006-2007. Ce rapport fournit un cadre d'analyse permettant au public de scruter les différents aspects de l'économie comme les activités du secteur réel, la politique monétaire, la gestion des finances publiques et la balance des paiements. Il examine également l'évolution du système bancaire ainsi que les opérations de la BRH au cours de l'exercice fiscal 2007.

L'exercice fiscal 2006-2007 s'est déroulé dans un contexte marqué par la réussite des élections générales qui ont mis fin à la période de transition démocratique (2004-2006), la poursuite de la mobilisation de la communauté internationale pour renforcer l'aide à Haïti et la hausse continue des prix des produits pétroliers. En effet, le Cadre de Coopération Intérimaire n'étant plus d'actualité et les programmes d'urgence après conflit (AUAC) ayant été exécutés, l'action des pouvoirs publics a été soutenue par le Fonds Monétaire International à travers la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) qui s'étend sur trois ans à partir de novembre 2006 pour un montant de 73,7 millions de DTS, soit l'équivalent de 108,4 millions de dollars américains. La FRPC devait s'accompagner d'un Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) avec comme objectifs prioritaires pour la durée d'exécution du programme (2006-2009): un taux de croissance de 4% en moyenne, un taux d'inflation de 8%, une accumulation de réserves nettes de change de 30 millions de dollars et un financement monétaire nul du déficit public. La FRPC s'inscrivait aussi dans la perspective d'une forte progression du crédit au secteur privé et de l'investissement public, compatible avec un volume d'importations nécessaire à la réhabilitation des infrastructures et à la consommation intérieure.

Dans le même temps, c'est-à-dire, au premier trimestre de l'exercice, le congrès américain a voté la loi HOPE (Hemispheric Opportunities Partnership Enforcement) qui embellissait les perspectives de croissance pour Haïti en permettant aux investisseurs haïtiens et étrangers d'exporter vers les États-Unis en franchise de tous impôts et taxes les produits manufacturés durant une période de trois ans. Les investissements directs étrangers dans le domaine de la sous-traitance devaient s'ajouter aux investissements directs enregistrés dans le secteur de la téléphonie mobile comme un « big push » à l'économie.

En dépit d'une conjoncture internationale dominée par la hausse des prix des produits pétroliers et céréaliers et le ralentissement du rythme de croissance de l'économie mondiale et malgré la persistance de l'insécurité et des limites liées à la capacité d'absorption du pays, Haïti est restée sur le chemin de la croissance. La conjonction des facteurs favorables précités, les effets d'annonce et les anticipations qui leur sont associées ont débouché sur des résultats concluants. La reprise économique, amorcée deux ans plus tôt, a été confirmée en 2007 dans la mesure où l'économie a affiché un taux de croissance de 3,2% contre 2,3% un an auparavant. Ce taux de croissance dépasse celui de la population (2,5%), mais se situe à un rythme inférieur au potentiel de l'économie et aux prévisions inscrites dans la FRPC qui tablait sur 3,5%.

La croissance économique a été soutenue du côté de la demande par la vigueur des investissements et de la consommation qui ont progressé en termes réels de 3,09% et 1,51% respectivement. Cette évolution favorable est liée à la forte croissance des investissements publics et du crédit au secteur privé par le secteur bancaire (10,93%). Par contre, du côté de l'offre, on a observé une baisse de 2,32% des exportations, ce qui confirme que l'entrée en vigueur de la loi HOPE n'a pas été suivie d'effets significatifs durant sa première année.

Le secteur tertiaire a contribué à lui seul à 54% du PIB tandis que les contributions des secteurs primaire et secondaire se sont chiffrées à 24 % et 12 % respectivement. Le dynamisme observé dans le secteur agricole a favorisé le ralentissement du taux d'accroissement des importations alimentaires, faisant reculer ainsi le niveau global des importations.

Encore une fois, la bonne tenue des finances publiques, combinée à l'aide externe en appui au budget, a été déterminante dans l'orientation de la politique monétaire. L'impôt et la dépense publique ont fait l'objet d'une gestion appropriée et les réformes engagées ont permis d'aboutir au redéploiement de l'administration fiscale et à une meilleure allocation des ressources. De fait, les recettes collectées ont dépassé les cibles prévues et les opérations du gouvernement central se sont soldées par un surplus d'un milliard de gourdes.

La politique monétaire a été orientée vers la détente des taux d'intérêt compte tenu de la modération de l'inflation et de la nécessité de créer des conditions favorables à la croissance. Pour la première fois depuis janvier 2002, l'inflation a été ramenée à 7,9%, un niveau comparable à la moyenne enregistrée dans les pays de l'hémisphère occidental (5%). Les autorités monétaires ont profité de la baisse des pressions inflationnistes tout au long de l'exercice pour réduire les taux d'intérêt sur les bons BRH de différentes maturités. Ainsi, les taux moyens pondérés sur les bons à 91 jours sont passés de 17,77% en début d'exercice à 8,64% en septembre 2007. Les agrégats monétaires ont évolué en moyenne au dessous du niveau de l'inflation à l'exception de M3 qui a progressé de 0,6% en termes réels. La croissance de la base monétaire a été contenue dans des limites compatibles avec celle du PIB nominal, facilitant ainsi le ralentissement du rythme d'accroissement des prix et la stabilisation du taux de change. Les afflux d'aide externe liés à la nouvelle conjoncture ont permis à la BRH d'accumuler un niveau record de réserves nettes de change (150 millions de dollars), portant les réserves brutes à environ 2 mois d'importations.

Par ailleurs, l'arrivée massive des transferts privés sans contrepartie durant l'exercice a largement contribué à améliorer l'offre potentielle de devises sur le marché des changes. Conséquemment, on a observé dans un premier temps une stabilisation du taux de change sur une période relativement longue en dessous de 40 gourdes pour un dollar É.U. Dans un deuxième temps, l'offre accrue de devises non entièrement absorbée par un niveau d'importations plus élevé a conduit à une appréciation nominale de la gourde. Une tendance à l'appréciation réelle s'est développée au fur et à mesure que se creusait l'écart de variation entre le change et l'inflation, ce qui a temporairement affecté la compétitivité des secteurs exposés à la concurrence internationale.

Face à ce phénomène connu sous le nom de «syndrome hollandais», la Banque centrale s'est attachée à réduire les fluctuations indésirables du taux de change. Elle a, à cette fin, effectué des interventions à l'achat qui ont atteint un montant voisin de 100 millions de dollars sur l'ensemble de l'exercice. À travers ces interventions, la BRH poursuivait un double objectif: limiter l'impact des transferts privés sans contrepartie sur le taux de change et consolider les réserves nettes de change. Il a fallu néanmoins stériliser les interventions à l'achat à travers les bons BRH pour éviter les pressions inflationnistes et atténuer les effets de l'appréciation réelle sur les exportations. Dans ce contexte, les autorités monétaires ont orienté les taux d'intérêt à la baisse et cela a permis de réduire le coût de la stérilisation pour la banque centrale.

Mais en dehors ces préoccupations liées aux anticipations de baisse de taux des banques commerciales, la transmission des impulsions monétaires reste le défi majeur auquel la BRH s'est confrontée. Le comportement des banques commerciales est resté asymétrique, dans la mesure où elles se sont montrées plus promptes à répercuter les baisses de taux sur les dépôts à terme que sur les prêts. Toutefois, un effort non négligeable a été fait par certaines banques en 2007 et les données confirment une meilleure transmission de la politique monétaire à travers le canal des taux d'intérêt.

La stabilité monétaire interne et externe étant assurée avec la baisse du taux d'inflation et un taux de change stable, il n'était pas question d'envisager une hausse des taux sur les bons BRH qui pourrait affecter la stabilité du système bancaire. La politique de baisse des taux a donc servi également à garantir la stabilité financière. Le taux des improductifs du système bancaire demeurait élevé à la fin de l'exercice 2005-2006 (11,14%) et il fallait éviter d'aggraver la situation des débiteurs avec des taux d'intérêt élevés de manière à assurer le succès de la consolidation. Après l'opération réussie entre la Sogebank et la Promobank, la BNC a fait l'acquisition des actifs et des passifs de la Socabank portant ainsi le taux de concentration des actifs de 74,04% à un niveau proche de 80% pour trois banques sur 10 composant le système. Dans le même temps, l'assise financière du système bancaire s'est consolidée avec un accroissement de 45% des fonds propres qui lui a permis d'atteindre le ratio fonds propres/actifs le plus élevé sur les cinq dernières années. Il s'agit là d'un progrès important même si les activités bancaires sont financées à plus de 80% par les déposants.

L'encadrement de la BRH a donc été assuré dans les meilleures conditions possibles pour consolider les atouts du système bancaire et éviter que les problèmes de liquidités ne se transforment en problèmes de solvabilité. Des tests de résistance ont été élaborés en vue de permettre à la BRH de réagir efficacement face aux risques éventuels de crédit et de taux d'intérêt.

Dans le domaine de l'innovation technologique, outre le Réseau Télématique Financier et le Système d'informations financières (SIF), la BRH travaille sur la mise en place d'un système qui permettra d'effectuer les paiements interbancaires en temps réel afin de réduire la circulation des chèques et des billets de banque. D'autres projets sont en cours comme le Bureau de Crédit et la génération du rapport automatique sur les réserves internationales nettes.

La formation continue demeure une priorité pour le renforcement constant de l'efficacité du capital humain à la BRH. Des stages de formation ont été organisés à l'intention de 250 cadres permanents en Haïti et à l'étranger.

Il apparaît donc clairement que la stabilité des prix et celle du système financier sont demeurées au premier rang des objectifs de la BRH. La protection de la monnaie nationale a contribué à assurer la stabilité du pouvoir d'achat et de l'épargne des agents économiques tandis que les opérations de consolidation ont permis de maintenir la confiance dans le système bancaire. Cette embellie ne saurait toutefois occulter notre vulnérabilité face à la flambée des prix des produits pétroliers et céréaliers ainsi que les difficultés structurelles de notre économie dont la croissance est loin d'être robuste et soutenue.

A- L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2007

L'exercice fiscal s'est achevé sur une croissance économique de 3,20%, confirmant ainsi la reprise entamée depuis 2005. La plupart des objectifs fixés dans la FRPC ont été atteints, à l'exception du taux de croissance de l'économie. Légèrement inférieur au taux de croissance (3,50%) ciblé dans le cadre du programme avec le FMI, ce taux demeure le plus élevé jamais atteint par l'économie depuis 1996. Le PIB réel obtenu a pu dépasser celui de 1991, dans un contexte marqué par la décélération de l'inflation au niveau interne et au niveau externe par la flambée des prix des produits de base et la crise du crédit immobilier aux États-Unis.

Au niveau interne, l'activité économique s'est déroulée dans un environnement socio-politique relativement calme. Cette croissance du PIB a été réalisée en grande partie grâce à l'augmentation des investissements, stimulée par celle de 10,93% du portefeuille du crédit accordé au secteur privé par les institutions bancaires. En effet, de toutes les composantes de la demande globale, l'investissement a été la plus dynamique, avec une progression de 3,06% en termes réels, malgré la baisse de 53,44 % de l'apport des investissements directs étrangers dans l'économie. Les dépenses d'investissements du gouvernement central ont explosé, atteignant un taux de croissance de 229% sur l'exercice fiscal. Sous l'effet du ralentissement de l'inflation et de l'augmentation des transferts sans contrepartie reçus de l'étranger, la consommation a enregistré une hausse de 1,51% en termes réels. Le recul des exportations de 2,32% témoigne que le pays n'a pas pu bénéficier des avantages de la loi Hope, dont l'entrée en vigueur devrait faciliter l'entrée des produits manufacturés haïtiens sur le marché américain. Les conséquences négatives de cette baisse des exportations ont été contrebalancées par celles des importations de 0,26%, ce qui a contribué à la réduction du déficit commercial.

Sur le plan monétaire, la détente des taux d'intérêt a permis de créer des conditions favorables à la croissance, tout en poursuivant les objectifs de maîtrise de l'inflation et de stabilité du taux de change. Ainsi, la progression contenue de la base monétaire, en dessous de la croissance du PIB nominal, a facilité la baisse du rythme de progression des prix et la stabilisation du taux de change. Ce contrôle monétaire a été favorisé par la bonne gestion des finances publiques qui ont permis de terminer l'exercice avec un surplus, d'où l'absence de financement monétaire. Par ailleurs, les bons résultats enregistrés au niveau de la balance des paiements ont permis aux autorités monétaires d'accumuler des réserves internationales nettes de change d'un montant de 150,3 millions de dollars, portant le stock à 270,8 millions de dollars ÉU en fin d'exercice.

Sur le plan international, l'économie mondiale a été marquée par la hausse continue des prix des produits de base, notamment du pétrole, et la crise des crédits immobiliers à risque aux États-Unis. En effet, la croissance économique américaine a progressé de 2% en 2007, soit une décélération de 0,90 point de pourcentage par rapport à 2006. Les pays émergents et en développement ont été à nouveau les principaux moteurs de cette croissance. Ils se sont montrés très résilients face au ralentissement économique observé dans les pays industrialisés. La croissance économique mondiale a donc légèrement ralenti, passant de 5% en 2006 à 4,90% en 2007. L'une des conséquences immédiates du ralentissement de l'économie mondiale demeure la diminution du rythme de croissance du commerce mondial qui s'est établi à 6,80% contre 9,20% un an plus tôt.

I- LE SECTEUR RÉEL

A fin septembre 2007, la situation macroéconomique d'Haïti a été globalement favorable, avec une progression soutenue du PIB en volume de 3,20 %, une inflation à un chiffre (7,90%) ainsi qu'une modeste amélioration de la situation de l'emploi. Pour la troisième année consécutive, l'économie haïtienne, avec un PIB de 13 498 MG en terme réel, est maintenue sur un sentier de croissance, ce qui a permis pour la première fois de dépasser le niveau du PIB réel (13 139 MG) d'avant la période de l'embargo économique et commercial (1991-1994). Des efforts considérables ont été déployés en termes de maîtrise de l'inflation, en ce sens que pour la première fois depuis 1999, l'inflation s'est repliée à un chiffre. Ces résultats ont été réalisés en dépit du renchérissement des produits pétroliers sur le marché international et d'un léger ralentissement du rythme de croissance de l'économie mondiale (4,90 % contre 5 % en 2006). Par ailleurs, le contexte national a été marqué par le renforcement de la situation sécuritaire à partir du deuxième trimestre de l'exercice et des conditions climatiques favorables à la production agricole.

Cette performance économique en 2007 est une résultante, entre autres, de la détermination des autorités à suivre des politiques économiques et financières saines, conformément au programme FRPC. En effet, dans le cadre de ce dernier, le gouvernement s'est engagé à poursuivre des objectifs clairement définis en termes de croissance économique, de maîtrise de l'inflation, d'accumulation de

réserves internationales, etc. Conséquemment, les objectifs macroéconomiques du programme ont été largement atteints, mise à part la croissance qui a accéléré à un rythme moindre que prévu (3,50 %) pour l'exercice 2007.

Une certaine lenteur a été observée au niveau de l'exécution des dépenses programmées durant cet exercice. En effet, au dernier mois dudit exercice, le gouvernement central a effectué des dépenses d'investissement équivalant à 2 265 MG, tandis que le montant cumulé pour les onze premiers mois n'a atteint que 3 778 MG. Aussi, la performance de l'économie aurait été encore meilleure si le gouvernement avait soutenu davantage l'activité économique en répartissant proportionnellement les dépenses publiques sur les 12 mois de l'exercice.

Ce délai dans l'exécution des dépenses publiques peut être dû à la lenteur des procédures de décaissement des fonds alloués aux différentes entités de l'État dans la Loi des Finances de 2007. Cela s'explique par le fait que l'amélioration de la gestion des dépenses publiques, par la mise en place de nouvelles méthodes et procédures, est devenue l'un des principaux objectifs des programmes de réformes structurelles actuellement en cours dans le cadre de la FRPC.

En dépit d'une contribution à l'augmentation du revenu per capita de près de 1 %, il n'a pas été enregistré une réduction significative du chômage et de la pauvreté, laquelle réduction exigerait une croissance minimale de plus de 4 % en moyenne en termes réels sur plusieurs années.

L'activité économique a bénéficié de la fermeté de la consommation intérieure à laquelle est venu s'ajouter le dynamisme de l'investissement global qui s'est révélé, depuis plusieurs années, la composante la plus vigoureuse de la demande globale dans l'économie haïtienne. La consommation des ménages a progressé de 1,51 %, soutenue principalement par la hausse de 14,96 % des transferts sans contrepartie des haïtiens vivant à l'étranger et la baisse de l'inflation qui a contribué à atténuer la détérioration du pouvoir d'achat des ménages. L'investissement en termes réels, dopé par les dépenses réalisées dans le secteur des télécommunications, a enregistré un taux d'accroissement de 3,06 % en 2007 contre 1,21 % en moyenne sur les cinq dernières années. Cependant, malgré l'entrée en vigueur en mars 2007 de la loi «Hope¹» devant faciliter la libre entrée des produits manufacturés haïtiens sur le marché américain, les exportations haïtiennes ont chuté de 2,32 %.

I.1- VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Tous les secteurs d'activité ont affiché une bonne performance en 2007. Le secteur primaire a enregistré une croissance de 3,07 % avec une contribution à la valeur ajoutée de 24,34 %. Le secteur secondaire a renforcé son dynamisme puisque sa croissance est passée à 2,45 % contre 1,66 % en 2006 et sa contribution à la valeur ajoutée a augmenté de près d'un point de pourcentage à 12,17 %. Quant au secteur tertiaire (51,43 % du PIB en 2007), il s'est révélé, encore cette année, le principal moteur de la croissance en progressant de 3,38 % et contribuant ainsi de 54,18 % à la production intérieure globale.

SECTEUR PRIMAIRE

AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ÉLEVAGE ET PÊCHE

Bénéficiant de conditions climatiques favorables, la production agricole s'est accrue de 3,07 % en 2007 contre 1,71 % une année plus tôt. La contribution du secteur agricole à la valeur ajoutée s'est inscrite à 24,34 % contre 18,92 % en 2006. Pour la première fois depuis plusieurs années, l'agriculture haïtienne a enregistré un redressement de sa performance qui a été toujours très faible. Le secteur agricole revêt une importance primordiale pour l'économie nationale de par son poids dans le PIB (25 %), son rôle au niveau social (emploi près de 70 % de la population occupée du monde rural) et sa fonction en matière de sécurité alimentaire.

Les conditions de production agricole ont été favorables en 2007 à cause d'une pluviométrie abondante et bien distribuée à travers les quatre saisons et dans les différentes régions agricoles du pays. Conséquemment, la production des principales cultures agricoles du pays a augmenté. La récolte de certaines denrées agricoles et produits alimentaires de base a largement dépassé le niveau moyen enregistré au cours des cinq dernières années. En glissement annuel, le taux de croissance de la production a été de 18 % pour le riz paddy, de 32 % pour le maïs, de 20 % pour le sorgho, de 50 % pour le haricot sec, de 34 % pour le café, de 10 % pour la patate douce,

¹ C'est une loi (votée par le congrès américain en vue de faciliter la rentrée libre sur le marché américain des produits textiles fabriqués en Haïti.) qui devait entrer en vigueur en mars 2007 et qui visait à revitaliser l'industrie textile en Haïti tout en facilitant la création de plus de 50 000 emplois dans le pays pour les années à venir.

de 41 % pour la pomme de terre et de 5 % pour la banane.

Au cours du mois d'août 2007, en raison du passage dans les Caraïbes de l'ouragan Dean, les dégâts enregistrés dans certaines localités des Départements du Sud, du Sud-Est, de la Grande-Anse et des Nippes ont été considérables. Ces dommages ont touché environ 1000 hectares de bananier, représentant 5 % de la superficie totale de bananeraies du pays en phase végétative; 500 hectares de haricot, soit 0,5 % de la superficie totale des plantations de haricot du pays et 50 hectares de cultures maraîchères. Au niveau des infrastructures agricoles, plusieurs périmètres irrigués, précisément à Marigot, Cayes-Jacmel, Vallée de Jacmel ont été endommagés par des rivières en crue. Globalement, les pertes et dégâts causés par l'ouragan Dean sur le secteur agricole ont été évalués par la FAO à environ six millions de dollars américains. Dans le secteur de la pêche, la perte de certains matériels causée par des vagues en furie a aussi été enregistrée.

L'augmentation de la production agricole a contribué à la décélération de l'inflation, la stabilité du taux de change et une amélioration de l'accès des ménages aux produits alimentaires. En effet, la croissance de l'indice des prix des produits alimentaires tant locaux qu'importés s'est ralentie comparativement à l'exercice 2006, passant de 13,70% en octobre 2006 à 7,50 % en fin d'exercice, avec un taux moyen de 9,15 % contre 14,91 % en 2006. Pris en rythme mensuel, cet indice a accusé une hausse moyenne annuelle de 0,76 % en 2007 contre 1,03 % en 2006. En outre, on a enregistré un ralentissement du rythme de progression des importations alimentaires qui représentent en moyenne 25 % des importations totales du pays, en dépit d'une augmentation de la consommation des ménages dont les dépenses alimentaires constituent le principal poste du budget. Le taux de croissance des importations alimentaires s'est inscrit à 0,59 % cette année contre 11,15 % en 2006. Ceci a contribué, entre autres, à l'appréciation, puis à la stabilisation du taux de change au cours de l'exercice.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Selon les données de l'IHSI, la production des industries extractives a stagné en 2007 en dépit de l'évolution favorable des secteurs de la construction de bâtiments et des travaux publics dont ces industries sont tributaires. Comme la production minière en Haïti est quasiment limitée à l'exploitation des carrières et sablières pour la fourniture de matériaux de construction, la demande de ces intrants émane surtout du secteur privé où la construction résidentielle a été longtemps le principal pilier des performances de l'industrie de construction. La demande du secteur public pour ces intrants est demeurée faible puisqu'une bonne partie des dépenses publiques consenties dans le secteur s'était orientée vers la réalisation de travaux à haute intensité de main d'œuvre (travaux d'assainissement des rues, de curage des égouts, d'entretien des routes de desserte², etc.) dans l'objectif de créer des emplois en faveur des couches vulnérables de la population haïtienne.

SECTEUR SECONDAIRE

En 2007, la valeur ajoutée du secteur secondaire a progressé de 2,45 % par rapport à 2006. La contribution de ce secteur à la croissance du PIB s'élève à 12,17 % cette année contre 11,49 % un an plus tôt. Prise séparément, l'évolution des différentes branches industrielles apparaît contrastée. Après une chute de 22,67 % en 2006, la production de la branche « Electricité, Gaz et Eau » a accusé une baisse de 1,72 % en 2007. L'activité au niveau de cette branche est tributaire de l'évolution des prix des produits pétroliers sur le marché international qui ont évolué à la hausse cette année. Les efforts déployés par les autorités pour relancer la production d'énergie thermique n'ont pas été suffisants pour combler la perte de production d'énergie hydroélectrique enregistrée au cours de l'exercice 2006-2007. En effet, après une chute de 33,20 % en 2006, l'indice de la production d'énergie thermique a augmenté de 6,58 % en 2007. Par contre, le recul de l'indice de la production d'énergie hydroélectrique s'est intensifié, passant à -28,56 % au cours de l'exercice sous étude contre -13,52 % un an plus tôt.

Au niveau de la branche « Bâtiment et Travaux Publics », l'activité économique s'est montrée plutôt dynamique au cours de l'exercice 2006-2007. En effet, la valeur ajoutée de cette branche a progressé de 3,68 %, contre 2,87 % un an plus tôt. En moyenne trimestrielle, l'indice de l'activité de construction a crû de 5,66 %, confirmant ainsi la bonne performance de ce secteur.

Par ailleurs, en dépit de l'entrée en application de la loi « Hope » à la fin du deuxième trimestre de l'exercice, la performance de l'industrie manufacturière s'est détériorée. La valeur ajoutée de cette branche n'a crû que de 1,47 % cette année contre 2,31 % en 2006.

² Voies desservant des localités un peu reculées du pays

SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire, le plus important de l'économie haïtienne et le principal créateur de richesses en fournissant plus de 50 % du PIB depuis plusieurs années a enregistré un taux de croissance de 3,37 % en 2007 contre 2,74 % en 2006 et 1,30 % en 2005. Toutes les composantes du secteur tertiaire se sont bien comportées en affichant des taux de croissance nettement supérieurs à ceux enregistrés durant l'exercice précédent.

Le sous-secteur « Commerce, Restaurants et Hôtels », la principale composante du secteur tertiaire, a renforcé son dynamisme en générant une croissance de 4,63 % en 2007 contre 3,01 % un an plus tôt. Le rythme de progression de l'activité commerciale est resté robuste en 2007 en poursuivant sa tendance qui a été très vigoureuse en 2006. En effet, l'indice de l'activité commerciale qui permet de suivre l'évolution de ce sous-secteur s'est accru de 20,24 % au premier trimestre, 29,93 % au deuxième trimestre, 8,64 % au troisième trimestre et 23,20 % au quatrième trimestre. Cette reprise de l'activité commerciale s'explique tout d'abord par celle du commerce de gros et de détails dans les secteurs formel et informel de l'économie, favorisée par l'amélioration des conditions sécuritaires. D'un autre côté, l'augmentation des dépenses de consommation des ménages encouragés par le recul de l'inflation et la reprise des créations d'emplois, a aussi dopé les activités commerciales.

Les services liés à la restauration et à l'hôtellerie ont tiré profit de la performance des activités touristiques qui a été très bonne au cours de ces deux dernières années. Le tourisme constitue aujourd'hui la principale source de devises étrangères pour 46 des 49 pays moins avancés (PMA) selon un rapport de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) publié en 2006. Plusieurs pays ont vu la part du tourisme mondial dans leur PIB se renforcer fortement au fil du temps et contribuer à leur croissance économique. Cependant, Haïti n'avait pas bénéficié de la forte expansion du tourisme international qui a quadruplé au cours de ces 30 dernières années, en passant de 200 millions de touristes en 1975 à 700 millions en 2002 selon l'OMT. Mais, depuis l'année 2006, on a observé une certaine reprise des activités dans le secteur, laquelle est perceptible par l'augmentation notable des flux de passagers transitant à travers l'Aéroport International Toussaint Louverture au cours de ces deux dernières années. En effet, le nombre de passagers embarqués à l'Aéroport International Toussaint Louverture a augmenté de 21 % alors que celui des passagers débarqués a progressé de 25 % en 2007 en rythme annuel. Une bonne partie de ces passagers sont des citoyens haïtiens vivant à l'étranger qui ont profité de l'accalmie socio-politique, soit pour visiter leurs parents demeurant dans le pays ou pour d'autres raisons. L'amélioration de l'image d'Haïti à l'extérieur jointe à l'atmosphère de calme ont encouragé les étrangers à visiter le pays. Plusieurs délégations internationales ont séjourné en Haïti en 2007 alors que le pays a été le siège de plusieurs rencontres internationales de haut niveau. Les devises étrangères générées par ces activités touristiques ont été favorables à la stabilité du taux de change.

Le sous-secteur des « Transport et Communication » a consolidé son dynamisme en enregistrant un taux de croissance de 4,87 % en 2007 après avoir atteint 4,47 % en 2006. Les activités du « Transport » se sont toujours caractérisées par un dynamisme soutenu en raison de la forte demande des services de cette branche, notamment dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. L'absence de statistiques sur les transports terrestre et maritime ne nous a pas permis de caractériser le profil d'ensemble du sous-secteur des transports à l'exception du transport aérien qui a affiché une augmentation de 25 %, à 6 592 vols en 2007 d'après les statistiques collectées sur le nombre de vols enregistrés à l'Aéroport international Toussaint Louverture.

Cette année encore, les entreprises du secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sont classées parmi les 10 premières entreprises dans la liste des 500 plus grands contribuables de l'État haïtien pour l'exercice 2006-2007. D'après un rapport de l'Unité de Gestion et de Contrôle fiscal (UGCF) de la Direction générale des Impôts (DGI), ces entreprises ont apporté près de 2,2 milliards de gourdes de taxes à l'État haïtien, soit environ 60 millions de dollars américains, sous forme de taxe sur le chiffre d'affaires (TCA), d'impôt sur les bénéfices et autres. Les trois entreprises privées de téléphonie cellulaire (Voilà, Digicel, Haïtiel) sont classées en tête de liste avec une contribution financière directe d'un peu plus de deux milliards de gourdes au Trésor Public, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à l'exercice fiscal 2005-2006. Ces informations suggèrent que la performance du secteur des communications a été excellente au cours de l'exercice.

Le poids de la production des services non-marchands a augmenté considérablement en 2007. Le taux de croissance de ce sous-secteur s'est élevé à 5,08 % en 2007 contre 1,55 % en 2006, et sa contribution à la valeur ajoutée globale est passée à 16,71 % en

2007 contre 7,09 % un an plus tôt. Mis à part l'accroissement de la quantité des services non-échangeables fournis par les organismes privés à but non lucratif, c'est surtout la priorité accordée par le gouvernement issu des élections de février 2006 à certains secteurs spécifiques tels que la sécurité, la justice, la police et aux secteurs sociaux (Santé, Éducation, actions sociales, etc.) qui a expliqué cette ampleur remarquable de la production non-marchande au cours de cet exercice. En effet, dans le Budget 2006-2007, l'enveloppe allouée aux seules rubriques Police et Justice a représenté près de 16 % du total. Les efforts du nouveau gouvernement dans la lutte contre l'insécurité ont porté fruits puisque les conditions sécuritaires ont connu une nette amélioration au cours de cet exercice, ce qui a permis la reprise dans certains secteurs et le renforcement des activités dans d'autres.

I.2- LE COMPORTEMENT DES PRIX EN 2007

En fin d'exercice, la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (PIC) a atteint son plus faible niveau depuis 1999 en s'inscrivant à 7,90 % contre 12,41 % en 2006, 14,80 % en 2005 et 22,50 % en 2004. Ce recul de l'inflation s'est réalisé en dépit d'une conjoncture internationale marquée par la poursuite de la flambée des prix des produits pétroliers qui s'était d'ailleurs renforcée à partir du deuxième trimestre de l'exercice 2007. L'importance de l'évolution des prix des produits pétroliers dans la progression du niveau général des prix en Haïti s'est amplifiée depuis l'élimination de la subvention de ces produits par le gouvernement en 2002. Bien qu'ayant atteint un taux d'inflation à un chiffre, l'économie haïtienne fait encore partie des pays à inflation élevée de la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes. En effet, le taux d'inflation annuel moyen de la région s'est inscrit à 5,40 % en 2007. La volatilité ou variabilité de l'inflation mesurée par son écart-type est demeurée stable à 1,34 en 2007 comme en 2006 contre 3,07 en 2005.

Le taux d'inflation trimestriel annualisé s'est inscrit à 10,93 % au premier trimestre, 8,73 % au deuxième trimestre, 8,47 % au troisième trimestre et 7,80 % au quatrième trimestre 2007. Ainsi, par rapport à 2006, l'inflation trimestrielle s'est repliée en glissement annuel de 5 points de pourcentage au premier et quatrième trimestres et de 6 points de pourcentage au deuxième et troisième trimestres.

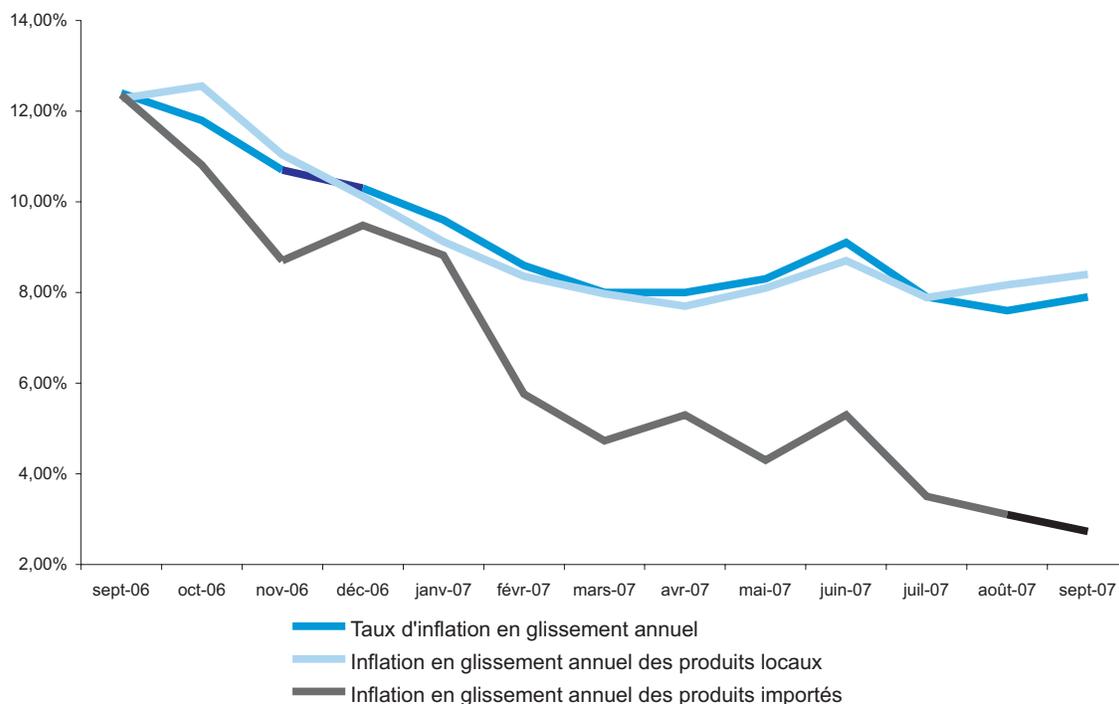
Pris en base mensuelle, l'indice des prix à la consommation a varié de 0,63 % en moyenne sur l'ensemble de l'exercice, soit un taux inférieur de 35 points de base à celui de l'exercice écoulé. Les variations mensuelles les plus élevées ont été enregistrées en mai (1,30 %) et septembre 2007 (1,80 %). Les raisons à la base d'une telle accélération du rythme de croissance des prix, surtout en fin d'exercice, se trouvent dans la hausse des prix des fournitures et des livres scolaires, du tissu et des produits alimentaires occasionnée par la rentrée des classes. En effet, ces postes dont la pondération totale s'élève à 56 %, ont contribué à l'inflation mensuelle à hauteur de 81,47 % au cours de ce mois. Par ailleurs, le taux de croissance annuelle de l'indice des prix des produits locaux a été de 9 % en moyenne en 2007 et est supérieur à celui des produits importés de 3 points de pourcentage.

La composante sous-jacente de l'inflation, c'est-à-dire l'inflation hors produits volatils, s'est accélérée en passant à 8,34 % en fin d'exercice contre 7,34 % en 2006. En variation annuelle, la progression de l'indice de base a résulté en grande partie de celle des indices sous-jacents des groupes « Loyer du logement, énergie et eau », « Aménagement et entretien du logement » et « Loisirs, spectacles, enseignement et culture » et a dépassé celle de l'indice global. Ceci peut s'expliquer par le fait que certains des produits estimés volatils ont eu, au cours de cette période, un effet de freinage et ont contribué à réduire le taux d'inflation.

La décélération du rythme de progression de l'IPC résulte en grande partie de celle de plusieurs postes à forte pondération dans le panier parmi lesquels l'Alimentation (-5,80 %), l'Habillement (-4,80%), le Loyer (-3,40 %), le Transport (-3,90 %) et les Loisirs (-9,60 %). Les taux enregistrés par les groupes Aménagement, Santé et Autres biens et services se sont inscrits à 2,80 %, 0,40 % et 0,90 % respectivement en moyenne sur l'exercice, mais n'ont pas pu contrebalancer l'influence à la baisse des prix des postes sus-cités en raison de leur forte pondération dans l'indice général.

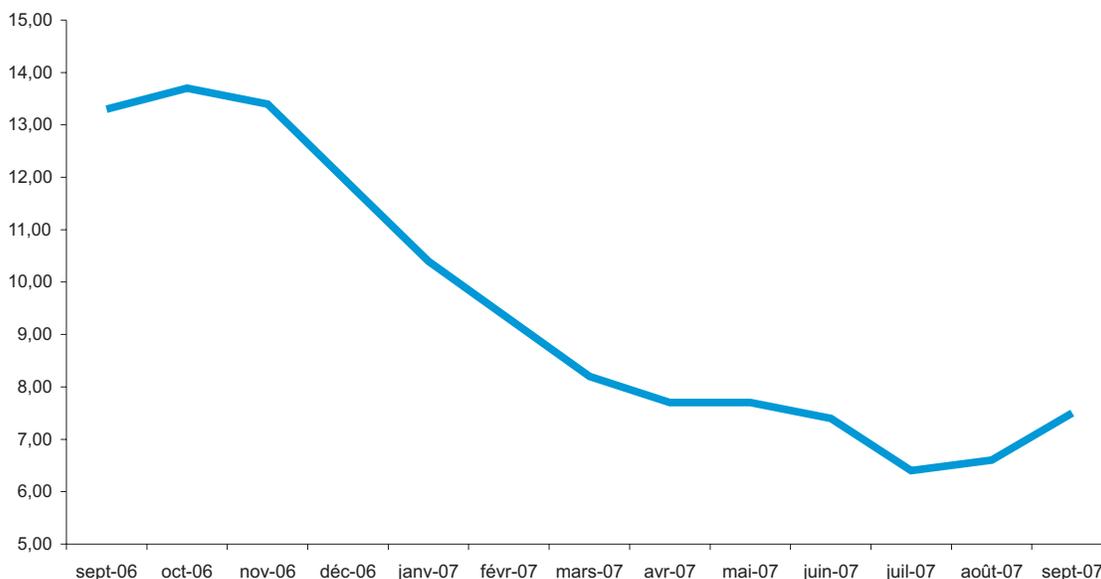
La poursuite du ralentissement des tensions inflationnistes a été favorisée par l'augmentation de la disponibilité alimentaire locale. De bons résultats ont été enregistrés au niveau des récoltes de toutes les cultures au cours de l'exercice malgré les dégâts de tous genres causés par le passage d'ondes tropicales qui ont eu des conséquences dévastatrices sur le secteur agricole. De plus, l'indice des prix des produits alimentaires n'a pas été trop affecté par la hausse des prix du blé sur le marché international qui s'est reflétée très fortement sur la variation de l'indice des prix de la farine de blé, lequel a crû de 14% et sur ceux d'autres produits connexes tels que le pain, les biscuits et autres produits dérivés.

Graphique 1- Inflation globale, des produits locaux et des produits importés



L'IPC par région géographique a suivi la même tendance que l'IPC global. En moyenne et en glissement mensuel, il a progressé de 0,59% en 2007, contre plus de 1 % en 2006. Toutefois, des variations annuelles plus fortes ont été enregistrées dans certaines zones en raison de leur plus forte concentration démographique. C'est ainsi que dans l'Aire Métropolitaine considérée comme le centre des activités économiques, on a enregistré un taux d'inflation moyen de 9,93 %, tandis que pour la région transversale et le nord, il s'est établi à 9,05 % et 8,24 % en moyenne respectivement. Au Sud et dans le reste Ouest, la variation annuelle de l'IPC a tourné autour de 7,07 % et 6,47 % au cours de l'exercice 2007.

Graphique 2- Variation en glissement annuel de l'indice du groupe «Alimentation, boisson et tabac»



Globalement, les mesures restrictives prises par la banque centrale en début d'exercice visant au maintien de la stabilité des prix, jointes à la réduction du déficit budgétaire sur l'ensemble de l'exercice, ont permis de contenir le développement des tensions inflationnistes dans l'économie. Le recul de l'inflation qui en est résulté a conduit les autorités monétaires à orienter leur politique vers la baisse des taux d'intérêt directs dès la fin du premier trimestre 2007. La position excédentaire du Trésor Public lui a, de son côté, permis d'atteindre l'objectif de financement nul du déficit budgétaire par création monétaire. Ainsi, le resserrement monétaire auquel a fait face l'économie en 2006 prenait fin dès le premier trimestre de l'exercice 2007 pour être remplacé par une période de détente monétaire. En abaissant les taux sur les bons BRH, les autorités monétaires ont manifesté leur intention de contribuer à la relance des activités économiques par la stimulation du crédit bancaire. Par ailleurs, le contrôle de la monnaie en circulation a également permis la poursuite de la politique de stabilisation de la gourde, laquelle a renforcé la tendance baissière de l'évolution des prix. En effet, le taux de change a baissé continuellement en passant de 39,12 gourdes pour un dollar EU en septembre 2006 à 38,38 gourdes en janvier 2007 pour enfin terminer l'exercice à 36,09 gourdes.

I.3- LES SALAIRES ET LA SITUATION DE L'EMPLOI

L'amélioration du climat sécuritaire et l'assainissement de l'environnement macro-économique et socio-politique au cours de l'exercice 2006-2007 ont eu des incidences positives sur le marché de l'emploi. En effet, au 30 septembre 2007, au niveau de la fonction publique le nombre de fonctionnaires a crû de 7,30%, soit la plus forte hausse enregistrée sur les dix dernières années. Du côté du système bancaire, l'emploi a progressé de 8 %. L'emploi dans le secteur de la construction a, pour sa part, augmenté de 254,50 %.

Au 30 septembre 2007, 52 333 fonctionnaires ont été recensés au niveau de l'administration publique contre 48 758 en septembre 2006. Cette progression est due principalement à l'augmentation de 6,80 % des effectifs du Pouvoir Exécutif³ qui occupe plus de 90,10 % des fonctionnaires de l'État. Grâce à la reprise des activités au parlement durant l'exercice 2005-2006, les effectifs au niveau du Pouvoir législatif (1,20 % du total des fonctionnaires de l'État) ont aussi augmenté de 60,60 %, ce qui porte le total des fonctionnaires du parlement à 943. Le judiciaire (2 600 employés) et les autres administrations⁴ (1 653 employés) regroupent, respectivement, 5 % et 3,20 % des fonctionnaires de l'Administration publique.

Dans un rapport présenté à la presse (Le Nouvelliste du 22-01-08, No 37760, page 2), faisant état du dernier bilan de la campagne d'alphabétisation lancée en septembre 2007, la Secrétairerie d'État à l'Alphabétisation (SEA) a confié avoir créé 836 emplois dans les 50 centres d'alphabétisation en fonctionnement à travers le pays.

Du côté du secteur privé des affaires, les données recueillies par l'OFATMA ont indiqué que les entreprises nouvellement déclarées ont généré 1 914 nouveaux postes, pour un cumul de 2 990 travailleurs⁵, ce qui traduit une croissance de 177,90 % du nombre de travailleurs évoluant dans ce secteur. Rappelons qu'en septembre 2006, 2 944 postes ont été supprimés, ce qui a constitué une baisse de 73,20 % du nombre d'employés.

Par ailleurs, le secteur de la construction a suivi la mouvance avec 3 808 nouveaux postes, pour un total de 5 304 travailleurs. Une telle performance fait suite au repli enregistré au cours de l'année 2006, caractérisé par la perte de 2 328 emplois.

S'agissant du secteur de la Micro finance, le rapport publié par l'Association Nationale des Institutions de Micro Finance d'Haïti (ANIHM) a indiqué que pour l'exercice 2006-2007, le nombre de personnes y travaillant s'élève à 1 601⁶. En dépit du manque d'informations sur l'évolution des emplois générés par les entreprises de micro-finance, il n'en demeure pas moins que le dynamisme affiché⁷ par ledit secteur durant ces dernières années laisse présager un certain raffermissement de l'emploi.

3 Contre 2,60 % en 2006. Soulignons que l'Exécutif est composé des Ministères, du Bureau du premier ministre et de la Présidence.

4 Formé de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, de l'Université d'État d'Haïti, du Conseil Électoral Provisoire et de l'Office de la Protection du Citoyen.

5 Toujours inférieur aux 4 020 emplois recensés en 2005.

6 Ces données sont incomplètes, car elles ne couvrent pas toutes les institutions évoluant dans ce secteur.

7 Le portefeuille de prêts a augmenté de 5,2 % et la clientèle de 15,8 % depuis le début de l'année. Il est plausible d'affirmer que la hausse des activités d'intermédiation dans ce secteur peut induire une augmentation du personnel oeuvrant dans ces institutions.

ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT EN 2007

Au cours de cet exercice, le salaire minimum journalier a été maintenu à 70 gourdes, soit le montant fixé depuis l'année 2003. Des pourparlers ont été entamés au niveau des grandes instances de l'État conjointement avec le secteur privé des affaires pour l'augmenter, mais ces discussions n'avaient pas encore abouti à la fin de l'exercice sous-étude. Cependant, en raison du ralentissement de la croissance de l'indice du niveau général des prix (IPC), le rythme de détérioration de la valeur du salaire minimum s'est décéléré. En effet, le pouvoir d'achat du salaire minimum a diminué de 7,29 % en 2007 contre 11,04% en 2006.

Tableau 1- Salaire réel
(au 30 septembre)

	Indice des prix à la consommation ¹	Taux d'inflation (en %)	Salaire nominal (gdes)	Salaire réel (gdes d'août 2004)	Taux de croissance salaire réel (%)
2001	55.00		36.00	65.45	
2002	60.80	10.55	36.00	59.21	-9.54
2003	84.15	38.40	70.00	83.18	40.49
2004	102.40	21.69	70.00	68.36	-17.82
2005	117.60	14.84	70.00	59.52	-12.93
2006	132.20	12.41	70.00	52.95	-11.04
2007	142.60	7.87	70.00	49.09	-7.29

Source: IHSI, BRH - MAE/SMAC

N.B : Le salaire réel est calculé par le ratio (Salaire nominal sur IPC)*100

1 Base 100 Août 2004

II- LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN 2007

L'exercice fiscal 2006-2007 a été marqué par l'amélioration continue du cadre macroéconomique depuis la fin de 2004, notamment sur le plan des finances publiques, du contrôle de l'inflation et de la stabilisation du taux de change. La gestion prudente des finances publiques et les afflux d'aide externe ont permis au trésor public de dégager les ressources nécessaires au remboursement d'une partie de ses engagements envers la Banque centrale qui sont passés de 21 090 MG en septembre 2006 à 19 605 MG un an plus tard. L'inflation a reculé de 4,5 points de pourcentage et la gourde s'est appréciée d'un peu plus de 7% par rapport au dollar ÉU. Cependant, en dépit d'un contexte de baisse des taux sur les bons BRH⁸, la faiblesse de la croissance du crédit au secteur privé, combinée à la lenteur dans l'exécution des dépenses publiques, n'a pas permis d'atteindre le niveau escompté de croissance du PIB réel, le taux enregistré n'ayant été que de 3,20% alors que le gouvernement tablait au départ sur une croissance de 4%, objectif qui avait été révisé à 3,50 % par la suite.

II.1- LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2007

La politique monétaire en 2006-2007 a été menée dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). Ce programme, défini en accord avec le Fonds Monétaire International, a fixé les principaux objectifs et l'orientation de la politique macroéconomique et monétaire du gouvernement pour les exercices fiscaux allant de 2007 à 2009. Il vise en final, à mettre le pays sur la voie de la croissance économique, de l'augmentation du niveau de vie et de la réduction de la pauvreté, à partir de priorités définies par les autorités haïtiennes dans le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) devenu Document de stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSNCRP)

En tenant compte de la bonne posture des finances publiques, de la baisse de l'inflation et de la nécessité de créer les conditions pour une relance du crédit au secteur privé, les autorités monétaires ont décidé de revenir avec la politique de détente des taux d'intérêt qui a fait son cours pour une bonne partie de la période de transition (2004-2005)⁹. Cette politique a été menée graduellement, sans induire de nouvelles pressions sur les prix et le taux de change. Cependant les rigidités structurelles du secteur financier et les délais de transmission ont réduit ses effets sur la relance tant attendue du crédit bancaire.

II.1.1- LES INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2007

II.1.1.1- Les Bons BRH

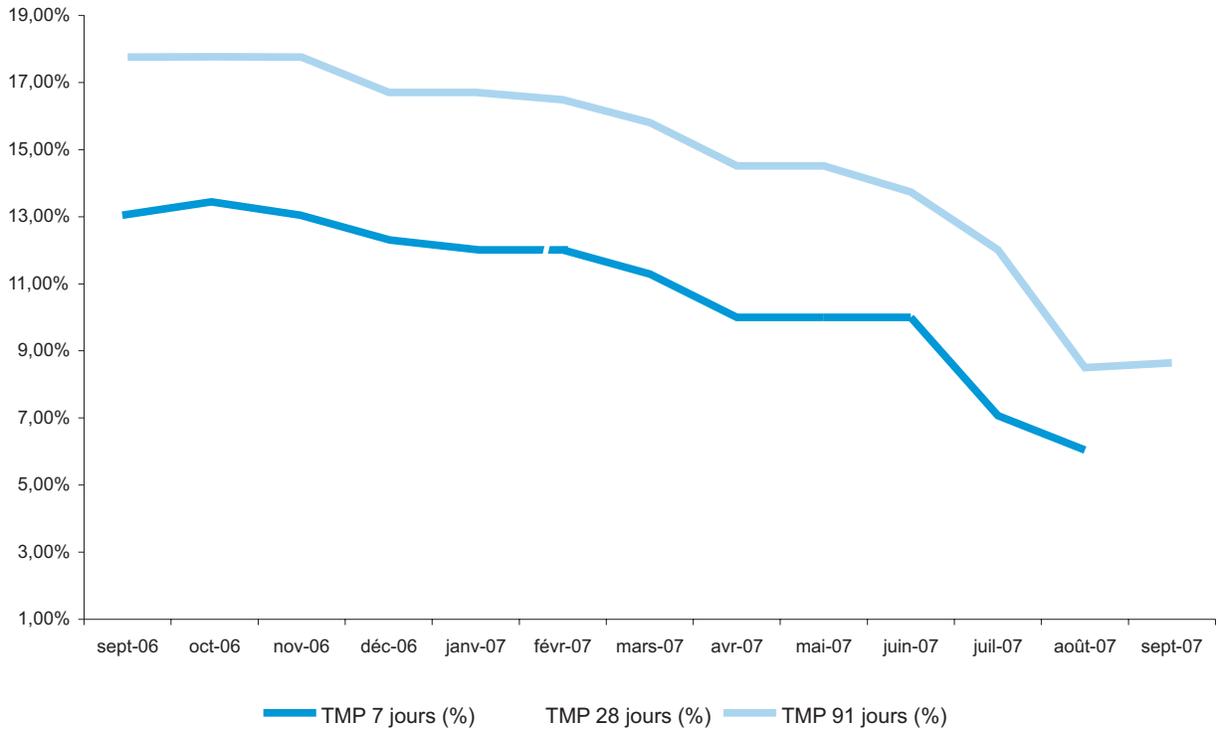
Pour la dixième année consécutive, les bons BRH ont gardé leur rôle de principal instrument de politique monétaire. La baisse de leur rendement¹⁰ entamée dès juin 2006 s'est également confirmée durant l'exercice fiscal 2007. En effet, dans un environnement marqué par la bonne tenue des finances publiques et la baisse du taux d'inflation, les autorités monétaires ont réduit de manière régulière et progressive les taux d'intérêt. Pour les bons de 91 jours qui ont représenté la totalité de l'encours à la fin de l'exercice, le taux moyen pondéré (TMP) est ainsi passé de 17,77% en octobre 2006 à 8,64% en septembre 2007.

8 qui devrait théoriquement se répercuter sur les taux d'intérêt sur le marché bancaire et stimuler le crédit.

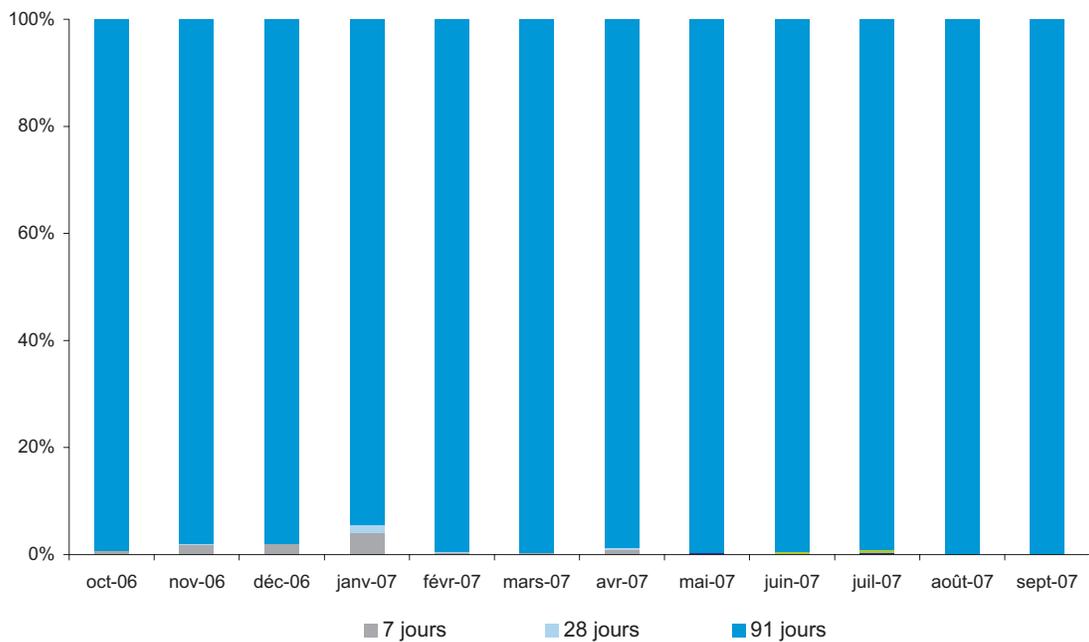
9 La période de transition s'entend, celle où le pays était dirigé par le Président Boniface Alexandre et le Premier Ministre Gérard La Tortue.

10 Pour les banques participantes

Graphique 3- Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH des différentes maturités



Graphique 4- Composition de l'encours des bons BRH

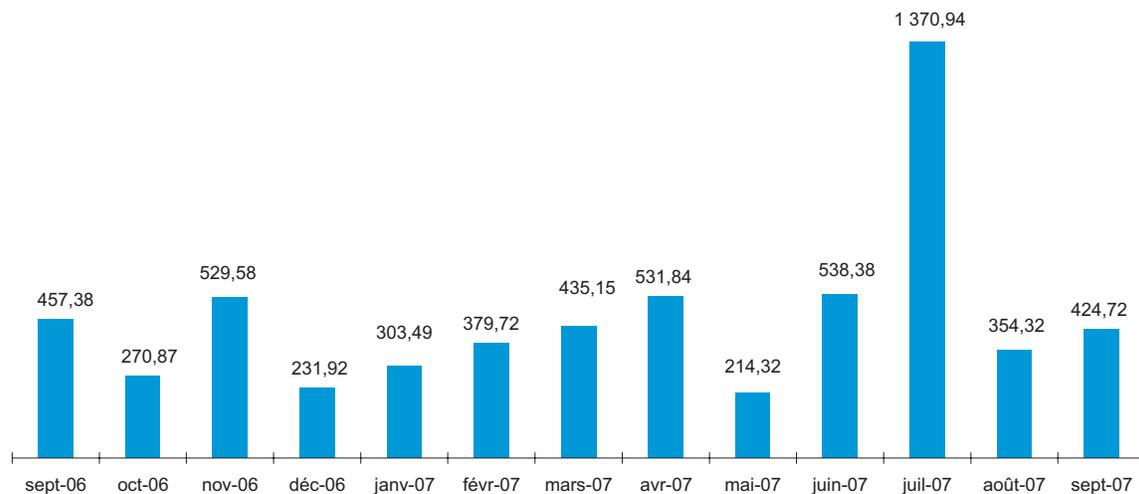


II.1.1.2- Les taux de réserves obligatoires

Durant l'exercice, les coefficients des réserves obligatoires fixés par la circulaire du 25 avril 2006 sont demeurés inchangés, soit de 31 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM) et 19,50 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL), tant pour les passifs en gourdes qu'en dollars ÉU. La structure des réserves obligatoires sur les passifs en dollars ÉU des banques commerciales est également restée stable (30 % en monnaie locale et 70 % en monnaie étrangère).

Contrairement à l'exercice précédent, la position moyenne de réserve (PMR) des banques a évolué autour d'une moyenne de 465,4 MG, laquelle moyenne reflète assez imparfaitement le caractère fluctuant de cet indicateur, qui est passé d'un minimum de 214,3 MG en mai 2007 à un pic de 1370 MG en juillet de la même année.

Graphique 5- Position moyenne de réserve



II.1.1.3- Interventions de la BRH sur le marché des changes

Pour reconstituer ses propres réserves de change et en conformité avec les engagements souscrits dans le cadre de la FRPC, la BRH a procédé à l'acquisition de 97,4 millions de dollars durant l'exercice. En septembre 2007, suite à la nervosité observée sur le marché des changes à partir de la première semaine du mois d'août, la BRH a procédé à la vente de 10,5 millions de dollars ÉU. Cette injection s'est réalisée dans le but de lisser les mouvements du taux de change, de réduire la volatilité du cours du dollar ÉU et de permettre ainsi à la monnaie nationale de garder les acquis des mois antérieurs sur le marché des changes.

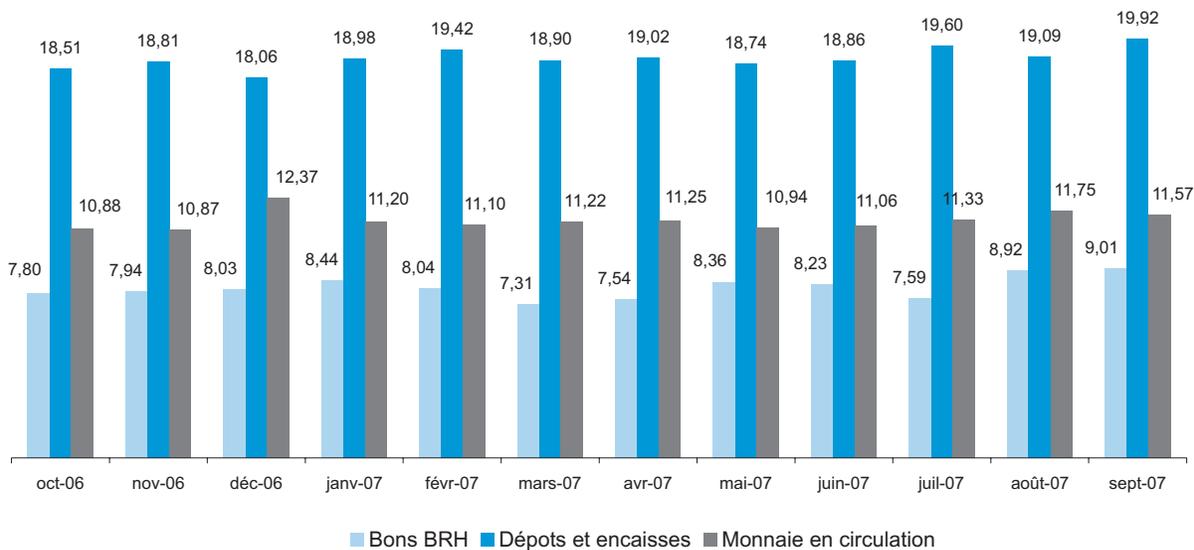
II.1.2- Les Résultats

Le dosage adéquat du desserrement de la politique monétaire (compte tenu d'une politique fiscale conservatrice) a permis d'éviter toute accélération destabilisatrice de la croissance des agrégats monétaires. La monnaie en circulation a crû de 3,69 % contre 5,80 % un an plus tôt. La masse monétaire au sens large a pour sa part progressé de 5,45 points de pourcentage de moins relativement à l'exercice antérieur, à 4,78 %. Cependant une forte tendance à la hausse a été observée du côté des dépôts à vue qui ont augmenté de 15,35%, poussant la progression de M1 à 8,70 % contre 2,96 % un an plus tôt. Les dépôts en dollars ÉU ont également affiché une hausse appréciable de 5,39% mais inférieure à celle de 2006 (10,01%), en dépit d'une appréciation de 7,02% de la gourde par rapport au dollar ÉU.

II.1.2.1- Les résultats intermédiaires

Pendant l'exercice sous revue, la base monétaire a crû de 11,29%, soit un ralentissement de 3,5 points de pourcentage par rapport à l'exercice antérieur, portant le volume de la monnaie centrale à 42 887,4 MG. Au niveau du passif de la banque centrale, ces résultats reflètent surtout des augmentations de 12,13% des dépôts des banques et de 15,42% des bons BRH, lesquels représentent respectivement 43% et 21% du montant de la base. A l'actif, cette hausse est la résultante d'un accroissement de 54,67% des Avoirs Extérieurs Nets (39 % de la base) qui a contrebalancé l'effet d'une contraction des créances sur le gouvernement central de 6,28 % (47% de la base). Cette croissance plus que proportionnelle de la Base monétaire relativement à la masse monétaire au sens large a contribué à maintenir la tendance à la baisse du multiplicateur monétaire (rapport entre la masse et la base monétaires) depuis 3 ans, lequel est passé de 1,95 en septembre 2006 à 1,84 en septembre 2007.

Graphique 6- La base monétaire et ses composantes



II.1.2.2- Les résultats finals

II.1.2.2.1- Les opérations en gourdes

Malgré la baisse notable du rendement des bons BRH, les taux d'intérêt aussi bien débiteurs que créditeurs sur les opérations en gourdes se sont montrés assez peu sensibles aux variations des taux directeurs¹¹. Alors que les taux moyens pondérés sur les bons de 91 jours perdaient plus de 4 points de pourcentage entre octobre 2006 et juin 2007, le taux moyen sur les prêts en gourdes passait de 31,50% à 34,50%. Il devait connaître une légère baisse à partir de juillet, mais pour terminer l'exercice à un niveau supérieur à celui du début de l'exercice, soit 32,50%.

Les taux d'intérêt créditeurs ont d'abord fluctué indépendamment de l'évolution des taux directeurs jusqu'au mois de mai 2007. A partir de juin, le taux moyen sur les dépôts d'épargne s'est stabilisé à 1,13% alors que le rendement des dépôts à terme entamait une baisse, passant de 7,50% en mai à 4% en septembre 2007.

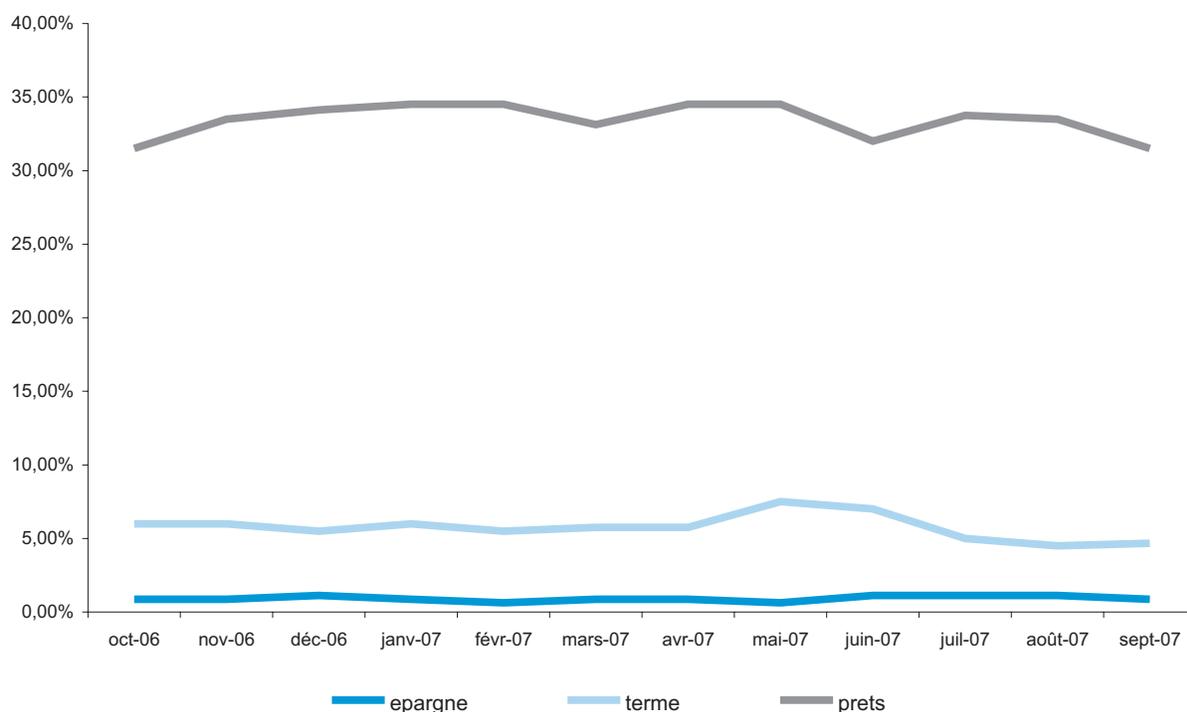
¹¹ Dans la mesure où le comportement des banques commerciales semble être tout à fait asymétrique relativement à la variation de ces taux.

II.1.2.2.2- Les opérations en devise

S'agissant des opérations en dollars ÉU, la stabilité observée au niveau de leurs taux d'intérêts durant l'exercice précédent s'est généralement maintenue. Ainsi, le taux d'intérêt moyen sur les dépôts d'épargne qui s'était établi à 0,50% depuis le mois de juillet 2006 a été maintenu à ce niveau durant les onze premiers mois de l'exercice fiscal 2007, avant de passer à 0,75% en septembre 2007. Pour les dépôts à terme, les rendements moyens ont légèrement fluctué entre 3% et 3,50%. Quant aux prêts en dollars, ils ont vu leurs taux d'intérêt osciller entre 12% et 13,50%. Conséquemment, les marges ou les spreads de taux d'intérêt pour les banques restent très élevés, tant au niveau des opérations en gourdes que celles en dollars ÉU.

La baisse appliquée au niveau des taux sur les Bons BRH, n'a pas eu d'effet inflationniste durant l'exercice. Ces résultats ont conforté le gouvernement dans sa gestion rigoureuse des finances publiques au cours des deux dernières années. Le taux de croissance en glissement annuel de l'IPC a été globalement maintenu à la baisse, passant de 11,80 % en début d'exercice à 7,90 % en septembre 2007, se retrouvant ainsi pour la première fois en dessous du niveau de 8% depuis décembre 1998. Quant à la gourde, elle a maintenu raisonnablement¹² sa tendance à l'appréciation¹³ observée depuis l'exercice précédent en raison d'excédents budgétaires, des flux de transferts effectués par la diaspora et d'aides internationales accordées par les bailleurs (canalisé soit par le circuit du gouvernement, soit à travers les organisations non gouvernementales (ONG)). Sur l'ensemble de l'exercice, la monnaie nationale s'est appréciée de 7,02% par rapport au dollar ÉU.

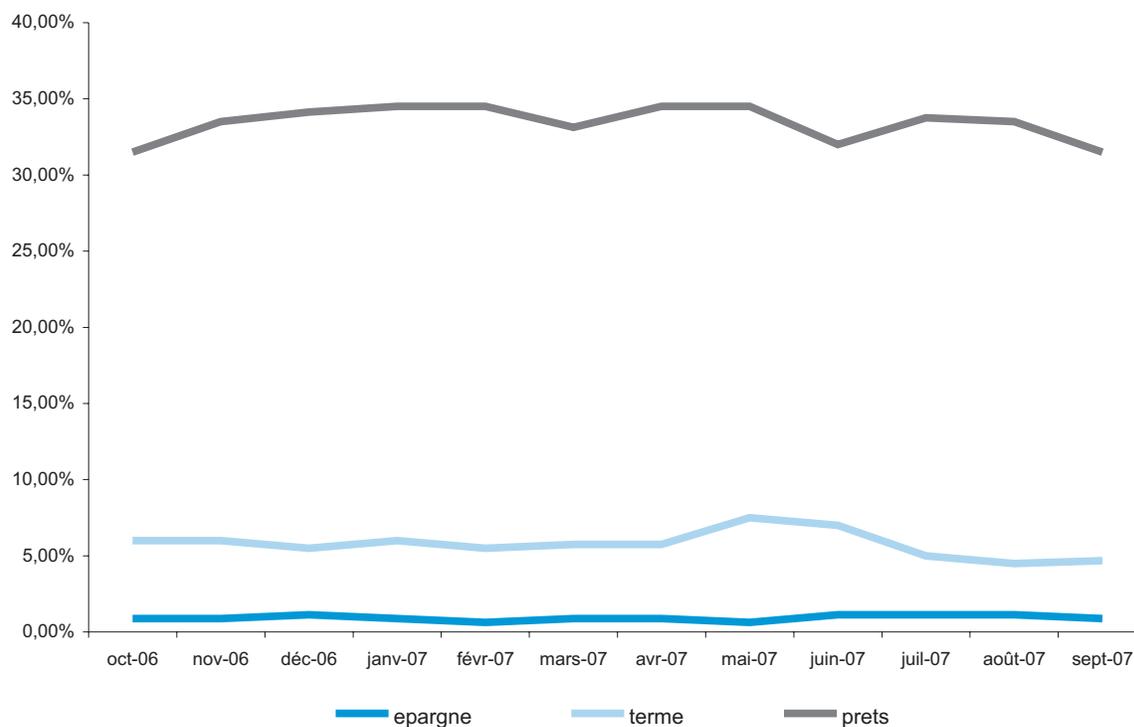
Graphique 7- Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales
(opérations en gourdes)



¹² Il n'y a pas eu de dérapage sur le marché des changes.

¹³ Acceptable compte tenu de la dépendance de l'économie haïtienne des importations.

Graphique 8- Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales
(opérations en dollars ÉU)



II.2- ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES EN 2007

Au cours de l'exercice 2006-2007, la situation monétaire a été marquée par un net ralentissement de la croissance des principaux agrégats monétaires, en raison d'une politique prudente (mais compatible avec l'objectif de maintenir l'économie sur un sentier de croissance de long terme), appliquée par les autorités monétaires. Cette politique a été axée d'une part sur la réduction des taux directeurs, dans l'objectif de stimuler le financement de l'économie par le crédit bancaire, et d'autre part sur la stabilité monétaire, de manière à maintenir constants le ralentissement de l'inflation et la stabilisation du change. Ainsi, la hausse des avoirs extérieurs nets du système bancaire a constitué la principale cause de la hausse de la masse monétaire pour l'année fiscale 2007, les créances sur le secteur public non financier ayant connu une réduction notable, facilitée par une bonne tenue des finances publiques et l'appui des bailleurs de fonds internationaux.

La masse monétaire au sens restreint, M1, a crû de 8,70 % par rapport à l'année précédente, sous l'effet propulseur de l'augmentation des dépôts à vue qui se sont accrus de 15,35 %, contre une baisse annuelle de 0,59% en septembre 2006. Cette hausse des dépôts à vue est une résultante de la baisse du coût d'opportunité pour les déposants, de garder leur avoirs monétaires en M1, suite à l'érosion de la rémunération des dépôts à terme. En effet, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts à terme en gourdes et en devises sont passés respectivement de 6,19 % et 3,50 % en octobre 2006 à 4,42 % et 3,44 % en septembre 2007.

A l'inverse, la monnaie en circulation n'a progressé que de 3,69 %, soit de 2,11 points de pourcentage de moins que la croissance réalisée en 2006. Ce ralentissement fait suite à la réduction des avoirs intérieurs nets de la BRH, lesquels évalués à 1,3 milliard de gourdes, ont diminué de 5,14 milliards de gourdes en un an.

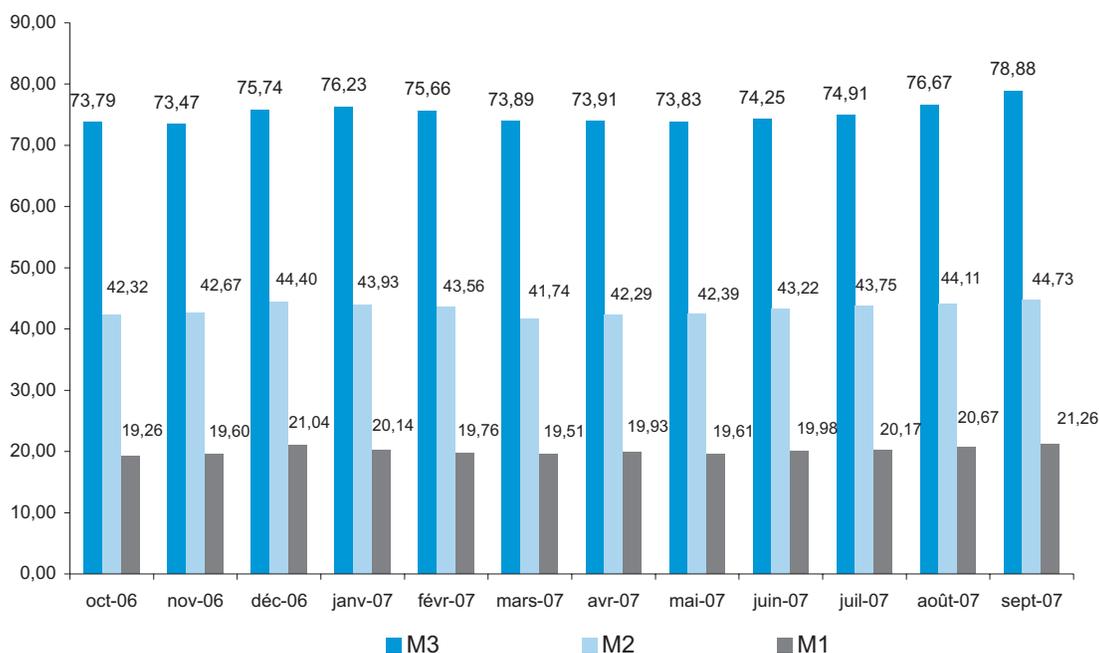
La masse monétaire M2, (44,7 milliards de gourdes en septembre 2007), a crû de 4,78 %, contre 9,92 % précédemment, reflétant ainsi une progression moindre des actifs en gourdes captés par le système bancaire. La quasi-monnaie (23,5 milliards de gourdes), a crû de

1,47 %, soit un rythme de près de 12 fois moindre relativement à celui observé au cours de l'exercice précédent. Les dépôts à terme se sont contractés de 2,21 %, en raison notamment de la baisse des taux d'intérêt créditeurs, ce qui a particulièrement affecté les dépôts au cours du 1^{er} semestre, tandis que la croissance des dépôts d'épargne (4,12 %) a ralenti de 3,34 points de pourcentage. Le ralentissement de la croissance de la masse monétaire a été dû en grande partie à l'appréciation de la gourde par rapport au dollar américain.

Parallèlement, les dépôts en devises convertis se sont chiffrés à 34,1 milliards de gourdes: ils ont ainsi crû de 5,39 % en rythme annuel, soit un repli de 4,62 points de pourcentage par rapport à l'an dernier. Ce ralentissement de la croissance des dépôts en devises convertis reflète aussi bien l'effet de l'appréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU, que la décélération du rythme de progression du volume de dépôts en devises. En dollars ÉU, les dépôts en devises se sont élevés à 938,6 millions de dollars ÉU, croissant ainsi de 13,35 % en glissement annuel, contre 21,01 % l'an dernier.

Le ralentissement du rythme de croissance des dépôts, tant en gourdes qu'en devises captés dans le système bancaire s'est reflété sur la progression de la masse monétaire au sens large. Par rapport à l'exercice antérieur, M3 a crû de 5,04 % pour se chiffrer à 78,9 milliards de gourdes, contre une hausse de 9,96 % en 2006. Toutefois, la vitesse de circulation de la monnaie s'est accélérée en 2007, ce qui démontre une intensification des flux de transactions effectuées par les agents économiques au cours de l'exercice à la faveur du regain des activités économiques. Mesurée par le ratio PIB/M3, la vitesse de circulation de la monnaie s'est chiffrée à 3,1 contre 2,7 en 2006 et 2,5 en 2005.

Graphique 9.- Évolution des agrégats monétaires
(en milliards de gourdes)



II.2.1- Contreparties de M3 et financement de l'économie

La progression modérée de la masse monétaire au sens large au cours de l'exercice 2006-2007 a été induite d'une part, par la décélération de la croissance des avoirs extérieurs nets du système bancaire, et d'autre part, par la contraction du crédit intérieur net.

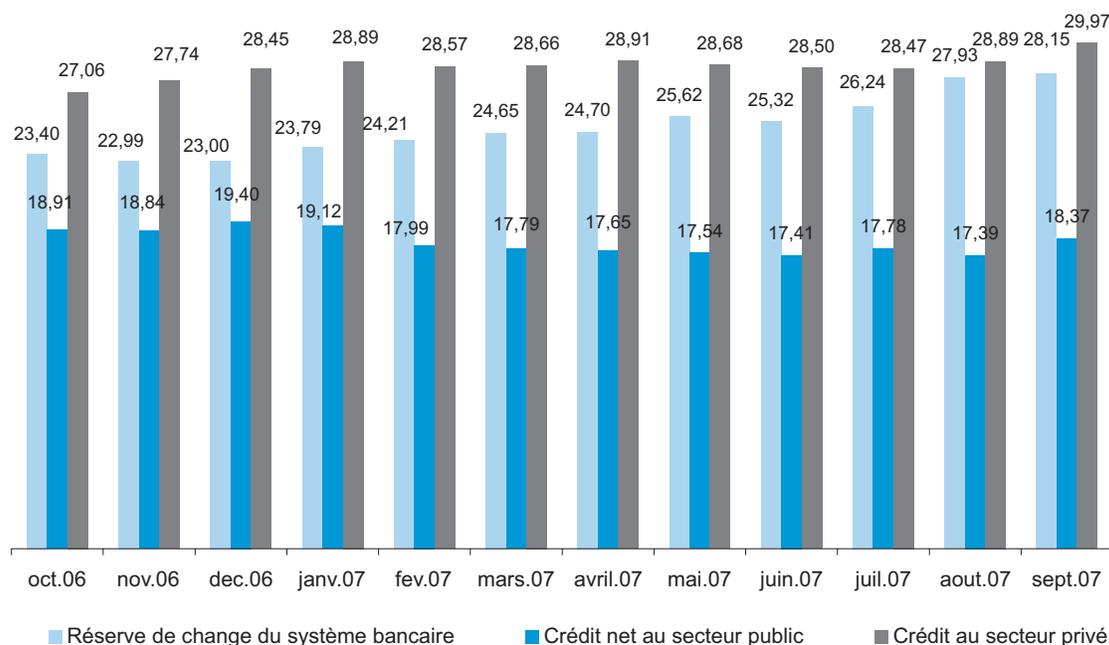
Au 30 septembre 2007, les avoirs extérieurs nets ont atteint 28,2 milliards de gourdes, soit une hausse de 19,21 % en glissement annuel, contre 27,76 % en 2006. Cette progression provient essentiellement de la consolidation des réserves nettes de change de la BRH, lesquelles ont compensé la réduction des avoirs extérieurs nets des banques commerciales. Évaluées à 282,2 millions de dollars ÉU, les réserves internationales nettes de la BRH, ont crû de 134,10 %, soit une progression de 54,40 points de pourcentage de plus que

l'accroissement enregistré en 2006. La consolidation des réserves nettes de change de la BRH, à un rythme dépassant les prévisions de la FRPC¹⁴, a été soutenue par les décaissements de fonds effectués par les bailleurs internationaux à hauteur de 383,4 millions de dollars ÉU, et les achats de dollars entrepris par la BRH au cours de l'exercice, soit 97,4 millions de dollars. La politique fiscale prudente du gouvernement, en ralentissant nettement la demande de devises dans l'économie a facilité l'accumulation de réserves par la banque centrale.

La contraction du crédit bancaire au secteur public non financier (SPNF) s'est accentuée en 2007, soit -8,87 % contre de -4,16 % au cours de l'exercice antérieur, suite à la diminution des créances nettes de la Banque Centrale sur le gouvernement central, principale source de création monétaire au cours de ces dernières années. Ces dernières, évaluées à 19,6 milliards de gourdes en septembre 2007, se sont contractées de 7,04 % par rapport à 2006, à la faveur d'un excédent global de 1,03 milliard de gourdes dégagé par le gouvernement central.

Parallèlement, le crédit au secteur privé a crû de 11,71 %, soit de 6,37 points de pourcentage de plus qu'en 2006, augmentant ainsi son poids dans le portefeuille de crédit intérieur net (59 %). Cet accroissement résulte tant de l'expansion combinée des créances en gourdes (5,05 %) que de celles en devises (17,72%). La croissance des prêts en devises a été particulièrement stimulée par l'appréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU qui a entraîné ainsi une baisse du coût réel de ces prêts. Il en est résultée une accélération de la dollarisation du système bancaire, mesurée par la part du crédit en dollar ÉU dans le crédit total. Se chiffrant à 55,38 %, elle a gagné 2,83 points de pourcentage par rapport à 2006. Parallèlement, le poids des dépôts en devises dans M3 (43,29%) s'est accru de 14 points de base, et le ratio dépôts en dollars sur dépôts totaux (50,73 %) a progressé de 5 points de base.

Graphique 10- Les contreparties de M3
(en milliards de gourdes)



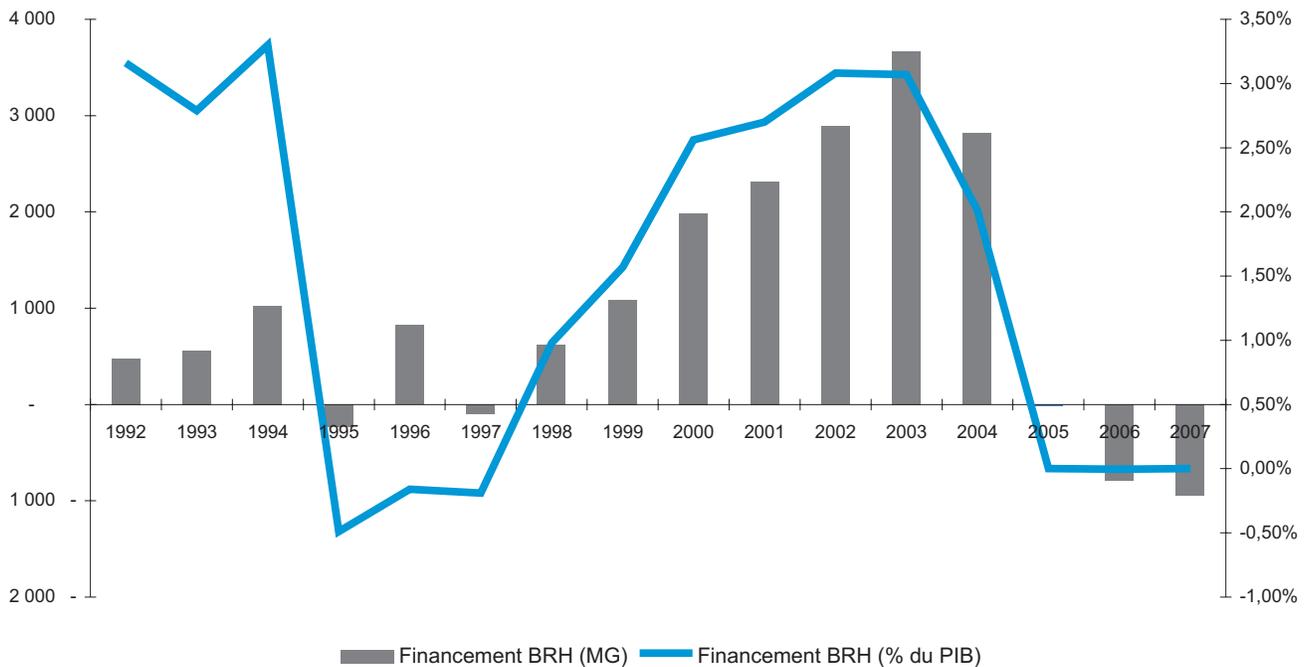
¹⁴ Les prévisions faites dans le cadre du programme Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance avaient tablé sur une croissance de 112,03 % des réserves nettes de change de la BRH.

III- LES FINANCES PUBLIQUES EN 2007

Au cours de l'exercice 2006-2007, la mise en œuvre de la politique fiscale a été effectuée selon les grandes lignes du programme économique et financier du gouvernement haïtien, négocié avec le Fonds Monétaire International. En effet, ce programme s'étalant sur trois ans a été conçu dans le but de renforcer la relance économique et de réduire la pauvreté. L'une des contraintes de ce programme consiste à maintenir l'équilibre budgétaire en vue d'éviter tout financement par la BRH. Pour ce faire, les autorités gouvernementales ont lancé une campagne intensive d'élargissement de l'assiette fiscale.

Ces dispositions ajoutées aux mesures de redressement initiées en 2004 ont permis à l'État haïtien de collecter des taxes et impôts d'un montant de 11 925 MG contre 11 364 MG prévu. Cependant, en fin d'exercice, la performance a été de 6,89% en dessous des projections annuelles de recettes de 25 000 MG établies par le programme. Il faut noter toutefois que cet objectif de recettes découle d'une loi de finances rectificative qui a été élaborée et votée avant la fin de l'exercice. Cette loi a permis à l'Etat haïtien d'avoir accès aux apports de fonds de certains bailleurs dont l'Union Européenne, afin de pallier le manque de ressources de certaines institutions et de réallouer le crédit destiné au paiement des intérêts sur la dette envers la BRH dont le service a été assuré par anticipation à partir de l'excédent budgétaire de l'exercice 2005-2006. En définitive, l'objectif zéro poursuivi en terme de financement monétaire du déficit budgétaire a été atteint.

Graphique 11- Financement BRH du déficit budgétaire
(en % du PIB)



III.1- LES RECETTES

Basé sur l'élargissement de l'assiette fiscale, l'effort fiscal entamé au cours de l'exercice 2003-2004 continue encore de donner de bons résultats. Les recettes fiscales ont dépassé de 4,90% les prévisions établies pour les six premiers mois. Cette performance a justifié l'optimisme des autorités dans le cadre des prévisions établies lors de l'élaboration du budget rectificatif. Les recettes totales, chiffrées à 23 667,2 MG en septembre 2007, ont augmenté de 16% en glissement annuel. Cette performance est toutefois inférieure de 9 points de pourcentage relativement à l'exercice précédent et de près de 7 points de pourcentage par rapport aux prévisions. Pour cet exercice, la pression fiscale a quelque peu augmenté, passant de 10,18 % en 2006 à 10,46 % en 2007.

III.1.1- Recettes Internes

Pour l'exercice 2006-2007, les recettes internes se sont élevées à 15 656,9 MG (6,90% du PIB), soit un résultat inférieur aux projections de 16 987,9 MG du programme économique et financier (9% du PIB). Ce niveau de performance représente une croissance de 19% en glissement annuel contre 21% au cours de l'exercice précédent. La progression des recettes internes s'explique par la hausse simultanée de toutes ses composantes, en particulier des droits d'accises qui ont augmenté de 40% en glissement annuel, de l'Impôt sur le Revenu (ISR) et de la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) qui ont accusé à leur tour des hausses respectives de 7% et de 16%. Par ailleurs, la part relative des recettes internes dans les recettes courantes a augmenté de 1,76 point de pourcentage, passant à 66,15% en 2007. La performance des droits d'accises provient de l'augmentation des prix à la pompe calculés suivant un mécanisme flexible intégrant l'évolution du prix du brut sur le marché international et la variation du taux de change. En ce sens, la structure des prix des produits pétroliers a été modifiée en quarante et une (41) occasions dont vingt-deux (22) ajustements à la hausse au cours de l'exercice. Les ratios des revenus perçus sous forme d'impôts, de droits et de taxes sur les prix à la pompe des différents produits pétroliers à l'exception de la gazoline 91, ont régressé par rapport à l'exercice précédent. De septembre 2006 à septembre 2007, ces ratios ont gagné 0,39 point de pourcentage (pp) pour la gazoline 91 mais ont perdu 0,98 pp pour la gazoline 95, 1,34 pp pour le gasoil, et 0,59 pp pour le kérosène. En effet, ils se sont inscrits respectivement à 37,30%, 37,54%, 9,52% et 6,20 % en fin d'exercice.

Quant aux autres rubriques (TCA et ISR), leur performance a été conditionnée par l'application de mesures plus contraignantes relatives à la régularisation des déclarations mensuelles par les contribuables. Ces mesures concernent :

- a) L'exigence du quitus comme condition préalable à toute requête adressée à l'administration fiscale ;
- b) L'application du taux unique de 30% dans le calcul de l'impôt sur les sociétés, la hausse de l'impôt forfaitaire et la prise en compte de certaines sources de recettes insuffisamment exploitées comme les jetons de présence, les tantièmes et les dividendes.

La croissance de 16 % de la Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA), à 6 844 MG en 2007, est au ralenti par rapport à l'exercice précédent où elle avoisinait les 46%. Ce ralentissement est imputable au comportement de ses composantes interne et externe qui ont crû de 6,19 points de pourcentage et 8,78 points de pourcentage de moins comparativement à 2006. De son côté, l'Impôt sur le revenu (ISR) a augmenté de 6,80%, s'inscrivant à 4 361,2 MG en 2007.

III.1.2- Les Recettes douanières

Dans le cadre de la campagne d'élargissement de l'assiette fiscale lancée par les autorités gouvernementales au début de l'exercice 2007, des dispositions relatives au renforcement des postes de contrôle et des brigades d'inspection douanière ont été adoptées au niveau des postes frontaliers pour lutter contre la contrebande, la sous-facturation et toutes autres formes de dérogation à la loi. Toutefois, la mise en œuvre de ces dispositions au sein de la Douane n'a entraîné qu'une faible progression de 3% des recettes cette année, comparativement à 52 % l'année précédente. Ce résultat peut être attribué à l'appréciation de 7% de la gourde par rapport au dollar et à une faible croissance de 4% des importations. Par ailleurs, les principales composantes des recettes douanières tels les droits de douane et les frais de vérification ont accusé chacune une augmentation de 8% en glissement annuel. En outre, l'application effective de telles dispositions a permis à l'Administration générale des Douanes de mettre en lumière un certain nombre de cas de fraude.

III.1.3- Performance Institutionnelle

Les efforts entrepris par les différentes institutions telles que la DGI, la Douane et l'UGCF, chargées de la collecte des impôts ont donné des résultats plutôt satisfaisants en 2007. En effet, les recettes internes sont passées de 13 144,7 MG en 2006 à 15 656,9 MG en 2007 pour afficher une croissance de 19,11%. Les impôts et taxes perçus par l'UGCF¹⁵ ont totalisé 5 380,9 MG contre 4 437,1 MG en 2006, soit une progression de 21,27 %. L'apport de cette institution au total des recettes internes a stagné autour de 34%. En dépit du fait que l'Administration Générale des Douanes (AGD) demeure encore pour l'exercice sous-étude le meilleur point de perception des recettes internes, sa contribution a diminué de 5 points de pourcentage, à 40 % du total. De son côté, la Direction Générale des Impôts (DGI) à travers son Bureau Central et ses différentes Directions régionales a amélioré considérablement sa performance en collectant 1 642,8 MG en 2007 contre 1 026,48 MG en 2006, soit une hausse de 60,04 %, portant ainsi sa contribution à 10 %.

Tableau 2- Recettes Internes par Institutions

	Encours 2005-2006	% du Total des Recettes	Encours 2006-2007	% du Total des Recettes	Variation (%)
Bureau Central/DGI	1 026,48	8	1 642,81	10	60,04
UGCF/DGI	4 437,08	34	5 380,93	34	21,27
Douane	5 866,57	45	6 191,74	40	5,54
Autres	1 814,57	14	2 441,42	16	34,55
Total	13 144,7	100	15 656,9	100	19,11

Source : BRH/Direction du contrôle de crédit

Le tableau suivant présente l'évolution de la structure des recettes totales en termes des diverses composantes que constituent les Impôts directs sur les revenus et bénéfiques, les Impôts indirects à la consommation, les recettes douanières et Autre recettes.

Tableau 3- Évolution de la structure des recettes

	2005	2006	2007
Recettes totales	100.00	100.00	100.00
Impôts directs sur le revenu et les bénéfiques	23.36	20.00	29.70
Particuliers	5.74	4.54	5.33
Sociétés	14.65	13.26	13.10
Acompte	2.97	2.20	0.04
Impôts indirects à la consommation	59.27	68.15	65.71
TCA	24.85	28.86	28.92
TCA sur importations	17.77	20.89	19.50
TCA interne	7.07	7.98	9.42
Accises	7.67	6.26	7.54
Recettes douanières	27.31	33.03	29.26
Autres	16.82	11.84	4.59

Source : BRH/Direction du contrôle de crédit

15 Unité de grands contribuables fiscal

Le système fiscal haïtien repose fondamentalement sur la taxation indirecte des activités liées à la consommation de biens et de services. L'analyse de la structure des recettes au cours de l'exercice 2007 indique que les impôts indirects ont représenté les 65,71% du total contre 68,15% en 2006; les impôts directs sur le revenu et les bénéficiaires y ont, pour leur part, contribué à raison de 29,70% contre 20 % en 2006. En dépit de la croissance des recettes provenant des accises et de la TCA, la contribution des impôts indirects a diminué de 2,44 points de pourcentage, suite au recul de celle des recettes douanières de 3,77 points de pourcentage. La part des impôts directs est passée de 20% à 29,70%, soit un gain de 9,70 points de pourcentage, en raison de la hausse des contributions de toutes les composantes de cette rubrique, à l'exception de l'Acompte dont l'apport a chuté de 2,20 points de pourcentage, à 0,04 %.

III.2- LES DEPENSES

Les dépenses ont accusé un montant de 28 471,4 MG en 2007, soit une croissance de 35% par rapport à l'exercice 2006. Ces dépenses ont représenté 11,50 % du PIB contre des projections de 30,90% du programme économique du gouvernement.

La structure des dépenses publiques a évolué favorablement. Au cours de l'exercice 2007, les dépenses courantes ont baissé au profit d'une forte augmentation des dépenses d'investissement par un rééquilibrage au niveau du budget rectificatif.

III.2.1- Les Dépenses courantes

Les dépenses courantes ont totalisé 22 428,4 MG en 2007, soit une croissance de 16% en glissement annuel. Celles-ci sont réparties de la manière suivante: 90,60% alloués à la consommation publique, 3,30% au service de la dette et 6,10% aux subventions et transferts. La moyenne mensuelle des dépenses courantes a été de 1 869,1 MG contre 1 608,1 MG en 2006.

L'augmentation de 16% des dépenses courantes a été une résultante de l'augmentation des dépenses sur biens et services de 31% en dépit des baisses simultanées enregistrées au niveau des postes «paiement des intérêts» et «subventions et transferts» de 47% et 26% respectivement. L'évolution des dépenses sur biens et services a été caractérisée par les hausses respectives de ses composantes traitements et salaires (29%) et autres achats de biens et services (33%). Il est à noter que 34,50 % des dépenses sur biens et services ont été réalisés au cours du dernier trimestre de l'exercice par le biais de la loi rectificative du budget 2007 élaboré en vue de mettre des ressources additionnelles à la disposition de certaines institutions confrontées à des difficultés dans l'exécution de leur budget.

La masse salariale en particulier est passée de 6 871,2 MG en 2006 à 8 830,8 MG en 2007, soit une croissance annuelle de 29%. Cette évolution s'explique par des mouvements opérés au sein du personnel de la fonction publique et par l'ajustement salarial de 17% effectué au bénéfice des fonctionnaires de l'État. L'effectif de la Fonction Publique a enregistré une hausse de 7% en 2007 contre 2% en 2006, passant de 48 729 à 52 210 employés.

Les dépenses d'intérêts sur la dette publique ont baissé de 47%, en raison des accords relatifs à la consolidation de la dette externe signés avec le Club de Paris afin de renforcer sa soutenabilité. A cet effet, le gouvernement de la République d'Haïti avait pris l'initiative, au début de l'exercice, de solliciter de tous ses créanciers externes des accords d'allègement de sa dette. Par ailleurs, un montant de 840 MG a été versé à la fin de l'exercice 2006 à titre de paiement anticipé des intérêts sur la dette envers la BRH. Les dépenses de transferts et de subventions ont diminué de 26 % par rapport à l'exercice précédent, totalisant ainsi 1 363,2 MG en 2007. De ces dépenses, la contre-valeur en gourdes de 29,21 millions de dollars ÉU a été transférée à l'EDH pour l'achat de carburant entre autres et 24,6 millions de dollars ÉU aux compagnies Alstrom et Sogener pour le paiement des frais de service.

III.2.2- Dépenses d'Investissement

Les dépenses de capital effectuées dans le cadre du programme d'investissement public ont atteint 6 043 MG au cours de l'exercice fiscal 2006-2007 contre 1 837 MG en 2005-2006, enregistrant ainsi une hausse de 229%. Cet accroissement des dépenses d'investissement découle des décaissements importants de fonds externes en appui à la composante « Projets et programmes ».

Au Ministère de l'Économie et des Finances qui a compté pour 24,70% du programme d'investissement, la priorité a été accordée aux activités destinées au renforcement de la structure des différentes institutions opérant sous sa tutelle. De ces activités, on peut citer la modernisation des structures de la Douane au niveau de ses bureaux de province, la lutte contre la contrebande et la fraude fiscale, et la formation continue du personnel.

Au Ministère de la Planification (23,90 % du budget du programme d'investissement), une partie de ces fonds a été consacrée au programme d'apaisement social (PAS) et à une intervention urgente à Cité Soleil pour les montants respectifs de 75 MG et de 204,3 MG.

Au Ministère des Travaux Publics, Transport et Communication, 14,90% des fonds d'investissement ont été affectés au secteur transport en vue d'entreprendre des travaux de réhabilitation, d'entretien et de construction de certains tronçons routiers à travers le pays.

Au Ministère de la Justice, une proportion importante de la tranche des dépenses d'investissement a été consacrée principalement au renforcement des capacités de la PNH (95 MG), à l'achat de matériels de police et d'équipements de transport (150 MG) et à la remise en état des centres de détention et de certains complexes judiciaires. Enfin, le tableau ci-dessous retrace les montants qui ont été alloués à d'autres ministères :

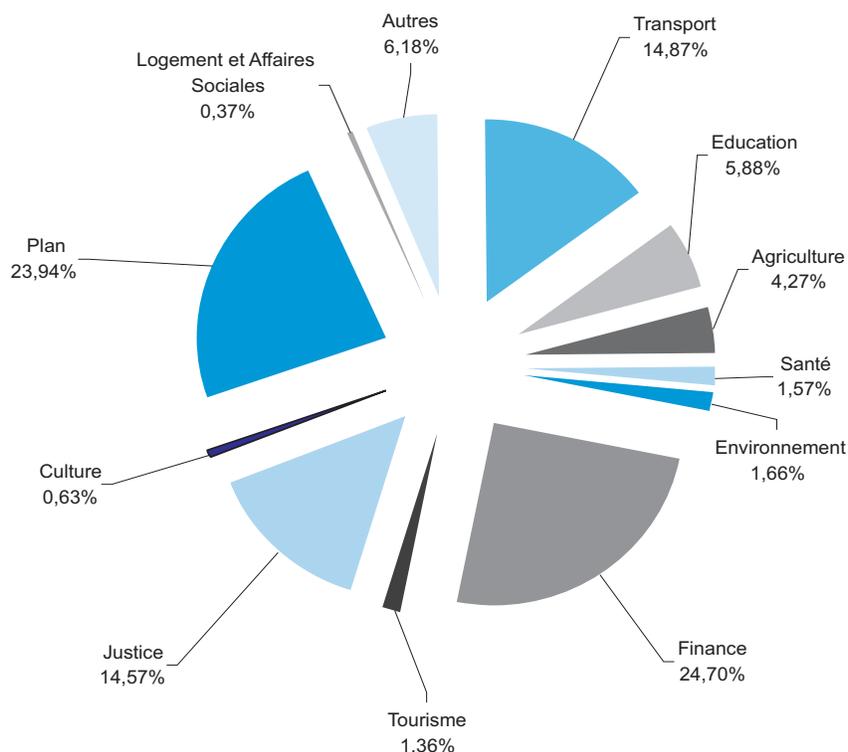
Tableau 4- Montants alloués à certains Ministères dans le cadre du programme d'investissement public

Ministères	Montants alloués (MG)
Ministère de l'agriculture	259,8
Ministère de l'éducation nationale	356,5
Ministère de la santé	96,6
Ministère du tourisme	84,6
Ministère des Affaires Sociales	24,2
Ministère de l'environnement	102,7
Autres ministères.	374,6

Source : BRH/Direction du contrôle de crédit

Le graphique suivant présente la structure en pourcentage des dépenses d'investissement par secteur et/ou ministère concernés.

Graphique 12- Structure des dépenses d'Investissements par Secteur (Ministère) en 2006-2007.



III.3- LE FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE EN 2007

L'exécution des opérations financières du Gouvernement Central s'est soldée par un surplus de 1 033,2 MG. Ce montant provient de l'accumulation des dépôts du gouvernement et de l'aide externe en appui au budget qui ont servi, d'une part, à combler le déficit du Trésor public et, d'autre part, à améliorer la position de l'État vis-à-vis de la Banque centrale. Malgré l'absence de décaissement à titre de prêt, le niveau du financement externe s'est révélé appréciable, en raison de l'importance des dons mobilisés, lesquels ont augmenté de 469,2 MG pour se chiffrer à 1 235,7 MG.

En dépit d'une conjoncture défavorable, au regard des délais notables enregistrés au niveau du processus de décaissements de l'aide externe, et conséquemment du retard dans l'exécution des dépenses, les autorités fiscales et monétaires ont pu dans l'ensemble respecter les objectifs de la FRPC pour la première année de son application. L'objectif de financement monétaire zéro fixé a largement été atteint. Le solde négatif de 949 MG enregistré dans le tableau de financement ci-dessous traduit, au 30 septembre 2007, un remboursement de créances plutôt qu'un financement, d'où un renforcement de la politique de stabilisation macro économique entamée dans le pays depuis plus de trois ans.

Tableau 5- Évolution du déficit du gouvernement central financé par la BRH
(en MG)

Rubriques/Exercices	Sept. 04/05	Sept. 05/06	Sept. 06/07
1. Position nette du Trésor	519,82	-537,56	4,613,18
2. Dépôts de l'Etat	451,61	-42,53	5,842,76
3. Arriérés d'intérêts	1,78	141,75	-138,20
4. Autres créances	-24,33	-25,33	24,30
5. Comptes spéciaux	-22,65	-16,05	394,47
Déficit gouvernement Central	-23,01	-344,01	-949,01

Source : BRH/Direction du contrôle de crédit

IV- LA BALANCE DES PAIEMENTS D'HAÏTI EN 2007

La Balance des Paiements a évolué dans un contexte global caractérisé par une relative reprise des activités, sur le plan interne, et la hausse des prix des matières premières et de certaines denrées alimentaires importées¹⁶ comme le blé, le riz, etc. sur le marché international.

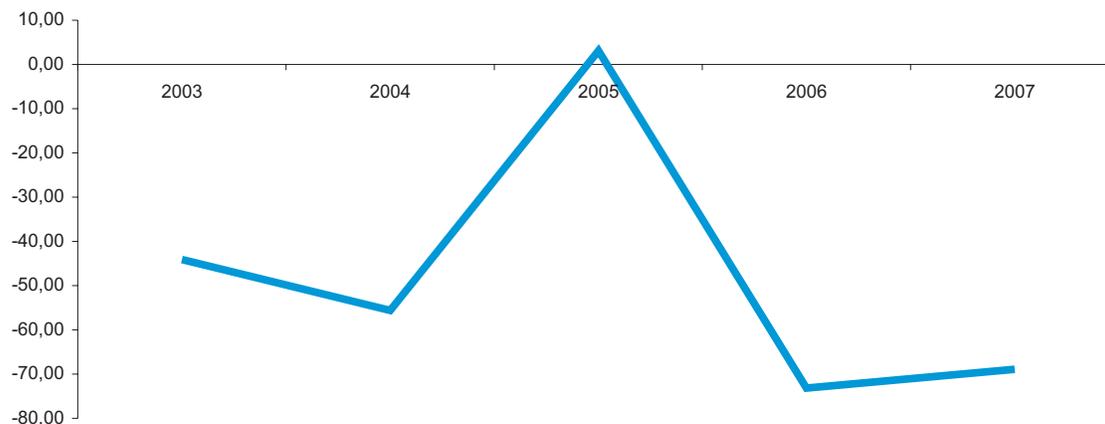
Au cours de l'exercice fiscal 2006-2007, la balance des paiements d'Haïti a affiché un déficit du solde courant de 68,8 millions de dollars ÉU. Elle a été marquée par une entrée nette de capitaux de 125,9 millions de dollars au niveau des opérations financières, un financement net du Fonds Monétaire International de 23 millions de dollars ÉU et des remises et rééchelonnement sur la dette publique externe totalisant 69,6 millions de dollars ÉU. Ces financements exceptionnels sont intervenus après la signature d'un accord avec le Club de Paris en décembre 2006 et aussi dans le cadre de l'aboutissement du processus visant à faire bénéficier le pays de l'Initiative des pays pauvres très endettés.

IV- LES TRANSACTIONS COURANTES

Pour l'exercice fiscal 2007, les opérations courantes de la balance des paiements ont été marquées par :

- une faible progression des importations par rapport à l'exercice antérieur.
- un accroissement de plus de 15 % des envois de fonds des travailleurs haïtiens émigrés.
- Un ralentissement de la croissance des exportations, ce qui atteste des difficultés en ce qui concerne la mise en œuvre de la loi HOPE.
- une hausse de 5% des dons officiels.

Graphique 13- Le Solde courant de la balance des paiements
(en Millions de dollars ÉU)



LE SOLDE DES BIENS ET SERVICES

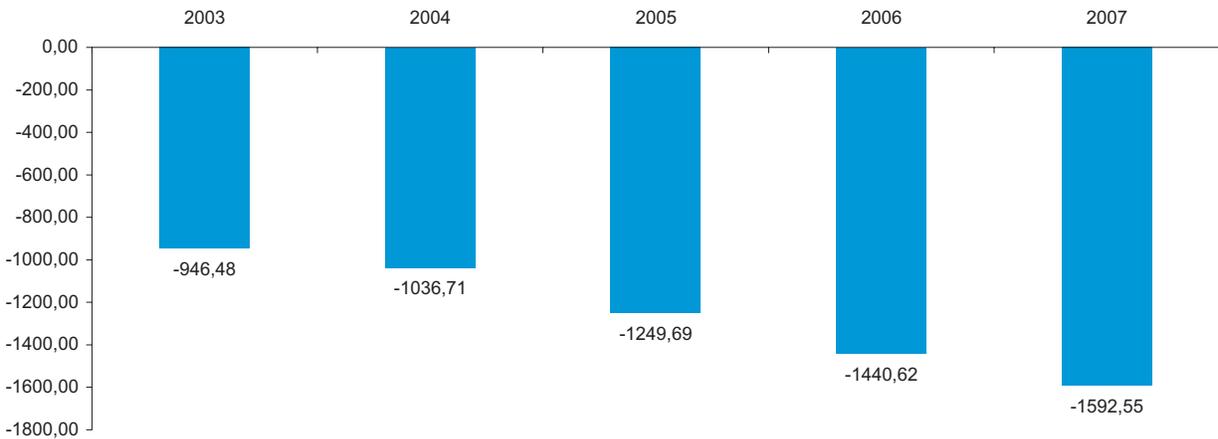
La valeur des importations de biens et services, dominée par les marchandises dans une proportion de 72%, a crû de 9 % cette année contre 15 % l'exercice antérieur. Ce comportement est attribuable au ralentissement enregistré dans l'accroissement de la valeur des importations de biens : 5 % en 2007 contre 18 % en 2006. Le rythme de croissance de la valeur des exportations de biens et services a ralenti de 11 points de pourcentage entre 2006 et 2007 à 5%. Ce fléchissement du taux d'accroissement des exportations de biens par rapport à l'année dernière est lié au retard enregistré dans l'adoption des mesures devant accompagner la mise en œuvre de la loi HOPE.

¹⁶ Il est à noter que les prix de certains produits d'exportations ont connu eux aussi une hausse, comme il a été le cas pour les huiles essentielles.

Le taux d'ouverture de l'économie, représenté par la somme des importations et exportations de biens et services rapportée au PIB a reculé, passant de 0,59 en 2006 à 0,46 en 2007 suite à une croissance en valeur absolue du PIB plus forte que celle du commerce extérieur de biens et services.

Le taux de couverture de l'économie, soit le ratio des exportations rapporté aux importations, a peu évolué. De 31,77% en 2006 il est passé à 32,26% en 2007. Le déficit commercial s'est chiffré à 1,09 milliard de dollars ÉU et le graphique qui suit retrace son évolution entre 2003 et 2007.

Graphique 14- La balance commerciale d'Haïti au cours des cinq dernières années
(en Millions de dollars ÉU)

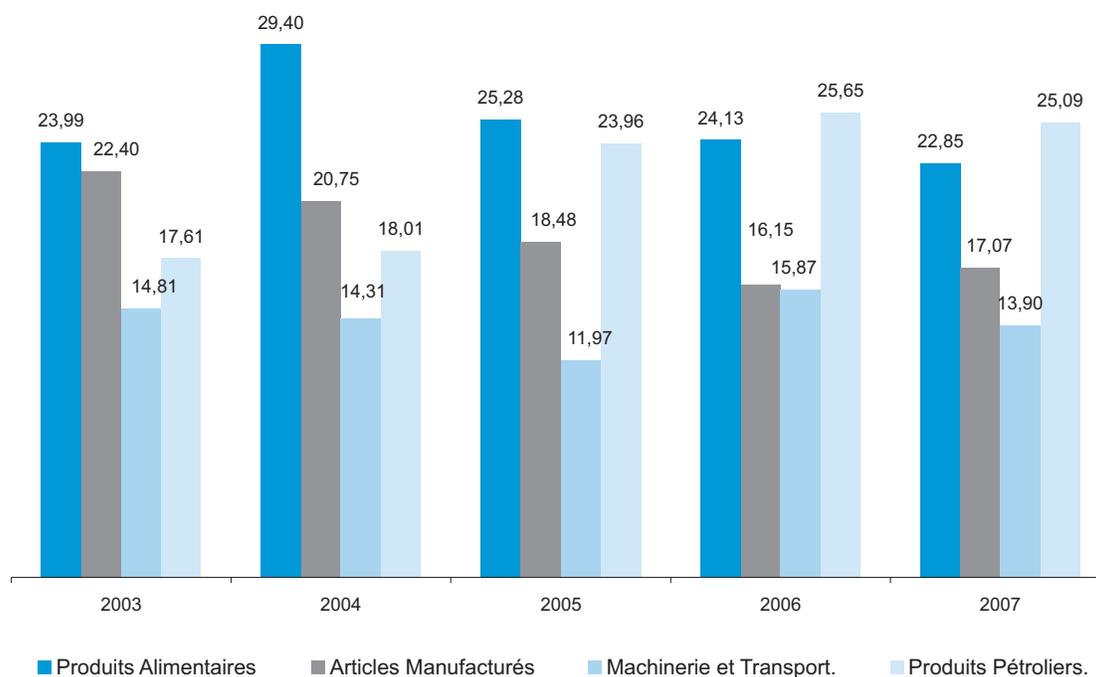


Les importations de marchandises

La hausse de 4,51 % enregistrée au niveau de la valeur des importations reflète globalement le comportement des quatre principaux produits d'importations. Hormis les articles manufacturés qui ont accusé une augmentation de 11%, les trois autres produits n'ont pas montré d'évolution remarquable. Les importations de produits alimentaires ont légèrement fléchi de 1%, signe que la hausse des prix sur le marché international a affecté le volume de cette catégorie d'importation. Les importations de produits pétroliers ont connu une croissance timide (2%) en dépit de la flambée des cours sur le marché international. La valeur des importations du groupe « Machinerie et matériel de transport » a chuté de 9%, après avoir crû de 57% en 2006, avec l'arrivée massive des investissements dans le secteur des télécommunications. Ce groupe de produits représente 13% des importations totales en 2007 et 14 % en moyenne sur les cinq dernières années.

Notons qu'au niveau des articles manufacturés en provenance des États-Unis d'Amérique, une baisse du volume importé a été observée d'après les statistiques disponibles. Ceci est dû selon les acteurs de la sous-traitance à certaines facilités accordées par la loi HOPE permettant aux opérateurs des industries d'assemblage la possibilité de s'approvisionner sur d'autres marchés. Ainsi, selon les industriels du secteur, le groupe de produits « Articles manufacturés » a augmenté dans l'ensemble au cours de l'exercice, tout en affichant un changement de provenance pour les articles manufacturés à base de matières premières importées.

Graphique 15- Structure (en %) des importations par catégories de produits mis à part les « Autres produits ».

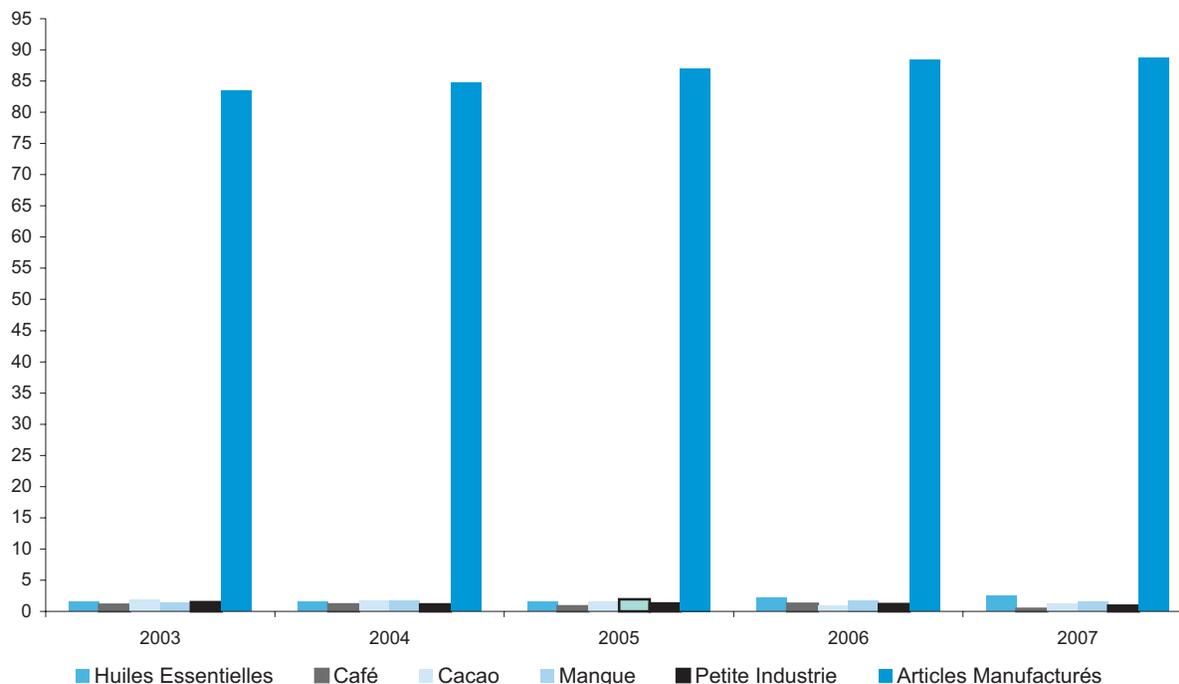


Les exportations de marchandises

Au cours de l'exercice 2007 les exportations de marchandises ont crû de 6,14%, soit un ralentissement de croissance de 2 points de pourcentage par rapport à 2006. Cette faible performance est constatée en dépit de l'adoption de la loi HOPE. Les retards enregistrés dans la mise en application des mesures d'accompagnement de l'adoption de cette loi expliquent ce modeste résultat.

La valeur des exportations des produits primaires comme le café, le cacao, les mangues, les langoustes et autres produits primaires (selon les données officielles) a régressé, affichant 22,5 millions de dollars ÉU contre 24,1 millions l'an passé. Le café a subi une chute de 66% en 2007 pour atteindre 2 millions de dollars ÉU. Le recul de la valeur des exportations de mangues de 10% sur la période est dû aux défaillances de certaines usines de traitement des mangues par rapport au respect des normes phytosanitaires. Malgré ce ralentissement, les mangues demeurent le produit rapportant le plus de revenus parmi les produits agricoles. Les huiles essentielles continuent de bénéficier des cours à la hausse sur le marché international. La performance observée cette année dans les exportations d'huiles essentielles aurait pu être plus importante si les capacités de production locale pouvaient répondre à la demande internationale.

Graphique 16- Structure (en %) des principales exportations par catégories de produits mis à part les « Autres produits »



Les transferts courants

Les flux entrants de transferts courants, constitués majoritairement des envois de fonds des travailleurs haïtiens émigrés (75%) ont progressé de 12 %. Les dons totalisant un montant de 390,8 millions de dollars ÉU ont connu une variation positive de 5 %. Ces deux catégories de transferts représentent 68,27% des entrées de devises au niveau du compte des transactions courantes. Les transferts vers l'étranger avec un montant de 96,4 millions de dollars ont progressé de 27,60 % par rapport à l'exercice précédent.

LE SOLDE DES SERVICES

Le solde déficitaire des services a subi une poussée à la hausse de 29% en raison d'une progression de 20% des dépenses. En effet, les Haïtiens ont été plus nombreux à voyager à l'extérieur du pays, ce qui, à coûté des frais de transport et d'assurance au pays. Tout ceci a eu pour conséquence d'accroître les importations de services et conséquemment, de contribuer à élargir le solde débiteur des services. A noter que le pays n'a pas pu bénéficier de l'arrivée massive de touristes et compatriotes de la diaspora qui, généralement, conforte les crédits au titre des services.

LES REVENUS DE FACTEURS NETS

Les revenus de facteurs ont, pour la deuxième année de suite, affiché un solde positif (de 7,23 millions de dollars ÉU), avec la prise en compte des revenus de placement réalisés par les autorités monétaires et le secteur bancaire. Les placements combinés de ces secteurs ont rapporté plus de 24,81 millions de dollars ÉU de revenus d'intérêt. Le secteur des Administrations publiques a fait des paiements de 17,6 millions de dollars ÉU à titre d'intérêts sur les emprunts contractés auprès d'institutions financières internationales.

IV.2- LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

LE COMPTE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Les opérations financières se sont soldées par des entrées nettes de capitaux, totalisant 125,9 millions de dollars ÉU, représentant une diminution de 8% par rapport au solde de l'année antérieure. Cette situation résulte de la conjugaison des entrées nettes de capitaux au niveau du gouvernement et du secteur bancaire. Les flux d'investissements directs, malgré une forte baisse, restent à un niveau supérieur à ceux enregistrés dans les années antérieures à 2006.

Les autres investissements laissent apparaître des entrées nettes de capitaux de 51,4 millions de dollars ÉU, suite aux entrées de 128,6 millions de dollars enregistrées par le Secteur des Administrations publiques. Les sorties au titre d'amortissement de la dette (58,2 millions ÉU) ont été nettement inférieures aux décaissements (151,47 millions de dollars ÉU, en prenant en compte les décaissements en provenance du FMI).

Le solde bancaire a affiché des entrées nettes de 14,5 millions de dollars ÉU, faisant suite à deux années de sortie massive de capitaux. Ceci traduit une reprise timide, mais réelle des activités économiques dans le pays.

LE FINANCEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2007

Le financement de la balance des paiements au cours de l'exercice 2007 a été marqué par une accumulation de réserves brutes de change de 208,25 millions de dollars ÉU, un recours aux ressources du FMI de 23 millions et de manière exceptionnelle par un rééchelonnement portant sur 38,2 millions de dollars ÉU de la dette publique externe. Le graphique suivant décrit l'évolution des réserves officielles brute de change de 2003 à 2004 et le tableau ci-après présente un résumé de la balance des paiements d'Haïti sur la période 2003-2007.

Graphique 17- Réserves officielles brutes de change en mois d'importations

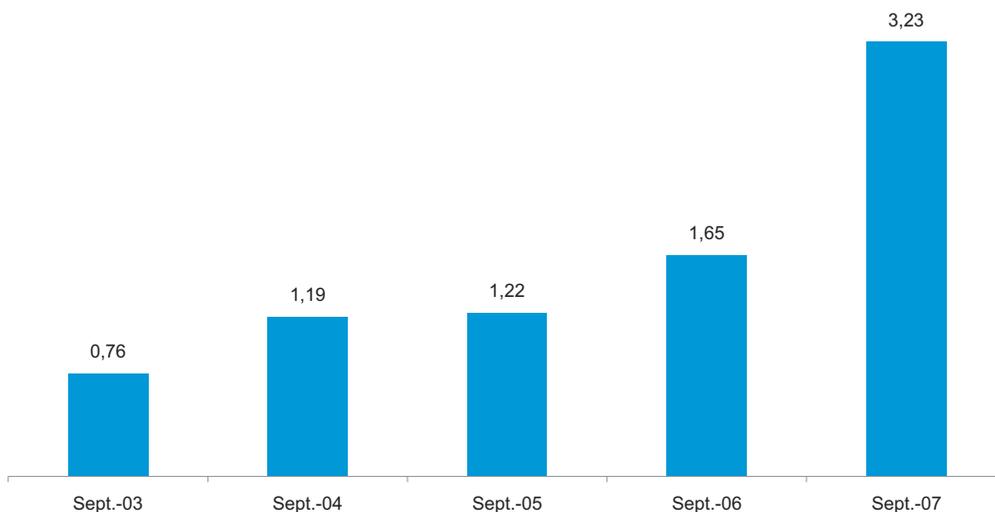


Tableau 6- Résumé de la Balance des paiements d'Haïti

Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti					
En millions de Dollars E.U, (sauf indication contraire)					
	2003	2004(P)	2005(P)	2006 (P)	2007 (P)
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	-44,11	-55,64	3,09	-73,18	-80,23
Biens et services	-946,48	-1 036,71	-1 249,69	-1 440,61	-1 592,55
Crédit	470,51	509,79	600,91	695,22	728,73
Débit	-1 416,99	-1 546,50	-1 850,60	-2 135,83	-2 321,28
Biens	-782,20	-833,00	-853,06	-1 056,31	-1 095,98
Crédit	333,83	377,47	455,45	491,89	522,08
Débit	-1 116,03	-1 210,47	-1 308,51	-1 548,20	-1 618,06
Services	-164,28	-203,71	-396,63	-384,30	-496,57
Crédit	136,68	132,33	145,46	203,33	206,65
Débit	-300,96	-336,03	-542,09	-587,63	-703,22
Revenus	-14,28	-11,92	-37,11	6,63	7,30
Crédit				18,69	24,81
Débit	-14,28	-11,92	-37,11	-12,06	-17,51
Transferts courants	916,65	992,99	1 289,89	1 360,80	1 505,01
Crédit:	948,00	1 031,54	1 349,58	1 436,32	1 601,42
dont: Dons officiels	137,00	100,00	363,42	373,45	379,33
Débit	-31,35	-38,55	-59,69	-75,52	-96,41
B. COMPTE DE CAPITAL	-	-	-	-	-
Crédit	-	-	-	-	-
Débit	-	-	-	-	-
C. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES	-48,46	13,23	-11,32	137,01	127,09
Investissements directs	13,80	5,90	26,00	160,00	74,50
Autres Investissements	-62,26	7,33	-37,32	-22,99	52,59
Secteur des Administrations publiques (net)	22,12	-14,24	35,31	37,97	49,67
Secteur bancaire (net)	-48,78	23,05	-69,75	-83,46	14,44
Secteur non bancaire (net)	-40,00	-5,00	-6,00	19,80	-10,00
Autres avoirs et engagements(nets)	4,40	3,52	3,12	2,70	-1,52
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	84,38	77,82	58,73	29,94	112,28
BALANCE GLOBALE (A+B+C+D)	-8,19	35,41	50,50	93,77	159,15
E. FINANCEMENT	8,19	-35,41	-50,50	-93,77	-159,15
Avoirs de réserve 1/	25,15	-50,01	-21,92	-108,73	-208,25
Utilisation des crédits et prêts du FMI	-14,87	-6,70	8,06	12,45	22,88
Autres Engagements 2/	0,87	3,91	-0,93	0,81	0,71
Variation des arriérés de paiement 3/	-2,96	17,39	-35,71	1,70	-45,02
Remise de dette	-	-	-	-	32,35
Rééchelonnement obtenu	-	-	-	-	38,19

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH)
Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P) : Données provisoires

1/ Variation des avoirs de réserve bruts

Le signe (-) signifie une augmentation

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3/ Sans signe = accumulation; (-) = remboursement

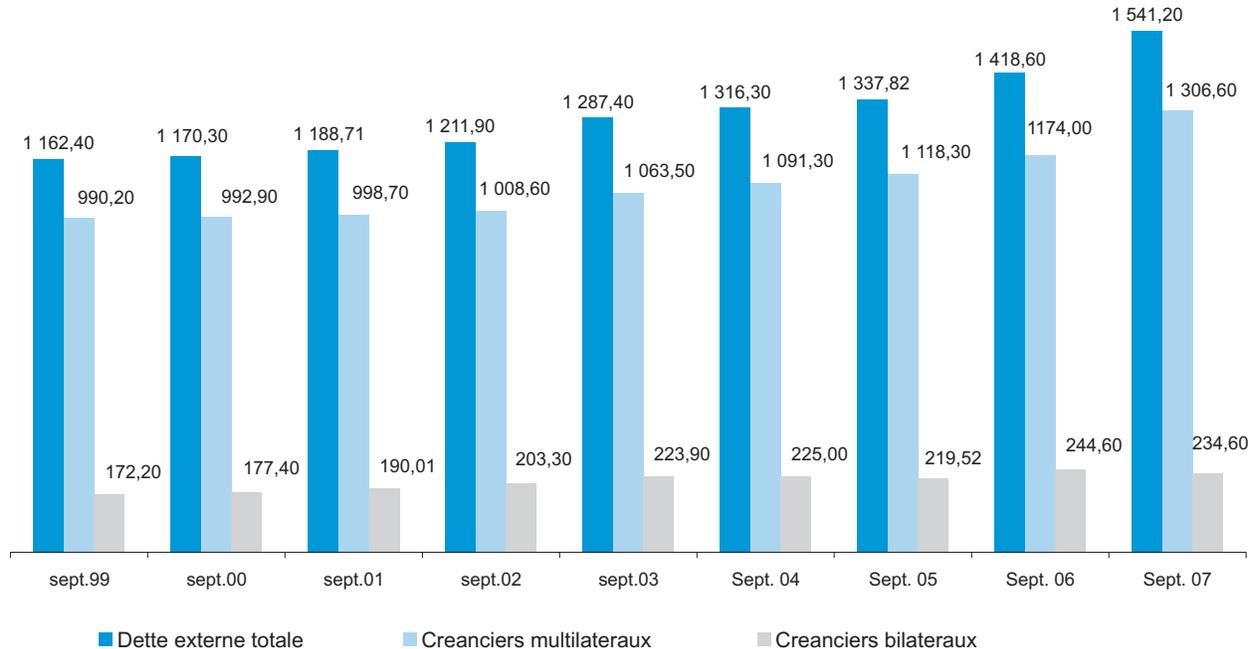
4/ Transferts publics(appellation des anciennes éditions du Manuel de BDP)
Enregistrés maintenant dans la rubrique Transferts courants.

V- LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE

V.1- L'encours de la Dette Publique Externe

L'encours de la dette publique externe a progressé de 8,64% pour atteindre 1 541,2 millions de dollars ÉU en septembre 2007. Cet accroissement résulte essentiellement des décaissements nets positifs enregistrés au cours de cette période et de l'appréciation des autres devises composant le portefeuille de la dette externe par rapport au dollar américain. Rapporté au PIB, il s'est inscrit à 22,65%¹⁷ en septembre 2007 contre 27,42% en 2006, sous l'effet de la croissance du PIB nominal.

Graphique 18- Encours de la dette publique externe
(en millions de dollars ÉU)



V.1.1- LES CRÉANCES BILATÉRALES

Les créances bilatérales ont représenté 15,22% de la dette externe à la fin de l'exercice 2007, soit une baisse de 4,08 points de pourcentage par rapport à 2006, pour un montant absolu de 234,6 millions de dollars ÉU. Cette diminution s'explique par l'élimination des arriérés de paiement accumulés de 2000 à 2006 envers l'Italie.

Ces engagements ont été contractés principalement auprès de la France, de l'Italie, de la Chine et de l'Espagne avec des parts respectives de 32%, 25%, 19% et 17%.

¹⁷ Données provisoires

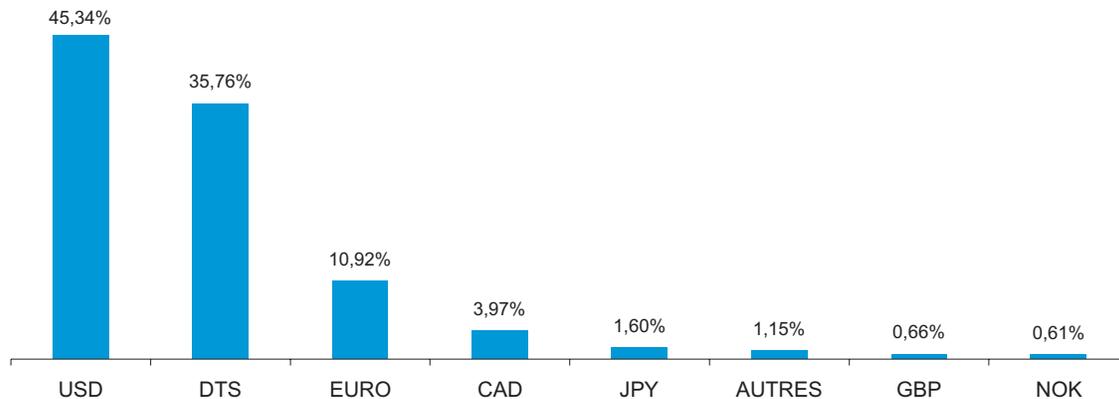
V.1.2- LES CRÉANCES MULTILATÉRALES

Le poids de la dette envers les créanciers multilatéraux s'est inscrit à 84,78% de l'encours total à la fin de l'exercice 2007 contre 83,03% l'exercice précédent. Le montant de cette dette s'est élevé à 1 306,6 millions de dollars ÉU à la fin de l'exercice 2007. La structure de la dette publique externe d'Haïti confirme la prépondérance des bailleurs de fonds multilatéraux dans le portefeuille total. La Banque Interaméricaine de Développement (BID) avec 52,20% et le groupe de la Banque Mondiale avec 43,30%, sont les créanciers les plus importants du portefeuille de dette du pays. Les autres prêteurs multilatéraux, notamment le Fonds Monétaire International (FMI) et l'OPEP, partagent entre eux les 4,50 % restant de l'encours total.

V.1.3- LA STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR DEVISES

Au 30 septembre 2007, le portefeuille de la dette publique externe est libellé en dollars à 45,34%, en Droits de Tirage Spéciaux (DTS) à 35,76% et en d'autres devises à 18,90%. Le DTS, instrument de réserve international et servant d'unité de compte à certains organismes internationaux, déterminé à partir d'un panier de monnaies considérées comme les monnaies les plus fortes, est constitué en dollar EU qui en compte pour 45%, Euro (29%), livre sterling (11%) et Yen japonais (15%). Aussi, la variation des autres devises par rapport au dollar EU est très déterminante dans l'évolution de l'encours de la dette externe du pays.

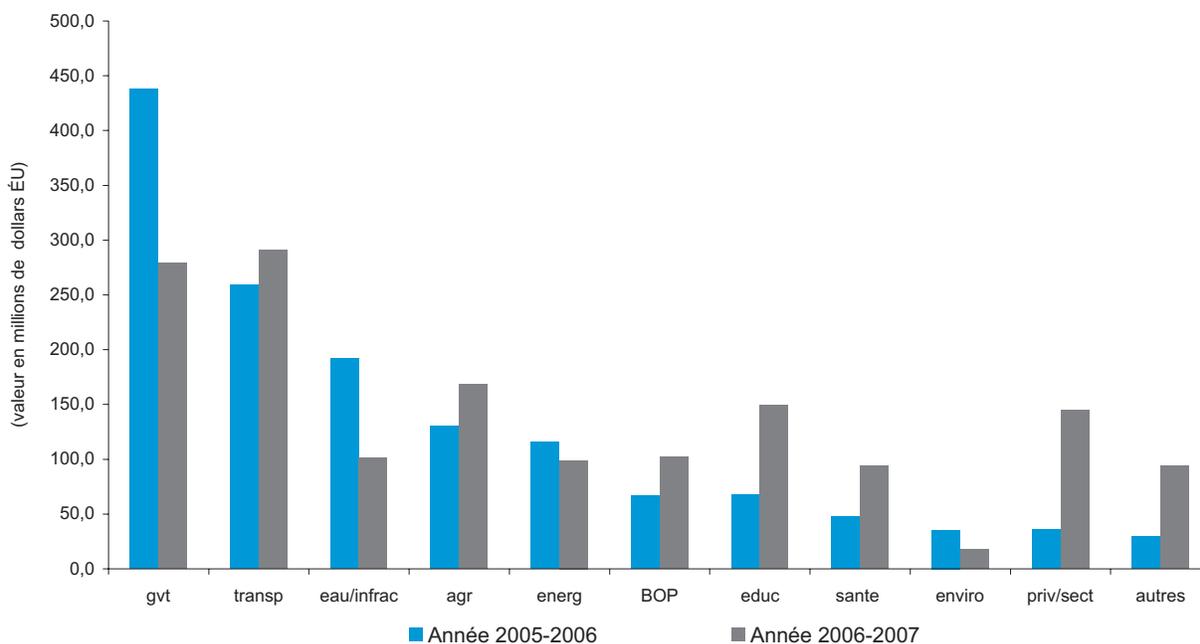
Graphique 19- Structure (en %) du portefeuille de la dette publique externe par type de devise



V.1.4- RÉPARTITION DE L'ENCOURS PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Comparativement à l'année fiscale 2005-2006, la structure de la dette par secteur d'activité économique s'est modifiée à la fin de l'exercice 2007. Elle montre l'importance des secteurs tels que Transport, Gouvernement, Agriculture, Education et le Secteur privé dans la répartition des ressources obtenues par voie d'endettement. Ces-dit secteurs ont absorbé un peu plus de 67% de la dette accumulée à la fin de septembre 2007. Le reliquat (33%) est alloué au financement de la balance des paiements et à la réhabilitation des infrastructures au niveau d'autres secteurs comme Eau et Infrastructure, Energie, Industrie, Santé et Environnement.

Graphique 20- Répartition de la dette publique externe par secteur économique



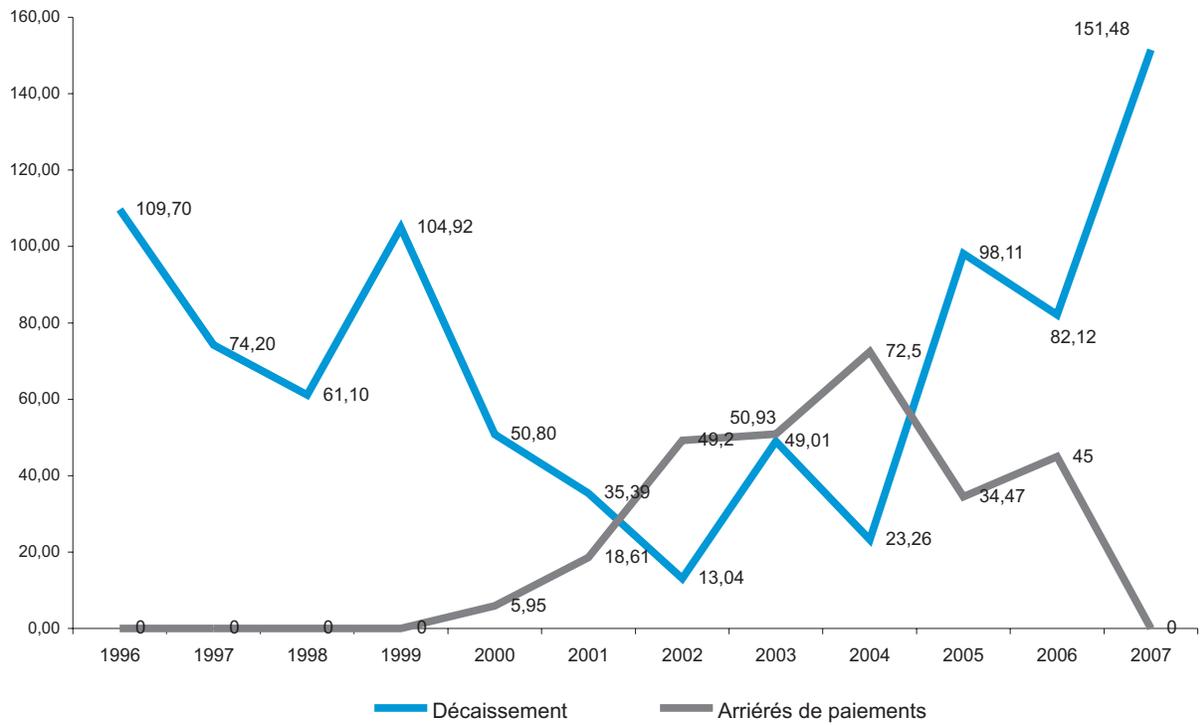
V.2- DECAISSEMENT, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENTS

Les décaissements totaux sur les prêts pour l'exercice 2007 en provenance des institutions multilatérales, ont atteint 151,5 millions de dollars ÉU, soit 69,4 millions de plus qu'en 2006. A noter que le support des créanciers bilatéraux pour l'exercice fiscal a surtout porté sur les dons. Les décaissements ont été au profit des secteurs tels que Gouvernement (50%), Education et investissement social (22%), Transport et logement social (17%), Agriculture(8%) et Santé(3%).

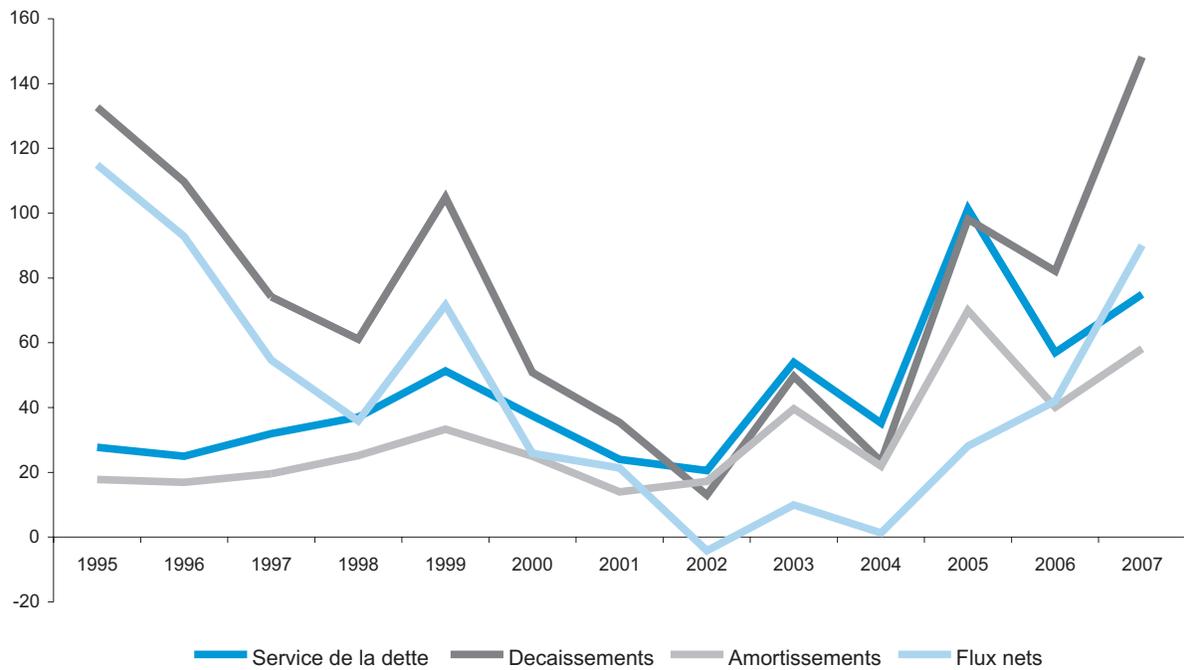
Parallèlement, au titre du service de la dette, le Trésor Public a versé 74,8 millions de dollars ÉU, soit 1,10% du PIB nominal, pour honorer les obligations du pays en termes de dette publique externe. Le Fonds Monétaire International s'est vu rembourser 45% de ces créances, la Banque Interaméricaine de Développement 28% et le groupe de la Banque mondiale 20%. Les autres créanciers ont partagé les 7%¹⁸ restants.

18 ICDF et EXIMBANK /Chine 4%, le FIDA 2% et l'OPEC 1%.

Graphique 21- Évolution des décaissements et des arriérés de paiements sur la dette publique externe.



Graphique 22- Evolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette publique externe et des flux nets (en millions de dollars ÉU)



Rapporté à la valeur des exportations, le service de la dette a représenté 14,32% en 2007, contre 11,59 % en 2006, en raison d'une progression plus rapide du service de la dette comparativement à celle des exportations. Le ratio du service de la dette aux décaissements, de son côté est passé de 69,44% à 49,36% pour l'année fiscale 2007 vue la croissance plus forte des décaissements par rapport au service de la dette.

V.2.1- Haïti – Accord du Club de Paris

Le 12 décembre 2006, Haïti et le Club de Paris ont conclu un accord de restructuration de la dette bilatérale. Il était question de négocier environ 69 millions de dollars, dont 45 millions de dollars d'arriérés de paiement (principal et intérêts) et d'intérêts de retard au 30 septembre 2006 et de 24 millions de dollars ÉU au titre du service de la dette sur la période 2007-2009. Les négociations avec les créanciers bilatéraux membres du Club de Paris ont abouti aux résultats présentés dans le tableau suivant :

Tableau 7- Négociation avec les Créanciers bilatéraux membres du Club de Paris : Résultats obtenus

	Élimination		Rééchelonnement		Refinancement	
	S. dette	Arriérés	S. dette	Arriérés	S. dette	Arriérés
France						
AFD	0 %	non	0 %	non	100 %	oui
Bq de France	0 %	non	0 %	non	100 %	oui
Coface	70 %	non	30 %	oui	0 %	non
Canada	70 %	-	30 %	-	0 %	-
Espagne	70 %	non	30 %	oui	0 %	non
USA	100 %	-	0 %	-	0 %	-
Italie	100 %	oui	0 %	non	0 %	non

Source : BRH/DAI-Service économie internationale

V.2.2- Allègement intérimaire – Initiative PPTTE

L'allègement total reçu dans le cadre de l'initiative de Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) et du Club de Paris s'est élevé à 69,5 millions de dollars ÉU. Le pays a bénéficié, au titre du service de la dette, l'élimination de 20,9 millions de dollars ÉU et du rééchelonnement de 3,6 millions pour l'année fiscale 2007. Le traitement restant a porté sur les arriérés de paiement dont 10,5 millions ont été éliminés et 34,5 millions ré-échelonnés.

Notons que les ressources libérées dans le cadre de l'allègement intérimaire correspondant à l'annulation du service de la dette devront être utilisées pour le financement d'objectifs prioritaires identifiés dans le cadre du Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP).

Tableau 8- L'allègement de la dette reçu pour l'année fiscale 2007
(en millions de \$ ÉU)

	Bilatéraux	Multilatéraux	Total
Réduction/Serv. Dette	4.0	16.9	20.9
Remise/Arriérés	10.5	0.0	10.5
Total I	14.5	16.9	31.4
Rééchelonnement/Serv.dette	3.6	0.0	3.6
Rééchelonnement/Arriérés	34.5	0.0	34.5
Total II	38.1	0.0	38.1
Total(I & II)	52.6	16.9	69.5

Source : BRH/DAI-Service économie internationale

V.2.3- Le point d'achèvement

L'atteinte du point d'achèvement est prévue pour la fin de 2008. A ce point, Haïti devrait pouvoir bénéficier d'une réduction substantielle du stock de sa dette, il sera admissible à de nouveaux allègements avoisinant 1 milliard de dollars EU au titre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM). L'annulation portera sur les engagements contractés envers l'IDA et la BID avant leur date butoir respective, soit le 31 décembre 2003 pour la Banque Mondiale et le 31 décembre 2004 pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

B- ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE

Au cours de l'exercice 2007, le système bancaire a évolué dans un environnement d'affaires beaucoup plus stable par rapport à la situation qui prévalait durant l'exercice antérieur. Les établissements de crédit, dans leur ensemble, continuent de progresser sur le plan du respect des normes prudentielles et leur encadrement a été assuré à travers les inspections régulières programmées dans le cadre du système de surveillance. Les opérations de consolidation ont abouti, mais la gestion des actifs et des passifs doit être encore plus rigoureuse pour que les banques commerciales obtiennent des résultats plus robustes et plus équilibrés.

Le total des bilans (79,76 milliards de gourdes) a gardé sa tendance haussière avec toutefois un léger ralentissement de son rythme de croissance par rapport à l'année dernière (9,99% en septembre 2007 contre 10,20% en septembre 2006). La baisse des taux sur les bons BRH s'est favorablement répercutée sur l'évolution des activités d'intermédiation bancaire. Le crédit bancaire a connu cette année une progression remarquable (+8,10%) en hausse de 5,3 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice écoulé. Parallèlement, on a observé un certain recul du taux d'accroissement des dépôts (7,70% contre 8% en 2006), accompagné d'une baisse du taux de dollarisation, conséquence de l'appréciation de la gourde.

Le financement des activités bancaires a été assuré à 82,80% par les ressources provenant de la clientèle (les déposants) contre 84,50% pour l'exercice terminé au 30 septembre 2006. Par contre, le financement par les actionnaires s'est renforcé, passant de 5,30% à 7% à la fin de l'exercice, témoignant ainsi de la consolidation de l'assise financière du système bancaire.

La tendance à la consolidation amorcée dès la fin de l'année fiscale 2005-2006 s'est poursuivie cette année avec l'acquisition des actifs et passifs de la Socabank par la BNC. Ainsi, le nombre de banques est passé de 11 à 10, avec une concentration de 78,43% des actifs au niveau des trois plus grandes banques du système.

Du point de vue financier, la rentabilité du système bancaire s'est aussi améliorée au cours de l'exercice, avec une croissance de 4,90% du bénéfice net (1,28 milliard de gourdes) par rapport à la fin de l'année précédente. Cependant, les indicateurs de performance (ROA et ROE), bien que satisfaisants, ont reculé respectivement de 8 et de 7,04 points de pourcentage, pour s'établir à 1,68% et 27,13%. Cette baisse reflète le rythme de croissance plus soutenu de l'actif par rapport au bénéfice net enregistré.

VI- LE SYSTÈME BANCAIRE : VUE D'ENSEMBLE

Comparativement au 30 septembre 2006, le système bancaire a terminé l'exercice fiscal 2007 en augmentant son volume d'actif de 9,99 % (+7,3 Milliards de gourdes) pour atteindre 79,8 milliards de gourdes dont 38,5 milliards représentent des actifs libellés en devises, converties. Le poids de ces derniers (48,27%) a connu une légère baisse par rapport à l'année précédente où elles comptaient pour 48,66%. L'appréciation de la gourde par rapport au dollar américain (taux de change : 36,3815 HTG/USD en septembre 2007 contre 39,1292 HTG/USD en septembre 2006) au cours de l'exercice est essentiellement à la base de cette baisse du taux de dollarisation de l'actif bancaire, puisque le volume d'actifs en dollars américains a crû de 17% tandis que convertis en gourdes ces actifs ont progressé de 9%.

Les dépôts totaux ont affiché une variation à la hausse de 7,70% et se sont chiffrés à 66,1 milliards de gourdes. Parallèlement, le portefeuille de crédit brut a crû de 8%, à 24,7 milliards de gourdes en septembre 2007 et représente 30,93% de l'actif bancaire (contre 31,40% en septembre 2006). Le taux d'improductifs au niveau du portefeuille s'est amélioré de 1,16 point de pourcentage pour s'établir à 9,98% contre 11,14% en septembre 2006. Toutefois, les banques ont fléchi quant à leur effort de provisionnement des improductifs. Le taux de couverture de ces derniers est passé de 89,32% en septembre 2006 à 85,54% à la fin de l'exercice 2007.

Malheureusement, l'amélioration de la qualité du portefeuille de crédit n'a pas eu un impact positif sur la performance du système bancaire du fait de la hausse du coefficient d'exploitation (73,01% contre 70,66% en septembre 2006) conjuguée à la baisse des taux sur les bons BRH. Le ROA (1,68%) et le ROE (27,13%) se sont repliés respectivement de 8 points de base et de 7,04 points de pourcentage par rapport à l'exercice antérieur.

Toutefois, l'assise financière du système s'est renforcée. Le ratio Avoir des actionnaires en % de l'actif s'est amélioré de 1,71 point de pourcentage pour s'établir à 7,01% contre 5,30% en septembre 2006. Cette hausse est le résultat de la croissance plus soutenue de 45,50% de l'Avoir des actionnaires (5 588,50 MG) que celle de 9,99% de l'actif du système. Par ailleurs, l'exposition des fonds propres du système bancaire au risque de crédit s'est amoindrie, les improductifs nets en % de l'actif des actionnaires ayant diminué de 68 points de base pour s'établir à 6,37% en septembre 2007 (voir le tableau suivant pour le comportement de certains indicateurs clés du système au cours des cinq dernières années.

Tableau 9- Indicateurs financiers clés pour l'exercice terminé le 30 septembre

(en millions de gourdes)	2007	2006	2005	2004	2003
Bilan					
Actif.....	79764,26	72 519,41	65 810,65	55 931,02	50 916,48
Bons BRH	9008,38	7 683,51	5 527,10	3 543,78	3 818,00
Prêts nets.....	22564,58	20 486,60	20,724,02	17 059,24	16 228,32
Dépôts.....	66030,67	61 311,22	56 771,15	48 057,16	43 028,99
Avoir des actionnaires.....	5588,50	3 840,37	3 296,08	2 947,50	2 730,23
Résultats					
Revenus nets d'intérêt.....	3643,21	2 511,28	2 517,87	2 732,66	2 674,53
Autres revenus	213,54	1 788,41	1 790,25	1 400,70	1 458,59
Dotation à la Provision pour Créances douteuses	38,48	297,61	298,51	299,04	184,51
Frais d'exploitation.....	4246,98	3 461,68	3 469,97	3 303,28	2 866,43
Bénéfice net (perte nette)	1279,10	1 219,33	398,80	428,81	834,81
(en pourcentage)					
Structure Financière					
Avoir des actionnaires en % de l'actif.....	7,01	5,30	5,01		5,36
Dépôts en % de l'actif.....	82,78	84,54	86,26	5,27	84,51
				85,92	5,51
Qualité de l'Actif					
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts	9,98	11,14	12,38		97,17
Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts.....	85,54	89,32	49,09	6,92	0,98
Prêts improductifs nets en % de l'actif des actionnaires	6,37	7,05	42,19	88,94	
				4,72	1,94
Rentabilité					
Rendement de l'actif (ROA).....	1,68	1,76	0,66	0,80	35,00
Rendement de l'actif des actionnaires (ROE)	27,13	34,17	12,77	15,10	65,65
Revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt.....	69,22	72,24	71,83	55,11	20,79
Rendement moyen des prêts.....	14,23	14,01	13,78	19,74	3,82
Rémunération moyenne des dépôts.....	2,54	2,30	1,88	4,89	69,35
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire	73,01	70,66	80,54	79,92	
Produit net bancaire par employé (en milliers de gourdes)	1 489,20	1 462,78	1 153,75	1 209,12	1 293,82
Nombre d'employés	4 063,00	3 749,00	3 936,00	3 532,00	3 305,00

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a) Dépôts moyens de la période, y compris les dépôts à vue.

VI.1- LE SYSTEME BANCAIRE: Établissements et environnement concurrentiels

Le nombre d'établissements bancaires du système s'est contracté au cours de l'exercice fiscal 2007 pour passer de 11 à 10, suite à l'acquisition des actifs et des passifs de la Socabank par la BNC. En fonction de leurs activités principales et de leurs sources de capitaux¹⁹, ces établissements sont répartis comme présentés dans le tableau ci-dessous : deux (2) banques commerciales d'État, deux (2) succursales de banques étrangères, six (6) banques privées haïtiennes dont cinq (5) banques commerciales et une (1) banque d'Épargne et de Logement.

Tableau 10- Établissements bancaires fonctionnant en Haïti
(au 30 septembre 2007)

Banques commerciales d'État	Banque Nationale de Crédit (BNC) Banque Populaire Haïtienne (BPH)
Banques commerciales à capitaux privés haïtiens	Capital Bank Banque Industrielle et Commerciale d'Haïti (BICH) Banque de l'Union Haïtienne (BUH) Société Générale Haïtienne de Banque (Sogebank) Unibank
Succursales de banques commerciales étrangères	Bank of Nova Scotia (Scotiabank) Citibank N.A. (CBNA)
Banques d'épargne et de logement à capitaux privés haïtiens	Société Générale Haïtienne de Banque d'Épargne et de Logement (Sogebel)

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Environnement concurrentiel

Au cours de l'exercice 2007, trois nouvelles succursales et cinq (5) nouveaux guichets ont été autorisés à fonctionner. Du point de vue géographique, le réseau offre ses services via 108 succursales au niveau de la région métropolitaine de Port-au-Prince (contre 109 au 30 septembre 2006) et 56 succursales au niveau des villes de provinces (contre 59 au 30 septembre 2006).

Tableau 11- Nombre de succursales et agences autorisées

	2007	2006	2005	2004	2003
Succursales et agences autorisées	+8	0	+1	+6	+11

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

En ce qui a trait à l'introduction de nouvelles banques sur le marché, il n'y a eu, durant l'exercice, aucune demande formelle d'agrément pour l'octroi de licence de banque.

¹⁹ Le décret du 14 novembre 1980 réglementant le fonctionnement des banques et les activités bancaires sur le territoire de la République d'Haïti définit les banques commerciales comme des établissements dont les activités principales consistent à recevoir du public des dépôts à vue ou à terme et à effectuer des opérations de crédit à court, à moyen ou à long terme selon les prescriptions de la BRH.

La loi du 28 août 1984 portant création et fonctionnement des banques d'épargne et de logement (BEL) définit ces dernières comme des établissements dont les activités principales consistent à mobiliser l'épargne privée et publique, nationale ou étrangère, en vue de l'octroi de prêts hypothécaires à moyen et long terme devant servir à l'acquisition, à la construction ou à la restauration d'immeubles à usage résidentiel, commercial, industriel ou à caractère social.

Tableau 12- Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire

Établissements	2007 Nombre de succursales et agences autorisées ²		2006 Nombre de succursales et agences autorisées ²		Variation ^d	
	P-au-P & environs ^b	Villes de province	P-au-P & environs ^b	Villes de province	P-au-P & environs ^b	Villes de province
BICH	1	0	1	0	-	-
BNC	19	18	8	15	+11	+3
BPH	5	0	5	0	-	-
BUH	5	7	5	7	-	-
Capital Bank	10	3	11	3	-1	-
Citibank	1	0	1	0	-	-
Scotiabank	4	0	4	0	-	-
Socabank	-	-	17	6	-17	-6
Sogebank	32	12	32	11	-	+1
Sogebel	3	0	3	0	-	-
Unibank	28	16	22	17	+6	-1
Total	108	56	109	59	-1	-3

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Par agence, on entend une unité qui offre des services bancaires limités et qui ne jouit pas d'une autonomie de fonctionnement.

b) Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques : Pétion -ville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul -de-sac et Croix des bouquets.

VI.2- STRUCTURE DU SYSTEME BANCAIRE

Les opérations relatives à l'acquisition des actifs et passifs de la Socabank réalisées au cours des deux dernières années n'ont fait que renforcer la tendance à la concentration du système bancaire observée au cours des cinq dernières années. Conséquemment, au 30 septembre 2007, les parts de marchés à tous les niveaux des trois principaux établissements bancaires, ainsi que l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman ont affiché une accélération appréciable par rapport au 30 septembre 2006.

Poids des trois principaux établissements bancaires

L'actif du système bancaire est détenu à 78,43% au niveau des trois premiers établissements bancaires contre 74,04% à la fin de l'exercice précédent. De même, le portefeuille de prêts, l'enveloppe des dépôts totaux et le volume des dépôts en dollars américains sont possédés par ces mêmes établissements respectivement à hauteur de 69,33%, 80,09% et 79,45% (contre 65,72%, 73,03% et 75,19% au 30 septembre 2006). L'acquisition des actifs et passifs de la Socabank (qui était la troisième banque du système) par la BNC au cours de l'exercice a particulièrement contribué à ce renforcement de concentration.

Tableau 13- Poids des principaux établissements bancaires
au 30 septembre (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars ÉU
2007(10 établissements)				
Les trois premiers établissements	78,43	69,33	80,09	79,45
2006 (11 établissements)				
Les trois premiers établissements	74,04	65,72	73,03	75,19
Variation 2007/2006				
Les trois premiers établissements	4,39	3,61	7,06	4,26

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Poids des différentes catégories d'établissements bancaires

L'évolution des parts de marché des différentes catégories d'établissement bancaire durant les cinq (5) dernières années est indiquée au tableau ci-dessous. Par rapport à l'exercice précédent, on peut constater une baisse à tous les niveaux des parts de marché qu'ont occupées les banques commerciales privées haïtiennes (au nombre de cinq) : au niveau de l'actif total, le poids de ces banques a diminué de 6,82 points de pourcentage, à 70,82% au 30 septembre 2007 ; au niveau du portefeuille de prêts, des dépôts totaux et des dépôts en dollars américains. Les poids de ces banques dans le système ont baissé respectivement de 10,82, 5,69 et 3,12 points de pourcentage pour s'établir à 64,67%, 74,34% et 78,98% à la fin de l'exercice 2007. Cette baisse générale résulte de la prise en charge des actifs et des passifs de la Socabank (banque privée) par la BNC (banque d'État).

Les parts de marché en termes d'actifs des succursales de banques étrangères (7,84%) n'ont pas changé tandis que celle en termes de portefeuille de crédit (14,36%) a augmenté de 1,46 point de pourcentage ; en termes de dépôts totaux et en dollars américains, l'importance de ces banques a respectivement baissé de 1,51 et 2,45 points de pourcentage pour s'inscrire à 6,29% et 6,47% en septembre 2007.

Les parts de marché des Banques d'Etat ont augmenté à tous les niveaux, avec la plus forte augmentation (+9,1 points de pourcentage) enregistrée au niveau du portefeuille de prêts. Cette hausse s'explique essentiellement par l'opération BNC/SOCABANK mentionnée plus haut. La Sogebel, la seule banque d'Épargne et de Logement, a pu aussi faire croître sa part de marché de quelques points de base à tous les niveaux.

Tableau 14- Poids des différentes catégories d'établissements bancaires
au 30 septembre (en %)

Catégories de banques	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars EU
2007				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	70,82	64,67	74,34	78,98
2 Succursales de banques étrangères	7,84	14,36	6,29	6,47
2 Banques d'État	17,91	16,35	16,38	10,34
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3,42	4,62	2,99	4,22
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2006				
6 Banques commerciales privées haïtiennes	77,64	75,49	80,03	82,1
2 Succursales de banques étrangères	7,85	12,90	7,80	8,92
2 Banques d'État	11,64	7,25	10,21	5,17
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3,15	4,31	2,85	3,80
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2005				
7 Banques commerciales privées haïtiennes	77,4	76,6	80,2	84,2
2 Succursales de banques étrangères	7,9	11,2	7,5	7,8
2 Banques d'État	10,9	6,9	9,1	3,9
2 Banque d'épargne et de logement privées haïtiennes	3,8	5,3	3,2	4,1
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2004				
7 Banques commerciales privées haïtiennes	77,0	80,4	80,0	84,9
2 Succursales de banques étrangères	7,8	10,2	6,8	5,9
2 Banques d'État	10,2	5,0	8,6	3,8
2 Banque d'épargne et de logement privées haïtiennes	5,0	4,4	4,6	5,4
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2003				
7 Banques commerciales privées haïtiennes	77,4	76,7	80,2	84,6
2 Succursales de banques étrangères	8,3	12,5	7,3	7,0
2 Banques d'État	10,4	6,4	8,9	4,5
2 Banque d'épargne et de logement privées haïtiennes	3,9	4,4	3,6	3,9
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman ²⁵

Par rapport à l'exercice antérieur, l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman a évolué à la hausse sur tous les segments du marché, ce qui a corroboré l'observation faite en ce qui a trait au renforcement de la concentration du système bancaire. Cet indice révèle en effet que le système est fortement concentré au niveau de l'actif, avec une valeur de 2 283,9 ; il en est de même pour le portefeuille de crédit, des dépôts totaux et des dépôts en dollars américains dont l'indice a atteint respectivement 1 897,7, 2 428,3 et 2 638,8 en septembre 2007.

Tableau 15- Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman²⁵
au 30 septembre

	Actif total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts EU
2007	2 283,94	1 897,70	2 428,34	2 638,81
2006	2 122,23	1 797,62	2 266,63	2 463,09
2005	1 760,10	1 501,90	1 863,20	2 150,90
2004	1 627,10	1 477,20	1 744,80	2 027,30
2003	1 606,40	1 414	1 727,20	1 940,30

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

²⁵ Cet indicateur est donné par la somme des carrés des parts de marché de l'ensemble des banques. Une diminution de l'indice traduit une baisse du degré de concentration. En général, pour un marché donné, une valeur inférieure à 1 000 témoigne d'une faible concentration, une valeur comprise entre 1 000 et 1 800 une concentration modérée et une valeur supérieure à 1 800 une forte concentration.

VI.3- DISTRIBUTION DU CRÉDIT

La part de crédit allouée aux différents secteurs d'activité au cours de l'exercice a connu des variations relativement modestes et, en termes d'échéance, le poids des prêts à moyen terme a connu la plus forte variation à la hausse.

Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité

Les secteurs d'activité « Commerce de gros et de détail », « Services et autres » et « Industries manufacturières » demeurent les secteurs dominants en terme de part de crédit bancaire comme cela a été le cas depuis plusieurs années consécutives. Toutefois, par rapport à la fin de l'exercice antérieur, la part dont ils bénéficient a chuté de 5 points de pourcentage, à 63% en septembre 2007. Cette baisse en importance est essentiellement due au recul de 7,3 points de pourcentage du poids du crédit alloué au secteur « Industries Manufacturières ». L'encours de crédit alloué à ce secteur a diminué de 1,5 milliard de courdes.

En dépit d'une augmentation substantielle de 327,13% (+25,1MG) du volume de crédit octroyé au secteur « Agriculture, Sylviculture et Pêche », il n'en demeure pas moins que ce secteur a la part la moins élevée (0,12% au 30 septembre 2007) du crédit bancaire total.

Tableau 16- Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité
au 30 septembre (en MG et en %)

Secteurs d'activité	2007		2006		Variation Point
	Montant ^a	%	Montant ^a	%	
Commerce de Gros et Détail	7 723,11	28,8%	6 750,74	27,3%	+1,5
Services et autres	5 323,93	19,8%	4 702,99	19,0%	+0,8
Industries manufacturières	3 855,07	14,4%	5 361,87	21,7%	-7,3
Prêts aux particuliers	2 458,72	9,2%	2 399,95	9,7%	-0,5
Immobilier résidentiel et commercial	3 432,21	12,8%	2 827,64	11,4%	+1,4
Transport, Entrepôt et Communication	1 198,84	4,5%	945,42	3,8%	+0,7
Bâtiments et travaux publics	2 176,58	8,1%	1 367,21	5,5%	+2,6
Électricité, Gaz et Eau	630,35	2,3%	399,69	1,6%	+0,7
Agriculture, Sylviculture et Pêche	30,89	0,12%	5,86	0,0%	+0,12
Total	26 829,70	100,0	24 761,37	100,0	

Source: BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a: Comprend aussi des engagements hors-bilan.

Répartition de l'encours des prêts par tranche

La distribution du crédit bancaire par tranche par rapport au nombre total des emprunteurs continue d'afficher les mêmes caractéristiques ou tendances que celles observées au cours des cinq derniers exercices. En effet, au terme de l'exercice 2007, le portefeuille de crédit bancaire constitué par les prêts de 75 000 gourdes et plus est détenu à 80,9% par 9,83% du total des emprunteurs (10% en septembre 2006). Ce pourcentage du portefeuille, représentant un montant de 18 669, 4 MG, comporte les prêts de 5 000 000 MG et plus.

La tranche de prêts située entre 1 000 000 et moins de 5 000 000 de gourdes représente 12,29% (contre 12,70% au 30 septembre 2006) des 7 435 emprunteurs en question. Par contre, la majorité des emprunteurs (3 191 ; 43%), se trouvant dans la tranche de prêts allant de 75 000 à moins de 250 000 gourdes, n'a bénéficié que de 1,86% (429,8 MG) du crédit total (contre 2% au terme de l'exercice antérieur).

Tableau 17- Répartition de l'encours des prêts par tranche (prêts de 75 000 gourdes ou plus)²⁶
(au 30 septembre)

Tranches de prêts	Nombre d'emprunteurs	Nombre d'emprunteurs, en %	Encours des prêts, en millions de gourdes	Encours des prêts, en %
2007				
75 000 à 249 999	3 191	42,92	429,80	1,86
250 000 à 499 999	1 277	17,18	446,60	1,94
500 000 à 999 999	983	13,22	693,58	3,00
1 000 000 à 2 499 999	815	10,96	1 285,66	5,57
2 500 000 à 4 999 999	438	5,89	1 550,71	6,72
5 000 000 ou plus	731	9,83	18 669,42	80,9
Total	7 435	100	23 075,77	100
2006				
75 000 à 249 999	3 263	45	426,11	2,00
250 000 à 499 999	1 248	17	447,90	2,10
500 000 à 999 999	853	12	598,27	2,80
1 000 000 à 2 499 999	743	10	1 185,09	5,60
2 500 000 à 4 999 999	422	6	1 509,94	7,10
5 000 000 ou plus	689	10	17 084,10	80,4
Total	7 218	100	21 251,41	100
2005				
75 000 à 249 999	3 330	46,65	431,76	2,13
250 000 à 499 999	1 101	15,43	395,93	1,96
500 000 à 999 999	861	12,07	618,65	3,18
1 000 000 à 2 499 999	764	10,7	1 228,95	6,05
2 500 000 à 4 999 999	382	5,35	1 367,59	6,84
5 000 000 ou plus	700	9,81	16 700,70	79,83
Total	7 138	100	20 743,60	100
2004				
75 000 à 249 999	2 780	43	379,67	3,24
250 000 à 499 999	1 123	17	400,44	3,41
500 000 à 999 999	874	14	623,16	4,89
1 000 000 à 2 499 999	764	12	1 215,46	8,98
2 500 000 à 4 999 999	326	5	1 147,97	9,07
5 000 000 ou plus	595	9	8 682, 2	68,13
Total	6 462	100	12 743, 7	100
2003				
75 000 à 249 999	2 541	43	338,0	2
250 000 à 499 999	1 054	18	377,1	2
500 000 à 999 999	810	13	577,8	4
1 000 000 à 2 499 999	698	12	1 110,1	7
2 500 000 à 4 999 999	311	5	1 104,1	7
5 000 000 ou plus	549	9	12 501,3	78
Total	5 963	100	16 008,5	100

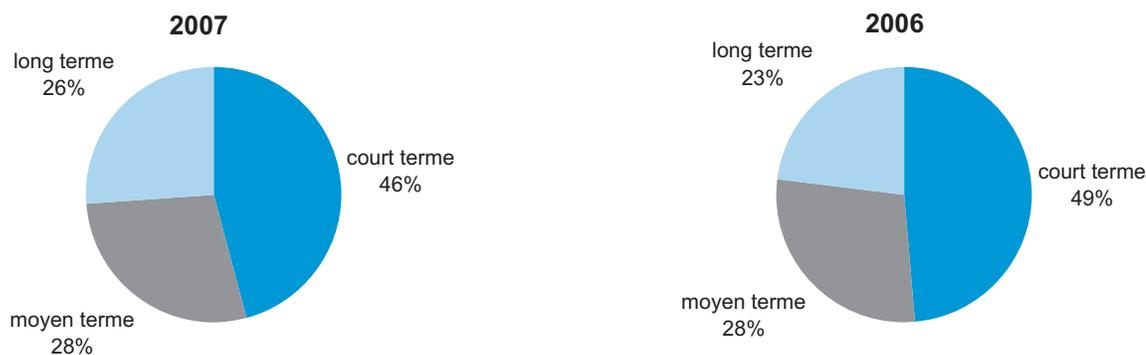
Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions fin ancières

²⁶ Ce tableau porte sur les prêts dont l'encours global est supérieur à 75 000 gourdes. Il indique le taux de concentration par tranche d'emprunteurs pour la population considérée.

Répartition de l'encours des prêts par échéance²

Par rapport à l'exercice 2006, la structure de maturité du crédit bancaire a été modifiée. Les prêts à long terme représentent 26% du portefeuille (contre 23% en septembre 2006) suite à un gain de 3 points de pourcentage aux dépens du poids des prêts à court terme qui est passé de 49% à 46% au terme de l'exercice. L'importance des prêts à moyen terme (28%) n'a pas changé par rapport à septembre 2006.

Graphique 23- Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus
(au 30 septembre)



Répartition du nombre de prêts par emprunteur

A la fin de l'exercice, chaque emprunteur du système bancaire a bénéficié en moyenne de 5 prêts comparativement à l'exercice passé où le ratio avoisinait 4,6 prêts par emprunteurs. Cette augmentation traduit la tendance à la concentration du crédit bancaire. En effet, le nombre de prêts a crû de 14,68 % (+5 698) par rapport à l'année dernière tandis que le nombre d'emprunteurs a accusé une augmentation de 4,92 % (+355).

Tableau 18- Répartition du nombre de prêts par emprunteur
(au 30 septembre)

	2007	2006	2005	2004	2003
Nombre de prêts	38 804	33 106	23 804	22 307	23 057
Nombre d'emprunteurs	7 573	7 218	7 138	6 462	5 963
Nombre de prêts/nombre d'emprunteurs	5	5	3	3	4

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.4- PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES DANS LE SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN

Au cours de l'exercice sous revue, la Sogebank a maintenu, au niveau de l'actif, la première place en dépit de la quasi stabilité de sa part de marché (32,77 % contre 32,75 % en 2006). Quant à la Unibank, elle est restée à la deuxième place, avec une part de marché de 29,25 % contre 30,65 % en 2006. Cette réduction a contribué à creuser davantage l'écart entre les deux premières banques du système en termes d'actifs (3,50 points de pourcentage en 2007 contre 2,12 en 2006).

L'acquisition des actifs et passifs de la Socobank a permis à la BNC de consolider sa position (3^{ème} place) en gagnant 9,22 points de pourcentage, pour 16,43 % du marché. Trois autres banques, la Sogebel (+0,16 point), la Scotiabank (+0,13 point) et la BPH (+0,05 point) ont amélioré leur position tandis que la Capitalbank (-0,17 point), la Citibank (-0,40 point) et la BUH (-0,41 point) ont enregistré des pertes de part de marché.

20 a) court terme : prêts ayant une échéance initiale comprise entre 0 et 12 mois ; moyen terme : prêts ayant une échéance initiale comprise entre 13 et 48 mois ; long terme :

Tableau 19- Parts de marché et rang Actif total et portefeuille de prêts bruts

(au 30 septembre)

	Actif Total						Prêts Bruts					
	2007		2006		2005		2007		2006		2005	
	Parts de marché (%)	Rang										
Sogebank	32,75	1	32,77	1	27,46	1	28,98	1	28,23	1	23,05	2
Unibank	29,25	2	30,65	2	26,95	2	25,97	2	25,84	2	24,25	1
Socabank	-	-	7,21	4	9,21	3	-	-	11,65	3	13,41	3
BNC	16,43	3	10,62	3	9,19	4	14,38	3	7,80	4	4,61	7
Promobank	-	-	-	5	4,92	5	-	-	-	5	6,38	5
Capital Bank	5,07	4	5,24	6	4,82	6	5,03	6	5,64	6	5,76	6
Citibank	4,78	5	5,18	7	4,82	7	7,89	4	7,80	4	7,33	4
BUH	3,75	6	4,16	8	4,01	8	4,69	7	3,77	10	3,72	10
Sogebel	3,42	7	3,26	9	3,31	9	4,12	8	4,34	8	4,34	8
Scotiabank	3,06	8	2,93	10	3,11	10	6,47	5	5,04	9	3,88	9
BPH	1,48	9	1,43	11	1,68	11	1,97	9	2,41	11	2,25	11
Socabel ^a	-	-	-	12	0,51	12	-	-	-	12	1,01	12
BICH	-	10	-	13	0,01	13	0,00	10	0,00	13	0,01	13
	100,00		100,00		100,00		100,00		100,00		100,00	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a- La Socabel a démarré ses opérations en novembre 2001 ; elle a été absorbée par la Socabank en juin 2006.

Au niveau du crédit, en dépit d'une très faible amélioration (0,75 point), la Sogebank a conservé la première place conquise en 2006 avec 28,98 % de part de marché. Quant à la Unibank (2^{ème} place), sa part de marché (25,97%) n'a augmenté que de 0,13 point de base. La BNC s'est hissée à la troisième place avec un gain de part de marché de 6,58 points de pourcentage. La quatrième et la cinquième place reviennent à la Citibank (7,89 %) et à la Scotiabank (6,47 %). La BUH, de son côté, a gagné la 7^{ème} place (part de marché de 4,69 %) aux dépens de la Sogebel (8^{ème} place) avec 4,12 % du marché.

Tableau 20- Parts de marché et rang Dépôts totaux et dépôts

en dollars ÉU (au 30 septembre)

	Dépôts totaux						Dépôts en dollars ÉU					
	2007		2006		2005		2007		2006		2005	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Sogebank	34,85	1	33,59	1	29,24	1	36,48	1	33,86	2	31,04	2
Unibank	30,25	2	30,47	2	27,35	2	33,65	2	33,96	1	31,39	1
Socabank	-	-	6,50	3	9,92	3	-	-	5,60	3	8,76	3
BNC	14,99	3	8,97	4	7,81	4	9,32	3	4,34	8	3,04	8
Capital Bank	5,09	4	5,14	5	4,88	5	5,71	4	5,14	5	5,40	5
Promobank	-	-	-	6	4,75	6	-	-	-	6	5,01	6
BUH	4,15	5	4,33	8	4,00	8	3,14	7	3,00	9	2,56	9
Citibank	3,51	6	4,89	7	4,24	7	5,05	5	7,37	4	6,03	4
Scotiabank	2,78	8	2,91	9	3,24	9	1,42	8	1,55	10	1,77	10
Sogebel	2,99	7	2,85	10	2,85	10	4,22	6	3,80	7	3,87	7
BPH	1,39	9	1,24	11	1,30	11	1,02	9	0,83	11	0,84	11
Socabel ^a	-	-	-	12	0,41	12	-	-	-	12	0,30	12
BICH	0,00	10	0,00	13	0,01	13	0,00	10	0,00	13	0,0	13
	100,00		100,00		100,00		100,00		100,00		100,00	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

La Socabel a démarré ses opérations en novembre 2001 ; elle a été absorbée par la Socabank en juin 2006.

La Sogebank, la Unibank et la BNC détiennent en 2007 environ 80 % du total des dépôts libellés en gourdes du système, avec des parts de marché respectives de 34,85 %, 30,25 % et 14,99 %. Les autres banques ont connu un recul de leur position, à l'exception de la BPH (+0,15 ; 1,39 % du marché) et de la Sogebel (+0,14 ; 2,99 % du marché).

L'écart existant entre les deux premières banques du système, au niveau des dépôts en dollars, s'est élargi, passant de 0,10 en 2006 à 3,17 points de pourcentage en 2007. Contrairement à la Sogebank (1^{er} rang) qui a gagné 2,62 points de pourcentage avec 36,48 % de part de marché, la Unibank (2^{ème} rang) a perdu 0,31 point avec 33,96 % de part de marché. La BNC, la Capitalbank et la Citibank occupent respectivement la 3^{ème}, la 4^{ème} et la 5^{ème} place. Les cinq premières banques ont capté les 90 % des dépôts en devises.

VII- LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2007

VII.1- ACTIVITÉS BANCAIRES

Évolution du bilan

Le rythme de croissance de l'actif du système a connu un léger ralentissement (-0,2 point de pourcentage) par rapport à 2006. De 72 519,4 MG au 30 septembre 2006, le total de l'actif est passé à 79 764,3 MG en 2007, soit une hausse de 10 %. Les « Autres actifs », après avoir enregistré une contraction en 2006 (-15,5 %), ont fortement augmenté de 61 %. Viennent ensuite les Bons BRH avec une croissance de 17,22 % contre 39,9 % en 2006, les disponibilités (+11,60 %) et les prêts nets (+10,10 %) ; les autres placements ont régressé de 4,40 %. Les actifs en devises converties ont compté pour 49 % de l'encours total, contre 50,27 % l'année antérieure.

Tableau 21- Bilan du système bancaire au 30 septembre
(en MG)

	2007	2006	2005	2004	2003
Disponibilités	28 066,54	25 141,47	23 162,99	22 453,87	18 995,18
Bons BRH	9 008,38	7 683,50	5 527,10	3 543,78	3 818,00
Autres placements	12 128,58	12 684,07	10 359,55	7 303,93	7 448,05
Prêts nets	22 564,57	20 486,58	20 724,02	17 059,24	16 228,31
Immobilisations nettes	4 425,36	4 305,41	3 409,02	2 810,29	2 387,73
Autres actifs	3 570,81	2 218,35	2 627,95	2 759,91	2 039,19
Actif total	79 764,26	72 519,40	65 810,64	55 931,02	50 916,48
Dépôts	66 030,66	61 311,22	56 771,14	48 057,16	43 028,99
Obligations à vue	4 242,33	2 798,77	2 923,43	2 881,06	2 904,66
Obligations à terme	1 692,29	1 311,33	1 531,73	1 038,02	1 225,36
Autres passifs	2 210,46	3 257,71	1 288,24	1 007,27	1 027,23
Passif total	74 175,76	68 679,03	62 514,63	52 983,52	48 186,25
Avoir des actionnaires	5 588,49	3 840,36	3 296,08	2 947,50	2 730,22
Passif et avoir des actionnaires	79 764,28	72 519,40	65 810,64	55 931,02	50 916,48

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Par rapport à la fin de l'exercice 2006-2007, le Passif a progressé de 8 % (+5 496,7 MG). Cette progression est due à celles de 51,60 % des obligations à vue, de 29,10 % des obligations à terme et de 7,70% des dépôts. Les autres passifs ont régressé de 32,10 %.

Tableau 22- Principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre
(variation en pourcentage)

	2007	2006	2005	2004	2003
Disponibilités	11,6	8,5	3,2	18,2	40,2
Bons BRH	17,2	39,9	56,0	-7,2	21,2
Autres placements	-4,4	22,4	41,8	-1,9	130,1
Prêts nets	10,1	-1,1	21,5	5,1	33,4
Immobilisations nettes	2,8	26,3	21,3	17,7	20,1
Autres actifs	61,0	-15,5	-4,8	35,3	64,1
Actif total	10,0	10,2	17,7	9,8	44,1
Dépôts	7,7	8,0	18,1	11,7	42,5
Obligations à vue	51,6	-4,3	1,5	-0,8	79,5
Obligations à terme	29,1	-14,4	47,6	-15,3	64,8
Autres passifs	-32,1	152,9	27,9	-1,9	42,7
Passif total	8,0	9,9	18,0	10,0	44,8
Avoir des actionnaires	45,5	16,5	11,8	8,0	33,8
Passif et avoir des actionnaires	10,0	10,2	17,7	9,8	44,1

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

L'Avoir des actionnaires est passé de 3 840,36 MG en 2006 à 5 588,5 MG en 2007 accusant une hausse de 45,50 %, soit la croissance la plus forte enregistrée au cours des cinq dernières années. Il en est résulté une amélioration importante du ratio Immobilisations sur Avoirs des Actionnaires qui a atteint 79,19% en 2007 contre 111,30 % en 2006.

Tableau 23- Composition des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre
(en pourcentage)

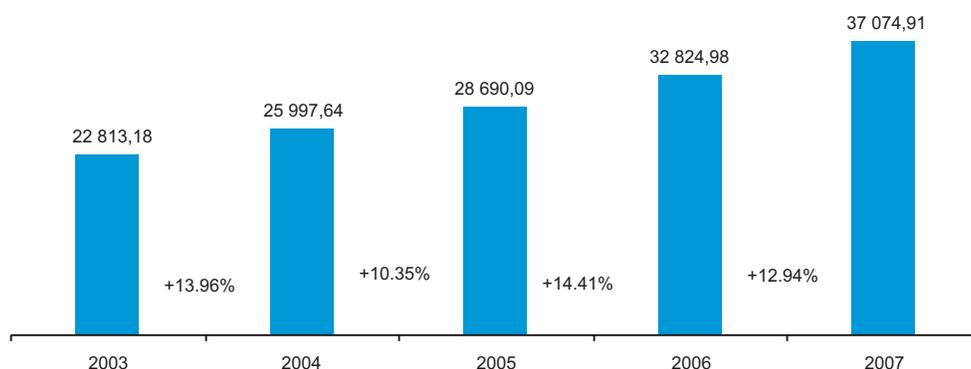
	2007	2006	2005	2004	2003
Disponibilités	35,2	34,7	35,2	40,1	37,3
Bons BRH	11,3	10,6	8,4	6,3	7,5
Autres placements	15,2	17,5	15,7	13,1	14,6
Prêts nets	28,3	28,2	31,5	30,5	31,9
Immobilisations nettes	5,5	5,9	5,2	5,0	4,7
Autres actifs	4,5	3,1	4,0	4,9	4,0
Actif total	100	100	100	100	100,0
Dépôts	82,8	84,5	86,3	85,9	84,5
Obligations à vue	5,3	3,9	4,4	5,2	5,7
Obligations à terme	2,1	1,8	2,3	1,9	2,4
Autres passifs	2,8	4,5	2,0	1,8	2,0
Passif total	93,0	94,7	95,0	94,7	94,6
Avoir des actionnaires	7,0	5,3	5,0	5,3	5,4
Passif et avoir des actionnaires	100	100	100	100	100

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Liquidités

De 14,41 % en 2006, le rythme de croissance des liquidités du système bancaire a diminué de 1,47 point de pourcentage, passant de 32 825 MG à 37 075 MG (+12,94 %). A l'exception de l'Encaisse qui a perdu 0,7 point et les Avoirs à l'étranger qui sont restés stables, les autres composantes des liquidités ont vu leur croissance accélérer par rapport à l'année dernière dans une fourchette de 0,2 à 0,7 point de pourcentage.

Graphique 24- Liquidités du système bancaire au 30 septembre
(en MG)



Au 30 septembre 2007, la part des Disponibilités dans la composition des liquidités a régressé de 0,89 point par rapport à septembre 2006 (75,70 % contre 76,59 %) au profit des Bons BRH qui ont, de leur côté, gagné 0,89 point (24,30 % contre 23,41 %). Les Avoirs à la BRH représentent 65,03% dans la constitution des disponibilités du système bancaire, suivis des Avoirs à l'étranger (11,91%), de l'Encaisse (10,79 %), des Avoirs dans les banques locales (6,15 %) et des « Autres liquidités » (6,11 %).

Tableau 24- Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre
(en MG et en %)

	2007		2006		2005		2004		2003	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Encaisse	3 028,95	3,8	3 280,39	4,5	3 131,43	4,9	2 750,7	13,1	2 998,8	13,1
Avoirs à la BRH	18 252,22	22,9	16 312,63	22,5	14 692,43	28,7	16 069,7	50,8	11 595,6	50,8
Avoirs à l'étranger	3 343,81	4,2	3 038,87	4,2	3 130,03	2,6	1 451,1	10,0	2 279,3	10,0
Avoirs dans les banques locales	1 726,47	2,2	1 452,56	2,0	1 204,03	2,6	1 468,02	4,7	1 069,3	4,7
Autres	1 715,07	2,2	1 057,01	1,5	1 005,05	1,3	714,2	4,6	1 052,0	4,6
Disponibilités	28 066,53	35,2	25 141,47	34,7	23 162,99	35,2	22 453,8	83,2	18 995,2	83,2
Bons BRH	9 008,38	11,3	7 683,50	6,3	5 527,10	6,3	3 543,77	16,7	3 818,0	16,7
Liquidités	37 074,91	100,0	32 824,97	100,0	28 690,09	100,0	25 997,6	100,0	22 813,2	100,0

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les liquidités en pourcentage de l'actif du système bancaire ont régressé de 1,2 point de pourcentage au 30 septembre 2007 par rapport à 2006 pour se fixer à 46,50%. La part des disponibilités dans la constitution des liquidités a varié de 34,70% à 35,20% et celle des bons BRH de 10,60 % à 11,30 %.

Tableau 25- Liquidités du système bancaire (en pourcentage de l'actif total)
(au 30 septembre)

	2007	2006	2005	2004	2003
Disponibilités	35,2	34,7	35,2	40,1	37,3
Bons BRH	11,3	10,6	8,4	6,3	7,5
Liquidités	46,5	45,3	43,6	46,5	44,8

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Opérations interbancaires

Au terme de l'exercice fiscal 2007, le solde des opérations interbancaires a été multiplié par quatre (4) pour atteindre 250 MG. Par contre, la moyenne des opérations de fin de mois s'est chiffrée à 110 MG, accusant une baisse de 20,10% par rapport à celle de l'année 2006 (137,7 MG).

Tableau 26- Position nette interbancaire du système
(en MG et en %)

	Au 30/9/07	Au 30/9/06	Variation 2007/2006	Moyenne mensuelle 2007	Moyenne mensuelle 2006	Variation 2007/2006
Prêts / Emprunts	250	60	316,67%	110	137,67	-20,10%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a) N'inclut pas les avances accordées par la BRH

Opérations avec la clientèle

Dépôts

Les ressources émanant de la clientèle se chiffrent, au 30 septembre 2007, à 66 030,7 MG contre 61 311,2 MG en 2006, soit une hausse de 7,70 %. Ce rythme de croissance est le plus faible réalisé au cours des cinq dernières années. La plus forte variation a été enregistrée au niveau des dépôts à vue (10,60 % contre 8,20 % en 2006). Les dépôts d'épargne (+4,90 %) et les dépôts à terme (+8,50 %) ont connu, de leur côté, une croissance moins soutenue.

Graphique 25- Croissance des dépôts du système bancaire

(au 30 septembre)

(en millions de gourdes)

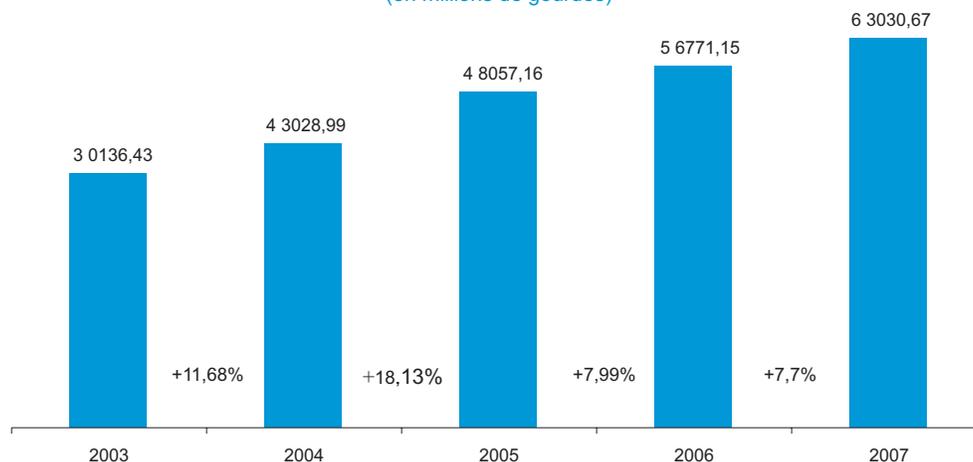


Tableau 27- Variation en pourcentage des dépôts du système

Catégorie	2007	2006	2005	2004	2003
Dépôts à vue	10,6%	8,2%	28,4%	17,4%	33,9%
Dépôts d'épargne	4,9%	6,1%	23,8%	6,9%	41,0%
Dépôts à terme	8,5%	10,3%	3,8%	13,0%	51,5%
Total	7,70%	8 %	18,10%	11,70%	42,50%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les dépôts d'épargne (38,40 %) demeurent les plus importants dans la composition des dépôts totaux, suivis des dépôts à terme (31,30%) et des dépôts à vue (30,30 %). L'importance des dépôts totaux dans la structure de financement de l'actif a diminué de 1,7 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2006 pour s'établir à 82,80%.

Tableau 28- Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre

(en MG et en %)

Catégorie	2007		2006		2005		2004		2003	
Dépôts à vue	19 978,07	30,3%	18 071,25	30%	16 697,37	29%	13 002,48	27%	11 073,1	26 %
Dépôts d'épargne	25 373,57	38,4%	24 185,08	39%	22 799,13	40%	18 417,05	38%	17 234,8	40 %
Dépôts à terme	20 679,01	31,3%	19 054,88	31%	17 274,64	30%	16 637,63	35%	14 721,0	34 %
	66 030,66	100%	61 311,21	100%	56 771,15	100%	48 057,16	100%	43 029,0	100%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au 30 septembre 2007, les dépôts en devises converties représentent 51,64 % des dépôts totaux contre 53,74 % en 2006, soit une baisse de 2,10 points de pourcentage. La croissance plus soutenue des dépôts en gourdes (7,69 %) que celle des dépôts en devises converties (4,98 %), ajoutée à la baisse du taux de change utilisé par les banques pour la conversion de leurs actifs et engagements en devises explique cette tendance à la baisse.

Tableau 29- Évolution des dépôts en dollars ÉU du système
en MG (au 30 septembre)

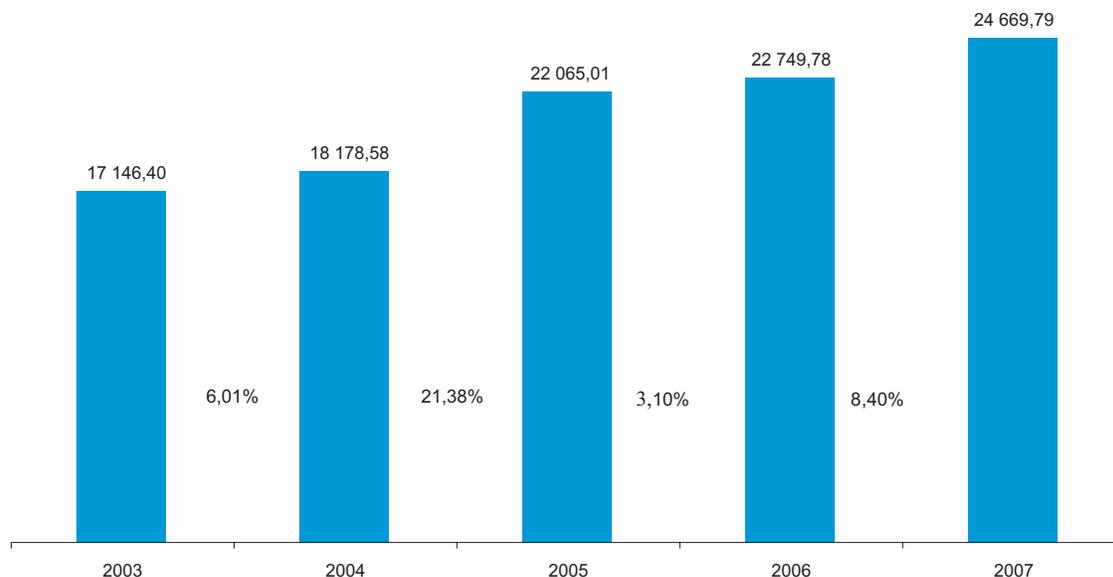
Catégorie	2007				2006			
	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts dollars ÉU convertis ^a	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis/ Dépôts totaux	Dépôts dollars ÉU	Dépôts Dollars ÉU Convertis ¹	Dépôts totaux	Dépôts Dollars Convertis/ dépôts totaux
Dépôts à vue	299,63	10 901,20	19 978,07	53,76%	266,86	10 440,20	18 071,25	57,77%
Dépôts d'épargne	309,89	11 274,68	25 373,57	43,90%	270,45	10 580,42	24 185,08	43,75%
Dépôts à terme	341,14	12 411,59	20 679,01	59,05%	304,85	11 926,42	19 054,88	62,58%
	950,33	34 587,48	66 030,66	51,64%	842,17	32 947,05	61 311,22	53,74%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a/Taux de conversion : 36,3818 et 39,1292 gourdes aux 30 septembre 2007 et 2006 respectivement.

Emplois du système

Les opérations de crédit à la clientèle ont évolué à la hausse au cours de l'exercice 2007. En effet, le portefeuille de prêts bruts a crû de 8,40 % à 24 669,8 MG en 2007. Parallèlement, le portefeuille de prêts nets a augmenté de 2 078 MG (+10,14 %) pour s'établir à 22 564,6 MG. La composante gourde s'est contractée de 3% tandis que les devises converties ont augmenté de 16,93% et représentent 70,09% de l'encours total du portefeuille net contre 66,01 % l'année dernière.

Graphique 26- Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre
(en MG)



Opérations sur titres

Les opérations sur titres désignent les transactions du système bancaire relatives aux bons BRH et aux placements.

Bons BRH

L'encours total des Bons BRH a continué de croître en dépit de la baisse des taux tout au cours de l'exercice. De 5 527,10 MG au 30 septembre antérieur, il est passé à 9 008,38 MG au 30 septembre 2007 avec un rythme de croissance (17,24 %) beaucoup moins soutenu que celui de l'exercice 2006 (39,0 %).

Autres placements

Les Autres placements se sont contractés au 30 septembre 2007. De 12 684,07 MG en 2006, ils ont évolué à la baisse (-4,40 %) pour atteindre 12 128,58 MG en 2007. Cette baisse est le résultat d'une diminution de 9,62 % des Autres placements en devises converties qui comptent pour 75,04% de l'encours total contre 79,40 % pour le dernier exercice. Les Autres placements représentent 15,20 % de l'actif total.

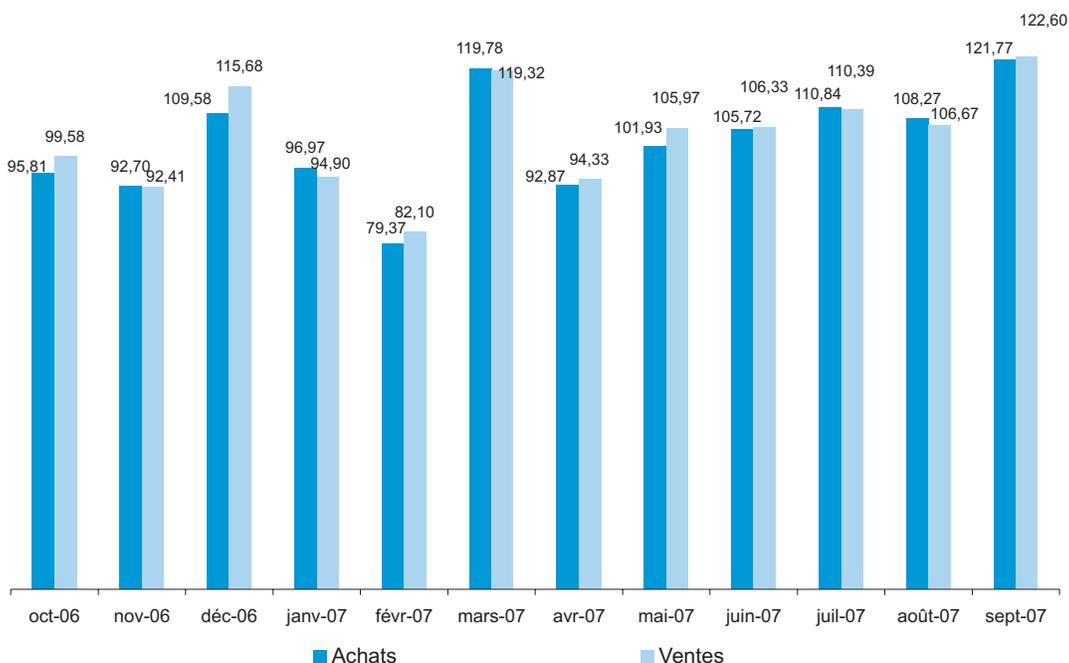
Opérations de change

Les établissements bancaires interviennent sur le marché des changes tant pour satisfaire les besoins de leurs clients que pour effectuer des transactions pour leur propre compte.

Transactions avec la clientèle

Au cours de l'exercice 2007, les volumes transigés tant à l'achat qu'à la vente ont connu une nette augmentation. Par rapport à l'année dernière, les achats de devises se sont accrus de 14,54% (+\$156,87 ÉU) pour s'établir à 1 235,61 millions de dollars EU pendant que les ventes se sont élevées à 1 250,3 millions de dollars EU suite à une croissance de 16,24 % (+122,60 MÉU). Contrairement à l'année dernière, le volume maximal des achats et ventes de devises a été enregistré en septembre 2007. Au cours de ce mois, le volume des achats a atteint 121,8 millions de dollars ÉU tandis que le volume des ventes a été de 122,6 millions de dollars ÉU.

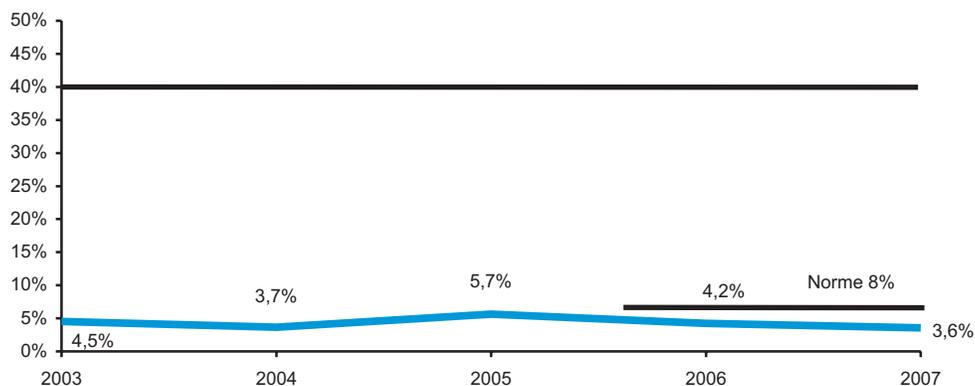
Graphique 27- Volume des achats et des ventes de dollars ÉU
(en millions de dollars ÉU)



Transactions des banques pour leur propre compte

Au 30 septembre 2007, les transactions de change réalisées par les banques pour leur propre compte se sont effectuées en conformité avec les règles édictées par la BRH en la matière. En effet, la position nette en devises du système bancaire, exprimée en pourcentage des fonds propres, s'est maintenue en dessous de la limite maximale de 8 %, soit 3,56 % en 2007 contre 4,20 % en 2006.

Graphique 28- Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres
(au 30 septembre)

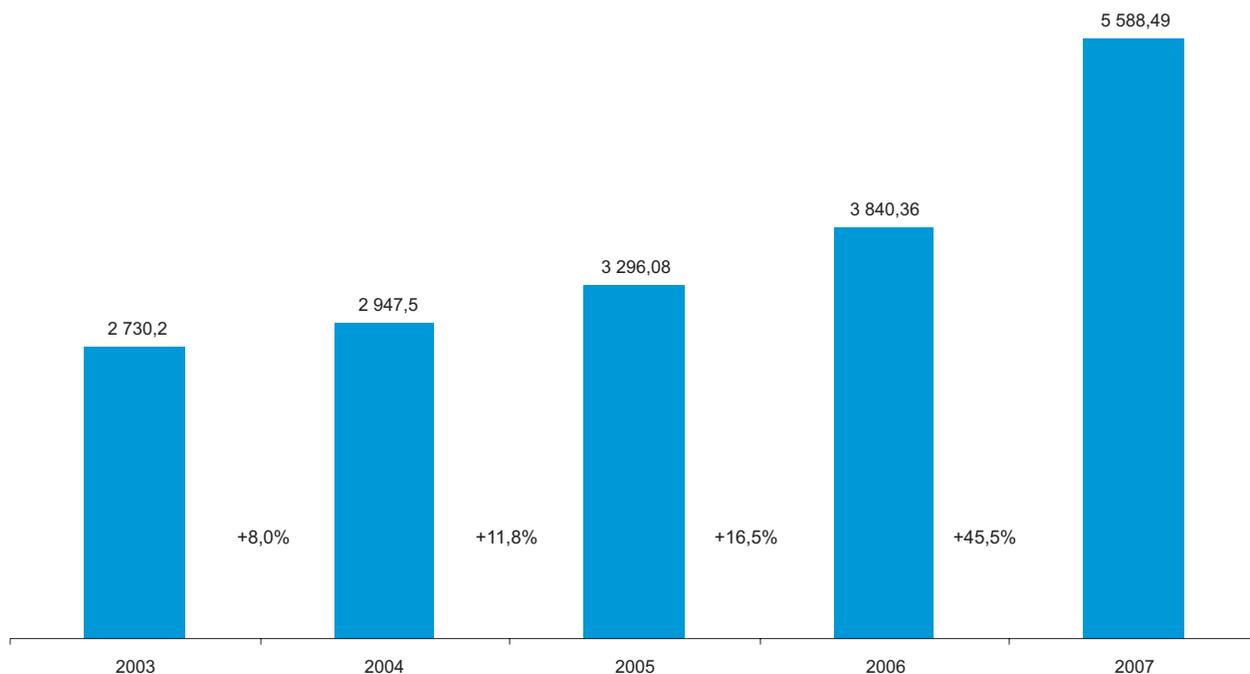


VII.2- STRUCTURE FINANCIERE ET QUALITÉ DE L'ACTIF

Assise financière et fonds propres

Après avoir enregistré un accroissement de 16,5% (+544,28MG) pour l'exercice 2006, les fonds propres se sont consolidés de manière substantielle au cours de l'exercice 2007, avec une hausse de 45,50% (+1 748,12MG), permettant ainsi au ratio fonds propres sur actifs de gagner 1,3 point de pourcentage pour atteindre le niveau de 7%, le plus élevé depuis les cinq dernières années. Cette évolution résulte de la très forte croissance des BNR (+432,2% ; +2 021,60MG) et du surplus d'apport (+143,2% ; +1 630,MG) qui ont largement absorbé le repli du capital versé (- 50,7% ; - 1822,23 MG) principalement dû à l'acquisition des actifs et passifs de la Socobank et des réserves (-8,9% ; -81,39MG).

Graphique 29- Évolution des fonds propres du système bancaire
au 30 septembre (en MG)



Au terme de l'exercice 2007, les multiples et ratios de suffisance des fonds propres sont conformes aux dispositions de la circulaire 88 fixant respectivement les maximum et minimum réglementaires. Le multiple actif sur fonds propres réglementaires est de 12,76, très en dessous du maximum de 20 fixé par les règlements ; le ratio fonds propres réglementaires sur actif à risque est de 7,04 points de pourcentage au dessus du minimum de 12% admissible.

Si l'année dernière les banques à capitaux privés haïtiens ne respectaient pas la norme de suffisance des fonds propres, tel n'est pas le cas cette année. Avec un multiple de 13,11 et un ratio de 17,81%, elles ont satisfait aux exigences de la circulaire 88 sur la suffisance des fonds propres. Les Banques commerciales d'État et les succursales de banques étrangères sont restées conformes à la réglementation en vigueur sur l'adéquation des fonds propres.

Tableau 30- Respect des normes de suffisance de fonds propres
(au 30 septembre)

Catégories d'établissement	Actif / fonds propres ^a		Fonds propres / actif à risqué ^b	
	Limite réglementaire		Limite réglementaire	
	2007	2006	2007	2006
	Max: 20 fois		Min: 12 %	
Banques à capitaux privés haïtiens (9 banques)	13,11	20,57	17,81	11,72
Banques commerciales d'État (2 banques)	11,75	10,06	26,81	43,34
Succursales de banques étrangères (2 banques)	11,95	12,66	18,82	17,17
Système	12,76	18,17	19,04	13,69

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a : Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu de l'importance de l'actif et de la croissance de celui-ci.

b : Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu du risque de contrepartie de chacun des éléments d'actif au bilan et des éléments hors bilan.

Qualité de l'actif

Au cours de l'exercice 2007, le portefeuille de crédit bancaire a connu une évolution favorable tant en volume qu'en qualité. En effet, les prêts improductifs ont accusé une diminution de 2.90% passant de 2 533,9 MG à 2 461,1 MG tandis que le portefeuille brut a connu une hausse de 8.4% pour atteindre le niveau de 24 669,80MG provoquant ainsi une amélioration du taux d'improductifs qui est passé de 11,14% à 9,98%.

Tableau 31- Prêts improductifs du système bancaire, au 30 septembre
(en MG et en %)

	2007	Var.	2006	Var.	2005	Var.	2004	Var.	2003	var.
Prêts improductifs bruts	2 461,09	-2,9%	2 533,88	39,3%	2 731,66	39,3%	1 258,5	33,2 %	944,9	12,8 %
Prêts bruts totaux	24 669,79	8,4%	22 749,77	8,2%	22 065,01	8,2%	18 178,6	6,0%	17 146,4	33,2 %
Taux d'improductifs	9,98%		11,14%		12,38%		5,5%		6,9%	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

La part des prêts classés « faibles, douteux et pertes » par catégorie de prêts a enregistré des mouvements contrastés par rapport à l'année dernière. En effet, elle a gagné respectivement 4,01 points de pourcentage pour les prêts à la consommation et 4,33 points pour ceux au logement tandis qu'ils ont perdu 4,19 points de pourcentage pour les prêts commerciaux.

Leur distribution s'est également modifiée passant de 14,44% à 11,43% pour les prêts commerciaux, de 1,09% à 1,53% pour les prêts au logement et de 1,01% à 1,31% pour les prêts à la consommation. Les prêts commerciaux sont les plus risqués, avec une part de 80,80% du portefeuille risqué total classifié.

Tableau 32- Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système
au 30 septembre 2007

	Consommation	Logement	Commerciaux
Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie)	13,63%	17,44%	13,58%
Taux d'improductifs (en % des prêts totaux du système)	1,31%	1,53%	11,43%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Par rapport à l'année écoulée, les provisions pour créances douteuses ont connu un recul de 7,0% (-157,97 MG) pour atteindre 2 105,22 MG ; les prêts improductifs se sont plus faiblement repliés (-2,9% ; -72,79 MG), induisant une baisse de 3,78 points de pourcentage du taux de couverture.

Tableau 33- Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses
au 30 septembre (en MG)

	2007	Var.	2006	Var.	2005	Var.	2004	Var.	2003	Var.
Provisions pour créances douteuses	2 105,22	-6,9%	2 263,19	68,8%	1 340,99	8,9%	1 119,3	21,9 %	918,1	29,9%
Prêts improductifs bruts	2 461,09	-2,8%	2 533,88	-7,2%	2 731,66	39,3%	1 258,5	33,2 %	944,9	12,8%
Taux de couverture	85,54%		89,32%		49,09%		88,9%		97,2 %	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Cependant, les prêts improductifs nets ne représentent que 6,37% de l'avoir des actionnaires au 30 septembre 2007 contre 7,05% au 30 septembre 2006. Cette baisse de 68 points de base du taux d'exposition des fonds propres du système bancaire au risque de crédit découle de la progression plus importante de l'avoir des actionnaires (+45,5% ; 1 748,12MG) que celle des improductifs nets (+31,52 ; 85,17MG).

Tableau 34- Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres
au 30 septembre (en MG)

	2007	2006	2005	2004	2003
Prêts improductifs bruts	2 461,09	2 533,89	2 731,66	1 258,5	944,9
moins : provisions pour créances douteuses	2 105,22	2 263,19	1 340,99	1 119,3	918,1
Prêts improductifs nets	355,87	270,70	1 390,67	139,2	26,8
Fonds Propres Comptables	5 588,50	3 840,36	3 296,08	2 947,5	2 730,2
Proportion des prêts improductifs nets par rapport aux fonds propres	6,37 %	7,05 %	42,2 %	4,7 %	0,98 %

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au 30 septembre 2007, les prêts accordés par les établissements bancaires aux parties liées représentent 14,68% de l'encours total de crédit contre 10,27 % au 30 septembre 2006. D'une manière générale, le poids des crédits octroyés aux parties liées par les différentes catégories de banques a évolué de manière contrastée : baisse substantielle pour les banques commerciales d'Etat (0,58% contre 1,52%), hausse significative pour les banques commerciales privées (21,69% contre 13,40%), hausse importante pour la seule banque d'épargne et de logement (10,95% contre 1,65%) et une légère remontée pour les succursales de banques étrangères (0,35% contre 0,05%).

Tableau 35- Importance des prêts accordés aux apparentés
au 30 septembre 2007

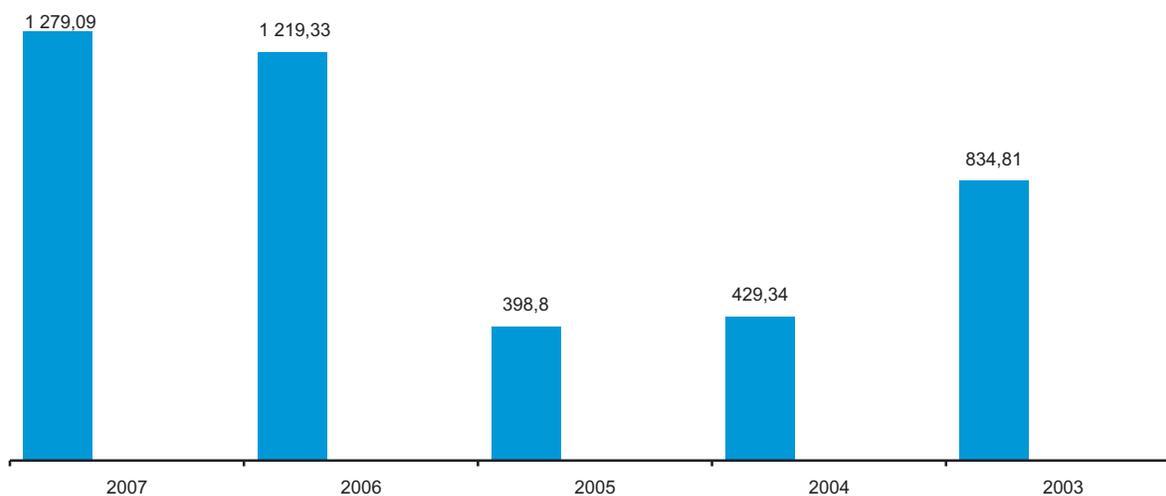
	Banques commerciales d'État	Banques commerciales privées	Banques d'épargne et de logement	Succursales de banques étrangères	Système
Prêts aux apparentés (MG)	23,29	3 458,52	124,92	12,55	3 619,28
Portefeuille de crédit (MG)	4 034,47	15 942,55	1 140,61	3 541,16	24 658,78
En pourcentage du portefeuille de crédit (%)	0,58	21,69	10,95	0,35	14,68

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.3- LES RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

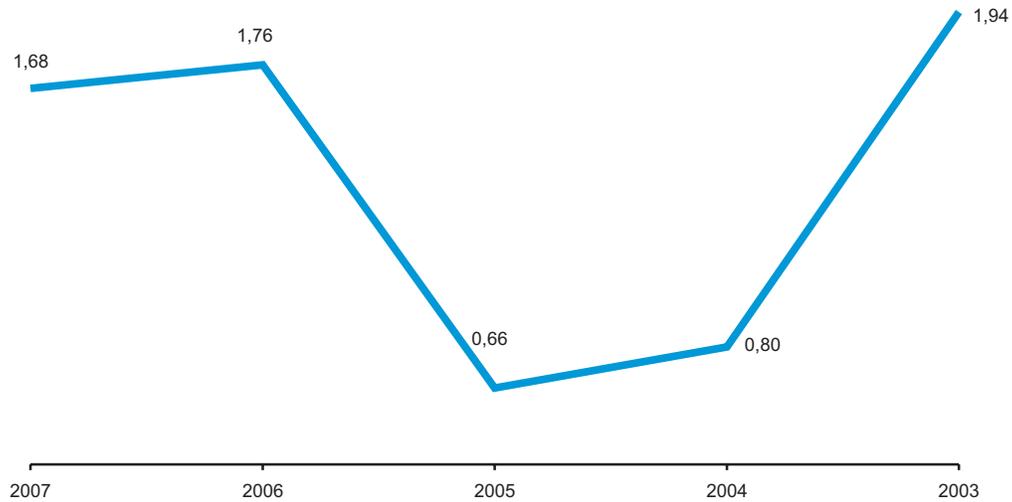
Le bénéfice net dégagé par l'industrie bancaire en 2007 a connu une légère augmentation (+59.76 MG) par rapport à 2006, année au cours de laquelle le niveau de rentabilité du système bancaire avait plus que triplé. De 1,219,3 MG en 2006, il est passé à 1 279,1 MG au 30 septembre 2007, soit une hausse de 4,9%.

Graphique 30- Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre
(en MG)



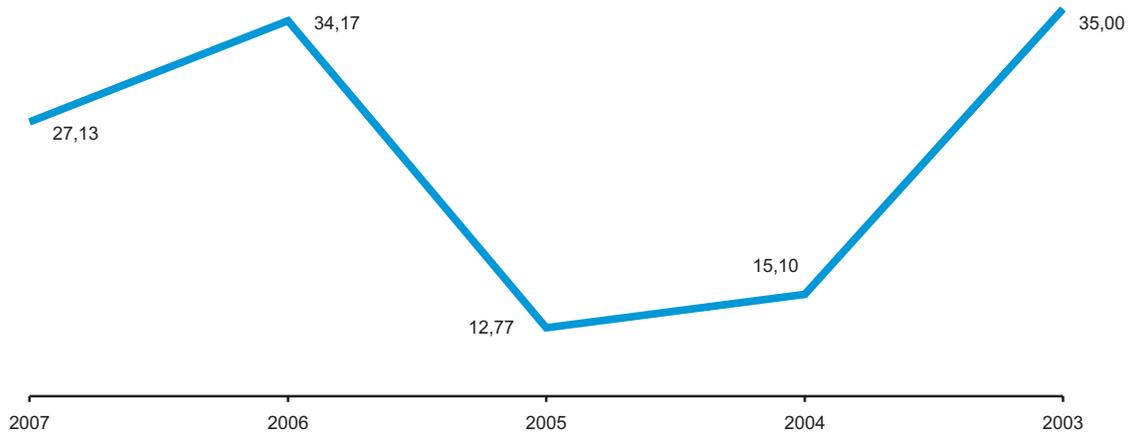
En dépit de la forte diminution de la Dotation à la provision pour créances douteuses (-77,0 %), la faible augmentation du Produit net bancaire (+3.5 %) par rapport à l'accroissement plus rapide des dépenses d'exploitation (+6.9 %) a conduit à une amélioration modérée du niveau de performance du système bancaire au cours de l'année.

Graphique 31- Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé le 30 septembre
(en %)



Parallèlement, le rendement net de l'actif (ROA) et la rentabilité de l'avoir des actionnaires (ROE) ont varié à la baisse pour s'établir respectivement à 1,68 % et à 27,13 % en 2007 contre 1,76 % et 34,17 % en 2006.

Graphique 32- Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) pour l'exercice terminé le 30 Septembre
(en %)



Revenus nets d'intérêt

Après avoir connu une importante croissance (+40,0 %) en 2006, les revenus nets d'intérêt du système bancaire se sont accrus de 3,30% (+115,76 MG) en 2007, pour se fixer à 3 643,28 MG. En pourcentage des revenus d'intérêt, ils représentent 69,22% contre 72,20% l'exercice antérieur. Cette baisse est imputable au fait que les dépenses d'intérêt qui s'élèvent en 2007 à 1 619,7 MG contre 1 355,4 MG en 2006 ont augmenté à un rythme beaucoup plus soutenu (+19.5 %) que les revenus d'intérêt (+7,80 %). Les deux principales composantes des revenus d'intérêt, les revenus sur prêts (64,10 %) et les intérêts sur Bons BRH (22,30 %), ont enregistré des variations à la hausse de 7,50% et 7,80% respectivement.

**Tableau 36- Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé
au 30 septembre (MG)**

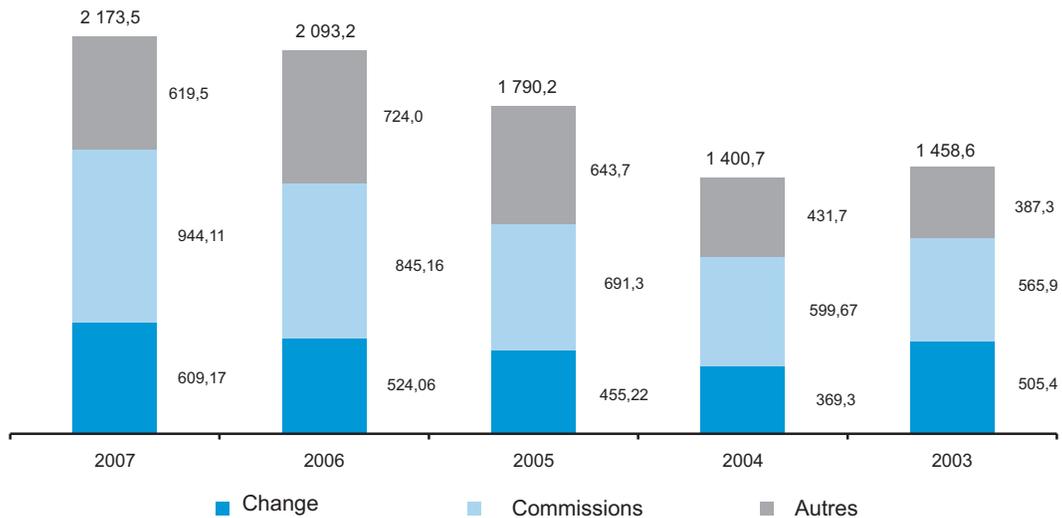
	2007	2006	2005	2004	2003
Revenus d'intérêt					
Prêts	3 373,4	3 138,6	2 773,3	3 486,2	3 120,7
Intérêts sur bons BRH	1 175,9	1 090,6	353,4	1 062,2	602,5
Autres	713,7	653,7	378,5	409,8	350,6
	5 263,0	4 882,9	3 505,2	4 958,2	4 073,8
Dépenses d'intérêt	1 619,7	1 355,4	987,3	2 225,5	1 399,2
Revenus nets d'intérêt	3 643,3	3 527,5	2 517,9	2 732,7	2 674,5
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	69,2 %	72,2 %	71,8 %	55,1 %	65,6 %

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Autres revenus

Au cours de l'exercice 2007, le poste « autres revenus » a crû de 3,80 % (80,32 MG). Son rythme de progression a toutefois diminué par rapport à l'exercice antérieur au cours duquel il avait augmenté de 12,7 %. Les gains sur les opérations de change ont connu la plus forte croissance (+16,20%) ; viennent ensuite les commissions (+11,80%) tandis que le poste « Autres » a évolué à la baisse (-14,40 %). Les autres revenus représentent 37,36 % dans la structure du produit net bancaire.

**Graphique 33- Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre
(en MG)**



Produit net bancaire et provisions pour créances douteuses

Par rapport à l'année dernière, le rythme de croissance de la marge bénéficiaire brute réalisée par les établissements bancaires sur l'ensemble de leurs activités a connu un net ralentissement en 2007. En effet, le produit net bancaire a enregistré pour cet exercice une hausse de 3,5 % contre un accroissement de 30,5% en 2006. Cette hausse modérée s'explique par la faible progression constatée au niveau de la marge nette d'intermédiation bancaire (+3,30 %) et des autres revenus (+3,80 %).

La tendance à la baisse observée depuis 2004 au niveau des dotations à la provision pour créances douteuses s'est accélérée en 2007. Elles ont enregistré une décroissance de 77% par rapport à l'exercice 2006 pour se fixer à 38,5 MG. Parallèlement, le portefeuille de crédits improductifs est passé de 2 533,9 MG en 2006 à 2 461,1 MG en 2007, soit un fléchissement de 2,90 %.

Tableau 37- Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre
(en millions de gourdes et en pourcentage)

	2007		2006		2005		2004		2003	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Revenus nets d'intérêt	3 643,3	62,6 %	3 527,5	62,7 %	2 517,9	58,4 %	2 732,7	66,1 %	2 674,5	64,7 %
Autres revenus	2 173,5	37,4 %	2 093,2	37,3 %	1 790,2	41,6 %	1 400,7	33,9 %	1 458,6	35,3 %
Produit net bancaire	5 816,8	100 %	5 620,7	100 %	4 133,4	100,0 %	4 133,1	100 %	2 803,3	100 %
Dotation à la Provision pour créances douteuses	38,5		167,0		298,5		299,0		184,5	
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts	5 778,3		5 453,8		4 009,6		3 834,3		3 948,6	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Dépenses d'exploitation

Les dépenses d'exploitation dans l'industrie bancaire se sont élevées, au cours de l'exercice 2007, à 4 247 MG contre 3 971,62 MG en 2006, soit une hausse de 6.9 %. Cette évolution découle principalement de la hausse de la masse salariale et avantages sociaux (+12,1 % ; +174,50 MG) : le personnel au niveau du système ayant augmenté par rapport à septembre 2006 (+ 8,37 % ; + 314 employés). Les charges d'amortissement et les autres dépenses d'exploitation ont crû respectivement de 8,50 % et 4,50% tandis que les frais de locaux ont évolué à la baisse (- 5,4 %) pour s'établir à 252,9 MG.

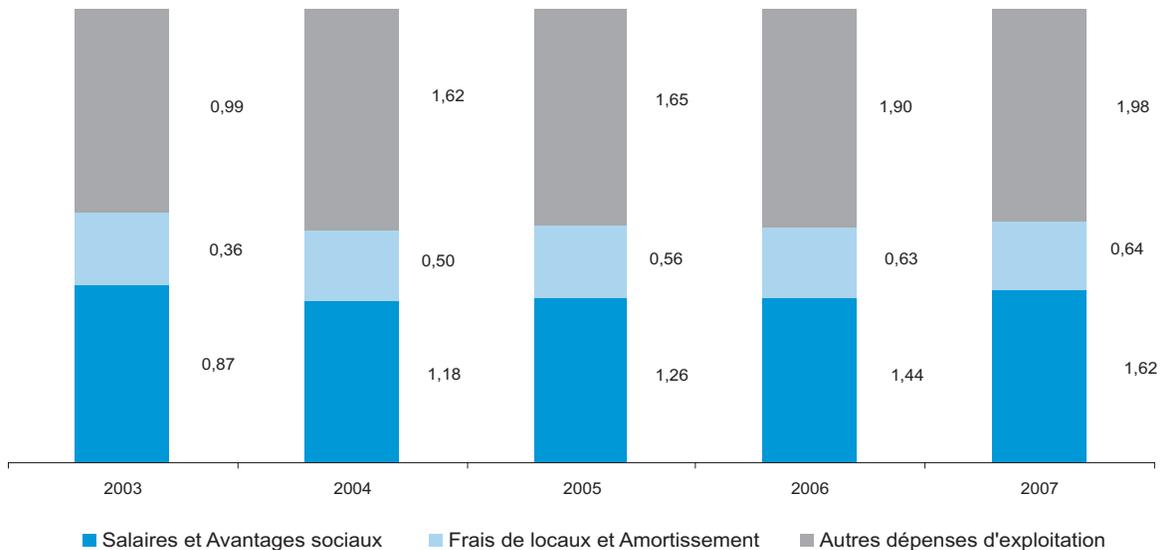
Tableau 38- Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre

	2007	2006	2005	2004	2003
Coefficient brut d'exploitation (Dépenses d'exploitation / produit net bancaire) ¹	73,0 %	70,7 %	80,5 %	79,9 %	69,3 %
Ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus nets d'intérêt (Revenus nets d'intérêt / dépenses d'exploitation)	85,8 %	88,8 %	72,6 %	82,7 %	93,3 %

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts sur le revenu a connu une progression très modérée (+ 3,40 %) par rapport à l'exercice antérieur (+174,7 %), les dépenses d'exploitation ayant connu un accroissement supérieur (6,90 %) à celui du produit net bancaire (3,50%). Le système a dépensé en moyenne 73,0 centimes en 2007 pour chaque gourde de revenus générée contre 70,7 centimes en 2006.

Graphique 34- Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



Taux de rémunération moyenne des dépôts et de rendement moyen des prêts

Le coût moyen des dépôts est resté globalement stable (+0,1 point de base), passant de 3,50 % à 3,60 %, les dépôts moyens et les dépenses d'intérêt s'établissant respectivement à 44 643,3 et 1 619,7 millions de gourdes. Parallèlement, les taux pratiqués sur les comptes de dépôts ont tous évolué à la hausse par rapport à septembre 2006. Ainsi, les taux créditeurs sur les dépôts d'épargne en devises sont passés en moyenne de 0,40 % à 0,75 % et ceux pratiqués sur les dépôts d'épargne en gourdes, de 0,90 % à 2 % ; les taux offerts sur les dépôts à terme en devises sont passés en moyenne de 2,63 % à 3,47 % et ceux sur les dépôts à terme en gourdes de 5,20 % à 7,75 %.

Tableau 39- Rémunération moyenne des dépôts pour l'exercice terminé au 30 septembre
(en millions de gourdes et en pourcentage)

	Dépôts moyens ^a	Dépenses d'intérêt	rémunération moyenne des dépôts	Variation (point)
2002	20 918,6	909,2	4,3 %	
2003	26 945,8	1 399,2	5,2 %	+0,9
2004	33 505,2	2 225,5	6,6 %	+1,4
2005	37 564,1	987,3	2,6 %	-4,0
2006	38 789,8	1 355,4	3,5 %	+0,9
2007	44 646,3	1 619,7	3,6 %	+0,1

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Les dépôts moyens représentent la moyenne arithmétique des dépôts de fin et de début période. Les dépôts à vue ne sont pas considérés.

Une certaine stabilité est également observée au niveau du rendement moyen des prêts qui est passé de 14,0 % à 14,2 %, soit une variation positive de 0,2 point de base. Les taux offerts sur les prêts en gourdes et en devises ont varié dans des fourchettes respectives de 22,90 % à 34,06 % et de 10,95 % à 12,94 %. Le spread moyen d'intermédiation ne s'est amélioré que de 0,1 point de base.

Tableau 40- Rendement moyen des prêts pour l'exercice terminé au 30 septembre
(en millions de gourdes et en pourcentage)

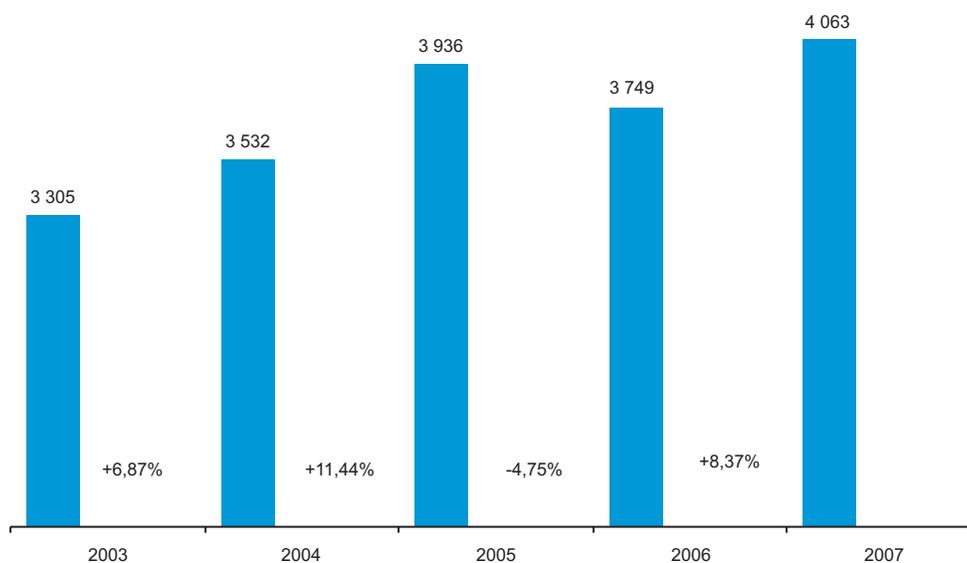
	Prêts bruts Moyens	Revenus d'intérêt sur prêts	rendement moyen des prêts	Variation (point)
2000	10 702,6	1 758,2	16,4 %	-
2001	11 839,4	2 431,0	20,5 %	+4,1
2002	12 066,4	2 187,9	18,1 %	-2,4
2003	15 007,5	3 120,7	20,8 %	+2,7
2004	17 662,5	3 486, 2	19,7 %	-1,1
2005	20 121,8	2 773,3	13,8 %	-5,9
2006	22 260,0	3 138, 7	14,0 %	+0,2
2007	23 709,8	3 373,4	14,2 %	+0,2

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Effectif des banques et productivité

Au 30 septembre 2007, le système bancaire comptait 4 063 employés contre 3 749 au 30 septembre 2006, soit une augmentation de 8,37%. Les deux (2) principales banques commerciales à capitaux privés haïtiens employaient les 53,21% de l'effectif de l'industrie bancaire. Suite à l'opération d'acquisition des actifs et passifs de la Socabank par la BNC, l'effectif des employés du système est concentré à hauteur de 75% au niveau des trois (3) premières banques. Les succursales de banques étrangères, de leur côté, ont employé 3,5% des cadres et employés du système.

Graphique 35- Évolution du nombre d'employés du système bancaire
(au 30 Septembre)



La hausse relative des bénéfices nets (+4,90 %), du produit net bancaire (+3,50%) conjuguée à celle plus importante de l'effectif du système bancaire, explique la nette baisse du ratio bénéfice net par employé (-3,20 %) ainsi que celle du produit net bancaire par employé (-4,50 %). Les autres ratios de productivité (actif/employé, prêts bruts/employé et dépôts/employé) ont aussi enregistré une croissance moyenne de 2,27 % comparée à celle de l'exercice 2006 (12,43%).

Tableau 41- Productivité par employé
(au 30 septembre et en milliers de gourdes et en pourcentage)

	2007	var. en %	2006	var. en %	2005	var. en %	2004	var. En %	2003
Actif/employé ¹	19 631,90	+1,49	19 343,66	+15,69	16 720,18	+5,59	15 835,5	+2,79	15 405,9
Prêts bruts/employé	6 071,82	+5,93	6068,22	+8,24	5 605,95	+8,92	5146,8	+4,82	4 910,20
Dépôts/employé	16 251,70	-0,60	16 354,02	+13,38	14 423,56	+6,01	13606,2	+4,51	13,0
PNB/employé	1 431,70	-4,50	1 499,26	+3,69	1 094,54	-6,47	3 019,36 1 170,2	-6,43	1250,56
Bénéfice net/employé	314,82	-3,20	325,24	+221,0	101,32	-16,54	121,4	-51,94	252,59

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a/ Nombre d'employés au 30 septembre uniquement.

VIII- LA SURVEILLANCE DES BANQUES

VIII.1- ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE

Au cours de l'exercice 2006-2007, la BRH a mené ses activités de surveillance, conformément aux deux modes de contrôle en vigueur : inspection sur place et surveillance sur pièces.

Inspections sur place

Au niveau de la surveillance sur place, le Service Inspection a réalisé sept (7) missions d'inspection générale au niveau des banques commerciales privées suivantes : la BICH, la Scotiabank, la BPH, la Unibank, la Sogebel, la Capitalbank et la BNC. L'inspection générale de la Sogebank a commencé vers la fin de l'exercice pour se poursuivre au cours de l'exercice 2008.

Contrôle sur pièces

La BRH effectue une surveillance permanente à partir des rapports, formulaires et états financiers provenant des différents établissements bancaires. Cette surveillance permet de détecter à temps les irrégularités lorsqu'elles surviennent pour éviter tout dérapage au niveau du système bancaire.

De plus, les informations soumises par les banques servent à la production de différents rapports :

- Les rapports externes dont les « Rapports Statistiques et indicateurs financiers » produits sur une base trimestrielle et distribués à l'ensemble des décideurs du système financier ;
- Les autres rapports qui sont internes à la BRH et constituant des études analytiques des tendances observées tant pour le système bancaire dans son ensemble que pour chaque banque en particulier.

VIII.2- AUTRES

Demandes d'agrément

Aucune demande d'agrément en vue de l'ouverture d'une banque, d'une maison de transfert et pour l'exercice de la profession d'agent de change n'a été sollicitée au cours de l'exercice 2007.

Pénalisation

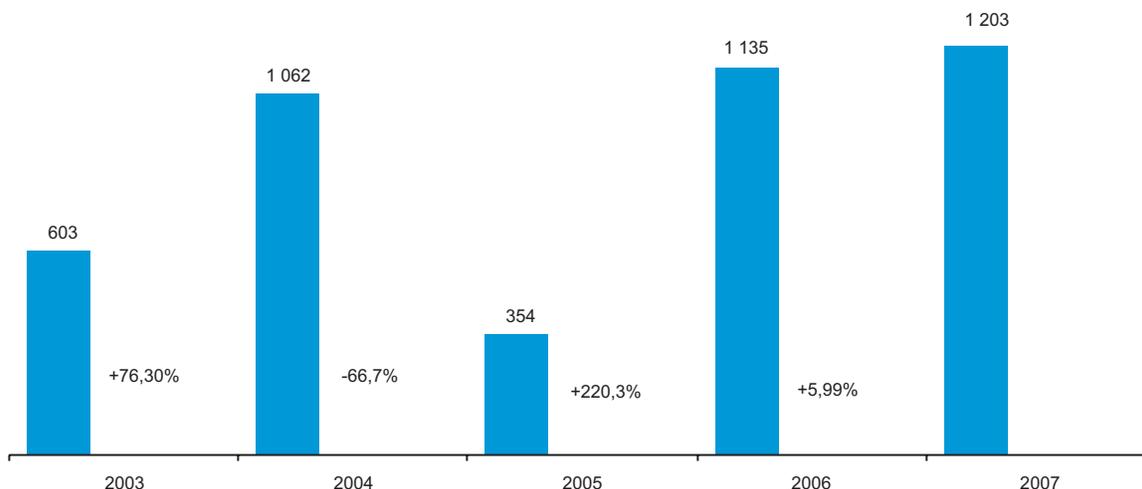
Les montants prélevés à titre de pénalités encourues par les établissements bancaires assujettis au contrôle de la Banque de la République d'Haïti ont considérablement diminué au cours de l'exercice 2007. De 14,11 MG en 2006, les pénalités se sont élevées en 2007 à 7,21 MG, soit un repli d'environ 46,70 %. Les montants prélevés se sont répartis comme suit : 4,22 MG pour les violations des normes prudentielles sur la concentration des risques de crédit et la position nette de change ; 2,99 MG pour déficit de réserves ; 3,02 milles gourdes pour soumission de rapports en retard à la BRH.

Intérêts payés²¹

Les intérêts versés par la Banque de la République d'Haïti, à titre de rémunération des Bons BRH, pour l'exercice 2007, ont augmenté, passant de 1 135 MG en 2006 à 1 203 MG en 2007, soit une hausse de 5,99%. Il est à noter que les taux d'intérêt sur les Bons BRH ont en moyenne fortement varié à la baisse au cours du 4^{ème} trimestre de l'exercice 2007 (respectivement 7 % et 9 % et 10 % pour les bons de 7 jours, 28 jours et 91 jours).

21 Un écart comptable peut exister entre le montant des intérêts sur Bons BRH calculés à la BRH et celui reporté par les banques dans leurs états financiers

Graphique 36- Évolution des intérêts versés sur les Bons BRH
(MG au 30 septembre)



Chronologie des Faits Marquants du Système Bancaire au Cours de l'exercice 2007

Décembre 2006

Signature du protocole d'accord BRH-BNC autour de la mise à exécution de l'opération de sauvetage de la Socabank par la BNC.

Février 2007

Signature de la convention BNC-Socabank pour l'acquisition de l'actif et du passif de la SOCABANK par la BNC.

Juin 2007

En date des 19 et 28 Juin 2007, la BRH a fait parvenir aux agents de change la Circulaire 94-33 relative à la présentation des rapports journaliers sur les opérations de change ainsi que les Circulaires 94#37 et 94#40 aux maisons de transfert relatives aux rapports hebdomadaires et à la présentation d'états financiers mensuels.

Mai-Septembre 2007

Mission d'Évaluation du secteur financier haïtien (FSAP) conjointement effectuée par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

Fin Septembre-début Octobre 2007

Évaluation du système de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (LAB/CFT) en Haïti par le Groupe d'Action Financier de la Caraïbe (GAFIC).

IX- LES ACTIVITÉS D'INSPECTION GÉNÉRALES DES CAISSES POPULAIRES

A la fin de l'inventaire des caisses d'épargne et de crédit (CEC) réalisé par la Direction de l'inspection générale des caisses populaires (DIGCP) en 2005, il a été recensé environ 222 Caisses, avec plus de 50% concentrés dans trois (3) départements du pays : l'Ouest, le Sud et l'Artibonite ; elles sont plutôt rares au Nord-est, aux Nippes et à la Grande Anse, avec moins de 6% du nombre total des CEC. Le nombre total de sociétaires est estimé à 337 127 dont (130 811 femmes). Ce sont les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Sud qui comptent le nombre le plus élevé de sociétaires avec environ 72% de l'ensemble. L'actif total des CEC est estimé à environ 2,3 MG et le portefeuille de crédit à 1,3 MG.

IX.1- INSPECTION SUR PIÈCE

Au cours de l'exercice 2007, la DIGCP a surtout mis l'accent sur le processus de légalisation des Caisses Populaires existantes. Ainsi, 28 dossiers d'agrément reçus du Conseil National des Coopératives (CNC) ont été traités par la BRH. De ce traitement, 24 avis favorables et deux avis défavorables ont été émis tandis que 2 dossiers sont encore en attente. Dans le but de mettre à jour le nombre de CEC opérant sur le territoire national, la BRH via la DIGCP a participé activement à une campagne d'enregistrement des CEC conduite par le Conseil National des Coopératives. Environ 140 CEC ont été inventoriées.

Pour consolider les structures légales, administratives et financières des CEC et renforcer la compétence de la BRH afin qu'elle maintienne le contrôle du secteur, la DIGCP est en train de renforcer sa structure d'inspection sur pièces par l'installation et l'implémentation d'un logiciel ayant la capacité d'opérer un traitement automatique des données comptables et de faciliter la publication des données statistiques pour le secteur.

IX.2- ÉLABORATION DE NORMES

Au cours de l'exercice 2007, la DIGCP a, conformément à ses prévisions, élaboré plusieurs normes prudentielles devant régir le secteur haïtien des caisses d'épargne et de crédit. Ces normes ont été acheminées aux opérateurs du secteur pour commentaires et ont porté essentiellement sur les aspects suivants: les liquidités, les placements, le crédit, la capitalisation, le contrôle interne, la vérification externe, la transmission des états financiers des Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC) ainsi que leur situation intermédiaire, l'ouverture de succursales ou points de services, et le blanchiment d'argent.

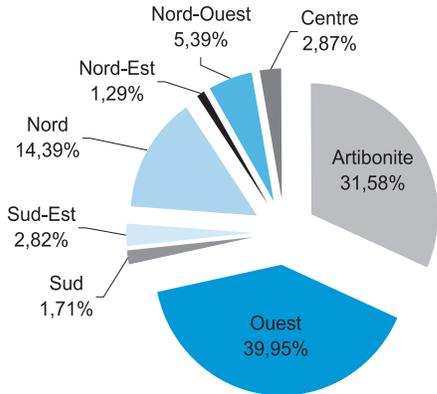
IX.3- INSPECTION SUR PLACE

Pour l'exercice sous revue, le service d'inspection sur place de la DIGCP a inspecté 33 caisses d'épargne et de crédit dont la taille de l'actif total avoisine le 1,4 milliard de gourdes. Les graphiques ci-contre font état de la répartition des CEC inspectées par département.

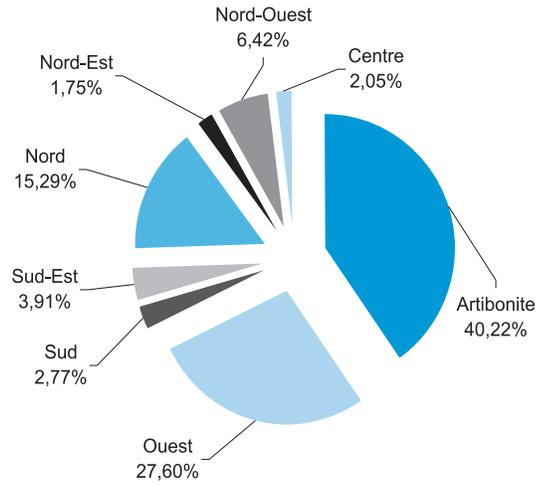
Les caisses inspectées à travers le territoire national accusent dans l'ensemble un portefeuille de crédit de l'ordre de 800 MG. Le montant de l'épargne est estimé à 1,12 milliard de gourdes. Les graphiques suivants font état de la répartition des CEC inspectées, de leur actif, leur portefeuille et de leur épargne par département.

Graphique 37- Les activités d'inspection des caisses d'épargne et de crédit

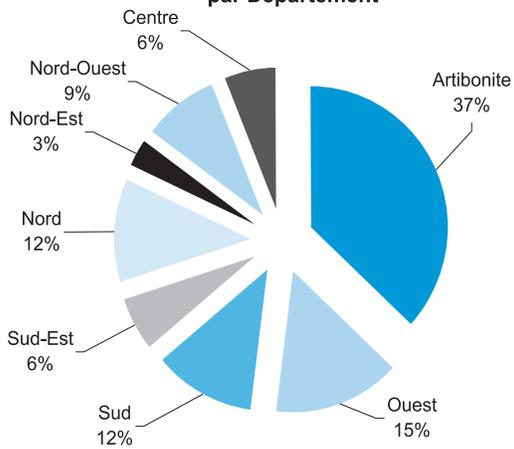
Actif des caisses inspectées par département



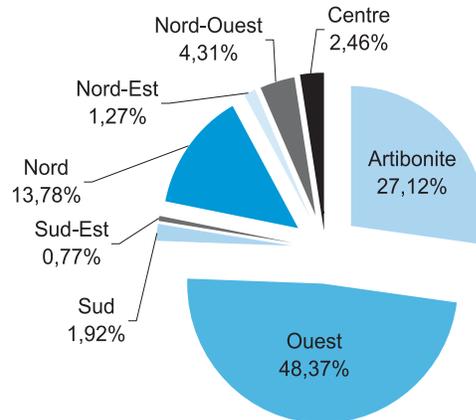
Portefeuille des caisses inspectées par département



Pourcentage de CEC inspectées par Département



Epargne des caisses inspectées par département



C- LA BRH EN 2007

Au cours de l'exercice 2007, la BRH a dû adapter ses capacités matérielles et technologiques à l'évolution globale du système bancaire et financier, tout en pourvoyant au bon fonctionnement du système de paiements. L'absence d'émission monétaire pour la période témoigne d'une gestion prudente des billets en circulation, dans l'optique de contrôler les dépenses de la banque centrale. La disponibilité en billets destinés aux opérations de paiement a été constituée majoritairement en petites et moyennes coupures, suite à la rareté des billets à grandes dénominations. Dans l'ensemble, le volume de billets en circulation dans l'économie a atteint 13,07 milliards de gourdes, soit 91 MG de moins qu'en 2006. La banque centrale a remplacé 86,2 millions de billets, contre 68,6 millions détruits au cours de l'exercice, soit une baisse de 10 % du volume de billets détruits par rapport à l'an dernier. Par contre, les opérations financières de la BRH avec l'État d'une part, et les autres institutions bancaires d'autre part, se sont intensifiées. La banque centrale a compensé des chèques de l'ordre de 13,2 milliards de gourdes et de 353,3 millions de dollars ÉU, soit des hausses respectives de 3,06% et de 17,03% en glissement annuel. En 2007, 358 512 chèques ont été imprimés pour le compte de l'État haïtien, soit 39 996 chèques de plus qu'en 2006, et 6 615 ont été certifiés (gourdes et dollars compris).

En ce qui concerne la constitution de ses avoirs extérieurs, de manière à se protéger des impacts négatifs de la crise financière aux États-Unis, la BRH a réduit l'allocation des titres en obligations des sociétés privées en faveur des obligations émises par les agences fédérales. Il en est résulté une hausse du rendement moyen du portefeuille de titres composant les avoirs extérieurs bruts de la banque centrale de 1,68% par rapport à l'exercice précédent. Ces derniers, totalisant 537 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2007, ont crû de 60,29% en un an.

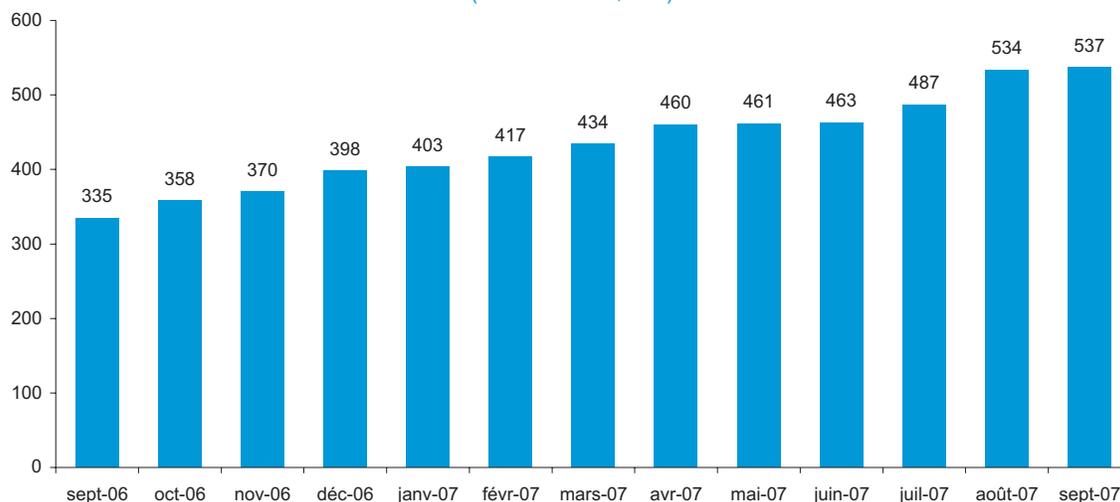
Sur le plan de sa gestion interne, les activités de développement et d'entretien se sont concentrées sur le lancement d'un nouveau module «*Incidents de Paiement*», devant faciliter la transmission des déclarations d'incidents de paiements signalées par les banques commerciales; le perfectionnement du service Intranet, et la mise en test de deux rapports automatiques sur les «*Réserves Internationales Nettes* » et les «*États Financiers* » de la banque centrale. D'autres projets, tels l'«*application informatique de gestion du Bureau de Crédit*» devant assurer la transmission des informations sur le crédit bancaire, sont en cours de réalisation.

Par ailleurs, les travaux techniques effectués ont permis de rendre opérationnel le centre de communication du réseau VSAT, et de renforcer les installations électriques au Siège Central et au Cap-Haïtien.

X- LA GESTION DES AVOIRS EXTERIEURS DE LA BRH EN 2007

Les avoirs extérieurs bruts de la BRH servent, d'une part, à combler les déséquilibres de court et de moyen terme de la balance des paiements, et d'autre part, à intervenir sur le marché des changes, en vue de maintenir la stabilité de la gourde face au dollar américain. Ces avoirs se composent de toutes les réserves en devise de la banque centrale, y compris ses placements à l'étranger et ses prises de participation au capital d'institutions financières internationales comme le FMI, la Banque Mondiale, la banque inter-Américaine de développement etc. En glissement annuel, ils ont progressé de 60,29 % pour atteindre 537 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2007. Leur croissance s'explique surtout par les interventions à l'achat de la BRH sur le marché des changes et les décaissements importants de l'aide externe en appui au budget du gouvernement central.

Graphique 38- Évolution des réserves brutes de change
(en millions de \$ ÉU)



X.1- LA STRUCTURE DES AVOIRS EXTERIEURS DE LA BRH

Au 30 septembre 2007, environ 74,30 % des réserves internationales de la BRH étaient placés dans des titres de court terme, 20,12% ont été investis sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour²² et 3,03 % étaient en attente de placement à l'étranger²³. Le reliquat a été constitué d'or, de DTS et d'un placement dans un SICAV²⁴ monétaire (CILR)²⁵.

L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2007 s'est présentée comme suit:

- 2,31 % de bons du trésor américain, contre 17,70 % au cours de l'exercice précédent ;
- 78,99 % d'obligations d'agences fédérales contre 65,38 % l'an dernier ;
- 5,95 % d'obligations de sociétés privées contre 16,92 % durant l'exercice 2006 ;
- 9,04 % de créances hypothécaires titrisées ;
- 3,71 % en liquides ou équivalents

Cette allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque et de notation AAA²⁶ à A- selon la notation de la firme Standard & Poor (S&P), reflète essentiellement l'optique d'optimisation de la rentabilité sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut d'une banque centrale. Elle est conforme aux termes des contrats de gestion convenus entre la BRH et ses gérants de portefeuille. En effet, ces derniers sont autorisés à en placer au plus 25 % du portefeuille dans des titres émis par des sociétés privées. Les 75 % restants doivent faire l'objet de placements constitués pour l'essentiel d'obligations du trésor américain, d'agences fédérales et de dépôts à vue soumis aux opérations de prises en pension²⁷ et de créances hypothécaires titrisées.

22 repos market, ou repurchase agreement. Vente avec accord de rachat à terme

23 étant donné le délai lié au transport de billets à l'étranger

24 abréviation de : société d'investissement à capital variable. Fonds de placements communs

25 Citi Institutional Liquid Reserve

26 Les obligations de classes BBB-, par Standard & Poor, sont des titres présentant les caractéristiques d'un placement à long terme de qualité moyenne inférieure. Celles de classes AAA présentent le plus haut degré de protection du capital et génère un rendement équitable.

27 overnight repurchase agreements

X.1.1- Rendement du Portefeuille

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement moyen de 5,86 % cette année contre 4,18 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement a été au-dessus de la performance du repère²⁸ retenu par la BRH pour le portefeuille de titres qui a affiché 5,38 % (le LIBOR à trois mois sur les dollars ÉU). Au cours de l'exercice fiscal 2007, la Fed n'a pas procédé à des relèvements du taux directeur du marché monétaire américain, le gardant ainsi à 5,25 % pendant l'année avant de le baisser de 50 points de base en septembre 2007. En dépit de la bonne performance de la moyenne du portefeuille vis-à-vis du benchmark, deux des gérants s'étaient positionnés dans des crédits hypothécaires titrisés et n'ont pas anticipé la crise des subprimes, ce qui a contribué à la dépréciation des titres du portefeuille, vu l'augmentation du spread sur les obligations concernées.

X.1.2- Rendement des fonds placés sur le marché du loyer au jour le jour (Repos)

Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transactions de la BRH sont investis à chaque fin de journée, puis les jours fériés, sur le «Repos Market». Ces fonds ont généré un rendement moyen de 5,02 % au cours de l'exercice 2007, tandis qu'ils avaient généré 4,47 % l'année antérieure. Cette hausse de performance de 55 points de base est le résultat de la poursuite de la politique de resserrement monétaire de la Réserve Fédérale américaine.

²⁸ Le repère du portefeuille de titres de la BRH est composé de 75% de bons du Trésor de maturité 1-3 ans et de 25% d'actions de sociétés privées d'une maturité de 3 ans.

XI- LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURALE

XI.1- BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

XI.1.1- Émission, destruction et remplacement de la monnaie

La rareté enregistrée au niveau des grosses coupures (250, 500 et 1000 gourdes) au cours de l'exercice précédent s'est accentuée pour atteindre son niveau le plus bas au cours du mois de juillet 2007 et se maintenir à ce niveau jusqu'à la fin de l'exercice. En effet, la disponibilité en billets destinés aux opérations de paiements a été constituée de petites coupures (1, 2, 10 et 25 gourdes), et des coupures intermédiaires (50 et de 100 gourdes). Les grosses coupures n'ont représenté qu'un très faible pourcentage des billets disponibles. Cette structure des disponibilités en billets s'est donc révélée inadaptée quant à la manière de répondre efficacement aux besoins des différents opérateurs. Aussi, des mesures drastiques ont été adoptées, en vue d'une utilisation efficace du stock de billets, compte tenu de la structure des coupures disponibles : rationnement sévère, arrêt de la destruction des billets impropres à la circulation et leur réutilisation systématique, révision (à la baisse) et report des paiements.

L'une des causes majeures de cette situation a été le retard dans les commandes de billets, dû en grande partie à l'introduction et à la mise en œuvre de la loi sur les marchés publics à laquelle sont aussi assujetties les commandes de billets de banque. Tout compte fait, il n'y a eu aucune émission au cours de l'exercice fiscal 2007 (aucune augmentation de la valeur globale des billets et pièces de monnaie mise en circulation).

Les coupures de 1000, 500 et 250 gourdes mises en circulation au cours de l'exercice en remplacement des billets mutilés détruits ont connu, par rapport à l'exercice précédent, des baisses respectives de 25 %, 68 % et 34 %. En revanche, les petites et moyennes coupures (10, 25, 50 et 100 gourdes) ont quant à elles, connu des augmentations respectives de 74 %, 160 %, 89 % et 12 %. Les remplacements de billets effectués au cours de l'exercice ont été réalisés uniquement au moyen des petites et moyennes coupures, soit des billets de 50 gourdes (39 %), 100 gourdes (22 %), 10 gourdes (19 %) et 25 gourdes (15 %) puisqu'elles étaient les seules disponibles. La décision de garder les billets en circulation en dépit de la dégradation de leur condition physique face au rationnement des stocks a fait baisser de 10 % le volume de billets mutilés détruits par rapport à l'exercice précédent.

Tableau 42- Destruction, remplacement et émission de monnaie

(Coupure en milliers d'unités)	Destruction	%	Remplacement	%	Émission	%
Billets (en gourdes)						
1	37	0%	-	0%	-	-
2	-	0%	-	0%	-	-
5	14	0%	-	0%	-	-
10	15 898	23%	16 500	19%	-	-
25	6 401	9%	13 000	15%	-	-
50	19 661	29%	34 000	39%	-	-
100	15 700	23%	19 000	22%	-	-
250	4 124	6%	800	1%	-	-
500	6 750	10%	800	1%	-	-
1 000	22	0%	2 100	2%	-	-
Total billets	68 607	100%	86 200	100%	-	-
Pièces						
0,05	-	-	-	0%	-	-
0,10	-	-	-	0%	-	-
0,20	-	-	-	0%	-	-
0,50	-	-	-	0%	-	-
1	-	-	6 000	68%	-	-
5	-	-	2 760	32%	-	-
Total pièces			8 760	100%	-	-

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

XI.1.2- Circulation au sens strict

Un léger repli des signes monétaires en circulation stricte a été observé au 30 septembre 2007. En effet, les billets et les pièces de monnaie en dehors de la BRH et des coffres-fort des banques commerciales sont passés de 11 570 MG en 2006 à 11 474 MG fin septembre 2007, soit une baisse de 0,8 %.

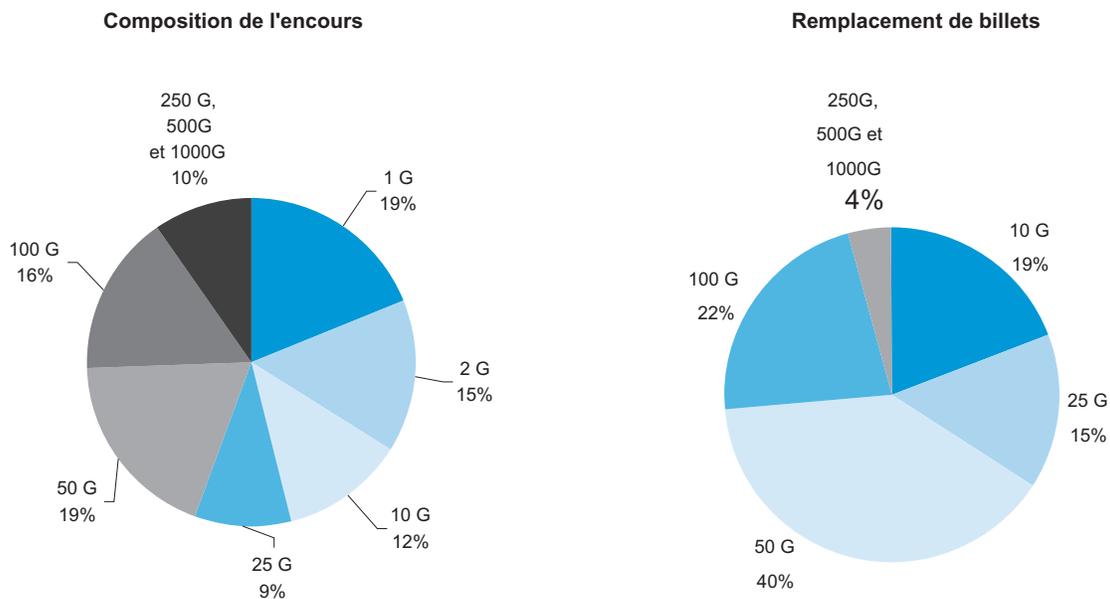
XI.1.3- Circulation fiduciaire au sens large

La valeur globale des billets de banque et pièces de monnaie en circulation n'a pas beaucoup évolué lorsqu'on compare leur niveau de cet exercice à celui de l'exercice précédent. De 13 165 MG au 30 septembre 2006, elle est passée à 13 074 MG en 2007.

XI.1.4- Composition de l'encours

En fin d'exercice, l'encours des billets en circulation a été constitué de billets d'une (1) gourde (20 % du total des billets), de billets de 50 gourdes (19%), de 100 gourdes (16 %), de 2 gourdes (15 %), de 10 gourdes (12 %), de 25 gourdes (9 %), de 250 et 500 gourdes (6 %) et de 1000 gourdes (3 %). Les quantités de billets de 1000, 50 et 25 gourdes disponibles ont connu des taux de croissance assez considérables au cours de l'exercice 2006-2007, soit respectivement 127 %, 79 % et 47 %, en raison des distorsions occasionnées par les retards dans l'approvisionnement en billets de banque. Par contre, la présence en circulation des coupures de 250 et 500 gourdes a diminué de plus de la moitié (-51,0 %) par rapport à l'exercice antérieur.

Graphique 39– Encours et remplacement de billets en 2007



XI.1.5- BILLETS CONTREFAITS RETENUS AUX GUICHETS DE LA BRH

La BRH s'évertue constamment à renforcer la sécurité des billets contre les contrefacteurs. Parallèlement, elle a redoublé de vigilance, en vue de filtrer la circulation des billets tant en gourdes qu'en dollar ÉU. Aussi, grâce à ses balises, elle a réussi cette année, à réduire les activités des fraudeurs, la contrefaçon ayant, reculé de façon notoire. En effet, selon les statistiques disponibles, le nombre de faux billets retirés de la circulation a diminué de 47,01 %, à 1220 pour les papiers-monnaie en gourdes et de 27,94%, à 227 pour les billets en dollars ÉU. (Réf : Tableau 43).

Les coupures de 100 et de 500 gourdes restent les plus contrefaites et accusent un pourcentage de 69% du total des faux billets recensés. On a observé le même cas de figure pour les billets de 20 et de 100 dollars ÉU qui comptent pour 87% de l'ensemble des faux billets en dollars retenus au niveau des guichets du système.

Les billets de 1000 gourdes, dont la mise en circulation remonte à avril 2006, ont été largement contrefaits en 2007 (176 contre 1 pour l'exercice précédent), ce qui confirme l'appétence historique des faussaires pour la contrefaçon des coupures à valeur faciale élevée.

Tableau 43- Faux Billets en dollars ÉU Retenus au Service des Guichets

Valeur Faciale/nombre de billets pour les différentes valeurs faciales							
Coupures de :	25	50	100	250	500	1000	Total
Octobre		14	46	71	209	8	348
Novembre		2	4	3	9	2	20
Décembre		14	27	23	89	14	167
Janvier			24	15	101	25	165
Février			1				1
Mars		6	20	41	117	27	211
Avril				1	2	1	4
Mai			4	1	11	7	23
Juin			1		1	6	8
Juillet			1			1	2
Août		3	58	14	100	82	257
Septembre			2		9	3	14
Total	0	39	188	169	648	176	1220

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Considérant la tendance mensuelle des activités saisonnières, la contrefaçon (gourdes/dollars ÉU) continue d'être plus intense pendant les périodes d'ouverture des classes (octobre), carnavalesques (mars), de grandes fêtes paroissiales (août) - Réf. : Tableau 44 -

Tableau 44- Faux Billets en dollars ÉU Retenus au Service des Guichets

Coupures de :	Valeur Faciale/nombre de billets pour les différentes valeurs faciales						Total
	1	5	10	20	50	100	
Octobre			4	8	12	55	79
Novembre				1		2	3
Décembre			1	2		13	16
Janvier				4	2	18	24
Février						2	2
Mars			1	1	1	45	48
Avril						9	9
Mai			1		1	5	7
Juin						1	1
Juillet				1			1
Août			2	5	4	24	35
Septembre						2	2
Total	0	0	9	22	20	176	227

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

XI.2- LES CHÈQUES

Les opérations de la Chambre de Compensation

En 2007, le nombre de chèques en gourdes compensés par la BRH a diminué de 2,40%, à 2351,4 milliers pour un accroissement en valeur nominale des opérations de 4,60% à 119,6 Milliards de gourdes. Aussi, mise à part les chèques directement reçus par les banques tirées, le règlement en espèces (cash) reste la principale forme de paiement dans l'économie haïtienne. Le solde final de la compensation en gourdes s'est évalué à 13 135,1 MG.

Pour l'exercice sous revue, les transactions en dollars ÉU par chèque, transitant à la Chambre de Compensation, ont évolué à la hausse, tant en volume qu'en valeur, soit un nombre de 486 915 chèques pour un montant de 2 414,4 millions de dollars ÉU. La balance finale de la compensation en dollars ÉU. a atteint 353,3 Millions, ce qui représente une augmentation de 51,4 Millions de dollars par rapport à 2006.

Au cours de l'exercice fiscal 2006-2007, la BRH a prélevé des frais sur les chèques s'élevant respectivement à 1,2MG et 48,7 milliers de dollars ÉU, à raison de cinquante centimes de gourdes par chèque libellé en gourde et de dix centimes de dollar par chèque libellé en dollar ÉU.

Les dépenses du Trésor Public compilées à la Chambre de Compensation accusent un montant de 9 066,6 MG, dont les 95,40% à Port-au-Prince et 4,60% au Cap-Haïtien.

Tableau 45- Résultats de la compensation par Banque des chèques en gourdes
(en MG)

	Débit	Crédit	Solde Débiteur	Solde Créditeur
BRH	17 319,41	23 572,28	0	6 252,88
BNC	6 513,56	9 800,17	0	3 286,62
SGHB	25 775,69	23 501,16	2 274,54	0,00
BPH	3 055,86	2 336,50	719,37	0,00
BUH	4 380,56	3 322,77	1 057,79	0,00
BNS	3 659,98	3 853,86	0,00	193,88
CBNA	13 482,88	13 121,36	361,52	0,00
PMB	1 782,28	1 038,04	744,24	0,00
CAP.BK	9 212,24	10 857,52	0,00	1 645,28
SGBL	1 394,38	1 947,00	0,00	552,62
BICH	11,32	11,91	0,00	0,59
UNBK	28 748,72	24 012,55	4 736,16	0,00
SOCABK	4 221,37	2 183,14	2 038,24	0,00
TOTAL	119 558,26	119 558,26	11 931,86	11 931,86

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Tableau 46- Résultats de la compensation par mois des chèques en gourdes
(en MG)

	Débit	Crédit	Solde Débiteur	Solde Créditeur
Oct. 06	9 821,74	9 821,74	1 401,35	1 401,35
Nov. 06	8 921,58	8 921,58	988,81	988,81
Dec. 06	10 607,22	10 607,22	777,81	777,81
Jan. 07	10 154,12	10 154,12	1 145,01	1 145,01
Fev. 07	8 704,97	8 704,97	1 555,55	1 555,55
Mars 07	10 602,81	10 602,81	1 291,17	1 291,17
Avr. 07	9 509,86	9 509,86	863,53	863,53
Mai 07	9 697,92	9 697,92	943,33	943,33
Juin 07	9 727,80	9 727,80	1 253,82	1 253,82
Juil. 07	10 330,12	10 330,12	1 066,61	1 066,61
Août 07	10 442,43	10 442,43	788,36	788,36
Sept. 07	11 037,69	11 037,69	1 059,76	1 059,76
Total	119 558,26	119 558,26	13 135,11	13 135,11

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Considérant la période 2002-2007, une évolution à la hausse des résultats de la compensation en gourdes et en dollars ÉU a été observée pour les quatre dernières années, tandis que le nombre de chèques compensés en gourdes a évolué à la baisse, exception faite pour l'exercice 2004-2005. Les dépenses du Trésor Public enregistrées à la Chambre de Compensation ont presque triplé, en passant de 3 267,7 MG à 9 066,6 MG de 2003 à 2007.

Tableau 47- Résultat de la compensation par banque des chèques en dollars ÉU
(en million de \$ ÉU)

	Débit	Crédit	Solde Débiteur	Solde Crédeur
BRH	59,58	62,80	0,00	3,22
BNC	192,82	134,14	58,68	0,00
SGHB	613,88	573,19	40,70	0,00
BPH	53,54	24,95	28,59	0,00
BUH	121,59	89,88	31,71	0,00
BNS	116,21	109,97	6,24	0,00
CBNA	207,09	400,78	0,00	193,69
PMB	102,58	44,72	57,86	0,00
CAPBK	235,02	226,65	8,37	0,00
SGBL	37,80	49,87	0,00	12,07
BICH	0,00	0,00	0,00	0,00
UNB	546,70	639,34	0,00	92,64
SOCAB	127,62	58,14	69,48	0,00
TOTAL	2 414,45	2 414,45	301,63	301,63

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Tableau 48- Résultat de la compensation par mois des chèques en dollars ÉU
(en million de \$ ÉU)

	Débit	Crédit	Solde Débiteur	Solde Crédeur
Oct. 06	178,32	178,32	26,74	26,74
Nov. 06	182,13	182,13	25,23	25,23
Dec. 06	195,28	195,28	22,73	22,73
Jan. 07	187,37	187,37	26,16	26,16
Fev. 07	170,94	170,94	24,68	24,68
Mars 07	243,57	243,57	38,09	38,09
Avr. 07	208,41	208,41	33,05	33,05
Mai 07	223,09	223,09	30,31	30,31
Juin 07	195,23	195,23	34,70	34,70
Juil. 07	213,61	213,61	32,94	32,94
Août 07	218,17	218,17	32,04	32,04
Sept. 07	198,30	198,30	26,61	26,61
TOTAL	2 414,45	2 414,45	353,27	353,27

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Tableau 49- Évolution des activités de compensation au cours des cinq dernières années
(Opération en gourdes)

Année	Nombre de chèques Compensés	Résultat de la Compensation (en MG)
2002/2003	2 656 931	86 230,0
2003/2004	2 425 006	92 602,2
2004/2005	2 521 628	99 446,3
2005/2006	2 408 320	114 279,2
2006/2007	2 351 430	119 558,3

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Tableau 50- Évolution des activités de compensation au cours des cinq dernières années
(Opération en dollars ÉU)

Année	Nombre de chèques Compensés	Résultat de la Compensation (en Million de \$ ÉU.)
2002/2003	266 306	1 295,1
2003/2004	356 486	1 672,9
2004/2005	411 218	1 831,9
2005/2006	443 741	2 047,2
2006/2007	486 915	2 414,4

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

XI.3- DEPOTS ET TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES

Les dépôts des établissements bancaires à la BRH ont totalisé 12 079,8 MG et 531,4 millions de dollars ÉU, soit une augmentation respective de 13% et de 5% par rapport à 2005-2006. Le motif de précaution et un regain de compétition entre les trois plus grandes banques commerciales de la place sont à la base de cette évolution.

Les banques commerciales ont en 2007, effectué moins de tirages sur leurs comptes en gourdes détenus à la BRH: les prélèvements ont varié de 6 980,9 MG à 6 341,4 MG, dont 55% ont servi à renflouer les comptes caisse de la BNC et de la Capital Bank.

Les tirages en dollars ÉU d'un montant de 11,6, en baisse de 26% par rapport à 2005-2006, ont particulièrement été effectués par la Scotiabank (52,16 % du total), avec 6,1 Millions de dollars ÉU de ressources financières prélevées sur son compte.

Tableau 51- Tirage des banques commerciales sur leurs comptes en gourdes détenus à la BRH en 2007
(en MG)

	OTC.	NOV.	DEC.	JAN.	FEB.	MARS	AVRIL	MAI	JUN	JUL.	AOÛT	SEPT.	TOTAL
Sogebank	0,00	20,00	105,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00	65,00	150,00	35,00	50,00	455,00
Unibank	62,90	61,30	402,35	0,50	0,00	2,50	51,80	44,00	50,00	0,00	55,00	50,00	780,35
BUH	0,00	70,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	20,00	0,00	95,20
Capital Bank	160,00	100,00	230,00	60,00	60,00	170,00	60,00	120,00	80,00	146,00	85,00	40,00	1311,00
Socabank	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00
Sogebel	0,00	0,00	13,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,00	0,00	0,00	0,00	26,00
BPH	32,05	25,33	45,10	0,00	0,00	14,70	12,32	14,78	19,54	160,77	21,73	8,75	355,07
Citibank	70,00	25,00	72,00	22,50	0,00	23,00	45,00	45,00	45,00	38,00	62,50	22,50	470,50
Scotiabank	14,40	209,40	57,20	0,00	16,40	20,00	41,40	77,05	23,00	65,80	20,00	20,40	565,05
BNC	350,00	300,00	400,00	100,00	90,00	100,00	100,00	200,00	100,00	220,00	140,00	90,00	2190,00
TOTAL	689,35	831,23	1324,65	183,00	166,40	330,20	310,52	530,83	395,54	858,77	439,23	281,65	6341,37

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

XI.4- SERVICES À L'ÉTAT

XI.4.1- BANQUIERS DE L'ÉTAT

Impression de chèques

La BRH a maintenu son objectif de lutter contre les réseaux de contrefaçon de quelque forme qu'ils soient. Aussi, toutes les mesures ont été prises pour que les standards de qualité soient respectés et le délai de livraison des commandes a été maintenu à deux jours au plus tard.

Au cours de l'exercice, 358 512 chèques ont été imprimés à l'intention de nos clients, soit une hausse en volume de 12,56 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par la décision de plusieurs organismes d'État d'effectuer leur payroll par chèques individuels.

Tableau 52- Quantité de chèques imprimés au cours de l'exercice

Exercice 2006-2007	Total
Octobre 06	19 518
Novembre 06	28 946
Décembre 06	36 578
Janvier 07	25 914
Février 07	26 302
Mars 07	33 064
Avril 07	34 624
Mai 07	29 656
Juin 07	26 314
Juillet 07	33 766
Août 07	31 626
Septembre 07	32 204
Total	358 512

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Certification de chèques

La certification d'un chèque implique le prélèvement de la valeur au compte du demandeur au moment même de la mise en circulation. Cette opération se fait sur demande de l'émetteur, moyennant le paiement de frais suivant 3 fourchettes de valeurs établies, dépendamment de la monnaie (Gourdes, Dollars ÉU). Durant l'exercice 2007, un total de 5 869 chèques pour un montant de 1 762, 8 MG a été certifié, alors qu'en devises américaines 746 chèques équivalant à 3,8 Millions de dollars ÉU ont été certifiés, soit des progressions respectives de 23,14 % et 82.84 % .

Ordres de virement

Le montant des ordres de virement en gourdes et en dollars ÉU reçus des organismes et institutions désignés par la Loi Organique créant la BRH a augmenté respectivement de près de 8% et de 7% au cours de l'exercice fiscal 2006-2007. Les tableaux suivants présentent une ventilation mensuelle par monnaie des quantités de chèques certifiés ainsi que des différents ordres de virement traités au cours de la période :

Tableau 53 Quantité de chèques certifiés et montants correspondant en 2007

Mois	Chèques certifiés Gourdes		Chèques certifiés en Dollars ÉU	
	Quantité	Montant en Gdes	Quantité	Montant en ÉU
Octobre	398	119 811 275,42	47	318 281,63
Novembre	349	151 654 795,66	98	749 174,92
Décembre	701	187 053 291,00	57	156 987,35
Janvier	803	156 403 654,83	59	165 983,19
Février	451	162 230 629,21	39	234 428,57
Mars	613	148 901 987,34	37	283 568,27
Avril	321	117 439 887,24	89	355 355,92
Mai	375	105 346 881,41	73	198 416,54
Juin	560	145 816 657,99	71	429 150,78
Juillet	381	145 138 680,53	51	282 579,91
Août	506	177 247 877,19	47	351 991,61
Septembre	411	145 790 884,19	78	275 230,31
Total	5869	1 762 836 502,01	746	3 801 149,00

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Tableau 54 Ordre de virement pour l'exercice fiscal 2007

Exercice 2006-07	Milliers de Gourdes		Milliers de Dollars	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Octobre 06	81	134 430,51	19	2 663,29
Novembre 06	73	151 489,32	19	1 243,87
Décembre 06	91	160 897,76	21	2 465,90
Janvier 07	61	166 507,12	17	1 841,14
Février 07	44	147 310,18	26	3 695,21
Mars 07	116	43 807,33	11	1 414,28
Avril 07	76	118 946,29	13	2 781,91
Mai 067	169	119 369,66	24	4 845,34
Juin 07	70	154 968,61	29	3 748,25
Juillet 07	91	133 234,28	19	3 738,21
Août 07	75	178 739,04	27	3 254,53
Septembre 07	103	321 783,76	29	4 756,35
Total	1050	1 831 483,86	254	36 448,28

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Tableau 55- Évolution des Soldes des Comptes des Institutions Financières
(en millions d'unités monétaires)

COMPTES	OCTOBRE 2006	DECEMBRE 2006	Variation
Clearing Gdes	9 359,39	10 397,26	1037,87
Clearing Dollars	156,51	152,27	- 4,24
Spécial FDI Gdes	805,32	4,44	-800,88

COMPTES	JANVIER 2007	MARS 2007	Variation
Clearing Gdes	10 397,26	11 261,64	864,38
Clearing Dollars	152,27	158,78	6,51
Spécial FDI Gdes	4,44	4,44	0,00

COMPTES	AVRIL 2007	JUIN 2007	Variation
Clearing Gdes	11 261,64	11 820,99	559,35
Clearing Dollars	158,78	151,22	7,56
Spécial FDI Gdes	4,44	4,44	0,00

COMPTES	JUILLET 2007	SEPTEMBRE 2007	Variation
Clearing Gdes	11 820,99	11 756,10	-64,89
Clearing Dollars	151,22	178,87	27,65
Spécial FDI Gdes	4,44	7,31	2,87

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Traitement des dépôts

Le nombre total de dépôts reçus par la BRH pour le compte des différents organismes publics et institutions financières éligibles s'est chiffré à 18 306. Les détails relatifs à ces transactions sont présentés sur une base mensuelle dans le tableau ci-après :

Tableau 56- Nombre de dépôts captés dans le système bancaire sur une base mensuelle

Exercice 2006-2007	Fiche de Dépôt
Octobre 2006	1 785
Novembre 2006	1 459
Décembre 2006	2 248
Janvier 2007	1 457
Février 2007	1 317
Mars 2007	1 786
Avril 2007	1 624
Mai 2007	1 241
Juin 2007	1 246
Juillet 2007	1 214
Août 2007	1 617
Septembre 2007	1 312
Total	18 306

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Traitement des chèques

Les chèques payés par la Direction de la Caisse et du Réseau ont atteint un nombre de 342 454, toutes catégories confondues. Les détails mensuels relatifs à ces opérations se trouvent dans le tableau suivant:

Tableau 57- Quantité de chèques traités aux comptes courants

Exercice 2006 -2007	Nombre de Chèques
Octobre 2006	23 245
Novembre 2006	22 516
Décembre 2006	31 163
Janvier 2007	23 216
Février 2007	21 123
Mars 2007	29 243
Avril 2007	23 136
Mai 2007	27 003
Juin 2007	30 785
Juillet 2007	40 896
Août 2007	32 412
Septembre 2007	37 716
Total	342 454

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

Remarque: Certains organismes d'État ont opté pour la paie par chèques individuels en lieu et place d'un ou de deux chèques de payroll.

Actuellement, la Banque de la République d'Haïti est entrain de tester le système HIPS/RTGS qui sera mis en production officiellement à partir du début de l'exercice 2008. Il s'agit d'un système qui permettra d'effectuer les Paiements Interbancaires Haïtiens/Règlement Brut en temps Réel. Ce programme permettra d'émettre des messages de paiement à partir d'un système télématique et financier hautement sécurisé. Aussi, cet outil devrait, dans un proche avenir, entraîner une réduction du nombre de chèques émis et la circulation des billets de banque.

XI.4.2- Caissier de l'État

Le nombre de chèques du Trésor public honorés par la Direction Caisse et Réseau (DCR) en 2007 est estimé à 198 815 unités, soit un accroissement de 10%, pour un montant de 9 320.2 MG (voir le tableau ci-dessous.)

Tableau 58- Ventilation du nombre de chèques honorés et montants correspondants

	Nombre de chèques	Montant (MG)
Octobre	11 456	770,72
Novembre	13 405	827,08
Décembre	21 861	745,78
Janvier	16 850	860,93
Février	10 068	500,34
Mars	17 926	842,25
Avril	15 758	668,16
Mai	16 493	639,93
Juin	12 727	502,57
Juillet	23 036	808,20
Août	17 071	1 196,89
Septembre	22 134	957,34
Total	198 785	9 320,18

Source : BRH/Direction de la caisse et du réseau

XII.1- ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN

XII.1.1- Le Système d'Informations Financier

L'application en soutien au «Système d'Informations Financier (SIF)» a évolué par le développement de deux nouveaux modules : «Incidents de Paiement» et «Risques». En effet, au mois de juin 2007, le module «Incidents de Paiement» a été mis en production. Désormais, les banques commerciales transmettent les déclarations d'incidents de paiements électroniquement à la BRH, via le réseau télématique financier. Le module «Risques» pour sa part est en développement et sera mis en production au cours de l'exercice 2007-2008.

XII.1.2- « Bureau de Crédit »

Les Services «Recherche et Développement» et «Opérations et Production» ont suivi le développement (hors-maison) de l'application d'aide à la gestion du bureau de crédit national haïtien, un projet en cours. L'application informatique est en phase de test et sera prête pour la mise en production au cours de l'année fiscale 2008, en même temps que la création du bureau de crédit. Les Banques et les institutions financières utiliseront cette application pour transmettre au bureau de crédit les informations de crédit de leurs clients. Un draft du projet de loi en support à cette application a été élaboré et sera soumis à l'exécutif.

XII.1.3- INTRANET

Le développement de la nouvelle version de l'Intranet a évolué avec l'ajout d'autres modules, notamment « l'annuaire téléphonique interne de la BRH » et « la rubrique Nouvelle/Annonce ». Une première version de l'application est en phase de test. Le développement des autres modules se fera au cours de l'exercice 2008.

XII.1.4- Rapport Réserves Internationales nettes (RIN)

Pour le compte de la Direction Monnaie et analyse Economique (MAE), le service Recherche et Développement travaille sur la génération d'un rapport automatique sur les Réserves Internationales Nettes (RIN). Ce rapport recueille les données de la base de données comptables CODA, du SIF et de la caisse de la BRH. Il est appelé à remplacer le rapport existant dont les données sont saisies manuellement. Ce rapport est actuellement en phase de test et la mise en production se fera au cours de l'exercice 2008.

XII.1.5- Rapport sur l'Etat des Conditions ou Bilan

Pour le compte de la Direction Financière, le service Recherche et Développement travaille sur la génération d'un rapport automatique des états financiers de la BRH (« état des conditions » ou bilan et l'« Etat des revenus et dépenses mensuel »). Ces rapports développés à la fin de l'exercice 2006-2007 sont entrain d'être testés chez les utilisateurs. La mise en production est prévue pour le début de l'exercice 2007-2008. Les données du rapport sont recueillies de la Base de données comptables de la BRH (CODA).

XII.1.6- Interface SPIH-GCC

C'est une interface qui permet d'automatiser les transferts d'information entre l'application en appui au Système de Paiement Interbancaire Haïtien (SPIH) et l'application GCC de gestion de la Caisse de la BRH. Le développement de cette interface est terminé pour une première expression des besoins. L'étude est en cours pour une nouvelle version qui prendra en compte des besoins additionnels formulés par la Direction de la Caisse et du réseau. Cette deuxième version de l'interface SPIH-GCC sera développée et mise en production au cours de l'exercice 2007-2008.

XII.2- PROJETS TECHNIQUES

XII.2.1- Réseau Télématique Financier (RTF)

Le RTF reste le moyen privilégié de communication entre la BRH et les institutions financières. Ce réseau supporte les différents services fournis par la BRH aux institutions financières: SIF (Système d'Informations financier), SPIH (Système de paiement Interbancaire Haïtien), pour ne citer que ceux-là. Alternativement, la BRH offre aux institutions financières la possibilité d'accéder aux applications par Internet ou par réseau commuté de la TELECO (dialup).

XII.2.2- Internet

La BRH, dans le souci de garantir une plus grande disponibilité et une meilleure qualité du service Internet, a connecté son réseau à une deuxième liaison de capacité 1 Mbit. La BRH a acquis un outil pour la gestion des deux liaisons, le Linkproof de la compagnie Radware. L'utilisation des liaisons est donc transparente. Parallèlement la BRH a fait l'acquisition d'un logiciel, Websense, qui permettra de gérer et de contrôler l'usage de l'Internet sur le lieu de travail.

XII.2.3- Réseau VSAT

Le centre de communication (HUB) du réseau VSAT est déjà opérationnel. Un deuxième centre de communication (HUB) de secours est installé sur un autre site de la BRH. Plusieurs institutions financières et gouvernementales utilisent déjà ce réseau pour effectuer leurs opérations.

XII.2.4- Centre de Technologie

Le centre de technologie n'a pas pu être rendu opérationnel comme prévu au cours de cet exercice. L'installation de matériels informatiques et la mise en place de liaisons de communication vont être effectuées au cours de la prochaine année fiscale.

XII.3- LA GESTION DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES

Pour cet exercice, le Service Electro-technique (ET) a effectué les opérations d'entretien comme à l'accoutumée, et a assuré, en ce qui le concerne, le suivi de certains projets entrepris par la Banque : aménagement du Centre de Technologie, implantation de la centrale électrique, aménagement des nouveaux locaux du Retrait. Le Service ET a également préparé les dossiers d'appel d'offres pour la climatisation de ceux-ci et l'acquisition de deux nouveaux systèmes d'alimentation sans interruption dont l'un sera installé à Port-au-Prince et l'autre au Cap-Haïtien.

XII.3.1- Production d'énergie

XII.3.1.1- Au Siège Central

Les travaux d'implantation de la nouvelle centrale à la Madeleine ont été finalisés. Les travaux d'installation électrique confiés à la GRETCO ont été complétés par l'installation de trois nouveaux transformateurs de 167 kVA chacun, devant alimenter le site de la Madeleine. En outre, la Haytian Tractor a installé le système de commande des groupes électrogènes devant gérer le fonctionnement automatique de la centrale.

Le 14 janvier 2007, le Service ET a procédé aux essais et depuis lors, le système automatique gère la marche des groupes. Le Service ET a également transféré le branchement du site de la Madeleine au poste de départ de la centrale.

XII.3.1.2- Les installations à Boutilliers

La BRH n'a pas encore fait l'acquisition du groupe de 230 kW dont l'installation doit compléter le poste d'alimentation de secours du Centre de Technologie. Le Service ET a préparé un dossier d'appel d'offres pour l'achat du groupe.

XII.3.1.3- Au Cap-Haïtien

Des interventions majeures ont été réalisées ; entre autres, les disjoncteurs ayant été livrés, le Service ET a procédé au remplacement de celui qui était en panne. Suite à l'arrêt prolongé du groupe, son turbocompresseur était bloqué. Le Service a débloqué le turbo et remis le groupe en marche en attendant le remplacement de celui-ci. Le blocage de l'alternateur de charge des batteries de l'autre groupe, a provoqué la rupture des courroies et une surchauffe du moteur. Les divers éléments sont actuellement en cours de remplacement afin de remettre le groupe en état de marche. Un inverter de quatre kilowatts a été installé par le Service ET pour assurer l'éclairage périphérique de la succursale le soir en cas de coupure du courant de ville.

En dépit de la crise énergétique que traverse le pays, la BRH peut se féliciter cette année (malgré certaines pannes ponctuelles), de n'avoir eu à confronter aucune rupture de production prolongée, grâce à la diligence de ses techniciens qui se sont toujours assurés de la disponibilité d'au moins un groupe.

XII.3.2- Alimentation des charges critiques

Au Siège Central

Les charges critiques sont toujours alimentées par l'ancien UPS. Le processus d'acquisition par appel d'offres d'un nouveau système redondant a été lancé le 29 janvier 2007 lorsque le dossier d'appel d'offres préparé par le Service ET a été transmis à la Direction de la DIT. Le marché a été passé et sous peu, la Power Tech doit livrer les matériels.

Au Cap-Haïtien

Le problème du UPS du Cap persiste mais d'après le marché passé avec la Power Tech, un système redondant y sera livré en même temps que celui de Port-au-Prince.

Climatisation

Le Service ET a assuré les opérations routinières de maintenance et a fait appel à l'intervention d'un technicien de YORK pour une évaluation globale des systèmes.

A Port-au-Prince

Les opérations d'entretien annuel ont été effectuées sur les quatre systèmes en fonctionnement. La réparation des deux autres en panne, a été évaluée et un devis a été remis à la DIT. En ce qui concerne le projet d'installation d'un deuxième chiller pour la Caisse et la reprise de la climatisation du hall des guichets, le Service ET a préparé un dossier d'appel d'offres et l'a transmis à la DIT, le 25 avril 2007. L'unique soumission reçue de la BERELEC a été évaluée et le processus de signature du marché est en cours.

Au Cap-Haïtien

Suite à l'arrêt total du chiller le 17 avril 2007, en raison d'une chute de pression d'huile des deux systèmes, le Service est intervenu pour réparer le système No 1. Le système No 2 est toujours en panne mais d'après l'évaluation effectuée par le technicien de YORK, certaines pièces doivent être remplacées et la commande est en cours.

XII.4- Broyeur

La BRH peut encore se féliciter de se mettre toujours à l'avant-garde de la fine pointe de la technologie et de l'information ; dans cette lignée, elle détient un broyeur de marque SEM dont les opérations de maintenance préventive ont été exécutées et il continue de fonctionner normalement.

XII.5- Divers

Inverseur automatique

Le Service ET est intervenu en deux occasions pour réparer le disjoncteur « Remplacement » de l'inverseur automatique²⁹. Dans les deux cas, il s'agissait de pannes dues à l'usure normale des pièces et qui ont empêché le fonctionnement du mécanisme d'enclenchement du disjoncteur. Le Service ET a obtenu du fabricant de l'inverseur, une cotation pour le remplacement du disjoncteur. Compte tenu des coûts, des études comparatives sont en cours en vue d'évaluer l'opportunité d'un remplacement complet du système.

²⁹ Le 4 mars 2007, une vis cassée du mécanisme d'enclenchement a été réparée ; le 14 octobre, deux goupilles cassées ont été remplacées et une pièce déformée a été réparée.

XIII- LES RESSOURCES HUMAINES DE LA BRH EN 2007

Mouvement et Répartition de l'effectif:

Au terme de l'exercice fiscal 2006-2007, l'effectif de la BRH, toutes catégories confondues, se chiffre à 751 employés, soit une hausse de 10,60 % par rapport à l'exercice précédent.

Tableau 59- Répartition par catégorie de l'effectif de la BRH en 2007

Catégorie	Effectif au 30/09/06	Diminution de l'effectif exercice 06-07	Augmentation de l'effectif Exercice 06-07	Effectif au 30/09/07
Conseil	5	2	2	5
Direction	229	4	9	234
Exécution	190	9	66	247
Support	209	10	12	211
Contractuels	41	6	5	40
Stagiaire	5	4	13	14
Total	679	35	107	751

Source : BRH/Direction administrative-SRH

Les variations enregistrées au niveau de l'effectif de la BRH en 2007 sont une résultante des événements consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 60- Mouvements du personnel de la BRH en 2007

Évènements	Nombre
Décès	1
Cessation de Contrat	0
Démission	3
Nouveaux Contrats	5
Mise à la Retraite	1
Disponibilité	20
Transferts	12
Intégrations	76
Promotions	105
Renouvellements de Contrats	25
Changement de Statut	10
Ajustements de Salaire	27
Détachement	1
Amendements de Contrats	0
Sanctions	4
Révocations	1

Source : BRH/Direction administrative-SRH

XIII.1- VENTILATION DES EMPLOYÉS ACTIFS ET RÉGULIERS AU 30 SEPTEMBRE 2007

Hormis le Conseil d'Administration dont le mandat est de 3 ans et les contractuels dont la durée du contrat est limitée, la ventilation des employés actifs et réguliers en fonction de leur ancienneté se présente comme suit:

Tableau 61- Répartition de l'effectif de la BRH (actifs et réguliers) par ancienneté en 2007

Classe d'ancienneté	Poids dans la structure
• 0 à 5 ans de service :	287 employés, soit 40,70%
• 6 à 10 ans de service :	147 employés, soit 20,80%
• 11 à 15 ans de service :	43 employés, soit 6,10%
• 16 à 20 ans de service :	73 employés, soit 10,30%
• 21 à 25 ans de service :	84 employés, soit 11,90%
• 26 à 30 ans de service :	61 employés, soit 8,60 %
• 31 à 35 ans de service :	11 employés, soit 1,60%

Source : BRH/Direction administrative-SRH

XIII.2- LA FORMATION DU PERSONNEL EN 2007

Compte tenu des exigences croissantes liées à la gestion macroéconomique ainsi qu'à la régulation et la supervision du secteur financier, la BRH continue à accorder une très grande importance à la formation continue de ses cadres. Aussi, au cours de l'exercice fiscal 2007, en vertu des besoins de perfectionnement de ses Directions et Unités, elle a axé son programme de formation sur les aspects suivants:

- L'acquisition, la standardisation et/ou le perfectionnement de nouvelles compétences devant lui permettre de renforcer son efficacité et d'être toujours à l'avant-garde dans l'exercice de son rôle de Banque Centrale, en mettant l'accent sur les domaines qui lui sont les plus pertinents (Supervision bancaire, Comptabilité et Informatique, Gestion macroéconomique, Marché des changes, etc.).
- Les stages pratiques de formation à l'intention des étudiants finissants d'université et d'écoles professionnelles. Ces stages permettent à la Banque, non seulement d'encourager l'excellence au niveau de ces institutions mais aussi d'identifier les ressources humaines les mieux qualifiées pour le renforcement éventuel (au besoin) de son personnel.

Environ 250 cadres ont pu participer à des séminaires de formation tant en Haïti qu'à l'étranger, en vue de l'amélioration et/ou la mise à jour de leurs savoir-faire dans leur domaines respectifs. Les coûts de la formation en Haïti ont été totalement à la charge de la BRH tandis qu'en ce qui concerne les séminaires à l'étranger, elle a pu bénéficier du partenariat de certains organismes internationaux comme le FMI, le CEMLA, le CARTAC etc., ce qui a permis un allègement du fardeau financier de la formation pour la banque.

En ce qui à trait aux programmes de stage pratique de formation à la BRH, une cinquantaine d'étudiants finissants d'université et/ou d'écoles professionnelles, ayant complété leur programme de cours et répondant aux critères d'éligibilité du programme ont pu bénéficier de stage de formation allant de 1 à 3 mois dans les différentes directions de la BRH. Ils ont été affectés aux directions selon les capacités d'accueil et les besoins exprimés.

XIII.3- PROMOTIONS ET AJUSTEMENTS

Au cours de l'exercice 2006-2007, un pourcentage relativement faible des ressources humaines a bénéficié de promotion (14,8 %) et/ou d'ajustement de salaire (3,80 %).

Tableau 62- Rotation du personnel de BRH en 2007
(par Direction et Unité)

Direction	Promotion	Ajustement de Salaire	Total Évènements
Administration	19	7	26
Affaires Internationales	4	0	4
Affaires Juridiques	0	0	0
Bureau du Gouverneur	0	5	5
Direction Générale	0	0	0
Direction de la Caisse et du réseau	27	1	28
Contrôle de Crédit	8	0	8
Information et Technologie	7	0	7
Monnaie et Analyse Economique	5	0	5
Supervision	8	0	8
Unité Organisation et Méthode	1	0	1
DIGCP	12	2	14
Unité de Gestion des Bâtiments	1	0	1
Direction Financière	8	0	8
Unité Audite Interne	3	0	3
Unité du Musée Numismatique	1	0	1
Unité de sécurité et du transport	1	12	13
Total	105	27	132

Source : BRH/Direction administrative-SRH

XIII.4- La Gestion du Parc Immobilier de la BRH

Dans le souci de créer un cadre (environnement) de travail agréable, répondant aux objectifs de stimulation de la motivation et de la productivité de ses employés, la BRH s'est engagée depuis la fin des années 1990, dans un processus de modernisation de ses infrastructures physiques, électrotechniques et informatiques. Aussi, elle a réalisé une fois de plus des investissements considérables répondant au besoin de loger adéquatement son personnel ainsi que ses matériels, tout en s'assurant de la sécurité des vies et des biens au niveau de ses locaux.

A cet effet, l'Unité de Supervision du Programme de Construction (USPC) est devenue par décision du Conseil d'Administration en date du 25 octobre 2006 l'«Unité de Gestion des Bâtiments (UGB)», avec de nouvelles attributions. La mission de l'UGB consiste donc à coordonner toutes les activités concernant les programmes de construction et de rénovation, d'aménagement, d'entretien, et/ou de nettoyage des bâtiments. Dans le cadre de l'accomplissement de cette mission, des débours ont été effectués pour la réalisation de différents projets tels: l'extension de la Caisse, l'établissement du Centre de Technologie etc.; ces débours totalisent 15,6 MG ainsi répartis:

Agrandissement du service « Retrait (Extension de la Caisse) »

A la fin de l'exercice, ce projet coûtant 0,9 MG est à 90% terminé. Le volet de la climatisation et celui de l'ameublement devront être pris en compte pour sa finalisation. La réalisation de ce projet devra résoudre les problèmes créés par les opérations grandissantes de la Caisse, le problème d'espace adéquat pour recevoir convenablement les représentants des banques commerciales lors des opérations de retraits et de dépôts.

Nouvel immeuble

Certaines interventions ponctuelles ont eu lieu en ce qui a trait au nouvel immeuble. Les dépenses effectuées pour l'exercice se chiffrent à 3 629 MG incluant le coût annuel payé pour le nettoyage dudit immeuble soit 2 249,3 MG plus les débours consentis pour l'achat d'outils, de matériels devant servir aux interventions, le paiement de la main-d'œuvre pour certaines réparations, l'achat de meubles, et la location d'échafaudage etc.

Autres bâtiments

Les autres bâtiments incluant les guichets externes de la BRH ont eu également à bénéficier de diverses interventions de façon à les maintenir en bon état de fonctionnement. Le coût pour ces interventions a été de 470 117, 8 Gourdes.

Le Centre de Technologie

Les travaux relatifs à la construction du Centre de Technologie de la BRH ont été quasiment achevés. Le volet aménagement de jardin est à réaliser avant la mise en fonction du bâtiment. L'objectif du centre de contingence est de créer un environnement permettant à la BRH de continuer ses activités en cas de force majeure par la reprise immédiate des opérations informatisées de la BRH au cas où le siège central deviendrait non opérationnel et l'atténuation de l'impact sur les fonctions vitales, les opérations, les clients et l'image de la BRH.

Le Centre est équipé:

- d'une salle de conférence capable de recevoir 100 personnes
- d'une salle de serveurs répondant aux normes internationales
- d'une salle multimédia
- d'une aire de stationnement d'une capacité d'environ 80 voitures sur deux (2) niveaux
- d'une antenne pour l'infrastructure V-Sat.

Aménagement du parc de génératrices.

L'exécution de ce projet a également abouti. Il fallait en effet déplacer les anciennes génératrices (nouvel immeuble) et procéder à la construction d'un socle pour les nouveaux groupes et d'un abri pour les transfos (espace Madeleine, côté rue des Miracles). Un local a été également aménagé pour les techniciens préposés à la surveillance des groupes.

Les coûts encourus pour la construction du socle, de l'abri ainsi que des travaux de drainage et de clôture en cyclone fence entrepris sont de l'ordre de 1 069 727,5 Gourdes.

Relocalisation des Bureaux de l'UCREF

Pour permettre à l'UCREF de fonctionner de manière autonome par rapport à la BRH et libérer du même coup pour les besoins futurs de la BRH l'espace jadis occupé par l'UCREF, l'étage du bâtiment Madeleine a été aménagé ainsi qu'une partie du rez-de-chaussée pour ladite institution. Les coûts supportés par la BRH pour cet aménagement se chiffrent à 900 637,6 Gourdes.

Vestiaire Pour les Agents de sécurité

En vue d'améliorer les conditions de fonctionnement des agents de sécurité, un vestiaire équipé de lockers, de salle de bain a été aménagé au niveau de l'immeuble ex-Dobaco. La relocalisation des agents de sécurité dans un endroit plus spacieux et beaucoup plus adéquat s'avérait nécessaire. Le montant total dépensé a été de 177 898,4 Gourdes

Aménagement d'un espace pour cuisson

Des travaux ont été réalisés au niveau de l'espace cuisson en vue d'améliorer les conditions de fonctionnement. Il a fallu, après les travaux de maçonnerie, non seulement procéder à l'installation de matériels de cuisine mais aussi au revêtement de peinture. L'ensemble des dépenses effectuées dans le cadre de ces travaux s'élèvent à 87 602,6 Gourdes

Bureaux Rez-de-chaussée de la Madeleine

C'est un projet en cours d'exécution. Les travaux ont débuté en juillet 2007 et l'état d'avancement est de 95%. Il s'agit d'aménager la partie rez-de-chaussée de l'immeuble de la Madeleine pour des espaces de bureaux.

Tableau 63- Récapitulation des dépenses relatives à la gestion des bâtiments pour l'exercice 2006-2007

Projet	Montant (Gourdes)
Agrandissement Retrait (Extension Caisse)	909 258,32
Interventions nouvel immeuble	3 629 000,62
Interventions autres bâtiments	470 117,80
Centre de Technologie	7 551 135,43
Aménagement parc génératrices	1,069 727,46
Re-localisation UCREF	900 637,61
Vestiaire agents de sécurité	177 898,40
Aménagement espace cuisson	87 602,56
Bureaux Rez-de-chaussée la Madeleine	793 569,08
Total	15 588 947,28

Source : Unité de gestion des bâtiments

D. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE JURIDIQUE



Mérové-Pierre - Cabinet d'Experts-Comptables

P.O. Box 13270, Delmas
Port-au-Prince
Haïti

7, rue Lechaud
Bourdon, Port-au-Prince
Haïti

Téléphone (509) 2245-6537
(509) 2260-2843/44/45
Fax (509) 2245-1078
email: mmerove@mpahaiti.com
merovepierre@hainet.net

Rapport des vérificateurs indépendants

Conseil d'Administration
Banque de la République d'Haïti:

Nous avons vérifié les bilans de la Banque de la République d'Haïti aux 30 septembre 2007 et 2006, ainsi que les états des résultats, de l'évolution du capital et des comptes de réserves, et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates, ainsi que les principales conventions comptables et autres notes explicatives. La responsabilité de ces états financiers incombe à la Direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

À l'exception de ce qui est mentionné aux deux paragraphes ci-dessous, nos vérifications ont été effectuées conformément aux Normes Internationales d'Audit. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des normes comptables suivies et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous croyons que nos vérifications fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Les opérations de Télécommunications d'Haïti S.A.M. (Téléco), filiale de la BRH, ne sont pas consolidées dans les états financiers ci-joints, parce que les informations financières de cette filiale ne sont pas fiables. Ce placement est reflété à la valeur de consolidation et la quote-part de la BRH dans l'actif net de la Téléco a été enregistrée sur la base des états financiers internes non vérifiés de la Téléco, net d'une provision estimée par la Direction (**note 15**). Si les comptes de la Téléco avaient été consolidés, plusieurs postes des états financiers ci-joints ainsi que l'information fournie par voie de notes auraient été sensiblement différents.

Les états financiers sont préparés tel que décrit à la **note 2 (a)**, et conformément aux dispositions de la loi du 17 août 1979 régissant la Banque Centrale, dont certains articles diffèrent des Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière.



Mérové-Pierre - Cabinet d'Experts-Comptables,
a partnership established
under Haitian law, is a correspondent firm of
KPMG International, a Swiss association.



Conseil d'Administration
Banque de la République d'Haïti
Page 2

À notre avis, à l'exception du fait que les comptes de la Téléco ne sont pas consolidés dans les états financiers ci-joints, comme le mentionne le deuxième paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la BRH aux 30 septembre 2007 et 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, selon les normes décrites à la **note 2 (a)**.

Alcior. Duran - Cabinet d'Experts Comptables

Port-au-Prince, le 31 août 2008

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI**Bilans****30 septembre 2007 et 2006****(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)**

	Notes	2007	2006
ACTIF			
LIQUIDITÉS			
Encaisse en gourdes		G 435,028	613,316
Avoirs en devises	5	<u>4,952,160</u>	<u>3,966,970</u>
		5,387,188	4,580,286
PLACEMENTS			
Placements étrangers	6	14,619,961	8,788,849
Placements locaux	7	-	1,500,000
Disponibilités en DTS	8	278,586	417,381
Avoirs en or	9	<u>35,344</u>	<u>30,659</u>
		14,933,891	10,736,889
PARTICIPATIONS DANS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX			
	10	6,453,592	6,683,764
PRÊTS ET AVANCES			
Crédits à l'État Haïtien	11	19,187,913	21,086,843
Prêts et avances au personnel et aux autres institutions	12	1,884,567	1,354,690
Prêts et avances aux banques créatrices de monnaie et aux institutions financières non bancaires	13	<u>320,473</u>	<u>3,000</u>
		21,392,953	22,444,533
IMMOBILISATIONS			
Immobilisations, au coût	14	2,515,686	2,496,681
Moins amortissement cumulé		<u>(546,466)</u>	<u>(409,944)</u>
		1,969,220	2,086,737
AUTRES			
Placement à la Téléco	15	1,923,380	1,923,380
Autres éléments d'actif	16	<u>917,540</u>	<u>1,143,135</u>
		2,840,920	3,066,515
		G 52,977,764	49,598,724

Voir les notes aux états financiers

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Bilans (suite)
30 septembre 2007 et 2006
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2007	2006
PASSIF, CAPITAL ET RÉSERVES			
BILLETS ET MONNAIE EN CIRCULATION	17 G	13,459,118	13,536,422
ENGAGEMENTS EN DEVISES	18	6,781,966	6,397,161
CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX	19	9,108,174	8,617,060
ENGAGEMENTS EN MONNAIE LOCALE			
Engagements envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires	20	20,866,816	17,981,874
Engagements envers les autres institutions	21	736,169	326,851
Autres éléments du passif	22	529,175	423,209
		<u>22,132,160</u>	<u>18,731,934</u>
CAPITAL ET RÉSERVES			
Capital		50,000	50,000
Allocations en DTS		775,702	791,264
Réserve de réévaluation de change		2,883,663	3,219,014
Réserve spéciale		(3,079,013)	(2,579,607)
Réserve de réévaluations -terrains et immeubles	14	769,487	769,487
Réserve légale		74,453	74,453
Plus (moins) - values non réalisées sur placements disponibles à la vente	6	22,054	(8,464)
		<u>1,496,346</u>	<u>2,316,147</u>
	G	52,977,764	49,598,724

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Résultats
Exercices terminés les 30 septembre 2007 et 2006
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2007	2006
REVENUS D'OPÉRATIONS:			
Produits des placements, prêts et avances à l'État Haïtien	G	841,947	845,812
Produits des opérations avec l'étranger:			
Intérêts		833,574	494,880
Pertes sur ventes de placements disponibles à la vente		(5,101)	(112,341)
Produits des opérations de crédit		101,829	70,667
Autres produits	23	86,037	96,592
		<u>1,858,286</u>	<u>1,395,610</u>
DÉPENSES D'OPÉRATIONS			
Intérêts débiteurs et frais financiers		1,203,843	1,135,185
Moins-value sur placement Socabank	7	(403,728)	403,728
Coûts de fabrication des billets et des pièces de monnaie		282,063	230,939
		<u>1,082,178</u>	<u>1,769,852</u>
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		776,108	(374,242)
DÉPENSES ADMINISTRATIVES			
Rémunérations et charges sociales	24	814,574	646,690
Dépenses administratives		248,589	237,221
Dotations aux amortissements	14	150,836	113,943
Dépenses relatives à la gestion des actifs		38,615	37,984
Dons		22,900	16,540
Moins-value non réalisée sur immeubles	14	-	12,056
		<u>1,275,514</u>	<u>1,064,434</u>
DÉFICIT NET DE L'EXERCICE	G	(499,406)	(1,438,676)

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États de l'Évolution du Capital et des Comptes de Réserves
Exercices terminés les 30 septembre 2007 et 2006
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	CAPITAL	ALLOCATION EN DTS	RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DE CHANGE (NOTE 3 h)	RÉSERVE SPÉCIALE	RÉÉVALUATION TERRAINS ET IMMEUBLES (NOTE 3 i)	RÉSERVE LÉGALE	PLUS- (MOINS) VALUES NON RÉALISÉS SUR PLACEMENTS
Solde au 30 septembre 2005	50,000	854,536	3,484,828	(1,140,931)	-	74,453	(109,622)
Effet de change du DTS	-	(63,272)	-	-	-	-	-
Surplus de réévaluation – Immeubles	-	-	-	-	769,487	-	-
Variation de l'exercice	-	-	(265,814)	-	-	-	101,158
Déficit net de l'exercice	-	-	-	(1,438,676)	-	-	-
Solde au 30 septembre 2006 et au 1^{er} octobre 2006	50,000	791,264	3,219,014	(2,579,607)	769,487	74,453	(8,464)
Effet de change du DTS	-	(15,562)	-	-	-	-	-
Variation de l'exercice	-	-	(335,351)	-	-	-	30,518
Déficit net de l'exercice	-	-	-	(499,406)	-	-	-
Solde au 30 septembre 2007	50,000	775,702	2,883,663	(3,079,013)	769,487	74,453	22,054

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Flux de Trésorerie
Exercices terminés les 30 septembre 2007 et 2006
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2007	2006
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Déficit net de l'exercice	G	(499,406)	(1,438,676)
Éléments de conciliation du déficit net de l'exercice aux liquidités résultant des activités d'exploitation:			
Dotation aux amortissements	14	150,836	113,943
Moins-value sur placement Socabank	7	-	403,728
Radiation d'immobilisations		-	7,044
Moins-value non réalisée sur immeubles	14	-	12,056
(Gain) perte sur dispositions d'immobilisations		(1,390)	340
Provision pour pertes sur prêts - employés	12	9,000	2,402
Effet de change résultant de la réévaluation de la participation dans les organismes financiers internationaux			
		(120,741)	573,596
Changements dans les éléments d'actif et de passif résultant des activités d'exploitation:			
Diminution des prêts et avances, net		1,437,308	1,744,187
Billets et monnaie en circulation		(77,304)	754,501
Engagements en devises		384,805	996,713
Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux		491,114	(257,040)
Engagements envers les banques créatrices de monnaie		2,884,943	2,984,568
Engagements envers les autres institutions		409,318	101,623
Changements dans les autres éléments d'actif, de passif et de réserves		<u>70,942</u>	<u>(903,875)</u>
Liquidités provenant des activités d'exploitation		5,139,425	5,095,110
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Augmentation des placements étrangers		(5,800,594)	(3,256,103)
Diminution (augmentation) des placements locaux		1,500,000	(1,903,728)
Acquisitions d'immobilisations	14	(33,319)	(168,321)
Ventes d'immobilisations	14	<u>1,390</u>	<u>-</u>
Liquidités utilisées dans des activités d'investissement		(4,332,523)	(5,328,152)
Augmentation (diminution) nette des liquidités			
Liquidités au début de l'exercice		4,858,872	5,174,002
Incidence de change sur les liquidités au début de l'exercice		<u>(278,586)</u>	<u>(360,674)</u>
Liquidités à la fin de l'exercice	G	5,387,188	4,580,286

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers
30 septembre 2007 et 2006

(1) ORGANISATION

La Banque de la République d'Haïti (BRH) est une institution dont le capital appartient à l'État et qui remplit le rôle de Banque Centrale. Son organisation est régie par la Loi du 17 août 1979. Le siège social de la BRH est situé à la Rue du Magasin de l'État.

Les responsabilités fondamentales de la Banque Centrale sont de fixer les lois et règlements régissant le système bancaire et financier du pays; de définir la politique monétaire du pays; de garder et d'administrer les réserves externes de l'État Haïtien; et d'agir comme agent financier et fiscal de l'État Haïtien pour ses opérations de caisse et de crédit.

La Banque de la République d'Haïti est seule habilitée à émettre les billets et monnaie reçus comme monnaie légale sur le territoire d'Haïti.

Le Conseil d'Administration de la BRH est aussi celui de la Banque Populaire Haïtienne, appartenant à l'État, et du Fonds de Développement Industriel, une société créée par l'État, destinée à fournir un financement à moyen et long terme aux secteurs productifs de l'économie. En fonction de la Loi du 17 août 1979, le Gouverneur de la BRH est le Président du Conseil d'Administration de la Téléco dont la BRH détient 97% des actions.

La très grande majorité des éléments d'actif de la Banque, en fonction de la localisation du risque ultime, est située sur le territoire haïtien.

(2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

(a) Cadre de préparation des états financiers

Les états financiers de la BRH ont été préparés conformément aux dispositions de la loi organique du 17 août 1979 régissant la Banque Centrale et suivant la méthode de comptabilité d'exercice. Certains articles de la loi du 17 août diffèrent des Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière (IFRS), notamment les principales normes suivantes:

- La documentation et l'évaluation de pertes de valeur sur les créances arriérées ainsi que le traitement des intérêts y relatifs.
- La comptabilisation à la réserve de change à l'actif net plutôt qu'aux résultats de l'exercice des gains et pertes de change résultant de la réévaluation des avoirs et engagements de la BRH en devises.
- Le traitement du Fonds de Retraite et autres bénéfices post emploi.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

(a) Cadre de préparation des états financiers (suite)

- La présentation du crédit au Gouvernement, net des comptes de dépôts du Gouvernement.
- La divulgation de certaines transactions apparentées. Les transactions avec l'État Haïtien et, les entreprises publiques et collectivités locales sont divulguées dans les notes aux états financiers.
- L'évaluation de certains actifs et de passifs financiers: prêts et avances, dépôts non porteurs d'intérêts.
- La non-comptabilisation d'engagements de garantie à la BNC et à recevoir du Ministère des Finances
- Certaines divulgations exigibles dans le cadre de IFRS 7: informations quantitatives quant à la maturité contractuelle de passifs financiers, exposition aux risques de change et aux risques d'intérêts, analyse de sensibilité.
- Des divulgations relatives à la valeur au coût des immobilisations présentées au coût réévalué.

(b) Base d'évaluation

À l'exception des placements étrangers reflétés à leur juste valeur et des immeubles reflétés au coût réévalué, les états financiers ont été préparés selon la convention du coût historique.

(c) Monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en Gourde haïtienne qui est la monnaie nationale d'Haïti.

(d) Conversion des comptes exprimés en devises

Les éléments d'actif et de passif exprimés en devises sont convertis en gourdes haïtiennes au taux de change prévalant à la date du bilan. Les comptes détenus avec le FMI ont été convertis aux taux officiels du DTS par rapport à la gourde prévalant à la date du bilan.

Les transactions effectuées en monnaies étrangères sont converties au taux de change du marché à la date de la transaction.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

(d) Conversion des comptes exprimés en devises (suite)

Les gains et pertes de change résultant de ces conversions sont inscrits à la réserve de réévaluation (**note 3 h**), tel que prescrit par la loi, à l'exception des éléments dont les fluctuations de change sont supportées par l'État Haïtien et qui sont inscrits aux crédits à l'État Haïtien. Les comptes relatifs au FMI sont les principaux éléments dont les gains ou pertes de change sont supportés par l'État Haïtien (**note 11**).

Les taux de change du dollar US aux 30 septembre 2007 et 2006 étaient de 36.3813 et 39,1292 gourdes haïtiennes pour un dollar US, respectivement. Les taux de change du DTS étaient de 0.017657565 et 0.017310271 DTS pour une gourde haïtienne aux 30 septembre 2007 et 2006, tel que publié par le FMI.

(e) Estimations et jugements

Lors de la préparation de ces états financiers, la Direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui affectent l'application des normes comptables et les montants des éléments d'actif et de passif déclarés et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers ainsi que les résultats de l'exercice. Les résultats actuels peuvent être différents de ces estimations.

Les estimations comptables et hypothèses sont revues périodiquement. L'effet de révisions d'estimations comptables est imputé à l'exercice au cours duquel ces révisions ont lieu ainsi qu'aux exercices futurs affectés. En particulier, l'information au sujet des principales estimations dans l'application des normes comptables ayant un effet sur l'évaluation des montants reconnus aux états financiers est incluse dans les notes suivantes:

Note 12 Évaluation de la provision pour pertes sur prêts aux employés

La Direction établit une provision pour pertes sur prêts aux employés en fin d'exercice qui représente une estimation de la perte de valeur réelle sur le portefeuille de prêts à cette date. Cette provision est établie en prenant en considération les éléments probants spécifiques tels que les arriérés de remboursement, la valeur des garanties, les possibilités de recouvrement futur, et la situation économique de l'emprunteur qui ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt spécifique ou d'un groupe de prêts avec un risque similaire. Cette provision tient aussi compte de l'expérience et du jugement de la Direction. La provision pour pertes sur prêts ainsi déterminée est comptabilisée comme charge de l'exercice et représente la différence entre la provision pour pertes sur prêts au bilan du début et de la fin de l'exercice, nette des radiations et des récupérations.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

(e) Estimations et jugements (suite)

Note 12 Évaluation de la provision pour pertes sur prêts aux employés (suite)

Aucune provision n'a été établie pour les créances arriérées de l'État ou des entités gouvernementales et de services publics car de l'avis de la Direction, ces créances sont récupérables.

Note 14 Immobilisations

L'amortissement des immobilisations est calculé sur la base de l'estimation de la durée de vie utile des immobilisations.

Tout changement dans ces estimations aura un impact sur l'évaluation de ces montants d'actifs.

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables décrites ci-dessous ont été appliqués de manière constante à tous les exercices présentés dans les états financiers ci-joints.

(a) Instruments financiers

i) Classifications des instruments financiers

La Direction détermine la classification des instruments financiers à leur date d'acquisition en tenant compte des objectifs d'investissement. Les instruments financiers sont classifiés à prêts et avances, placements gardés à maturité et placements disponibles à la vente.

Les prêts et avances aux employés sont des instruments financiers non dérivés, à paiement fixe et non cotés sur un marché financier. Ces prêts et avances sont enregistrés aux états financiers à leur date d'acquisition. Les placements étrangers gardés à échéance sont des instruments non dérivés à paiement fixe et déterminable, et à maturité fixe que la Banque a l'intention et la capacité de garder à maturité. D'autres instruments financiers non dérivés détenus par la Banque sont classifiés disponibles à la vente.

(À suivre)

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

(a) Instruments financiers (suite)

ii) Évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers sont évalués initialement au coût incluant les coûts de transaction.

Suite à leur acquisition, les placements disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, à l'exception de ceux qui n'ont pas un prix coté à la bourse et dont la juste valeur ne peut être déterminée avec un degré d'assurance raisonnable, et qui sont évalués au coût.

Les actifs et passifs financiers non dérivés ainsi que les prêts et avances sont évalués au coût.

Sur la base des critères d'évaluation ci-dessus, les instruments financiers détenus par la BRH sont évalués comme suit :

i. Liquidités

Les liquidités sont évaluées au coût.

ii. Placements étrangers

Les placements étrangers en devises sont composés principalement de bons du Trésor des États-Unis, d'obligations de sociétés et de comptes en marché monétaire qui sont reflétés à leur juste valeur, et de certaines valeurs mobilières représentant la participation de la BRH dans des institutions financières étrangères évaluées au coût d'acquisition.

Les profits et pertes non réalisés sur les placements disponibles à la vente sont comptabilisés dans un compte séparé au niveau du capital jusqu'à leur réalisation. Lorsqu'on dispose de ces placements, les profits et pertes cumulés préalablement aux réserves sont virés aux résultats nets de l'exercice.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

(a) Instruments financiers (suite)

ii) Évaluation des instruments financiers (suite)

iii. Placement locaux

Au 30 septembre 2006, les placements locaux représentaient les placements en titres et obligations d'une banque locale. À cette date, en accord avec les dispositions des normes IAS 27 et IAS 28, les états financiers de la Socabank n'ont pas été consolidés à ceux de la BRH et le placement en titres de Socabank a été reflété à sa valeur d'acquisition, net de la moins-value réalisée étant donné que la BRH détenait un contrôle temporaire à cette date. Ce placement a été transféré à la Banque Nationale de Crédit (BNC), en date du 1^{er} mars 2007.

La moins-value reflétant une baisse de valeur permanente sur ce placement a été enregistrée à l'état des résultats. Etant donné que cette valeur sera remboursée par l'État Haïtien cette moins-value a été renversée en 2007.

iv. Avoirs en or

L'or est valorisé au cours en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes résultant de cette valorisation sont inscrits à la réserve de réévaluation (**note 3 h**). Les cours en vigueur aux 30 septembre 2007 et 2006 étaient de \$US 743 et de \$US 599 par once d'or. Le stock d'or n'est pas porteur d'intérêts.

v. Prêts et avances

Les crédits à l'État Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût. Les bons du Trésor Haïtien qui n'ont pas un prix coté et dont la valeur marchande ne peut être déterminée ainsi que les dépôts non porteurs d'intérêts sont évalués au coût. La BRH ne provisionne pas les crédits à l'État Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques.

(À suivre)

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(a) Instruments financiers (suite)

ii) Évaluation des instruments financiers (suite)

v. Prêts et avances (suite)

Les revenus d'intérêts sur ces prêts et avances sont comptabilisés sur une base de d'exercice.

Les prêts et avances aux employés sont évalués au coût, net d'une provision pour pertes de valeur lorsque nécessaire.

vi. Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif sont évalués au coût.

vii. Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif incluant les provisions sont évalués au coût.

viii. Provisions

Une provision est établie au bilan lorsque la Banque a une obligation légale résultant d'événements passés, et qu'il est probable que des ressources économiques seront utilisées pour solder cette obligation et qu'une estimation vraisemblable du montant de l'obligation peut être établie.

ix) Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé lorsque la Banque perd le contrôle sur les droits contractuels qui y sont inhérents. Ceci survient lorsque les droits sont réalisés, expirés ou abandonnés. Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation y relative est soldée. Les placements disponibles à la vente sont décomptabilisés à la date où la Banque s'engage à vendre l'instrument. Les prêts et avances à recevoir sont décomptabilisés lorsqu'ils sont transférés à un tiers.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(b) Participations, contributions et engagements dans les organismes financiers internationaux

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la Loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements (**note 19**). Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice.

(c) Placement à Télécommunications d'Haïti SAM (TÉLÉCO)

La BRH détient 97% des actions de la Téléco et le Gouverneur de la BRH est le président du Conseil d'Administration de cette institution. Les états financiers de la Téléco ne sont pas consolidés avec ceux de la BRH étant donné que les états financiers de la Téléco ne sont pas fiables.

Ce placement est maintenu à la valeur de consolidation qui consiste à comptabiliser l'investissement à la valeur d'acquisition en y ajoutant sa quote-part des résultats enregistrés par l'entité émettrice et en y déduisant sa quote-part des dividendes déclarés ou versés, net d'une provision substantielle estimée par la Direction (**note 15**).

(d) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au coût, à l'exception des immeubles qui, à la fin de l'exercice terminé le 30 septembre 2006 ont été réévaluées à leur juste valeur. La juste valeur des immeubles a été déterminée à partir d'évaluations effectuées par des experts indépendants en immobilier à la fin de l'exercice 2006. Les valeurs nettes aux livres ont été ajustées à cette juste valeur. L'effet de réévaluation a été comptabilisé au poste de réserve de réévaluation (les moins-values constatées ont été enregistrées à l'état des résultats).

À l'exception des terrains, des constructions en cours et des aménagements, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile. Les aménagements sont amortis sur la durée des contrats de bail selon la méthode d'amortissement linéaire.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(d) Immobilisations (suite)

Les dépenses importantes d'amélioration et de reconditionnement sont capitalisées, alors que les frais d'entretien et de réparation sont imputés aux dépenses.

Les taux d'amortissement en vigueur pour les principales catégories d'immobilisations sont comme suit:

Immeubles	5%
Matériel et mobilier du bureau	20% à 25%
Matériel informatique	20%
Équipements	20%
Matériel roulant	25%
Aménagements	20%
Installations	20%
Logiciels informatiques	100%

(e) Frais d'impression des billets

Les frais d'impression des billets et pièces de monnaie sont enregistrés à la dépense au moment de la mise en circulation de la monnaie. Les coûts des stocks de billets commandés et non encore mis en circulation sont inscrits aux autres actifs.

(f) Billets et monnaie en circulation

Le montant des billets et monnaie figurant au passif du bilan de la BRH correspond aux billets et pièces de monnaie en circulation, détenus par l'ensemble des agents économiques.

(g) Réserve de réévaluation de change

L'article 56 de la loi organique de la BRH précise que les gains et les pertes, qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or, doivent être comptabilisés à un compte dénommé "Réserve de réévaluation" présenté au bilan au niveau du Capital et Réserves.

(À suivre)

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(h) Réserve de réévaluation – terrains et immeubles

La plus-value résultant de la réévaluation des immeubles est reflétée au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles. Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront décomptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.

(i) Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi régissant la Banque Centrale, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'État ou des communes dans l'exécution de toutes opérations qui lui sont propres.

(j) Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante: 25% au Trésor Public, 10% à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissement, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration.

(k) Opérations avec l'État Haïtien

La Loi du 17 août 1979 régissant la BRH mentionne à l'article 2 alinéa 10, que cette dernière exerce toutes les activités de banquier, d'agent financier et fiscal de l'État Haïtien.

Certains postes figurant au bilan de la BRH sont en fait des opérations de l'État Haïtien. Il s'agit notamment des participations, contributions et effets à payer aux Organismes Internationaux (**notes 10 et 19**).

Les autres dettes de l'État garanties par la BRH sont gérées en postes hors bilan du fait qu'elles ne deviennent une obligation qu'en cas de défaut de l'État Haïtien (**note 27**).

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(I) Fonds de retraite

La BRH a institué un fonds de retraite à cotisations déterminées qui est alimenté par des contributions de la BRH et des cotisations des employés.

Suite à une résolution du Conseil de la BRH en 1993, les bénéficiaires du fonds de retraite sont payés, à partir de cette date, en fonction des contributions fixées par le Conseil.

(4) GESTION DES RISQUES

Parmi les risques financiers que la Banque doit gérer, on retrouve principalement les risques de liquidités, de placements, de taux d'intérêts, de crédit et de change.

Risque de liquidités

Le risque de liquidités surviendrait si la BRH n'arrivait pas à convertir, à approximativement leur valeur marchande, ses placements en espèces ou si elle n'arrivait pas à disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations. Une gestion prudente des risques de liquidités sous-entend le maintien de liquidités ou d'équivalent de liquidités suffisantes et/ou l'utilisation rationnelle de politiques de financement.

Les obligations de la BRH ne l'exposent pas à des risques importants de liquidités vu qu'elle n'a généralement pas de créances importantes envers des fournisseurs étrangers. La BRH doit également maintenir suffisamment de réserves liquides en dollars US pour permettre, à titre de fiduciaire, le règlement des obligations de l'État à leur date d'échéance. La BRH gère ce risque à travers:

- Un processus budgétaire permettant de suivre les échéances des créances étrangères du gouvernement.
- Le maintien d'un portefeuille de placements facilement négociable.

(À suivre)

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

Risque de placements

Le risque de placements survient lorsqu'un titre de placement perd de sa valeur en raison de résultats financiers défavorables, réels ou anticipés, de la société émettrice. Pour gérer ce risque, la BRH a mis en place des politiques et procédures qui définissent la nature et la qualité des titres de placements dans lesquels elle investit.

Les principaux paramètres de la politique de la BRH sont les suivants:

- Investir dans des titres de créances négociables bien cotés, facilement disponibles et à risques faibles.
- Fixer des critères de maturité maximale.
- La diversification du portefeuille en différents instruments tout en limitant l'exposition maximale permise par type de sécurité ou par émetteur.

Les placements de la Banque Centrale rencontrent les objectifs de sécurité liés à la gestion des avoirs en devises.

Risque de taux d'intérêts

La gestion des risques de taux d'intérêts à la BRH est conditionnée par les objectifs en matière de politique monétaire. Le portefeuille de prêts de la BRH est constitué principalement de crédits au Gouvernement dont les taux d'intérêts ne sont pas des taux commerciaux. Les taux de rémunération des Bons BRH sont ajustés régulièrement.

Risque de crédit

Le risque de crédit résulte de l'incapacité d'un emprunteur de s'acquitter de ses obligations financières ou contractuelles envers la Banque.

Le portefeuille de crédit de la Banque Centrale est constitué en majeure partie par les crédits au Gouvernement. La BRH en tant que banquier de l'État n'est pas exposée à des risques significatifs de par ses crédits à l'État.

Risque de change

Le risque de change découle de la variation de la valeur d'actifs et de passifs libellés en devises étrangères, exprimée en gourdes, due aux fluctuations des taux de change. En vertu de l'article 56 de la loi organique de la BRH, les gains et pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or sont comptabilisés à la Réserve de Réévaluation.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux États Financiers

(5) AVOIRS EN DEVISES

Les avoirs en devises sont composés de:

En milliers de gourdes		2007	2006
Encaisse en dollars US	G	624,734	612,254
Dépôts à vue à l'étranger - dollars US		4,309,572	3,348,613
Effets en transit		17,854	6,103
	G	4,952,160	3,966,970

Les dépôts à vue sont composés de fonds en dollars placés à un jour, rémunérés à des taux d'intérêts allant de 2.14% à 5.29%, et de 2.54% à 3.74% en 2007 et 2006, respectivement.

(6) PLACEMENTS ÉTRANGERS

Les placements étrangers sont répartis comme suit:

En milliers de gourdes		2007	2006
Placements disponibles à la vente (a)	G	14,609,637	8,777,872
Valeurs mobilières:			
Banco Latino Americano de Exportaciones (Bladex)		8,611	8,175
Citi Institutional Liquid Reserve		1,713	1,716
Banque Arabe Amérique (BAA)		-	1,086
	G	14,619,961	8,788,849

(a) Les placements en devises disponibles à la vente sont répartis comme suit:

En milliers de gourdes		2007	2006
Comptes en marché monétaire:			
Coût	G	501,286	159,899
Juste valeur	G	501,410	159,360

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(6) PLACEMENTS ÉTRANGERS (SUITE)

En milliers de gourdes	2007	2006
Notes du Trésor des États-Unis:		
Coût	G 10,807,456	1,138,805
Juste valeur	10,832,993	1,130,244
Échéance	10 ans	2 ans
Autres obligations de sociétés:		
Coût	G 3,278,841	7,487,632
Juste valeur	3,275,234	7,488,268
Échéance	3 ans	5 mois à 4 ans
Valeur totale des placements:		
Coût	G 14,587,583	8,786,336
Juste valeur	14,609,637	8,777,872
Plus (moins) - valeurs non réalisées sur placements détenus pour revente	G 22,054	(8,464)

Les comptes en marché monétaire portent en moyenne un taux d'intérêts de 4.03% à 4.93% en 2007 et de 0.93% à 4.35% en 2006.

Les bons du Trésor des États-Unis et autres obligations portent en moyenne un taux d'intérêts allant de 4.4% à 5.5% en 2007, et de 3.3% à 5.8% en 2006.

Au 30 septembre 2006, des placements à concurrence de G 7,128 millions ont été donnés en garantie d'une lettre de crédit émise en faveur de la Téléco. Cette garantie n'était plus en place en 2007.

(7) PLACEMENTS LOCAUX

Au 30 septembre 2006, le placement local représente le placement de la BRH dans la Société Caraïbienne de Banque S.A. (SOCABANK). Ce placement a été transféré à la Banque Nationale de Crédit le 1^{er} mars 2007.

En milliers de gourdes	2007	2006
3,574,551 actions au prix unitaire de G 50 l'action	G -	178,728
Obligations subordonnées	-	1,725,000
	-	1,903,728
Moins-value sur placement	-	(403,728)
	G -	1,500,000

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(7) PLACEMENTS LOCAUX (SUITE)

Le placement en actions de Socabank a été décomptabilisé lors de la cession des éléments d'actif et de passif de la Socabank à la BNC en date du 1^{er} mars 2007 conformément à la Convention du 15 février 2007, signée entre la BNC et la Socabank. Tel que décrit à la **note 11 (d)**, le Ministère de l'Économie et des Finances a signé en faveur de la BRH, en octobre 2007, un billet à ordre afin de rembourser à la BRH les valeurs avancées pour compte de l'État Haïtien relatif à la Socabank. La moins-value enregistrée en 2006 a donc été renversée en 2007.

(8) DISPONIBILITÉS EN DROITS DE TIRAGES SPÉCIAUX (DTS)

Ce compte représente les avoirs en compte courant, exprimés en DTS, au Fonds Monétaire International (FMI).

Aux 30 septembre 2007 et 2006, les Droits de Tirages Spéciaux étaient respectivement de 4,919,151 DTS et 7,224,971 DTS.

(9) AVOIRS EN OR

Les avoirs en or sont valorisés à leur juste valeur aux 30 septembre 2007 et 2006, et se présentent comme suit:

En milliers de gourdes	2007		2006	
	<u>Onces</u>	<u>Valeur</u>	<u>Onces</u>	<u>Valeur</u>
Federal Reserve Bank of New York	1,308	35,344	1,308	30,659

Ces réserves détenues à la Federal Reserve Bank of New York ne portent pas d'intérêts.

(10) PARTICIPATIONS DANS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Les participations dans les organismes financiers internationaux se présentent comme suit:

En milliers de gourdes	2007	2006
Fonds Monétaire International (FMI) (a)	G 4,638,238	<u>4,731,295</u>
Autres organismes internationaux:		
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	1,456,821	1,566,855
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	251,601	270,605
Association Internationale de Développement (IDA)	36,924	39,713
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	34,198	36,781
Société Internationale de Financement (IFC)	29,905	32,164
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)	5,905	<u>6,351</u>
	<u>1,815,354</u>	<u>1,952,469</u>
	G 6,453,592	6,683,764

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(10) PARTICIPATIONS DANS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX (SUITE)

- (a) La participation de l'État Haïtien au FMI est de 81,900,000 DTS aux 30 septembre 2007 et 2006.

(11) CRÉDITS À L'ÉTAT HAÏTIEN

En milliers de gourdes	2007	2006
Prêts et avances - selon accord (a)	G 6,736,545	6,679,781
Placements en monnaie locale (b)	1,217,101	1,217,101
Déficit du Trésor Public (c)	9,609,434	11,935,112
Effet de change - FMI (note 2d)	1,214,005	1,248,722
Compte à recevoir (d)	403,728	-
Obligations réseau routier	<u>7,100</u>	<u>6,127</u>
	G 19,187,913	21,086,843

- (a) Un accord a été signé entre l'État Haïtien et la BRH le 20 décembre 1996 reconnaissant les créances du Gouvernement envers la BRH et prévoyant le versement d'un montant mensuel par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) à titre d'intérêts sur ces créances. Par amendement daté du 24 mai 2005, le montant des intérêts mensuels à verser par le MEF s'élevait respectivement à G 70 millions en 2007 et 2006. Le taux de rendement moyen sur les crédits à l'État Haïtien est de 4.29% et 3.79% pour les exercices 2007 et 2006, respectivement.

Douze mois d'intérêts payés d'avance pour l'exercice 2008, totalisant G 840 millions sont reflétés au crédit à l'État Haïtien (11c).

Les crédits de la BRH à l'État Haïtien n'ont pas d'échéance fixe.

- (b) Les placements en monnaie locale sont composés de:

En milliers de gourdes	2007	2006
Bons du Trésor	G 1,165,101	1,165,101
Obligations et titres	<u>52,000</u>	<u>52,000</u>
	G 1,217,101	1,217,101

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(11) CRÉDITS À L'ÉTAT HAÏTIEN (SUITE)

Les Bons du Trésor et les obligations et titres portent intérêts à des taux allant de 1% à 5% l'an. Leurs dates d'échéance vont de 1996 à 2008. Certains bons et obligations sont arrivés à échéance mais n'ont pas été honorés. Des intérêts courus et impayés sur ces placements ont été capitalisés aux prêts et avances à l'État Haïtien.

En milliers de gourdes	2007	2006
Bons du Trésor:		
à	G 7,601	7,601
Échus	<u>1,157,500</u>	<u>1,157,500</u>
	<u>1,165,101</u>	<u>1,165,101</u>
Obligations et titres:		
Échus	<u>52,000</u>	<u>52,000</u>
	<u>52,000</u>	<u>52,000</u>
	G 1,217,101	1,217,101

(c) La BRH tient les comptes courants du Trésor Public. Ces comptes ne portent pas d'intérêts et se présentent comme suit:

En milliers de gourdes	2007	2006
Exercice courant:		
Recettes publiques - Trésor Public	G (22,686,089)	(19,750,926)
Fonds de financement - Trésor Public	8,258,117	3,347,781
Dépenses de fonctionnement - Trésor Public	<u>18,821,327</u>	<u>15,750,886</u>
Déficit (surplus) - Exercice courant	4,393,355	(652,259)
Déficit - Exercices antérieurs	<u>16,476,386</u>	<u>17,128,645</u>
Déficit brut à la fin de l'exercice	20,869,741	16,476,386
Dépôts du Gouvernement Central	(9,679,331)	(3,984,937)
Intérêts payés d'avance (a)	(840,000)	(700,000)
Autres comptes du Trésor Public	<u>(740,976)</u>	<u>143,663</u>
	G 9,609,434	11,935,112

(d) Au 30 septembre 2007, la BRH avait enregistré une moins value de G 403,728M représentant le prix d'acquisition des 8,074,551 actions de la Socabank acquises au prix de G 50, alors que la valeur comptable de l'action étant négative, soit (G 326) par action à cette date. Le 11 octobre 2007, l'État Haïtien à travers le Ministère de l'Économie et des Finances s'est engagée à rembourser à la BRH, sur présentation G 951,995M incluant G 403,728M représentant cette moins value et G 548,267 représentant une garantie de la BRH à la BNC.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(12) PRÊTS ET AVANCES AU PERSONNEL ET AUX AUTRES INSTITUTIONS

Les prêts et avances au personnel et aux autres institutions sont:

En milliers de gourdes	2007	2006
Employés, net	G 1,463,388	<u>1,168,754</u>
Entreprises publiques:		
Téléco (a)	395,860	160,317
EDH (b)	<u>25,319</u>	<u>25,619</u>
	<u>421,179</u>	<u>185,936</u>
	G 1,884,567	1,354,690

Aux 30 septembre 2007 et 2006, les prêts aux employés portent intérêt de 4% à 6% l'an et sont ainsi répartis:

En milliers de gourdes	2007	2006
Prêts aux employés, brut	G 1,541,228	1,237,594
Provision	<u>(77,840)</u>	<u>(68,840)</u>
	G 1,463,388	1,168,754

La provision sur les prêts aux employés a ainsi évolué au cours de l'exercice:

En milliers de gourdes	2007	2006
Provision au début de l'exercice	G 68,840	66,438
Dotation de l'exercice	<u>9,000</u>	<u>2,402</u>
Provision à la fin de l'exercice	G 77,840	68,840

a) Les montants à recevoir de la Téléco sont ainsi composés:

En milliers de gourdes	2007	2006
Avances de fonds	G 275,065	8,347
Avances pour réseau télématique	87,241	87,241
Découverts en comptes courants	25,207	64,729
Intérêts à recevoir	<u>8,347</u>	<u>-</u>
	G 395,860	160,317

Une avance de fonds de G 270 millions consentie en juin 2007 porte intérêts au taux de 8 % et est remboursable su 42 mois incluant une période de grâce de 6 mois, les intérêts seront capitalisés durant la période de grâce.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(12) PRÊTS ET AVANCES AU PERSONNEL ET AUX AUTRES INSTITUTIONS (SUITE)

Une avance de fonds de \$220,000 consentie à la Téléco en janvier 2006 porte intérêts au taux de 8% et est remboursable sur trois ans. Cette avance est remboursée suivant les accords.

Les découverts en comptes courants portent intérêts aux taux de 10% 2007 et 2006. Les avances faites en 2001 pour le réseau télématique n'ont pas été remboursées.

b) Les montants à recevoir de l'EDH sont ainsi composés:

En milliers de gourdes		2007	2006
Lettres de crédit et lettres de garanties			
en faveur de SOGENER	G	21,175	21,175
Avances		<u>4,144</u>	<u>4,444</u>
	G	<u>25,319</u>	<u>25,619</u>

En vertu d'un accord conclu entre l'État Haïtien, SOGENER et l'EDH pour la production d'énergie électrique dans plusieurs villes du pays, la BRH a émis des lettres de crédit en faveur de la firme SOGENER. Ces valeurs n'ont pas été remboursées à date.

(13) PRÊTS ET AVANCES AUX BANQUES CRÉATRICES DE MONNAIE ET AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES NON BANCAIRES

Les prêts et avances aux banques créatrices de monnaie et aux institutions financières non bancaires sont:

En milliers de gourdes		2007	2006
Avances à la BNC (a)	G	278,000	3,000
Avances à la SHEC (b)		40,494	-
Découvert en comptes courant BICH (c)		<u>1,979</u>	<u>-</u>
	G	<u>320,473</u>	<u>3,000</u>

a) Une avance de G 275,000 octroyée à la BNC au cours de l'exercice 2007 porte intérêts au taux de 8% et est remboursable dans un délai de trois ans à partir du 1^{er} mars 2007.

Une avance de G 3,000 à la Banque Nationale de Crédit (BNC) bénéficie d'un moratoire sur le paiement des intérêts et le remboursement du principal.

b) L'avance à SHEC est non porteur d'intérêts. Cette avance est remboursable sur demande.

c) Le découvert en compte courant non approuvé de BICH porte intérêts au taux de 32.5%.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(14) IMMOBILISATIONS

Les immobilisations au coût ont ainsi évolué au cours de l'exercice:

Coût

En milliers de gourdes	Solde au 30/09/06	Acquisitions	Transferts	Reclassifications	Dispositions	Solde au 30/09/07
Terrains	G 277,308	-	-	-	-	277,308
Terrains et immeubles	1,335,983	-	-	-	-	1,335,983
Matériel et mobilier						
de bureau	68,288	3,437	-	-	-	71,725
Matériel informatique	53,862	1,535	-	(14,145)	-	41,252
Équipements	187,665	4,016	31,303	(2,847)	-	220,137
Matériel roulant	54,005	-	-	(32,896)	-	21,109
Aménagements	30,080	22	-	(2,124)	(411)	27,567
Installations	8,293	1,828	6,628	(231)	-	16,518
Logiciels informatiques	-	690	-	-	-	690
Biens complètement amortis	<u>207,510</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>52,243</u>	<u>(13,903)</u>	<u>245,850</u>
	2,222,994	11,528	37,931	-	(14,314)	2,258,139
Constructions en cours	<u>273,687</u>	<u>21,791</u>	<u>(37,931)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>257,547</u>
	G 2,496,681	33,319	-	-	(14,314)	2,515,686

L'amortissement cumulé a ainsi évolué au cours de l'exercice:

Amortissement cumulé

En milliers de gourdes	au 30/09/06	Solde Amortissement	Reclassifications	Dispositions	30/09/07
Immeubles	G -	66,779	-	-	66,779
Matériel et mobilier de bureau		39,112	13,979	-	53,091
Matériel informatique		33,994	11,566	(14,145)	31,415
Équipements		79,451	38,592	(2,847)	115,196
Matériel roulant		34,718	10,916	(32,896)	12,738
Aménagements		9,714	5,845	(2,124)	(411)
Installations		5,445	2,984	(231)	8,198
Logiciels informatiques		-	175	-	175
Biens complètement amortis		<u>207,510</u>	<u>-</u>	<u>52,243</u>	<u>(13,903)</u>
	G 409,944	150,836	-	(14,314)	546,466

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(14) IMMOBILISATIONS (SUITE)

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, la BRH a procédé à la réévaluation des terrains et immeubles qu'elle détenait. Il en est résulté un surplus de réévaluation net de G 769,487, comme suit:

		<u>Valeur marchande</u>	<u>Valeur comptable</u>	<u>Surplus de réévaluation</u>
<u>En milliers de gourdes</u>				
Terrains et immeubles	G	<u>1,427,163</u>	<u>657,676</u>	<u>769,487</u>

La réévaluation d'un immeuble a résulté en une moins-value qui a été enregistrée en 2006 à l'état des résultats comme suit:

		<u>Valeur comptable</u>	<u>Valeur marchande</u>	<u>Moins-value réalisée</u>
Immeubles	G	<u>178,628</u>	<u>166,572</u>	<u>12,056</u>

(15) PLACEMENT À LA TÉLÉCO

Le placement à la Téléco se présente comme suit, à la valeur de consolidation:

En milliers de gourdes		2007	2006
Valeur au coût d'acquisition	G	13,600	13,600
Quote-part des profits antérieurs, net de la provision (a)		<u>1,909,780</u>	<u>1,909,780</u>
Solde à la fin de l'exercice	G	<u>1,923,380</u>	<u>1,923,380</u>

- (a) La quote-part de la BRH dans les résultats et l'actif net de la Téléco a été enregistrée sur la base d'états financiers internes non vérifiés, soumis par la Téléco jusqu'en 2000. À partir de l'exercice 2001, la direction de la BRH, sur base de son évaluation de la fiabilité des informations financières disponibles sur la Téléco, a enregistré une provision de 100% sur sa quote-part des résultats nets de la Téléco.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(16) AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les autres éléments d'actif sont:

En milliers de gourdes		2007	2006
Stock de billets neufs et pièces monnaie	G	309,785	589,338
Avances aux fournisseurs		234,346	156,289
Intérêts payés d'avance - Bons BRH		100,110	178,673
Effets collectés à recevoir - BNC		95,121	52,144
Autres frais payés d'avance		67,732	67,794
Autres comptes à recevoir		37,795	40,559
Dépôt à terme - Fonds CERA (BNDAI) (note 22)		12,000	12,000
Intérêts à recevoir sur obligations Socabank		-	1,348
Autres		<u>60,651</u>	<u>44,990</u>
	G	917,540	1,143,135

(17) BILLETS ET MONNAIE EN CIRCULATION

Les billets et monnaie en circulation sont:

En milliers de gourdes		2007	2006
Billets et monnaie émis	G	15,224,190	15,224,190
Moins: Billets et monnaie hors circulation		<u>(1,765,072)</u>	<u>(1,687,768)</u>
	G	13,459,118	13,536,422

L'émission autorisée représente la garantie que donne la BRH pour les billets et monnaie émis à date. Les billets et monnaie hors circulation représentent les montants détenus par la BRH dans son caveau à ces dates. Au cours de l'exercice, G 1,855,000,000 ont été émis par la BRH.

(18) ENGAGEMENTS EN DEVISES

Les engagements en devises se présentent comme suit:

En milliers de gourdes		2007	2006
Banques créatrices de monnaie (a)	G	6,561,478	6,156,951
Dépôts des entreprises publiques		118,120	145,383
Institutions financières non bancaires		6,025	-
Autres		<u>96,343</u>	<u>94,827</u>
	G	6,781,966	6,397,161

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(18) ENGAGEMENTS EN DEVISES (SUITE)

- (a) Les engagements des banques créatrices de monnaie représentent surtout des réserves statutaires en devises requises par la BRH. Ces réserves ne portent pas d'intérêts.

(19) CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Les contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux se présentent comme suit:

En milliers de gourdes	2007	2006
Fonds Monétaire International (FMI) (a)	G 4,634,502	<u>5,910,307</u>
Autres organismes internationaux:		
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	1,456,821	1,566,855
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	251,601	270,605
Association Internationale de Développement (IDA)	36,924	39,713
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	34,198	36,781
Société Internationale de Financement (IFC)	29,905	32,164
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)	5,905	<u>6,351</u>
	<u>1,815,354</u>	<u>1,952,469</u>
Dépôts des organismes internationaux	613,560	729,170
Prêt – FMI au Gouvernement de la République d'Haïti	2,021,796	-
Emprunt - BID 990/SF - HA (b)	22,962	<u>25,114</u>
	G 9,108,174	<u>8,617,060</u>

- (a) Les contributions et engagements envers le Fonds Monétaire International (FMI) incluent des engagements relatifs à des opérations de l'État Haïtien et de la BRH.
- (b) Le 20 janvier 1997, la BRH a signé un contrat de prêt no. 990/SF - HA avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Dans le cadre de ce contrat, la BID finance à concurrence de US\$ 2,495,000 l'exécution du Programme de Renforcement Institutionnel de la BRH évalué à la contre-valeur de US\$ 2,745,000 par la BID. Ce prêt porte intérêts aux taux de 1% l'an jusqu'au 20 janvier 2007 et, ensuite, de 2% l'an au-delà de cette date sur les soldes dus. Les intérêts, ont été capitalisés au financement pendant la période monétaire de 10 ans. Des intérêts totalisant US\$ 2,041 et US\$ 6,370 ont été capitalisés au cours des exercices 2007 et 2006.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(19) CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX (SUITE)

Le 20 juillet 2007 marque le début des paiements effectués sur principal et intérêts. Ce prêt est remboursable en 60 tranches semestrielles consécutives dont la première a été versée le 20 juillet 2007 et la dernière est prévue au plus tard le 20 janvier 2037.

Le 20 septembre 2002, sur requête du Ministère de l'Économie et des Finances et de la BRH, la partie non décaissée du financement a été annulée.

(20) ENGAGEMENTS ENVERS LES BANQUES CRÉATRICES DE MONNAIE ET LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES NON BANCAIRES

Les engagements en monnaie locale envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires se présentent comme suit:

En milliers de gourdes	2007	2006
Banques créatrices de monnaie (a)	G 11,765,384	10,164,710
Bons BRH (b)	9,013,293	7,809,000
Institutions financières non bancaires	<u>88,139</u>	<u>8,164</u>
	G 20,866,816	17,981,874

(a) Les engagements des banques créatrices de monnaie sont surtout des réserves statutaires en monnaie locale requises par la BRH. Ces réserves ne portent pas d'intérêts.

(b) Les taux de rémunérations des bons BRH aux 30 septembre sont comme suit:

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Échéance de 7 jours	-	13%
Échéance de 28 jours	-	16%
Échéance de 91 jours	8.8%	18%

Il n'y avait pas de bons BRH à échéance de 7 et 28 jours au 30 septembre 2007.

Au cours de l'exercice, les taux d'intérêt sur bons BRH ont fluctué, entre 6.0% et 12.0% pour les bons de 7 jours, entre 8.0% et 14.0% pour les bons de 28 jours et entre 8.7% et 16.7% pour les bons de 91 jours. En cas d'insuffisance de liquidités des banques, la BRH consent à prendre en pension des bons présentés par ces institutions à un taux de 27.0% et 29.0% en 2007 et 2006, respectivement. Aux 30 septembre 2007 et 2006, il n'y avait pas de bons pris en pension.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(21) ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS

Les engagements envers les autres institutions sont les suivants:

En milliers de gourdes		2007	2006
Dépôts des entreprises publiques	G	487,160	165,581
Dépôts des collectivités locales		203,559	109,060
Chèques certifiés émis en monnaie locale		35,623	33,409
Divers		<u>9,827</u>	<u>18,801</u>
	G	736,169	326,851

(22) AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les autres éléments du passif se présentent comme suit:

En milliers de gourdes		2007	2006
Dépôts de garantie - lettres de crédit	G	91,945	106,775
Provisions pour charges sociales		85,913	53,854
Fonds immobilisés		64,463	51,402
Chèques de Direction et certifiés - BRH		143,990	54,772
Fournisseurs à payer		52,804	48,716
Dépôts-employés et autres comptes du personnel		32,375	41,570
Contrepartie - dépôt à terme (BNDAI) (note 16)		12,000	12,000
Dépôts de cautionnement		5,720	5,005
Fonds détenus pour tiers (a)		5,322	2,516
Autres comptes à payer		<u>34,643</u>	<u>46,599</u>
	G	529,175	423,209

a) Fonds détenus pour tiers

Dans le cadre du Décret du 14 novembre 1980 réglementant le fonctionnement des banques et des activités bancaires sur le territoire de la République D'Haïti, la BRH gère la liquidation de la Banque Nationale de Développement Agricole et Industriel (BNDAI). À ce titre, elle comptabilise à son bilan un passif lié à la collection des obligations de tiers envers la BNDAI. De même, la BRH effectue certains débours pour compte de la BNDAI dans le cadre de cette gestion. Selon la politique de la Banque, ces débours sont débités directement aux obligations collectées pour le compte de la BNDAI.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(22) AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF (SUITE)

Aux 30 septembre 2007 et 2006, les soldes des transactions enregistrées dans le cadre de la gestion de la liquidation de la BNDAI sont comme suit:

En milliers de gourdes		2007	2006
Autres éléments d'actif:			
Dépôt à terme détenu pour BNDAI	G	12,000	12,000
Autres éléments du passif:			
Contrepartie - dépôt à terme BNDAI		(12,000)	(12,000)
Valeurs collectées pour compte BNDAI, net		<u>5,322</u>	<u>2,516</u>
	G	5,322	2,516

(23) AUTRES PRODUITS

Les autres produits comprennent surtout les commissions provenant des opérations bancaires et des pénalités imposées dans le cadre des activités de surveillance du système financier.

(24) RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES SOCIALES

Le nombre d'employés au 30 septembre 2007 et 2006 était respectivement de 746 et de 674. Les rémunérations et charges sociales du personnel sont comme suit:

En milliers de gourdes		2007	2006
Salaires	G	535,627	420,948
Bénéfices sociaux		178,885	145,052
Formation		39,052	38,166
Contributions - Fonds de Retraite (a)		27,772	22,735
Autres		<u>33,238</u>	<u>19,789</u>
	G	814,574	646,690

a) Contributions – Fonds de Retraite

Les contributions au fonds de retraite sont déposées dans un compte à la BNC.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(25) FONDS DE RETRAITE

La dépense annuelle pour le fonds de retraite correspondant aux contributions à ce fonds, selon le taux fixé par la BRH, s'élève à G 27,772 et G 22,735, respectivement pour les exercices terminés les 30 septembre 2007 et 2006.

Suite à une décision de Conseil en 1993, les bénéficiaires sur le fonds de retraite ne sont pas prédéterminés et sont payés, à partir de cette date, en fonction des contributions fixées par le Conseil. Le Conseil de la BRH estime que tout passif éventuel relatif à ce fonds de retraite n'est pas d'importance à la situation financière de la BRH.

En sus de la dépenses annuelle versée au fond de retraite la BRH a versé une valeur de G 38,225 au cours de l'exercice 2007 à titre de prime de séparation payée à des employés qui ont terminé leur emploi conformément aux politiques de la Banque. Ces primes sont enregistrées lorsque l'obligation est connue au départ des employés.

(26) ENGAGEMENTS ET PASSIF ÉVENTUEL

a) Au 30 septembre 2007 et 2006, les lettres de garantie et de crédit émises par la BRH en faveur de sociétés commerciales s'élèvent à environ G 382,773 et G 585,646, respectivement. Les lettres de crédit ont été émises sur demande du Ministère de l'Économie et des Finances et de la Téléco et garantissent des créances de l'État Haïtien et de certaines entreprises publiques envers des sociétés.

b) En vertu d'un Protocole d'Accord datant du 5 décembre 2006 entre la BRH et la BNC, dans le cadre du rachat des actifs et passifs de Socabank par la BNC, la BRH s'est engagée à supporter 50% des fonds propres négatifs de Socabank au 30 septembre 2006 s'élevant à G 1.3 milliard. Après un apport en capital de G 225 millions par la BRH au 14 novembre 2006, ces fonds propres ont été ajustés à G 1.1 milliard. Cette garantie est constituée sous la forme d'une lettre de garantie pour un montant de G 548 millions couvrant une portion du portefeuille contaminé de la Socabank.

Le 11 octobre 2007, l'État Haïtien à travers Le Ministère de l'Économie et des Finances a signé en faveur de la BRH un billet à ordre de G 951,955M par lequel elle entend rembourser à la BRH, à présentation, les valeurs avancées pour compte de l'État Haïtien relatif à la Socabank incluant G 548,267 représentant la garantie de la BRH envers la BNC ainsi que la moins value sur le placement enregistrée en 2006.

L'obligation de la BRH envers la BNC résultant de pertes encourues sur le portefeuille au 30 septembre n'est pas comptabilisée

c) Au 30 septembre 2007, les engagements de la Banque dans le cadre de contrats de fabrication de billets en cours s'élevant à G 57M.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(26) ENGAGEMENTS ET PASSIF ÉVENTUEL (SUITE)

d) Au 30 septembre 2007, la BRH traite de certaines affaires en instance de litige par ou contre quelques tiers. Selon l'évaluation des faits à jours, de l'avis de conseillers juridiques, les positions prises par la BRH sont bien fondées. On ne prévoit pas qu'un règlement éventuel des poursuites soit d'importance à la situation financière de la BRH.

(27) POSTES HORS BILAN

Les postes hors bilan comprennent:

En milliers de gourdes	2007	2006
Prêts BID à l'État Haïtien garantis par la BRH	G 3,075,024	5,568,110
Stocks de billets et pièces chez les fournisseurs	G -	2,338,501

Annexe Juridique

Moniteur # 84 du 25 Septembre 1947

Arrêté du 25 septembre 1947 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1947:

Gaston Margron
C.E. Van Waterschoodt
Emmanuel Thézan *
Christian Aimé *
A.M. Herres

Moniteur # 27 du 21 mars 1949

Arrêté du 21 mars 1949 nommant M. Victor M. Coicou *, membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par la mise à la retraite de M. Chs. Van Waterschoodt.

Moniteur # 22 du 4 Mars 1952

Arrêté du 3 mars 1952 nommant M. Arsène E. Magloire Membre du Conseil d'Administration de la BNRH pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par le décès de M. Gaston Margron.

Moniteur # 93 du 29 Septembre 1952

Arrêté du 29 septembre 1952 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1952:

Christian F. Aimé *
Arthur M. Herres
Victor M. Coicou *
Arsène E. Magloire
J. Frédéric Magny *

Moniteur # 23 du 11 Mars 1957

Arrêté du 11 mars 1957 nommant pour 5 ans à partir du 11 mars 1957:

Silvère Pilié *
Maurice Télémaque *
François Auguste *
Jean Méhu
Robert Bonhomme

Moniteur # 114 du 17 Octobre 1957

Arrêté nommant M. Benjamin Prophète, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti en remplacement de M. Robert Bonhomme, démissionnaire.

Moniteur # 2 du 4 Janvier 1958

Arrêté du 31 décembre 1957 nommant pour 5 ans:

Maurice Télémaque *
Antonio André *
François Auguste *
Marcel Vaval
Jean Pierre Monpoint

Moniteur # 8 du 23 Janvier 1960

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans:

Antonio André *
Joseph Chatelain *
Louis Smith *
Vilfort Beauvoir
Lebert Jean Pierre

Moniteur # 113 du 27 novembre 1960

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans:

Antonio André*
Vilfort Beauvoir
François Murat *
Noé Fourcand
Jean Magloire

Moniteur # 110 du 26 Novembre 1965

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans:

Antonio André *, Président et Directeur Général
Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur
François Murat *, Membre et Directeur Commercial
Noé Fourcand, Membre
Jean Magloire, Membre

Moniteur # 82 du 5 Octobre 1970

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans:

Antonio André *
Léon Mirambeau
René Adrien *
Noé Fourcand
Jean Magloire

Moniteur # 75 du 30 Octobre 1975

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans:

François Murat *
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Léon Mirambeau
Donasson Alphonse

Moniteur # 69-A du 9 Septembre 1976

Arrêté du 8 Septembre 1976 nommant pour 5 ans:

Antonio André *, Président-Directeur Général
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Donasson Alphonse
Léon Mirambeau

Moniteur # 76-B du 27 Septembre 1979

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans:

Antonio André, Gouverneur *

Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *

René Lafontant, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Allan Nolté, Membre *

Moniteur # 42 du 21 Juillet 1980

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans:

Gérard Martineau, Gouverneur *

Raoul Berret, Gouverneur Adjoint

René Lafontant, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Allan Nolté, Membre *

Moniteur # 12 du 8 Février 1982

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans:

Marcel Léger, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 51 du 14 Juillet 1982

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans:

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 87-A du 16 Décembre 1982

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans:

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

André Josaphat, Membre *

Moniteur # 26 du 18 Avril 1983

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans:

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Stanley Théard, Membre

Moniteur # 70 du 6 Octobre 1983

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans:

Allan Nolté, Gouverneur *

Luckner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Gérard Pierre-Louis, Membre

Moniteur # 43 du 20 Juin 1985

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans:

Jean Claude Sanon, Gouverneur *

Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *

Félix Gaston, Directeur Général *

Stanley Théard, Membre

Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 19 du 27 Février 1986

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans:

Onnil Millet, Gouverneur *

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Sully Belancourt, Directeur Général *

Joseph Lagroue, Membre *

Guy A. Douyon, Membre

Moniteur # 57 du 30 Juin 1988

Arrêté du 23 juin 1988 nommant:

Hubert Comeau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

Moniteur # 71-A du 11 Août 1988

Arrêté du 3 août 1988 nommant:

Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et M. Gérard Noël *, Membre.

Moniteur # 85-A du 29 Septembre 1988

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans:

Ernest Ricot, Gouverneur

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Eddy V. Etienne, Directeur Général *

Yvon Guirand, Membre

Ernst Nicolas, Membre *

Moniteur # 48 du 26 Juin 1989

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans:

Jacques Vilgrain, Gouverneur

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Charles Beaulieu, Directeur Général *

Fritz Viala, Membre

Fritz Laurenceau, Membre *

Moniteur # 30 du 29 mars 1990

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

Moniteur # 68-A du 6 Août 1990

Arrêté du 3 août 1990 nommant:

Charles Beaulieu, Gouverneur *

Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *

Joachim Noel, Directeur Général *

Fritz Viala, Membre

René Durand, Membre *

Moniteur # 28-A du 1er Avril 1991

Arrêté du 21 mars 1991 nommant:

Roger Pérodin, Gouverneur *

Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *

Monique Thébaud, Directeur Général *

Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *

Vénel Joseph, Membre *

Moniteur # 94-A du 2 décembre 1991

Arrêté du 25 novembre 1991 nommant :

Bonivert Claude, Gouverneur *

Fritzner Beauzile, Vice Président *

Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *

Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *

Serge Pérodin, Membre *

Moniteur d'Octobre 1994

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haiti:

Roger Pérodin, Président *

Bonivert Claude, Membre *

Monique Ph. Thébaud, Membre *

Vénel Joseph, Membre *

Dumas Benjamin, Membre *

Moniteur # 99 du 15 Décembre 1994

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant:

Leslie Delatour, Gouverneur

Fred Joseph, Vice-Gouverneur

Roland Pierre, Directeur Général

Vénel Joseph, Membre *

Henry Cassion, Membre

Moniteur # 9 du 31 Janvier 1996

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant:

Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

Moniteur # 12 du 12 février 1998

Arrêté du 9 février 1998 nommant:

Fritz Jean, Gouverneur

Roland Pierre, Gouverneur Adjoint

Henry Cassion, Directeur Général

Vénel Joseph, Membre *

Max Etienne, Membre *

Moniteur # 71 du 30 août 2001

Arrêté du 16 août 2001 nommant:

Venel Joseph, Gouverneur*

Ansy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*

Réginald Mondésir, Directeur Général

Gladys Péan, Membre

Yvon Guirand, Membre

Moniteur # 22 du 27 avril 2004

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:

Raymond Magloire, Gouverneur

Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint

Charles Castel, Directeur Général*

Rémy Montas, Membre

Georges Henry Fils, Membre

Moniteur # 86 du 20 septembre 2007

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:

Charles Castel, Gouverneur*

Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint

Marc Hébert Ignace, Directeur Général*

Rémy Montas, Membre

Fritz Duroseau, Membre*

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau I.1

Produit intérieur brut par branche d'activité économique

(en millions de gourdes de 1986-87)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ^{1/}	2006 ^{3/}	2007 ^{3/}
Secteur primaire	3 567	3 437	3 469	3 340	3 348	3 187	3 269	3 326	3 414
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	3 553	3 424	3 455	3 326	3 334	3 174	3 256	3 311	3 399
Industries extractives	14	14	14	14	14	13	14	15	15
Secteur secondaire	1 947	2 006	1 991	2 017	2 041	1 997	2 046	2 080	2 118
Industries manufacturières	987	982	983	999	1 003	978	994	1 017	1 030
Electricité, gaz et eau	90	82	60	61	63	70	75	58	57
Bâtiments et travaux publics	870	942	948	957	975	949	977	1 005	1 031
Secteur tertiaire	6 518	6 675	6 621	6 691	6 705	6 450	6 533	6 712	6 973
Commerce, Restaurants et hôtels	3 251	3 398	3 410	3 509	3 530	3 305	3 350	3 451	3 661
Transport et communications	665	748	765	763	775	781	806	842	910
Autres services marchands	1 501	1 566	1 556	1 532	1 535	1 522	1 542	1 573	1 602
Services non marchands	1 444	1 422	1 385	1 400	1 380	1 336	1 358	1 379	1 443
Branche fictive*	-343	-459	-494	-512	-515	-495	-523	-533	-643
Valeur ajoutée brute totale	12 032	12 118	12 081	12 048	12 094	11 634	11 848	12 118	12 498
Impôts moins subventions sur les produits	992	1 020	920	920	921	924	934	961	1 000
Produit intérieur brut	13 025	13 138	13 001	12 968	13 015	12 558	12 782	13 079	13 498

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.1a

Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel

(en pourcentage)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ^{1/}	2006 ^{3/}	2007 ^{3/}
Secteur primaire	27,4	26,2	26,7	25,8	25,7	25,4	25,6	25,4	25,3
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	27,3	26,1	26,6	25,7	25,6	25,3	25,5	25,3	25,2
Industries extractives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Secteur secondaire	15,0	15,3	15,3	15,6	15,7	15,9	16,0	15,9	15,7
Industries manufacturières	7,6	7,5	7,6	7,7	7,7	7,8	7,8	7,8	7,6
Electricité, gaz et eau	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,4	0,4
Bâtiments et travaux publics	6,7	7,2	7,3	7,4	7,5	7,6	7,6	7,7	7,6
Secteur tertiaire	50,0	50,8	50,9	51,6	51,5	51,4	51,1	51,3	51,7
Commerce, Restaurants et hôtels	25,0	25,9	26,2	27,1	27,1	26,3	26,2	26,4	27,1
Transport et communications	5,1	5,7	5,9	5,9	6,0	6,2	6,3	6,4	6,7
Autres services marchands	11,5	11,9	12,0	11,8	11,8	12,1	12,1	12,0	11,9
Services non marchands	11,1	10,8	10,7	10,8	10,6	10,6	10,6	10,5	10,7
Branche fictive*	-2,6	-3,5	-3,8	-3,9	-4,0	-3,9	-4,1	-4,1	-4,8
Valeur ajoutée brute totale	92,4	92,2	92,9	92,9	92,9	92,6	92,7	92,7	92,6
Impôts moins subventions sur les produits	7,6	7,8	7,1	7,1	7,1	7,4	7,3	7,3	7,4
Produit intérieur brut	100,0	100,0	100,0						

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.1b

Taux de croissance du PIB réel

(en pourcentage)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ^{1/}	2006 ^{3/}	2007 ^{3/}
Secteur primaire	-2,8	-3,6	0,9	-3,7	0,2	-4,8	2,6	1,7	2,6
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	-2,8	-3,6	0,9	-3,7	0,2	-4,8	2,6	1,7	2,7
Industries extractives	6,6	0,5	0,3	1,7	1,3	-4,6	3,0	8,3	0,0
Secteur secondaire	2,5	3,0	-0,7	1,3	1,2	-2,2	2,5	1,7	1,8
Industries manufacturières	-3,0	-0,5	0,1	1,6	0,5	-2,6	1,6	2,3	1,3
Electricité, gaz et eau	-3,6	-9,2	-27,1	2,1	3,2	11,2	7,1	-22,7	-1,7
Bâtiments et travaux publics	10,4	8,3	0,6	1,0	1,9	-2,7	3,0	2,9	2,6
Secteur tertiaire	3,0	2,4	-0,8	1,1	0,2	-3,8	1,3	2,7	3,9
Commerce, Restaurants et hôtels	4,0	4,5	0,3	2,9	0,6	-6,4	1,4	3,0	6,1
Transport et communications	17,0	12,5	2,2	-0,3	1,6	0,9	3,2	4,5	8,1
Autres services marchands	3,2	4,4	-0,7	-1,6	0,2	-0,8	1,3	2,0	1,8
Services non marchands	-0,1	-1,6	-2,6	1,1	-1,4	-3,2	1,7	1,5	4,6
Branche fictive*	28,0	33,9	7,6	3,6	0,7	-4,0	5,7	1,9	20,6
Valeur ajoutée brute totale	1,2	0,7	-0,3	-0,3	0,4	-3,8	1,8	2,3	3,1
Impôts moins subventions sur les produits	26,2	2,7	-9,8	0,0	0,1	0,3	1,1	2,9	4,1
Produit intérieur brut	2,7	0,9	-1,0	-0,3	0,4	-3,5	1,8	2,3	3,2

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.2

Compte du produit intérieur brut

(en millions de gourdes à prix courants)

	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u> ^{1/}	<u>2006</u> ^{3/}	<u>2007</u> ^{3/}
PIB	69 253,8	77 580,1	85 700,0	94 028,0	119 758,0	140 387,0	168 034,0	200 456,0	229 466,0
Importations	20 567,7	25 922,7	30 973,0	33 851,0	57 317,0	61 365,0	72 155,0	88 531,0	86 715,0
Ressources	89 821,5	103 502,8	116 673,0	127 879,0	177 075,0	201 752,0	240 189,0	288 987,0	316 181,0
Consommation	62 156,9	72 446,2	83 921,4	92 906,0	121 371,0	143 138,0	170 688,0	202 309,0	223 302,0
Investissement	19 182,2	21 207,7	22 157,7	23 570,0	36 758,0	38 386,0	46 072,0	57 861,0	63 646,0
Exportations	8 482,4	9 848,9	10 593,9	11 403,0	18 946,0	20 228,0	23 429,0	28 817,0	29 233,0
Emplois	89 821,5	103 502,8	116 673,0	127 879,0	177 075,0	201 752,0	240 189,0	288 987,0	316 181,0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.2a

Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants)	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u> ^{1/}	<u>2006</u> ^{3/}	<u>2007</u> ^{3/}
PIB	69 253,8	77 580,1	85 700,0	94 028,0	119 758,0	140 387,0	168 034,0	200 456,0	229 466,0
Demande intérieure	81 339,1	93 653,9	106 079,1	116 476,0	158 129,0	181 524,0	216 760,0	260 170,0	286 948,0
Consommation	62 156,9	72 446,2	83 921,4	92 906,0	121 371,0	143 138,0	170 688,0	202 309,0	223 302,0
Investissement	19 182,2	21 207,7	22 157,7	23 570,0	36 758,0	38 386,0	46 072,0	57 861,0	63 646,0
Solde extérieur	-12 085,3	-16 073,8	-20 379,1	-22 448,0	-38 371,0	-41 137,0	-48 726,0	-59 714,0	-57 482,0
Exportations	8 482,4	9 848,9	10 593,9	11 403,0	18 946,0	20 228,0	23 429,0	28 817,0	29 233,0
Importations	20 567,7	25 922,7	30 973,0	33 851,0	57 317,0	61 365,0	72 155,0	88 531,0	86 715,0

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3

Compte du produit intérieur brut

(en millions de gourdes de 1986/87)

	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u> ^{1/}	<u>2006</u> ^{3/}	<u>2007</u> ^{3/}
PIB	13024,7	13138,0	13000,8	12968,1	13014,2	12557,9	12783,1	13079,0	13498,0
Importations	11797,3	15248,8	14931,5	14757,2	15225,6	15061,8	15449,9	16160,0	16118,0
Ressources	24822,0	28386,8	27932,4	27725,4	28239,8	27619,7	28233,0	29239,0	29616,0
Consommation	18388,6	21107,0	20770,8	20514,0	20691,0	19921,0	20359,0	21162,0	21482,0
Investissement	3663,2	4334,9	4280,8	4390,0	4526,0	4380,7	4444,0	4541,0	4680,0
Exportations	2770,3	2945,0	2880,8	2821,4	3022,8	3318,0	3430,0	3536,0	3454,0
Emplois	24822,0	28386,8	27932,4	27725,4	28239,8	27619,7	28233,0	29239,0	29616,0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3a

Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986/87)	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u> ^{1/}	<u>2006</u> ^{3/}	<u>2007</u> ^{3/}
PIB	13025	13138	13001	12968	13014	12558	12783	13079	13498
Demande intérieure	22052	25442	25052	24904	25217	24302	24803	25703	26162
Consommation	18389	21107	20771	20514	20691	19921	20359	21162	21482
Investissement	3663	4335	4281	4390	4526	4381	4444	4541	4680
Solde extérieur	-9027	-12304	-12051	-11936	-12203	-11744	-12020	-12624	-12664
Exportations	2770	2945	2881	2821	3023	3318	3430	3536	3454
Importations	11797	15249	14932	14757	15226	15062	15450	16160	16118

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3b

Compte du produit intérieur brut
(Variations en pourcentage)

	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u> ^{1/}	<u>2006</u> ^{3/}	<u>2007</u> ^{3/}
PIB	2,7	0,9	- 1,0	- 0,3	0,4	- 3,5	1,8	2,3	3,2
Importations	22,7	29,3	- 2,1	- 1,2	3,2	- 1,1	2,6	4,6	- 0,3
Ressources	11,3	14,4	- 1,6	- 0,7	1,9	- 2,2	2,2	3,6	1,3
Consommation	8,4	14,8	- 1,6	- 1,2	0,9	- 3,7	2,2	3,9	1,5
Investissement	24,0	18,3	- 1,2	2,6	3,1	- 3,2	1,4	2,2	3,1
Exportations	16,5	6,3	- 2,2	- 2,1	7,1	9,8	3,4	3,1	- 2,3
Emplois	11,3	14,4	- 1,6	- 0,7	1,9	- 2,2	2,2	3,6	1,3

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3c

Structure de la croissance du PIB réel

(Variations en pourcentage)

	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u> ^{1/}	<u>2006</u> ^{3/}	<u>2007</u> ^{3/}
PIB	2,7	0,9	-1,0	-0,3	0,4	-3,5	1,8	2,3	3,2
Demande intérieure	10,7	15,4	-1,5	-0,6	1,3	-3,6	2,1	3,6	1,8
Consommation	8,4	14,8	-1,6	-1,2	0,9	-3,7	2,2	3,9	1,5
Investissement	24,0	18,3	-1,2	2,6	3,1	-3,2	1,4	2,2	3,1
Solde extérieur	24,8	36,3	-2,1	-1,0	2,2	-3,8	2,4	5,0	0,3
Exportations	16,5	6,3	-2,2	-2,1	7,1	9,8	3,4	3,1	-2,3
Importations	22,7	29,3	-2,1	-1,2	3,2	-1,1	2,6	4,6	-0,3

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3d

Contribution à la croissance du PIB réel
(en pourcentage)

	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u> ^{1/}	<u>2006</u> ^{3/}	<u>2007</u> ^{3/}
PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Demande intérieure	169,3	193,7	192,7	192,0	193,8	193,5	194,0	196,5	193,8
Consommation	141,2	160,7	159,8	158,2	159,0	158,6	159,3	161,8	159,1
Investissement	28,1	33,0	32,9	33,9	34,8	34,9	34,8	34,7	34,7
Solde extérieur	- 69,3	- 93,7	- 92,7	- 92,0	- 93,8	- 93,5	- 94,0	- 96,5	- 93,8
Exportations	21,3	22,4	22,2	21,8	23,2	26,4	26,8	27,0	25,6
Importations	90,6	116,1	114,9	113,8	117,0	119,9	120,9	123,6	119,4

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.4

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays

	Oct. 06	Nov. 06	Déc. 06	Janv. 07	Fév. 07	Mars 07	Avr. 07	Mai 07	Juin 07	Juill. 07	Août 07	Sept. 07
Indice général	132,7	133,0	133,5	134,2	135,3	136,0	137,2	139,0	140,2	139,5	140,1	142,6
Alimentation, boisson et tabac	134,8	135,3	135,9	136,8	138,9	139,3	140,5	141,7	141,8	140,4	140,9	143,9
Habillement, tissus et chaussures	126,9	127,4	127,6	128,4	129,9	130,2	130,9	132,2	133,0	134,7	135,3	138,0
Loyer du logement, énergie, eau	138,9	140,0	140,6	141,3	142,4	144,3	145,8	148,8	151,8	153,9	154,2	157,2
Aménagement et entretien du logement	131,4	132,4	134,2	135,5	136,5	138,0	138,5	140,7	141,6	143,7	144,9	146,4
Santé	126,8	126,9	130,1	130,3	131,8	132,1	132,3	133,2	135,0	138,4	139,8	140,2
Transport	123,3	121,8	121,9	121,6	119,9	120,9	123,0	127,3	132,0	127,8	127,9	126,9
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	148,3	148,4	148,5	148,7	148,7	148,7	149,3	149,3	150,1	150,8	150,6	159,6
Autres biens et services	116,4	116,6	116,8	117,2	117,3	117,3	118,4	118,4	119,1	120,0	122,2	122,9

Source : IHSI

Tableau I.4a

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays

	Sept. 02	Sept. 03	Sept. 04	Sept. 05	Sept. 06	Sept. 07
Indice général	60,8	84,15	102,4	117,6	132,2	142,6
Alimentation, boisson et tabac	57,5	82,3	101,8	118,2	133,9	143,9
Habillement, tissus et chaussures	69,2	85,9	102,8	111,1	126,5	138,0
Loyer du logement, énergie, eau	68,2	90,4	101,2	114,8	136,3	157,2
Aménagement et entretien du logement	69,5	88,5	101,2	118,8	130,2	146,4
Santé	67,8	87,0	100,1	114,4	126,4	140,2
Transport	50,0	77,4	103,5	122,4	127,1	126,9
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	78,7	97,3	108,2	121,0	144,9	159,6
Autres biens et services	60,6	81,9	103,2	110,8	116,2	122,9
Pondération	100,00%					
Alimentation, boisson et tabac	50,35%					
Habillement, tissus et chaussures	6,86%					
Loyer du logement, énergie, eau	11,05%					
Aménagement et entretien du logement	4,70%					
Santé	2,90%					
Transport	13,74%					
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5,84%					
Autres biens et services	4,56%					

Source : IHSI

Tableau I.5

Taux d'inflation
(variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

	Oct. 06		Nov. 06		Déc. 06		Janv. 07		Fév. 07		Mars 07	
	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel										
Indice général	0,4	11,8	0,2	10,7	0,4	10,3	0,5	9,6	0,8	8,6	0,5	8,0
Alimentation, boisson et tabac	0,7	13,7	0,4	13,4	0,4	11,9	0,7	10,4	1,5	9,3	0,3	8,2
Habillement, tissus et chaussures	0,3	13,9	0,4	12,2	0,2	11,5	0,6	11,1	1,2	11,5	0,2	11,6
Loyer du logement, énergie, eau	1,9	15,8	0,8	9,9	0,4	9,5	0,5	9,6	0,8	10,1	1,3	11,4
Aménagement et entretien du logement	0,9	9,6	0,8	9,3	1,4	10,3	1,0	9,7	0,7	9,9	1,1	10,5
Santé	0,3	9,6	0,2	8,6	2,5	11,2	0,2	11,1	1,2	10,6	0,2	9,8
Transport	-3,0	0,3	-1,2	-0,6	0,1	2,2	-0,2	1,5	-1,4	-0,6	0,8	0,1
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	2,3	22,3	0,1	20,6	0,1	20,5	0,1	20,8	0,0	19,9	0,0	15,7
Autres biens et services	0,2	2,9	0,2	4,7	0,2	4,6	0,3	4,3	0,1	2,5	0,0	2,3

Tableau I.5 (suite)

Taux d'inflation
(variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

	Avr. 07		Mai 07		Juin 07		Juil. 07		Août 07		Sept. 07	
	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel										
Indice général	0,9	8,0	1,3	8,3	0,9	9,1	-0,5	7,9	0,4	7,6	1,8	7,9
Alimentation, boisson et tabac	0,9	7,7	0,9	7,7	0,1	7,4	-1,0	6,4	0,4	6,6	2,1	7,5
Habillement, tissus et chaussures	0,5	12,0	1,0	11,8	0,6	12,0	1,3	10,6	0,4	10,1	2,0	9,1
Loyer du logement, énergie, eau	1,0	12,3	2,1	13,9	2,0	16,1	1,4	15,5	0,2	14,6	1,9	15,3
Aménagement et entretien du logement	0,4	10,5	1,6	11,8	0,6	11,5	1,5	12,4	0,8	12,8	1,0	12,4
Santé	0,2	10,0	0,7	8,5	1,4	9,4	2,5	9,6	1,0	10,6	0,3	10,9
Transport	1,7	0,4	3,5	1,7	3,7	5,5	-3,2	1,8	0,1	0,6	-0,8	-0,2
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0,4	15,9	0,0	15,8	0,5	16,4	0,5	16,4	-0,1	12,6	6,0	10,1
Autres biens et services	0,9	3,2	0,0	3,0	0,6	3,6	0,8	3,8	1,8	5,1	0,6	5,8

Sources : IHSI, BRH

Tableau I.5a

Taux d'inflation

(variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage, août 2004=100)

	Pondération	Sept. 03	Sept. 04	Sept. 05	Sept. 06	Sept. 07
Indice général	100,00%	38,4	21,7	14,8	12,4	7,9
Alimentation, boisson et tabac	50,35%	43,3	23,7	16,1	13,3	7,5
Habillement, tissus et chaussures	6,86%	24,2	19,7	8,1	13,9	9,1
Loyer du logement, énergie, eau	11,05%	32,5	12,1	13,4	18,7	15,3
Aménagement et entretien du logement	4,70%	27,3	14,4	17,3	9,6	12,4
Santé	2,90%	28,4	15,0	14,3	10,5	10,9
Transport	13,74%	54,7	33,7	18,2	3,8	-0,2
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5,84%	23,7	11,2	11,8	19,8	10,1
Autres biens et services	4,56%	35,3	26,0	7,4	4,9	5,8

Source : IHSI

Tableau I.6

Taux de change à Port-au-Prince

(gourdes/dollar ÉU)

	<u>Oct. 06</u>	<u>Nov. 06</u>	<u>Déc. 06</u>	<u>Janv. 07</u>	<u>Fév. 07</u>	<u>Mars 07</u>	<u>Avr. 07</u>	<u>Mai 07</u>	<u>Juin 07</u>	<u>Juil. 07</u>	<u>Août 07</u>	<u>Sept. 07</u>
Marché informel ^{1/}												
À l'achat	39,0126	38,9524	38,1484	38,2195	38,2335	37,7698	36,7530	36,7582	36,0690	35,4246	35,4655	35,9074
À la vente	39,7166	39,6453	39,0567	39,1843	39,1538	38,6515	37,5531	37,4530	36,8787	36,2607	36,2737	36,7557
Marché bancaire ^{1/}												
À l'achat	39,1600	39,1643	38,3233	38,6047	38,5564	38,0891	37,0188	36,9406	36,3697	35,6722	35,8384	36,2733
À la vente	39,6064	39,5395	38,8736	39,1607	39,0795	38,5512	37,4938	37,3361	36,7995	36,1988	36,2738	36,7140
Taux de référence												
Moyen	39,1024	39,0829	38,3144	38,3987	38,4593	37,9979	36,9228	36,8584	36,2805	35,6152	35,6897	36,0888
Fin de période	39,6552	39,5862	39,0024	39,1162	39,1451	38,6274	37,5390	36,5716	35,7429	35,6388	36,2502	36,7026

Source : BRH.

^{1/} moyenne arithmétique de la période.

Tableau I.7

Composantes et contreparties de l'agrégat M3
(en millions de gourdes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Composantes											
Agrégat M3	16 413,44	18 824,56	22 049,89	30 188,94	31 753,37	37 228,74	52 027,89	56 760,96	68 289,71	75 278,45	78 878,97
Agrégat M2	12 869,13	14 332,39	16 350,88	19 367,81	21 027,93	23 462,63	30 345,39	34 508,80	38 838,64	42 879,24	44 732,16
Agrégat M1	5 638,47	6 143,54	7 209,97	8 627,87	9 303,35	11 237,29	14 158,94	15 906,06	18 999,06	19 561,53	21 262,79
Monnaie en circulation	3 354,71	3 516,24	3 989,85	5 283,69	5 632,50	6 652,36	8 442,66	8 685,16	10 546,58	11 158,59	11 570,40
Dépôts à vue	2 283,76	2 627,30	3 220,12	3 344,18	3 670,85	4 584,93	5 716,28	7 220,89	8 452,48	8 402,94	9 692,39
Quasi-monnaie	7 230,65	8 188,85	9 140,91	10 739,94	11 724,59	12 225,34	16 186,45	18 602,75	19 839,58	23 317,70	23 469,37
Dépôts d'épargne	4 830,95	4 955,50	5 531,33	6 295,47	6 532,90	7 468,85	9 930,77	10 629,86	12 510,64	13 443,85	13 997,24
Dépôts à terme et autres	2 399,70	3 233,35	3 609,58	4 444,47	5 191,69	4 756,49	6 255,68	7 972,89	7 328,94	9 873,85	9 472,13
Dépôts en dollars ÉU	3 544,32	4 492,17	5 699,01	10 821,13	10 725,43	13 766,11	21 682,50	22 252,16	29 451,07	32 399,21	34 146,81
Dépôts à vue	1 004,16	1 205,29	1 292,88	2 520,54	2 651,62	4 076,30	6 119,13	6 620,71	9 179,76	10 317,76	10 847,16
Dépôts d'épargne	1 177,11	1 516,37	2 136,11	3 601,15	3 501,69	4 588,44	7 045,22	7 452,99	9 832,82	10 295,64	11 071,21
Dépôts à terme et autres	1 363,05	1 770,51	2 270,02	4 699,44	4 572,12	5 101,37	8 518,16	8 178,46	10 438,49	11 785,81	12 228,44
Contreparties											
Réserves nettes de change du système bancaire	4 564,92	5 115,12	5 497,45	9 635,22	8 353,79	8 420,57	13 476,33	12 683,10	18 485,57	23 616,88	28 154,14
Avoirs extérieurs du système bancaire	6 611,20	6 978,80	7 692,68	13 059,57	11 437,84	11 884,54	17 962,76	17 371,92	23 938,15	28 953,34	34 353,43
Engagements extérieurs du système bancaire	2 046,28	1 863,68	2 195,23	3 424,36	3 084,05	3 463,96	4 476,43	4 688,82	5 452,58	5 336,46	6 199,29
Réserve nettes de change BRH	2 749,51	3 281,41	3 695,45	4 881,20	4 490,85	4 013,65	5 274,02	6 564,00	8 081,80	10 893,13	16 848,81
Avoirs extérieurs BRH	4 503,62	4 931,34	5 576,89	7 710,91	7 064,01	6 762,06	8 688,71	9 453,41	11 997,58	15 161,18	21 678,33
Engagements extérieurs BRH	1 754,11	1 649,94	1 881,44	2 829,71	2 573,16	2 748,40	3 414,69	2 889,41	3 915,78	4 268,05	4 829,52
Réserves de change banques commerciales	1 815,41	1 833,71	1 802,00	4 754,01	3 862,94	4 406,92	8 202,31	6 119,10	10 403,77	12 723,75	11 305,33
Avoirs extérieurs banques commerciales	2 107,58	2 047,45	2 115,79	5 348,66	4 373,83	5 122,48	9 264,05	7 918,51	11 940,57	13 792,16	12 675,10
Engagements extérieurs banques commerciales	292,17	213,74	313,79	594,65	510,89	715,56	1 061,74	1 799,41	1 536,80	1 068,41	1 369,77
Crédit intérieur net	13 099,92	14 856,55	17 337,94	22 889,02	24 662,93	29 521,10	37 677,43	41 941,57	46 641,11	47 174,55	48 340,25
Crédit au secteur public	5 247,52	5 752,83	7 416,86	9 275,99	12 078,55	15 074,58	18 415,06	20 939,64	21 171,02	20 155,85	18 367,85
Crédit à l'État	5 388,01	5 901,18	7 451,97	9 484,82	12 111,79	15 064,42	18 323,07	21 242,75	21 192,96	20 607,81	18 946,89
Crédit aux collectivités locales	-11,09	-17,05	-41,03	-22,21	-41,80	-31,23	-14,16	-57,18	-61,19	-244,58	-397,55
Crédit aux entreprises publiques	-129,41	-131,30	5,92	-186,62	8,56	41,39	106,15	-245,93	-102,14	-207,38	-181,49
Crédit au secteur privé	7 852,40	9 103,72	9 921,08	13 613,02	12 584,38	14 446,52	19 262,37	21 001,93	25 470,09	27 018,70	29 972,40
Autres postes nets 1/	-1 251,39	-1 147,11	-785,49	-2 335,29	-1 263,36	-712,94	874,13	2 136,29	3 163,03	4 487,01	2 384,58

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.8

La base monétaire et ses sources

(en millions de gourdes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Base monétaire	7 769,02	9 290,71	11 299,91	14 118,27	16 447,92	19 277,75	26 337,64	30 981,60	33 574,20	38 537,20	42 887,50
Monnaie en circulation	3 354,71	3 516,24	3 989,85	5 283,69	5 632,50	6 652,36	8 442,66	8 685,20	10 546,60	11 158,60	11 570,40
Réserves des banques	4 187,56	5 532,35	7 029,28	8 465,22	10 467,54	12 122,68	17 604,34	21 252,80	22 093,30	25 979,30	28 934,00
Réserves/dépôts des banques	2 477,53	3 100,64	3 029,47	6 063,05	5 114,01	5 289,08	7 857,95	16 150,10	14 716,30	16 342,40	18 324,90
Encaisses des banques et autres	756,03	802,71	894,81	1 101,17	2 576,53	3 680,60	5 303,39	1 557,60	1 876,00	1 827,90	1 595,80
Bons BRH émis	954,00	1 629,00	3 105,00	1 301,00	2 777,00	3 153,00	4 443,00	3 545,10	5 501,00	7 809,00	9 013,30
Autres Dépôts	226,75	242,12	280,78	369,36	347,88	502,71	290,65	1 043,60	934,30	1 399,30	2 383,10
Dépôts des collectivités locales	20,10	22,34	43,28	23,33	41,80	31,23	14,16	57,20	61,20	110,20	204,20
Dépôts des entreprises publiques	178,88	174,31	102,93	202,11	188,08	359,44	137,79	338,80	267,20	368,60	645,60
Dépôts du secteur privé	17,78	20,47	25,11	72,24	51,60	65,03	102,86	139,80	139,20	187,60	186,90
Dépôts des autres institutions bancaires (AIB)	-	3,07	3,07	3,07	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB)	9,99	21,93	106,39	68,61	66,40	47,01	35,84	507,80	466,70	732,90	1 346,40
Sources	7 769,02	9 290,71	11 299,91	14 118,27	16 447,92	19 277,75	26 337,64	30 981,60	33 574,20	38 537,20	42 887,50
Avoirs extérieurs nets	2 749,51	3 281,41	3 695,45	4 881,20	4 490,85	4 013,65	5 274,02	6 564,00	8 081,80	10 893,13	16 848,81
Avoirs extérieurs BRH	4 503,62	4 931,34	5 576,89	7 710,91	7 064,01	6 762,06	8 688,71	9 453,41	11 997,58	15 161,18	21 678,33
Engagements extérieurs BRH	-1 754,11	-1 649,94	-1 881,44	-2 829,71	-2 573,16	-2 748,40	-3 414,69	-2 889,41	-3 915,78	-4 268,05	-4 829,52
Créances nettes sur le secteur public	5 876,31	6 460,11	7 811,65	9 717,37	12 379,57	15 522,56	19 039,24	21 896,10	21 872,90	21 568,70	20 454,80
Créances nettes sur le gouvernement central	5 817,83	6 409,14	7 700,55	9 700,77	12 180,25	15 101,20	18 661,99	21 578,90	21 721,80	21 393,80	20 050,30
Créances nettes sur les Organismes autonomes	9,01	5,47	2,25	1,11	0,00	-	-	0,00	-141,40	-	-136,10
Créances sur les collectivités locales	49,47	45,50	108,85	15,49	199,32	421,36	377,24	317,20	292,50	304,80	540,60
Créances sur les entreprises publiques											
Créances sur institutions financières monétaires	32,78	179,32	161,73	1 122,38	89,99	81,12	1 011,22	63,00	142,30	2 025,10	538,40
Autres postes nets 1/	-889,59	-630,13	-368,93	-1 602,68	-512,49	-339,58	1 013,17	2 458,50	3 477,20	4 050,27	5 045,49

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les comptes «capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.9

Bilan de la BRH

(en millions de gourdes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Avoirs extérieurs nets	2 749,51	3 281,41	3 695,45	4 881,20	4 490,85	4 013,65	5 274,02	6 564,00	8 081,80	10 893,13	16 848,81
Avoirs extérieurs	4 503,62	4 931,34	5 576,89	7 710,91	7 064,01	6 762,06	8 688,71	9 453,41	11 997,58	15 161,18	21 678,33
Engagements extérieurs	-1 754,11	-1 649,94	-1 881,44	-2 829,71	-2 573,16	-2 748,40	-3 414,69	-2 889,41	-3 915,78	-4 268,05	-4 829,52
Avoirs Intérieurs nets	4 792,76	5 767,18	7 323,69	8 867,71	11 609,20	14 761,39	20 772,98	23 373,93	24 558,09	26 244,70	23 655,55
Créances nettes sur l'Etat	5 817,83	6 409,14	7 700,55	9 700,77	12 180,25	15 101,20	18 661,99	21 578,94	21 721,79	21 393,83	20 050,35
Créances internes	7 333,10	7 924,73	9 572,85	11 139,04	13 342,07	16 374,10	20 169,80	24 800,38	25 297,65	24 927,17	29 308,16
Dépôts du gouvernement.	-1 515,27	-1 515,60	-1 872,29	-1 438,26	-1 161,81	-1 272,90	-1 507,81	-3 221,44	-3 575,86	-3 533,34	-9 257,81
Créances nettes sur collectivités locales	-11,09	-16,87	-41,03	-22,21	-41,80	-31,23	-14,16	-57,18	-61,19	-110,17	-204,18
Créances internes	9,01	5,47	2,25	1,11	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des collectivités locales	-19,34	-21,62	-43,28	-23,33	-41,80	-31,23	-14,16	-57,18	-61,19	-110,17	-204,18
Créances nettes sur les entreprises publiques	-129,41	-128,81	5,92	-186,62	11,24	61,92	239,46	-21,63	25,34	-63,82	-104,99
Créances internes	49,47	45,50	108,85	15,49	199,32	421,36	377,24	317,21	292,52	304,79	540,59
Dépôts des entreprises publiques	-178,88	-174,31	-102,93	-202,11	-188,08	-359,44	-137,79	-338,84	-267,18	-368,61	-645,58
Créances nettes sur les particuliers	137,77	219,09	263,13	271,30	380,51	420,48	542,19	763,26	935,76	1 050,43	1 354,73
Créances sur les institutions financières monétaires	32,78	179,32	161,73	1 122,38	89,99	81,12	1 011,22	62,95	142,28	2 025,08	538,36
Créances nettes sur autres institutions bancaires	0,00	-3,07	-3,07	-3,07	-	-	-	-	-	-	-
Créances nettes sur les institutions financières non banc.	-2,69	-1,45	-92,02	-56,14	-55,91	-38,99	-29,85	-504,49	-466,26	-732,88	-1 311,37
Comptes de capital	-1 201,46	-1 243,82	-1 295,81	-4 605,00	-4 104,66	-4 262,24	-3 745,47	-2 472,76	-2 061,37	-1 004,06	-30,89
Autres postes non classés	149,02	353,64	624,29	2 646,29	3 149,58	3 429,14	4 107,60	4 024,84	4 462,74	3 816,21	3 499,64
Actif = Passif	7 542,27	9 048,59	11 019,14	13 748,91	16 100,05	18 775,04	26 046,99	29 937,93	32 639,89	37 137,83	40 504,36
Engagements envers inst. financières monétaires	4 187,56	5 532,35	7 029,28	8 465,22	10 467,54	12 122,68	17 604,34	21 252,77	22 093,31	25 979,23	28 933,96
Dépôts Gdes des institutions financières monétaires	2 477,53	3 100,64	3 029,47	6 063,05	5 114,01	5 289,08	7 857,95	11 594,66	9 543,46	10 185,42	11 763,40
Encaisses des institutions financières monétaires	627,53	709,98	734,58	836,14	859,60	1 241,55	1 659,98	1 557,58	1 875,97	1 827,65	1 595,80
Autres Engagements env. inst. financières monétaires	0,31	0,33	-	-	-	0,06	0,01	0,01	-	0,21	-
Dépôts devises des institutions financières monétaires	128,19	92,40	160,23	265,03	1 716,93	2 438,99	3 643,40	4 555,40	5 172,88	6 156,95	6 561,47
Bons BRH émis	954,00	1 629,00	3 105,00	1 301,00	2 777,00	3 153,00	4 443,00	3 545,12	5 501,00	7 809,00	9 013,29
Engagements envers secteur privé	3 354,71	3 516,24	3 989,86	5 283,69	5 632,51	6 652,36	8 442,66	8 685,16	10 546,58	11 158,60	11 570,40
Monnaie fiduciaire en circulation	3 354,71	3 516,24	3 989,86	5 283,69	5 632,51	6 652,36	8 442,66	8 685,16	10 546,58	11 158,60	11 570,40
Monnaie hors BRH	3 982,24	4 226,22	4 724,44	6 119,83	6 492,11	7 893,91	10 102,64	10 242,74	12 422,55	12 986,25	13 166,20
Encaisses des institutions financières monétaires	-627,53	-709,98	-734,58	-836,14	-859,60	-1 241,55	-1 659,98	-1 557,58	-1 875,97	-1 827,65	-1 595,80
Allocations de DTS 1/	316,95	316,45	322,00	503,69	450,09	538,04	823,02	-740,90	-854,54	-791,26	-775,70

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une révision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.10

Bilan consolidé des banques commerciales 1/
(en millions de gourdes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Avoirs extérieurs nets	1 815,41	1 833,71	1 909,80	4 754,01	3 862,94	4 406,92	8 202,31	6 119,10	10 403,77	12 723,75	11 257,61
Réserves	4 098,94	5 412,23	6 874,36	8 497,41	10 646,77	12 078,30	17 568,89	21 047,16	21 887,67	25 552,78	28 481,17
Dépôts à la Banque Centrale	2 517,41	3 073,25	3 034,78	6 360,27	7 010,18	7 683,75	11 465,91	15 945,82	14 484,61	15 916,13	17 872,04
Encaisses en monnaie nationale	627,53	709,98	734,58	836,14	859,60	1 241,55	1 659,98	1 557,57	1 875,96	1 827,65	1 595,84
Bons BRH	954,00	1 629,00	3 105,00	1 301,00	2 777,00	3 153,00	4 443,00	3 543,77	5 527,10	7 809,00	9 013,29
Portefeuille de crédit	7 628,80	8 906,78	9 819,77	13 511,04	12 322,19	25 953,34	18 892,87	20 238,66	24 534,33	25 953,35	28 404,57
Crédit au secteur public	6,54	6,54	169,32	169,32	114,32	172,69	172,69	-	-	172,69	-
Crédit au secteur privé	7 622,26	8 900,24	9 650,45	13 341,72	12 207,87	25 780,66	18 720,18	20 238,66	24 534,33	25 780,66	28 404,57
Comptes de capital	-1 299,61	-1 636,76	-1 755,80	-2 356,53	-2 786,58	-6 670,77	-4 083,68	-4 402,62	-5 067,98	-6 670,77	-8 612,65
Autres postes non classés	3 853,81	1 074,85	1 889,35	1 523,50	2 412,75	-4 921,61	4 192,04	5 698,05	6 568,00	7 591,49	9 218,66
Total actif	16 097,35	15 590,82	18 737,48	25 929,44	26 458,08	30 846,18	44 772,42	48 700,35	58 325,79	65 150,60	68 749,36
Engagements envers la BRH	71,02	39,34	35,25	498,39	32,02	3,00	628,00	3,00	3,00	3,00	278,00
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	231,40	-324,19	116,48	140,52	119,71	150,17	86,97	61,07	64,14	108,60	141,13
Engagements envers le secteur privé	15 358,57	15 358,48	18 167,85	24 905,25	26 120,89	30 576,40	43 585,23	48 075,79	57 743,73	63 932,25	67 093,30
Dépôts en gourdes	10 866,40	10 866,31	12 442,65	14 084,12	15 395,46	16 810,28	21 902,73	25 823,63	28 292,05	31 533,04	32 973,64
Dépôts en dollars	4 492,17	4 492,17	5 725,20	10 821,13	10 725,43	13 766,12	21 682,50	22 252,16	29 451,68	32 399,21	34 119,66
Engagements envers le secteur public	436,36	517,18	417,90	385,27	185,46	116,62	472,22	560,49	514,92	1 106,75	1 236,93
Total passif	16 097,35	15 590,82	18 737,48	25 929,44	26 458,08	30 846,18	44 772,42	48 700,35	58 325,79	65 150,60	68 749,36

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Y compris Capital Bank en 1996 et SOGEBEL en 1997.

Tableau I.11

Bilan consolidé des banques commerciales
(en millions de gourdes)

	<u>Sept. 06</u>	<u>Oct. 06</u>	<u>Nov. 06</u>	<u>Déc. 06</u>	<u>Janv. 07</u>	<u>Fév. 07</u>	<u>Mars 07</u>	<u>Avril 07</u>	<u>Mai 07</u>	<u>Juin 07</u>	<u>Juill. 07</u>	<u>Août 07</u>	<u>Sept. 07</u>
Avoirs extérieurs nets	12 723,75	11 489,82	10 645,13	10 808,53	11 182,04	11 064,32	10 932,39	10 715,21	11 392,99	11 049,61	11 553,21	11 876,99	11 257,61
Réserves	25 552,78	26 001,74	26 492,13	25 688,99	27 267,43	27 194,41	25 845,78	26 025,21	26 509,99	26 696,71	26 507,07	27 406,36	28 481,17
Dépôts à la BRH	15 916,13	16 351,74	16 716,72	15 758,55	16 815,91	17 291,37	16 923,24	16 894,92	16 335,87	16 911,68	17 405,27	17 113,46	17 872,04
Encaisses en monnaie nationale	1 827,65	1 852,00	1 837,41	1 900,44	2 007,52	1 864,04	1 610,54	1 594,29	1 813,12	1 556,03	1 508,32	1 369,61	1 595,84
Bons BRH	7 809,00	7 798,00	7 938,00	8 030,00	8 444,00	8 039,00	7 312,00	7 536,00	8 361,00	8 228,99	7 593,49	8 923,29	9 013,29
Portefeuille de crédit	25 953,34	26 157,09	26 809,75	27 458,13	27 828,29	27 530,66	27 553,56	27 530,04	27 279,69	27 090,84	27 059,72	27 450,75	28 404,57
Crédit au secteur public	172,69	166,52	166,52	154,18	141,85	141,85	129,51	123,35	117,18	117,18	117,18	104,84	0,00
Crédit au secteur privé	25 780,66	25 990,57	26 643,23	27 303,94	27 686,44	27 388,81	27 424,05	27 406,69	27 162,51	26 973,66	26 942,54	27 345,90	28 404,57
Comptes de capital	-6 670,77	-6 807,57	-7 185,22	-7 171,21	-7 227,92	-6 940,83	-7 577,46	-7 468,88	-7 604,14	-7 833,78	-7 954,09	-8 034,06	-8 612,65
Autres postes non classés	7 590,91	7 355,97	7 189,22	7 944,22	7 356,61	7 435,94	7 772,50	7 756,85	7 200,49	7 658,95	7 886,68	7 729,57	9 219,66
Total actif	65 150,01	64 197,04	63 951,01	64 728,65	66 406,45	66 284,50	64 526,78	64 558,44	64 779,01	64 662,32	65 052,60	66 429,59	68 750,37
Engagements envers la BRH	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	403,00	3,00	278,00	278,00	278,00	278,00	278,00	278,00
Engagements envers Inst. Fin. Non-Banc.	108,02	99,91	98,34	101,08	96,05	109,28	606,25	571,23	629,22	133,27	130,43	140,04	142,13
Engagements envers le secteur privé	63 932,24	62 908,12	62 601,40	63 373,76	65 027,89	64 556,12	62 671,83	62 476,72	62 707,50	63 017,15	63 378,71	64 746,32	67 093,31
Dépôts en gourdes	31 533,04	31 440,78	31 799,66	32 031,38	32 725,94	32 458,37	30 527,63	30 851,92	31 270,97	31 980,88	32 224,84	32 192,83	32 973,64
Dépôts en dollars	32 399,21	31 467,33	30 801,74	31 342,38	32 301,95	32 097,74	32 144,20	31 624,80	31 436,53	31 036,28	31 153,88	32 553,49	34 119,67
Engagements envers le secteur public	1 106,75	1 186,02	1 248,27	1 250,81	1 279,51	1 216,11	1 245,70	1 232,48	1 164,29	1 233,90	1 265,46	1 265,23	1 236,93
Total passif	65 150,01	64 197,04	63 951,01	64 728,65	66 406,45	66 284,50	64 526,78	64 558,44	64 779,01	64 662,32	65 052,60	66 429,59	68 750,37

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

Tableau I.12

Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale 1/

(en millions de gourdes)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Recettes Totales	6 274,80	6 169,60	6 332,20	7 721,70	10 502,20	12 473,90	16 252,90	19 912,49	23 667,08
Recettes courantes	6 067,40	6 149,40	6 324,20	7 720,70	10 502,20	12 473,90	16 252,90	19 912,49	23 667,08
Recettes internes	4 705,80	4 294,10	4 504,10	5 561,30	7 414,10	8 778,00	10 901,30	13 144,70	15 656,91
Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices	852,80	1 263,20	1 246,00	1 583,90	3 161,00	2 779,20	3 796,90	4 083,70	4 361,16
Taxe sur le chiffre d'affaires	1 152,40	1 736,80	2 050,80	2 417,20	834,30	3 458,20	4 038,30	5 893,80	6 844,00
Droits d'accises	1 031,30	255,20	278,20	534,30	2 769,00	1 231,70	1 246,10	1 278,20	1 784,45
Recettes douanières	1 305,60	1 626,30	1 772,90	2 070,40	2 768,70	3 527,60	4 437,80	6 240,56	6 923,90
Dont: Droits de douanes	622,00	735,30	902,20	1 022,80	1 055,70	1 767,00	2 324,70	3 274,50	3 527,40
Frais de vérification	550,50	520,00	650,10	778,00	319,40	1 464,30	1 769,00	2 578,00	2 788,10
Autres recettes 2/	56,00	329,00	47,20	89,00	319,40	168,30	913,80	527,23	1 086,27
Transferts des Entreprises Publiques	207,40	20,20	8,00	1,00	-	-	-	-	-
Dépenses Totales	7 905,90	8 140,70	8 589,00	10 376,70	14 392,90	16 838,30	19 247,30	21 203,80	28 471,45
Dépenses Courantes	6 418,10	6 310,70	7 011,00	8 468,70	10 465,20	12 910,60	17 220,30	19 366,80	22 428,45
Dépenses sur biens et services	5 330,30	5 257,20	6 044,60	7 611,50	9 283,90	11 321,10	13 860,70	14 665,20	20 314,42
Traitement et salaires	2 926,00	3 415,40	3 343,20	3 482,90	3 688,90	4 142,60	5 853,00	6 871,20	8 830,82
Autres achats de biens et services	2 404,30	1 841,80	2 701,40	4 128,60	5 595,00	7 178,50	8 007,70	7 794,00	11 483,60
Paiements d'intérêts	572,70	376,90	227,80	126,50	522,10	930,30	1 607,90	2 318,90	750,78
Dette interne	246,60	140,00	-	-	123,90	480,00	400,00	1 540,00	-
Dette externe	326,10	236,90	227,80	126,50	398,20	450,30	1 207,90	778,90	750,78
Subventions et transferts courants	368,60	401,50	438,50	494,40	398,20	398,20	1 322,60	1 840,40	1 363,24
Autres dépenses	146,50	275,10	300,10	236,30	261,00	261,00	429,10	542,30	-
Dont: Dépenses exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	1 487,80	1 830,00	1 578,00	1 908,00	3 927,70	3 927,70	2 027,00	1 837,00	6 043,00
Financées sur fonds locaux	1 373,10	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde Courant	-350,70	-161,30	-686,80	-748,00	37,00	-436,70	-967,40	545,69	1 238,63
Ajustement	-678,60	-282,90	182,80	34,40	4 922,20	-2 601,90	-3 684,80	-2 681,42	-5 837,55
Solde Global	-952,50	-1 688,20	-2 439,60	-2 689,40	-8 812,90	-1 762,50	690,40	1 390,10	1 033,19
Financement Total	952,50	1 688,20	2 439,60	2 689,40	8 812,90	1 762,50	-690,40	-1 390,10	-1 033,19
Financement Externe	-280,00	-192,30	60,20	-164,50	5 403,40	-948,90	-587,50	-828,60	252,81
Dons externes au comptant	114,70	197,20	369,80	112,70	170,80	21,00	2 140,60	766,50	1 235,70
Prêts nets	-394,70	41,80	-309,60	-277,20	5 232,60	-969,90	-2 728,10	-1 595,10	-982,89
Tirages	-	41,80	50,00	101,00	1 890,70	-	-	-	-
Amortissement	-394,70	-431,30	-359,60	-378,20	3 341,90	-969,90	-2 728,10	-1 595,10	-982,89
Financement Interne	1 232,50	1 880,50	2 379,40	2 853,90	3 409,50	2 711,40	-102,90	-561,50	-1 286,00
Système bancaire	1 232,50	1 880,50	2 379,40	2 853,90	3 409,50	2 688,90	-84,20	-560,60	-1 274,80
Dont: Autorités monétaires(BRH)	1 089,70	1 988,30	2 317,10	2 891,50	3 669,30	2 820,10	-21,20	-344,00	-949,00
Autres sources	142,80	222,00	609,00	497,00	-	22,50	-18,70	-0,90	-11,20
Dont arriérés de paiements	42,80	222,00	609,00	497,00	-	22,50	-	-	-
Pour mémoire : (en pourcentage du PIB)									
Recettes courantes	8,76	7,93	7,38	8,21	8,77	8,89	9,67	9,93	9,56
Dépenses courantes	9,27	8,13	8,18	9,01	8,74	9,20	10,25	9,66	9,06
Dépenses d'investissement	2,15	2,36	1,84	2,03	3,28	2,80	1,21	0,92	2,44
Solde courant	-0,51	-0,21	-0,80	-0,80	0,03	-0,31	-0,58	0,27	0,50
Solde global	-1,38	-2,18	-2,85	-2,86	-7,36	-1,26	0,41	0,69	0,42
Dons	0,17	0,25	0,43	0,12	0,14	0,01	1,27	0,38	0,50
Prêts(bruts)	-	-	-	-	-	-	-	1,00	2,00
Financement externe	-0,40	-0,25	0,07	-0,17	4,51	-0,68	-0,35	-0,41	0,10
Financement BRH	1,57	2,56	2,70	3,08	3,06	2,01	-0,01	-0,17	-0,38
PIB nominal	69 254,00	77 580,00	85 700,00	94 028,00	119 758,00	140 387,00	168 034,00	200 456,00	247 529,00

Sources : BRH, MEF

1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.

2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douanières ainsi que les recouvrements de dette.

Tableau 1.13

Résumé des opérations financières des administrations publiques ^{1/}

	1er trimestre 2007			2e trimestre 2007			3e trimestre 2007			4e trimestre 2007			
	Oct. 06	Nov. 06	Déc. 06	Janv. 07	Fév. 07	Mars 07	Avr. 07	Mai 07	Juin 07	Juil. 07	Août 07	Sept. 07	Oct. 06 - Sept. 07
Recettes totales (incluant les dons)	2 563,90	1 780,00	2 115,40	1 989,50	2 012,50	2 147,59	1 883,41	1 869,31	1 757,83	2 068,04	2 894,67	1 820,63	24 902,78
Recettes totales	2 070,50	1 780,00	2 002,60	1 989,50	2 012,50	1 886,59	1 883,41	1 869,31	1 757,83	2 068,04	2 526,17	1 820,63	23 667,08
Recettes courantes	2 070,50	1 780,00	2 002,60	1 989,50	2 012,50	1 886,59	1 883,41	1 869,31	1 757,83	2 068,04	2 526,17	1 820,63	23 667,08
Recettes internes	1 408,70	1 237,80	1 341,10	1 375,70	1 493,50	1 324,27	1 211,15	1 247,91	1 221,00	1 213,45	1 427,26	1 155,09	15 656,91
Recettes douanières	597,60	531,20	603,40	569,90	504,70	528,10	649,72	561,20	520,70	573,30	663,80	620,28	6 923,90
Recettes non classées ^{1/}	64,20	11,00	58,10	43,90	14,30	34,22	22,54	60,20	16,13	281,30	435,12	45,27	1 086,27
Transferts des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales	1 553,40	2 106,30	2 563,30	1 901,30	1 261,70	2 908,30	1 805,39	2 076,98	1 642,68	2 527,79	2 873,98	5 250,33	28 471,45
Dépenses courantes	1 126,40	1 938,30	2 061,30	1 855,30	1 080,70	2 224,30	1 486,39	1 590,98	1 222,68	1 839,79	2 616,98	2 985,33	22 428,45
Dépenses sur biens et services	1 190,90	1 728,40	1 746,10	1 562,50	917,70	2 140,70	1 376,01	1 440,19	1 141,09	1 667,74	2 520,04	2 883,05	20 314,42
Traitements et salaires	424,10	565,40	778,90	888,80	407,20	678,90	806,51	688,19	501,49	709,04	1 365,24	1 017,05	8 830,82
Dépenses de fonctionn. / Achats de b & s	766,80	1 163,00	967,20	673,70	510,50	1 461,80	569,50	752,00	639,60	958,70	1 154,80	1 866,00	11 483,60
Paiements d'intérêts	55,00	94,70	102,90	91,80	52,60	18,20	71,40	78,40	35,58	88,70	42,30	19,20	750,78
Subventions	280,50	115,20	212,30	201,00	110,40	65,40	38,98	72,39	46,01	83,35	54,64	83,08	1 363,24
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	27,00	168,00	502,00	46,00	181,00	684,00	319,00	486,00	420,00	688,00	257,00	2 265,00	6 043,00
Solde courant	544,10	-158,30	-58,70	134,20	931,80	-337,71	397,02	278,33	535,15	228,26	-90,81	-1 164,70	1 238,63
Ajustement ^{2/}	-152,10	-536,90	117,00	-341,00	-129,20	-941,11	-54,48	-352,17	-248,24	-126,24	-767,01	-2 306,10	-5 837,55
Solde global ^{3/}	669,20	210,60	-677,70	429,20	880,00	-80,60	132,50	144,50	363,39	-333,50	419,20	-1123,60	1 033,19
Financement total	-669,2	-210,6	677,7	-429,2	-880,0	80,6	-132,5	-144,5	-363,4	333,5	-419,2	1123,6	-1 033,19
Financement externe	396,00	-244,20	66,10	-156,40	-98,40	200,40	-15,10	-27,50	-58,09	-50,40	316,50	-76,10	252,81
Dons externes au comptant	493,40	-	112,80	-	-	261,00	-	-	-	-	368,50	-	1 235,70
Prêts concessionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Prêts	-97,40	-244,20	-46,70	-156,40	-98,40	60,60	-15,10	-27,50	-58,09	-50,40	52,00	-76,10	-982,89
Amortissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financement interne	-1065,20	33,60	611,60	-272,80	-781,60	-119,80	-117,40	-117,00	-305,30	383,90	-735,70	1 199,70	-1 286,00
Financement BRH ^{4/}	-1 013,50	69,20	611,50	-242,80	-798,30	-75,70	-100,90	-172,50	-225,60	421,70	-524,10	1 102,00	-949,00
Financement BNC	-51,90	-36,60	-3,40	-30,20	15,70	-36,00	-16,70	54,50	-77,80	-31,60	-209,50	97,70	-325,80
Autres sources ^{5/}	0,20	1,00	3,50	0,20	1,00	-8,10	0,20	1,00	-1,90	-6,20	-2,10	-	-11,20

Sources : Direction du Contrôle du Crédit, BRH; Ministère de l'Économie et des Finances.

^{1/} Base : encaissements-décaissements.^{2/} Le poste «ajustement» permet de rétablir l'équilibre comptable entre la balance globale et le financement.^{3/} Le solde global est déterminé à partir des opérations considérées comme les moyens de son financement.^{4/} Exclut les comptes STABEX, PL-480, Farine Canada et Don Japonais.^{5/} Incluant les dépôts du gouvernement dans les banques commerciales publiques et privées.

Tableau I.15

Position extérieure globale d'Haïti 1/
(En Millions de Dollars E.U.)

	2001	2002	2003	2004	2005 (P)	2006 (P)	2007(P)
AVOIRS	452,56	368,63	455,93	464,48	555,16	846,90	929,92
Investissements directs haïtiens à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-
Autres investissements	318,16	285,75	379,87	335,54	426,22	704,37	701,58
Secteur bancaire	188,70	172,36	222,70	219,80	277,41	352,47	348,39
Secteur non bancaire	80,00	60,00	107,00	61,00	94,00	299,00	303,00
Autres avoirs	49,46	53,39	50,17	54,74	54,81	52,90	50,19
Avoirs de réserve nets des autorités monétaires	134,40	82,88	76,06	128,94	142,53	228,34	468,50
ENGAGEMENTS	1 439,38	1 461,95	1 558,18	1 828,06	1 594,29	1 707,61	1 883,59
Investissements directs étrangers en Haïti	99,60	104,76	118,56	124,46	150,46	149,92	179,92
Autres investissements	1 339,78	1 357,19	1 439,62	1 703,60	1 443,83	1 557,69	1 703,67
Dette publique externe	1 188,80	1 211,90	1 287,40	1 316,30	1 337,82	1 419,25	1 541,02
Secteur bancaire	20,98	24,19	25,52	48,80	35,70	27,30	37,65
Secteur non bancaire	130,00	119,00	126,00	338,00	70,00	111,00	125,00
Autres engagements		2,10	0,70	0,50	0,31	0,14	0,00
POSITION EXTÉRIEURE NETTE	-986,82	-1 093,32	-1 102,25	-1 363,58	-1 039,13	-860,71	-953,67

Sources: BRH/DAI-Service économie internationale

Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P): Données provisoires

1/ La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

Tableau I.16

Exportations d'Haïti par produits
(En Millions de Dollars E.U.)

Période	Huiles essentielles				Ficelles		Pite et Mangues		Autres produits Primaires		Langoustes		Petite industrie		Articles manufacturés 1/		Autres produits industriels		Ajustements pour évaluation		Ajustements pour classification		Total Export. 3/ (FOB)	
	Café	Cacao			Huiles essentielles	Ficelles	Pite et Mangues		Autres produits Primaires	Langoustes	Petite industrie	Articles manufacturés 1/	Autres produits industriels	Ajustements pour évaluation	Ajustements pour classification	total 2/	Ajustements pour classification	Total Export. 3/ (FOB)						
2003	3,55	6,05	5,08	1,58	4,66	5,93	3,36	4,94	108,44	7,46	12,68	163,55	169,62	333,16										
2004	4,28	6,51	5,86	0,95	6,63	5,28	3,12	4,33	124,84	6,76	13,91	182,43	195,26	377,69										
2005 (P)	3,78	6,91	7,15	1,18	8,92	2,35	3,82	5,69	154,62	6,23	17,10	216,90	241,84	458,75										
2006 (P)	5,93	4,47	10,62	0,87	8,81	1,37	3,45	5,71	169,66	0,93	18,16	226,53	265,36	491,89										
2007 (P)	2,00	6,17	13,12	-	7,93	0,89	4,36	4,78	180,57	0,91	18,90	239,64	282,45	522,09										
2003	0,61	2,02	0,93	0,76	0,36	1,69	0,84	1,56	23,03	1,83	2,88	36,52	36,03	72,54										
2004	1,39	1,23	1,32	0,23	0,41	1,71	0,80	1,12	24,40	1,74	2,89	37,24	38,17	75,41										
2005 (P)	1,10	2,18	1,63	0,35	3,22	1,38	0,88	1,24	29,39	2,03	3,60	47,00	45,96	92,96										
2006 (P)	0,45	0,62	1,20	0,24	0,67	1,15	0,84	1,02	31,62	1,86	3,30	42,78	49,46	92,24										
2007 (P)	0,44	1,79	0,71	0,23	0,61	1,23	0,78	1,05	31,22	1,83	3,20	43,36	48,84	92,19										
2008 (P)	1,79	1,20	2,47	0,23	0,20	1,62	0,78	1,10	25,02	1,98	2,87	38,54	39,11	77,65										
2009 (P)	1,14	2,50	1,38	0,33	5,11	1,13	0,76	0,83	32,06	1,20	3,94	50,70	50,14	100,84										
2010 (P)	0,91	1,02	1,30	0,16	0,71	1,30	0,80	1,35	36,54	1,75	3,90	49,84	57,17	107,01										
2011 (P)	0,22	1,20	1,19	0,14	0,14	1,19	1,26	1,28	36,48	2,20	3,83	48,58	57,06	105,65										
2012 (P)	1,55	0,73	2,01	0,52	0,81	1,04	1,06	1,46	35,23	1,80	3,93	49,84	55,10	104,95										
2013 (P)	1,56	2,80	1,02	0,36	5,00	0,07	0,91	1,60	42,95	1,05	4,91	62,22	67,18	129,40										
2014 (P)	0,45	2,18	2,93	0,16	2,97	0,05	0,59	1,36	39,95	1,18	4,44	56,25	62,49	118,74										
2015 (P)	1,40	0,81	0,65	0,14	0,14	0,50	1,04	1,66	42,24	0,19	4,09	51,82	66,07	117,89										
2016 (P)	2,94	0,55	3,46	0,18	0,23	0,32	0,69	1,21	36,46	0,19	3,89	49,41	57,02	106,43										
2017 (P)	0,85	2,51	3,09	0,20	6,25	0,28	0,65	1,45	43,65	0,38	5,02	63,68	68,27	131,95										
2018 (P)	0,74	0,61	3,42	0,35	2,19	0,27	1,07	1,39	47,32	0,17	5,16	61,61	74,01	135,62										
2019 (P)	0,15	2,07	1,15	-	0,24	0,24	1,14	1,22	48,88	0,30	4,74	60,13	76,44	136,57										
2020 (P)	0,69	0,94	3,89	-	0,58	0,10	1,03	1,16	42,85	0,18	4,40	55,80	67,03	122,83										
2021 (P)	0,67	2,29	4,01	-	6,71	0,27	0,99	1,06	44,11	0,26	5,17	65,57	69,01	134,58										
2022 (P)	0,49	0,87	4,07	-	0,40	0,28	1,20	1,34	44,73	0,17	4,59	58,14	69,97	128,11										
2023 (P)	0,05	0,94	0,44	-	0,07	0,06	0,35	0,41	17,54	0,16	1,71	21,73	27,43	49,16										
2024 (P)	0,03	0,15	0,09	-	0,10	0,08	0,42	0,44	17,54	0,08	1,62	20,56	27,43	47,99										
2025 (P)	0,07	0,98	0,62	-	0,07	0,10	0,37	0,37	13,80	0,06	1,41	17,84	21,58	39,42										
2026 (P)	0,04	0,44	0,92	-	0,26	0,02	0,30	0,34	9,48	0,02	1,01	12,82	14,83	27,65										
2027 (P)	0,31	0,37	1,32	-	0,02	0,05	0,32	0,44	16,05	0,13	1,63	20,64	25,11	45,75										
2028 (P)	0,34	0,13	1,65	-	0,30	0,03	0,41	0,38	17,32	0,03	1,76	22,34	27,09	49,43										
2029 (P)	0,35	0,46	0,87	-	2,15	0,08	0,27	0,25	15,22	0,13	1,69	21,48	23,81	45,29										
2030 (P)	0,15	0,35	2,02	-	1,92	0,10	0,36	0,39	14,35	0,08	1,69	21,42	22,45	43,87										
2031 (P)	0,17	1,48	1,12	-	2,64	0,09	0,36	0,42	14,54	0,05	1,79	22,67	22,75	45,42										
2032 (P)	0,25	0,57	1,04	-	0,37	0,10	0,36	0,64	13,88	0,05	1,48	18,74	21,71	40,45										
2033 (P)	0,08	0,10	1,99	-	0,03	0,09	0,38	0,47	15,67	0,06	1,62	20,48	24,52	45,00										
2034 (P)	0,16	0,20	1,04	-	-	0,09	0,46	0,23	15,18	0,06	1,49	18,92	23,74	42,66										

Sources : AGD - Sites Internet; Dpt du Commerce américain et Stat-Can - Base de données OCDE
Exportateurs de café

1/ Produits des industries d'assemblage

2/ Exportations totales, tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage.

3/ Exportations brutes.

Tableau I.17

Exportations aux U.S.A (F.O.B)

A base de Matières premières locales

(En milliers de Dollars E.U)

Période	Vêtements											Sous-total	Marchandises retournées	Total	
	Articles manufact. en cuir	Articles en bois	Objets de collection	Tapis & Accessoires	Balais	Art. déclarés & non déclarés	Autres: Art. en verre & en céram.	Produits textiles	Travaux d'art	Brosses Ficelles	Antiquités				
2003	1 584,21	55,37	1 658,36	2,38	1 069,12	416,33	317,19	5 102,96	-152,13	4 950,84					
2004	1 967,05	112,26	1 895,63	4,66	613,14	29,72	150,19	4 772,64	-143,18	4 629,46					
2005	2 126,01	112,72	2 298,70	9,97	1 231,59	56,62	35,29	5 870,90	-176,13	5 694,77					
2006 (P)	2 256,69	116,44	2 603,09	-	793,75	65,74	48,16	5 883,84	-176,52	5 707,32					
2007 (P)	2 073,17	53,04	2 768,40	-	0,28	2,54	20,97	4 918,39	-147,55	4 770,84					
2003	433,80	19,84	351,71	1,20	338,03	269,47	198,96	1 613,01	-48,39	1 564,62					
1er Trimestre	396,27	11,80	372,36	-	226,46	59,43	90,83	1 157,15	-34,74	1 122,41					
2e Trimestre	383,43	8,62	452,37	-	368,77	61,45	-	1 274,64	-38,24	1 236,40					
3e Trimestre	370,71	15,11	481,92	1,18	135,86	25,98	27,40	1 058,16	-30,75	1 027,41					
2004	447,89	21,46	476,09	1,57	71,40	2,63	75,10	1 096,14	-32,88	1 063,26					
1er Trimestre	439,70	32,21	377,56	1,81	169,13	4,55	49,35	1 074,32	-32,23	1 042,10					
2e Trimestre	467,03	19,33	486,16	1,27	208,19	6,11	15,04	1 203,13	-36,09	1 167,04					
3e Trimestre	612,42	39,26	555,81	-	164,42	16,43	10,70	1 399,04	-41,97	1 357,07					
2005 (P)	571,89	14,72	558,00	-	156,08	12,64	5,50	1 318,83	-39,56	1 279,27					
1er Trimestre	396,61	15,36	535,09	-	535,72	13,05	12,09	1 507,92	-45,24	1 462,68					
2e Trimestre	545,09	43,38	649,80	9,97	375,37	14,50	7,00	1 645,11	-49,35	1 595,76					
3e Trimestre	612,42	39,26	555,81	-	164,42	16,43	10,70	1 399,04	-41,97	1 357,07					
2006 (P)	719,65	49,62	647,46	-	288,49	-	6,08	1 711,30	-51,34	1 659,96					
1er Trimestre	318,79	14,26	562,00	-	328,69	20,64	-	1 244,37	-37,33	1 207,04					
2e Trimestre	575,95	29,84	669,08	-	164,71	33,24	24,28	1 497,08	-44,91	1 452,17					
3e Trimestre	642,30	22,72	724,55	-	11,86	11,86	17,80	1 431,09	-42,93	1 388,16					
2007 (P)	489,92	13,79	749,77	-	-	-	-	1 253,48	-37,60	1 215,88					
1er Trimestre	535,30	-	657,23	-	-	-	-	1 192,53	-35,78	1 156,75					
2e Trimestre	387,80	15,75	675,49	-	0,28	2,54	11,70	1 093,56	-32,81	1 060,75					
3e Trimestre	660,15	23,50	685,91	-	-	-	9,27	1 378,82	-41,36	1 337,46					
2007 (P)	147,60	8,47	269,02	-	-	-	-	425,09	-12,75	412,34					
Octobre	174,36	5,32	269,24	-	-	-	-	448,92	-13,47	435,45					
Novembre	167,96	-	211,51	-	-	-	-	379,47	-11,38	368,09					
Décembre	200,85	-	145,49	-	-	-	-	346,34	-10,39	335,95					
Janvier	212,21	-	246,15	-	-	-	-	458,36	-13,75	444,61					
Février	122,24	-	265,59	-	-	-	-	387,83	-11,63	376,20					
Mars	-	12,76	232,79	-	-	-	11,70	257,25	-7,72	249,53					
Avril	178,87	-	219,79	-	-	2,54	-	401,20	-12,04	389,16					
Mai	208,93	2,99	222,91	-	0,28	-	-	435,11	-13,05	422,06					
Juin	423,79	13,93	212,45	-	-	-	7,11	657,28	-19,72	637,56					
Juillet	232,30	9,57	240,39	-	-	-	2,16	484,42	-14,53	469,89					
Août	4,06	-	233,07	-	-	-	-	237,12	-7,11	230,01					
Septembre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					

Sources : Banque de la République d'Haïti (BRH) - Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(P): Données provisoires

Tableau I.18

Exportations des Industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B)

A base de matières premières importées

(En milliers de dollars E.U)

Période	Lilles		Appareils (1) & électroniques		Machinerie & Accessoires		Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie) vêtements		Chaussures		Ornements Jouets & Articles de sport		Art. manuf. en caoutchouc et en plastique		Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons		Total
	Dentelles Rubans Ouvrages Brodés	Matériels électriques & électroniques	Accessoires	Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie) vêtements	Chaussures	Ornements Jouets & Articles de sport	Art. manuf. en caoutchouc et en plastique	Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons									
2003	401,77	1 803,57	-	333,30	273 626,59	-	1 465,21	328,95	138,08	278 097,48							
2004	289,72	12 359,43	-	163,28	301 276,17	-	4 345,19	7,41	2,25	318 443,46							
2005	408,71	6951,31	-	67,90	392792,12	2,68	1647,58	351,23	33,45	402 254,98							
2006 (P)	308,70	1 439,27	6,00	250,74	431 504,04	2,52	497,00	142,87	33,85	434 184,99							
2007 (P)	368,13	3 164,11	11,25	591,31	458 626,92	0,28	406,30	141,88	60,84	463 371,02							
2003	198,96	491,25	-	66,93	59 629,69	-	391,68	204,81	-	60 983,32							
2e Trimestre	64,03	321,33	-	58,85	59 953,70	-	435,95	123,14	-	60 957,00							
3e Trimestre	66,99	441,51	-	57,64	75 970,02	-	309,23	1,00	-	76 846,39							
4e Trimestre	71,79	549,48	-	149,88	78 073,18	-	328,35	0,00	138,08	79 310,76							
2004	88,72	3 820,00	-	65,83	78 903,93	-	946,16	0,30	-	83 824,94							
1er Trimestre	49,24	2 466,00	-	29,14	62 927,24	-	1 101,92	-	-	66 573,53							
2e Trimestre	82,83	3 224,00	-	2,48	80 541,07	-	1 350,96	6,81	2,25	85 210,40							
3e Trimestre	68,93	2 849,43	-	65,83	78 903,93	-	946,16	0,30	0,00	82 834,58							
4e Trimestre	172,08	2 037,89	-	4,87	92 934,50	-	457,12	142,11	-	95 748,57							
2005	88,65	1 706,59	-	9,02	89 129,48	-	472,24	102,23	19,91	91 528,12							
1er Trimestre	50,61	2 269,42	-	14,20	109 426,40	-	377,90	60,72	8,74	112 207,99							
2e Trimestre	97,37	937,41	-	39,81	101 301,74	2,68	340,32	46,17	4,80	102 770,30							
3e Trimestre	98,39	345,26	-	44,34	107 261,97	2,26	142,39	42,00	24,00	107 960,61							
4e Trimestre	59,09	290,06	-	65,40	93 104,57	-	103,87	33,66	-	93 656,65							
2006 (P)	64,39	409,83	-	52,99	111 102,77	0,26	133,79	37,86	4,20	111 806,09							
1er Trimestre	86,83	394,12	6,00	88,01	120 034,73	-	116,95	29,35	5,65	120 761,64							
2e Trimestre	123,06	671,16	11,25	48,82	124 211,78	-	67,84	17,42	4,58	125 155,91							
3e Trimestre	89,60	867,16	-	111,58	108 879,30	-	101,39	24,15	-	110 073,18							
4e Trimestre	71,81	880,85	-	183,85	111 904,70	0,28	129,33	60,09	23,26	113 254,17							
2007 (P)	83,66	744,94	-	247,06	113 631,14	-	107,74	40,22	33,00	114 887,76							
2007 (P)	49,31	97,45	11,25	17,38	44 567,29	-	14,50	9,27	4,58	44 771,03							
Octobre	45,42	311,22	-	26,42	44 604,52	-	23,44	7,39	-	45 018,41							
Novembre	28,33	262,49	-	5,02	35 039,97	-	29,90	0,76	-	35 366,47							
Décembre	55,34	297,71	-	1,90	24 102,04	-	30,94	-	-	24 487,93							
Janvier	16,33	398,76	-	57,59	40 778,24	-	21,60	9,29	-	41 281,81							
Février	17,93	170,69	-	52,09	43 999,02	-	48,85	14,86	-	44 303,44							
Mars	14,80	376,99	-	107,91	38 564,77	0,28	60,24	12,98	-	39 137,97							
Avril	43,52	309,41	-	73,98	36 411,97	-	42,41	16,75	-	36 898,04							
Mai	13,49	194,45	-	1,96	36 927,96	-	26,68	30,36	23,26	37 218,16							
Juin	11,86	248,11	-	43,62	35 195,24	-	45,89	15,58	21,45	35 581,75							
Juillet	36,31	325,04	-	5,08	39 824,76	-	40,61	7,87	2,64	40 242,31							
Août	35,49	171,79	-	198,36	38 611,14	-	21,24	16,77	8,91	39 063,70							
Septembre																	

Sources : Banque de la République d'Haïti(BRH) -Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(P) : Données provisoires

(1) : Cette rubrique regroupe: les équipements de distribution, les récepteurs de radio et accessoires, les appareils électriques et accessoires, les circuits électroniques, les Transformateurs et Interrupteurs.

Tableau I.19

Importations totales d'Haïti par catégories de produits.

(En Millions de Dollars E.U.)

Période	Produits		Boissons & Tabacs		Matières brutes non comestibles		Combustibles		Huiles & Graisses		Produits Chimiques		Articles manufacturés		Machines & matériels de transport		Articles manufacturés divers		Articles divers		Total (C.I.F)	Ajustements 1/	Total (FOB)
	Alimentaires	Tabacs	Tabacs	Tabacs	comestibles	Minéraux	Graisses	Chimiques	manufacturés	Transport	divers	divers	divers	divers	divers	divers	divers	divers	divers	divers			
2003	267,72	23,20	19,11	196,48	19,15	52,58	250,01	165,32	96,88	109,58	1 200,03	84,00	1 116,03										
2004(P)	355,84	21,92	19,34	217,97	22,48	49,75	251,20	173,22	86,64	103,25	1 301,61	91,14	1 210,47										
2005(P)	330,73	20,23	15,12	313,55	11,49	60,51	241,81	156,61	134,34	122,61	1 407,00	98,49	1 308,51										
2006 (P)	373,62	21,33	19,39	397,13	19,22	65,36	249,97	245,75	127,55	145,44	1 664,75	116,52	1 548,22										
2007 (P)	369,79	21,15	17,09	405,97	17,96	72,63	276,28	224,84	169,74	164,42	1 739,87	121,79	1 618,08										
2003	59,57	8,20	4,92	50,88	4,39	17,13	59,79	44,52	28,83	38,40	316,63	22,16	294,47										
2e Trimestre	66,37	4,84	4,25	51,56	5,57	10,38	50,75	41,32	23,80	25,88	284,72	19,93	264,79										
3e Trimestre	63,17	6,20	4,18	48,11	4,88	12,16	66,48	35,16	24,62	21,28	286,24	20,04	266,20										
4e Trimestre	78,61	3,96	5,76	45,93	4,31	12,91	72,99	44,32	19,63	24,02	312,44	21,87	290,57										
2004(P)	91,78	6,40	5,17	39,14	6,96	12,78	63,06	43,70	19,72	23,19	311,89	21,83	290,06										
1er Trimestre	55,37	4,52	3,65	41,73	3,47	10,25	59,27	21,08	17,71	36,69	253,74	17,76	235,98										
2e Trimestre	119,60	4,88	5,78	61,27	6,31	12,20	68,33	40,82	24,26	22,99	366,45	25,65	340,80										
3e Trimestre	89,09	6,12	4,74	75,83	5,74	14,52	60,54	67,62	24,95	20,38	369,53	25,90	343,63										
2005(P)	83,49	5,08	4,32	58,28	3,55	14,95	56,37	55,40	28,34	42,58	352,36	24,67	327,69										
1er Trimestre	82,09	4,92	4,28	77,63	3,67	14,06	61,94	41,84	33,85	24,70	348,98	24,43	324,55										
2e Trimestre	85,02	4,76	2,88	77,82	2,18	11,57	61,07	31,34	37,09	31,46	345,19	24,16	321,03										
3e Trimestre	80,13	5,47	3,64	99,82	2,09	19,93	62,43	28,03	35,06	23,87	360,47	25,23	335,24										
2006 (P)	97,33	4,30	5,45	78,54	5,35	17,66	68,02	42,90	32,82	41,90	394,26	27,59	366,66										
1er Trimestre	92,75	5,13	4,48	93,75	3,95	12,14	61,97	43,69	34,85	39,99	392,70	27,49	365,21										
2e Trimestre	98,96	5,41	4,99	106,30	6,46	17,24	66,28	76,42	29,37	39,62	451,05	31,57	419,48										
3e Trimestre	84,58	6,49	4,47	118,54	3,46	18,32	53,70	82,74	30,51	23,93	426,74	29,87	396,87										
2007 (P)	79,73	5,53	3,55	58,90	1,50	10,75	80,95	75,41	42,01	41,04	399,37	27,96	371,41										
1er Trimestre	118,09	5,68	5,71	85,26	7,66	25,10	65,25	59,26	34,06	42,90	448,97	31,43	417,54										
2e Trimestre	94,84	4,57	2,47	131,55	3,86	19,01	60,29	45,25	36,78	35,84	434,46	30,41	404,05										
3e Trimestre	77,13	5,37	5,36	130,26	4,94	17,77	69,79	44,92	56,89	44,64	457,07	31,99	425,08										
2007(P)	28,44	1,61	1,27	16,46	0,00	4,20	34,53	23,86	17,63	15,76	143,76	10,06	133,70										
Octobre	21,29	1,36	1,35	17,56	0,05	2,53	17,47	30,46	3,90	11,34	107,31	7,51	99,80										
Novembre	30,00	2,56	0,93	24,88	1,45	4,02	28,95	21,09	20,48	13,94	148,30	10,38	137,92										
Décembre	27,46	1,36	1,12	24,46	1,14	5,69	12,10	14,45	15,05	11,81	114,64	8,02	106,62										
Janvier	51,20	3,02	3,86	35,53	3,61	13,25	11,34	27,21	15,72	16,58	181,32	12,69	168,63										
Février	39,43	1,30	0,73	25,27	2,91	6,16	41,81	17,60	3,29	14,51	153,01	10,71	142,30										
Mars	33,02	1,32	0,78	57,98	0,00	4,61	6,06	13,47	2,28	14,74	134,26	9,40	124,86										
Avril	26,32	1,45	0,71	30,85	1,40	8,40	43,53	16,70	16,80	11,98	158,14	11,07	147,07										
Mai	35,50	1,80	0,98	42,72	2,46	6,00	10,70	15,08	17,70	9,12	142,06	9,94	132,12										
Juin	26,99	1,21	1,59	54,62	0,05	3,20	12,06	13,70	22,04	17,67	153,13	10,72	142,41										
Juillet	24,52	1,81	2,59	24,19	2,08	6,86	13,11	13,54	18,95	14,38	122,03	8,54	113,49										
Août	25,62	2,35	1,18	51,45	2,81	7,71	44,62	17,68	15,90	12,59	181,91	12,73	169,18										
Septembre																							

Sources : AGD - Sites Internet; Dpt du Commerce américain et Stat-Can

(P): Données provisoires

1/ Ajustement pour Assurances et Fret

Tableau I.20

Importations de produits pétroliers
(En Milliers de Barils et en Milliers de Dollars E.U.)

Période	GAZOLINE		KEROSENE		GASOIL		FUELOIL (MAZOUT)		LUBRIFIANTS & AUTRES		BITUME		GAZ DE PETROLE LIQUEFIE		TOTAL	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur		
2002	677,15	26 821,94	577,76	21 952,71	1 555,01	58 408,96	127,10	4 143,50	13,37	3 474,40	20,00	997,00	312,60	11 819,60	3 282,99	127 618,12
2003	911,35	36 796,94	768,96	28 934,41	2 154,71	79 598,26	127,10	4 143,50	13,37	3 474,40	28,30	1 270,80	331,20	12 440,70	4 334,99	166 659,02
2004	848,15	42 286,84	709,67	32 604,47	2 283,61	99 674,46	107,42	3 569,60	21,70	3 304,70	29,00	1 404,10	51,20	2 429,20	4 050,75	185 273,38
2005	801,89	52 002,56	593,18	40 124,28	2 441,88	162 396,51	144,73	6 485,18	18,60	3 181,88	16,94	984,55	50,00	2 421,20	4 047,39	266 520,61
2006	768,61	64 459,50	586,07	49 376,75	2 559,05	208 736,15	120,93	6 669,63	17,69	3 003,78	29,44	2 205,98	54,37	3 121,73	4 136,16	337 573,52
2007 (P)	859,14	73 585,40	608,04	51 459,70	2 543,70	204 598,10	164,35	9 722,63	6,06	1 249,80	-	-	76,81	4 441,70	4 258,10	345 057,33
2003																
1er Trimestre	239,50	8 682,60	259,20	9 354,70	479,30	17 158,00	-	-	0,67	1 313,20	-	-	180,50	6 374,30	1 159,17	42 882,80
2e Trimestre	213,80	9 368,40	190,30	8 225,60	518,10	22 493,30	23,00	808,70	4,90	779,50	20,00	997,00	29,40	1 156,20	999,50	43 828,70
3e Trimestre	223,85	8 770,94	128,26	4 372,41	557,61	18 757,66	104,10	3 334,80	7,80	1 381,70	-	-	102,70	4 289,10	1 124,33	40 906,62
4e Trimestre	234,20	9 975,00	191,20	6 981,70	599,70	21 189,30	-	-	-	-	8,30	273,80	18,60	621,10	1 052,00	39 040,90
2004																
1er Trimestre	212,30	8 387,30	138,00	5 379,60	478,90	17 786,80	30,72	1 006,00	1,90	285,70	-	-	11,90	403,00	873,72	33 248,40
2e Trimestre	185,50	8 797,20	169,80	7 312,10	391,90	16 052,90	53,90	1 803,80	6,10	795,60	-	-	19,50	723,80	826,70	35 485,40
3e Trimestre	207,65	11 616,14	195,97	8 873,67	705,41	30 491,96	-	-	4,60	691,70	-	-	0,80	410,20	1 114,43	52 083,68
4e Trimestre	242,70	13 486,20	205,90	11 039,10	707,40	35 342,80	22,80	759,80	9,10	1 531,70	29,00	1 404,10	19,00	892,20	1 235,90	64 455,90
2005 (P)																
1er Trimestre	172,41	9 131,00	165,68	10 109,10	457,33	26 891,80	57,14	2 086,00	4,55	795,40	-	-	10,60	523,80	867,71	49 537,10
2e Trimestre	237,06	14 223,55	172,34	10 837,45	650,48	39 050,42	19,83	1 075,55	5,70	964,80	-	-	19,40	909,70	1 084,98	65 985,92
3e Trimestre	172,72	11 319,20	106,95	7 428,30	636,70	41 835,50	67,76	3 323,63	4,75	730,08	16,94	984,55	11,40	531,30	1 017,22	66 152,56
4e Trimestre	219,70	17 328,81	148,21	11 749,43	697,37	54 618,79	-	-	3,60	691,60	-	-	8,60	456,40	1 077,48	84 845,03
2006 (P)																
1er Trimestre	149,85	10 562,92	116,30	9 315,92	515,85	41 399,66	20,29	950,15	17,69	3 003,78	14,44	847,68	12,10	679,70	846,52	66 759,81
2e Trimestre	235,32	18 002,40	192,11	15 246,40	585,72	44 045,60	32,30	1 798,60	-	-	-	-	11,47	601,53	1 056,92	79 694,53
3e Trimestre	188,40	17 768,27	128,82	11 573,10	705,86	59 933,98	9,34	521,48	-	-	-	-	9,80	560,90	1 042,22	90 357,73
4e Trimestre	195,04	18 125,91	148,84	13 241,33	751,62	63 356,91	59,00	3 399,40	-	-	15,00	1 358,30	21,00	1 279,60	1 190,50	100 761,45
2007 (P)																
1er Trimestre	169,78	12 413,40	118,40	9 275,70	365,05	26 795,50	19,12	1 025,66	-	-	-	-	10,20	551,40	682,55	50 061,66
2e Trimestre	236,90	17 225,30	168,63	12 663,40	576,01	40 452,90	19,83	1 075,55	3,29	471,00	-	-	10,80	574,00	1 015,46	72 462,15
3e Trimestre	216,64	21 518,40	133,56	11 803,50	824,76	67 872,40	125,40	7 621,42	2,77	778,80	-	-	38,80	2 222,10	1 341,93	111 816,62
4e Trimestre	235,82	22 428,30	187,45	17 717,10	777,88	69 477,30	-	-	-	-	-	-	17,01	1 094,20	1 218,16	110 716,90
2007 (P)																
Octobre	34,37	2 382,00	29,33	2 272,70	127,01	9 333,40	-	-	-	-	-	-	-	-	190,71	13 988,10
Novembre	64,45	4 804,90	33,79	2 533,60	84,42	6 009,50	19,12	1 025,66	-	-	-	-	10,20	551,40	211,98	14 925,06
Décembre	70,96	5 226,50	55,28	4 469,40	153,62	11 452,60	-	-	-	-	-	-	-	-	279,86	21 148,50
Janvier	73,16	4 890,60	47,81	3 444,60	185,37	12 407,20	-	-	0,22	45,50	-	-	-	-	306,56	20 787,90
Février	102,75	7 276,50	82,60	6 192,50	229,33	16 155,90	-	-	-	-	-	-	10,80	574,00	425,48	30 198,90
Mars	60,99	5 058,20	38,22	3 026,30	161,31	11 889,80	19,83	1 075,55	3,07	425,50	-	-	-	-	283,42	21 475,35
Avril	99,54	9 103,90	66,46	5 764,40	395,42	31 169,50	47,90	2 657,82	-	-	-	-	10,80	584,70	620,12	49 280,32
Mai	67,21	7 611,10	32,29	2 976,50	168,72	14 562,40	-	-	-	-	-	-	18,10	1 073,90	286,32	26 223,90
Juin	49,89	4 803,40	34,81	3 062,60	260,62	22 140,50	77,50	4 963,60	2,77	778,80	-	-	9,90	563,50	435,49	36 312,40
Juillet	78,90	7 829,50	83,29	7 690,50	342,62	30 459,20	-	-	-	-	-	-	7,00	446,00	511,81	46 425,20
Août	58,26	5 200,00	29,87	2 715,80	148,78	12 622,70	-	-	-	-	-	-	-	-	236,91	20 558,50
Septembre	98,66	9 378,80	74,29	7 310,80	286,48	26 395,40	-	-	-	-	-	-	10,01	648,20	469,44	43 733,20

Sources : Ministère de l'Economie et des Finances & Compagnies pétrolières (NATIONAL - ESSO - TEXACO - ELF - TOTAL)

(P): Données provisoires

... : Données non disponibles

1 baril = 42 gallons

TABLEAU II.1

CHIFFRES CLÉS DU BILAN PAR BANQUE (En milliers de gourdes)

	BICH	BNC	BPH	BUF	CAPITALBR**	PROMOBK	SOCABK	SOCBEK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	BHD**	SOCABIM**	SOCBEIM	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
AU 30 SEPTEMBRE 2007																		
Actif	13 026 547,0	1 163 486,9	2 998 109,0	4 046 101,0	-	26 122 344,7	23 331 287,9	8 597 643,4	70 782 885,5	-	-	-	-	2 725 776,5	3 811 121,0	2 444 472,0	6 255 993,0	79 764 287,0
Bons B.R.H.	2 945 111,0	197 686,5	106 351,0	2 266 030,0	-	2 570 636,0	2 529 628,9	18 050 225,8	8 597 643,4	-	-	-	-	1 087 415,2	410 737,0	2 444 472,0	410 737,0	9 006 380,4
Prêts	2 266 654,0	314 029,0	1 072 127,0	1 211 201,0	-	6 668 892,0	6 318 122,8	59 307 618,3	18 050 225,8	-	-	-	-	1 974 051,8	1 905 449,0	1 521 486,0	3 426 935,0	22 564 576,0
Dépôts	9 900 391,0	919 393,0	2 742 808,0	3 361 137,0	-	23 011 401,9	19 972 487,4	4 903 333,4	59 307 618,3	-	-	-	-	283 333,0	2 315 684,0	1 833 311,0	4 148 995,0	66 030 665,1
Avoir des Actionnaires	1 119 809,0	91 752,2	7 241,0	342 807,0	-	1 338 847,0	2 003 077,2	64 586 611,6	4 903 333,4	-	-	-	-	2 285 898,8	2 354 445,0	1 666 385,0	4 01 830,0	5 588 496,4
AU 30 SEPTEMBRE 2006																		
Actif	7 443 255,0	999 574,7	2 916 534,0	3 671 737,0	-	5 053 835,3	22 875 095,9	21 488 579,7	64 586 611,6	-	-	-	-	2 285 898,8	3 630 386,0	2 056 548,0	5 686 936,0	72 519 407,4
Bons B.R.H.	2 892 673,0	106 717,4	246 000,0	1 977 717,0	-	5 000 000,0	2 469 568,7	1 142 322,4	7 644 998,5	-	-	-	-	935 772,2	38 506,0	-	38 506,0	7 683 506,5
Prêts	1 016 752,0	391 650,4	790 123,0	1 256 324,0	-	1 549 747,8	6 035 762,6	5 767 457,4	17 607 817,2	-	-	-	-	1 730 196,2	1 679 729,0	1 063 262,0	2 742 991,0	20 486 580,4
Dépôts	5 448 270,0	755 564,9	2 632 640,6	3 122 811,0	-	3 952 830,1	20 413 538,2	18 516 310,0	54 840 334,8	-	-	-	-	255 337,6	2 972 999,0	1 767 092,0	4 740 891,0	61 311 222,0
Avoir des Actionnaires	936 322,0	67 550,2	47 306,3	310 911,0	-	(880 775,6)	1 143 523,9	1 597 928,2	3 212 786,0	-	-	-	-	2 516 829,9	217 260,0	155 006,0	372 266,0	3 840 369,6
AU 30 SEPTEMBRE 2005																		
Actif	6 046 192,0	1 106 506,1	2 641 655,5	3 235 507,0	-	3 169 588,0	18 070 229,0	17 733 020,6	58 074 417,5	-	-	-	-	2 179 760,8	3 175 190,0	2 044 208,0	5 219 398,0	65 810 645,4
Bons B.R.H.	2 538 000,0	123 000,0	70 000,0	1 200 000,0	-	51 100,0	1 665 000,0	900 000,0	5 467 100,0	-	-	-	-	60 000,0	-	-	60 000,0	5 527 100,0
Prêts	2 005,0	889 795,0	360 246,9	1 242 531,0	-	1 304 346,0	2 786 805,3	4 765 310,4	17 276 746,6	-	-	-	-	1 122 001,8	1 555 319,0	769 954,0	2 325 273,0	20 724 021,4
Dépôts	2 985,7	4 436 196,0	739 099,6	2 771 545,0	-	2 629 142,0	16 597 877,5	15 528 987,0	50 676 964,8	-	-	-	-	1 847 242,0	2 406 910,0	1 841 033,0	4 247 943,0	56 771 149,8
Avoir des Actionnaires	4 625,6	583 796,0	63 969,9	200 745,0	-	95 599,0	64 832,3	617 200,5	2 807 833,9	-	-	-	-	208 951,8	197 212,0	82 084,0	279 296,0	3 296 081,7
AU 30 SEPTEMBRE 2004																		
Actif	8 590,2	4 598 188,0	1 122 342,1	2 298 149,9	-	2 771 701,0	3 082 335,0	6 489 326,8	48 856 449,4	-	-	-	-	2 682 223,8	2 490 193,0	1 843 415,0	4 333 608,0	55 852 281,7
Bons B.R.H.	1 937,9	903 128,0	281 681,7	674 827,0	-	1 104 546,0	1 682 893,0	3 148 231,0	3 483 720,0	-	-	-	-	749 233,2	83 055,0	-	83 055,0	3 566 775,0
Prêts	3 011,0	3 867 285,0	762 393,8	1 911 535,7	-	2 363 334,0	2 864 321,0	5 811 713,1	14 684 786,2	-	-	-	-	2 217 869,9	1 634 250,0	1 637 389,0	3 271 633,0	47 092 442,7
Dépôts	5 099,2	500 526,0	40 117,3	50 404,7	-	199 431,0	170 099,0	307 780,6	2 919 820,8	-	-	-	-	171 665,1	194 959,0	77 036,0	271 997,0	2 969 422,9
Avoir des Actionnaires	9 785,5	4 246 347,0	1 057 354,0	2 258 512,7	-	2 489 750,0	3 220 188,0	5 695 941,0	44 705 579,2	-	-	-	-	2 001 005,1	2 391 911,0	1 817 985,0	4 209 899,0	50 916 484,3
Bons B.R.H.	-	1 355 000,0	70 000,0	166 000,0	-	40 000,0	10 000,0	1 000 000,0	3 660 000,0	-	-	-	-	87 000,0	70 000,0	-	70 000,0	3 816 000,0
Prêts	1 625,2	519 476,0	403 473,5	628 700,5	-	1 440 179,0	2 381 555,6	3 637 450,4	13 456 811,6	-	-	-	-	714 514,6	1 353 194,0	703 795,0	2 066 952,0	16 228 318,2
Dépôts	3 976,4	2 951 566,0	857 690,8	2 017 322,0	-	2 662 861,0	5 011 716,2	11 811 508,9	38 326 219,8	-	-	-	-	1 544 247,1	1 526 897,0	1 632 767,0	3 159 654,0	43 028 929,9
Avoir des Actionnaires	5 442,9	408 558,0	50 880,6	189 643,0	-	161 557,0	276 206,5	612 730,7	2 348 591,2	-	-	-	-	132 772,2	171 635,0	82 315,0	283 946,0	2 730 229,4

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La BIC et sa filiale, la BMH, ont été acquises par la Socobank en octobre 1998. En juin 1999, les opérations de ces deux entités ont été fusionnées avec celles de la Socobank.

** La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir banque commerciale en mars 1999.

*** La BHD, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 1999. Elle fut déclassée en février 2002.

**** La Socobel a démarré ses opérations en novembre 2001.

TABLEAU II.2

CHIFFRES CLÉS DES RÉSULTATS PAR BANQUE (En milliers de gourdes)

	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALIBK**	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	BHD***	SOCABL****	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL	
2007 (oct. 06 - sept. 07)																			
Revenus nets d'intérêt	-	618 536,8	76 404,5	213 192,4	292 307,0	-	55 917,5	945 320,2	828 557,7	3 028 236,1	-	-	126 800,3	126 800,3	242 315,0	245 932,0	488 245,0	3 643 281,4	
Autres revenus	-	184 576,0	76 807,5	97 456,1	138 183,0	-	17 244,6	724 431,9	786 885,7	2 025 953,8	-	-	17 450,6	17 450,6	84 216,0	48 286,0	130 504,0	2 173 538,4	
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	4 500,0	14 801,2	33 826,2	22 144,0	-	-	34 883,4	50,0	110 204,8	-	-	5 887,2	5 887,2	(63 814,0)	(14 096,0)	(77 610,0)	38 482,0	
Frais d'exploitation	-	583 134,0	111 531,5	322 415,8	358 038,0	-	60 282,7	1 285 292,3	1 099 150,1	3 817 844,4	-	-	71 404,5	71 404,5	183 485,0	174 247,0	357 735,0	4 246 983,9	
Bénéfice net (Perte nette)	-	12 477,8	26 879,3	(31 916,3)	50 308,0	-	12 879,4	286 089,9	411 804,6	971 903,7	-	-	48 880,2	48 880,2	154 891,0	104 021,2	258 712,2	1 279 096,1	
2008 (oct. 05 - sept. 06)																			
Revenus nets d'intérêt	386,2	608 770,0	77 589,9	210 066,8	264 603,0	46 744,0	141 704,7	864 997,4	763 320,1	2 978 152,1	-	5 866,3	123 454,3	129 320,6	233 358,0	186 686,0	420 044,0	3 527 516,7	
Autres revenus	385,8	139 299,0	46 266,7	121 575,5	117 698,0	73 556,0	203 050,4	547 680,8	663 526,6	1 913 038,8	-	2 178,1	16 948,9	19 127,0	95 395,0	65 654,0	161 053,0	2 093 218,9	
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	7 257,0	15 075,9	23 617,0	11 391,0	(33 107,0)	-	32 341,4	-	56 575,3	-	42 319,8	21 646,3	63 966,1	38 425,0	9 005,6	46 431,6	166 973,0	
Frais d'exploitation	1 353,3	395 636,0	88 380,5	329 280,0	338 896,0	184 425,0	250 722,1	1 059 283,1	919 645,3	3 565 620,3	-	22 640,9	65 421,3	88 062,2	170 895,0	147 544,0	317 937,0	3 971 619,5	
Bénéfice net (Perte nette)	(591,3)	345 177,0	20 370,2	(14 878,1)	34 014,0	(21 712,0)	94 033,0	261 328,6	380 484,6	1 098 246,0	-	(56 916,3)	38 937,4	(17 978,9)	67 893,0	71 171,6	139 064,6	1 219 331,7	
2009 (oct. 04 - sept. 05)																			
Revenus nets d'intérêt	517,8	248 943,0	52 076,4	177 546,3	217 568,0	111 643,0	212 487,5	590 131,5	465 340,9	2 076 253,4	-	19 742,0	97 865,8	117 607,8	168 614,0	155 399,0	324 013,0	2 517 874,2	
Autres revenus	1 227,6	148 430,0	47 766,0	104 106,5	88 486,0	68 509,0	94 625,2	432 741,9	685 031,2	1 650 893,4	-	6 595,6	21 340,9	27 936,5	75 130,0	36 287,0	111 417,0	1 790 246,9	
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	9 250,2	25 151,0	37 957,0	10 090,0	10 090,0	47 376,1	100 189,0	90 595,7	291 897,0	-	3 600,0	7 183,6	10 783,6	(18 000,0)	14 039,0	(3 961,0)	298 509,6	
Frais d'exploitation	1 982,6	294 904,4	71 325,6	274 952,7	281 842,0	233 297,0	336 062,2	824 801,5	745 352,4	3 064 520,4	-	23 785,7	59 231,3	83 017,0	172 847,0	149 587,0	322 434,0	3 469 971,4	
Bénéfice net (Perte nette)	(237,2)	102 459,6	19 266,6	(11 995,1)	15 157,0	(63 235,0)	(77 175,6)	98 982,7	206 675,0	287 879,0	-	(1 048,1)	36 230,7	35 182,6	62 436,0	13 300,3	75 736,3	398 797,9	
2004 (oct. 03 - sept. 04)																			
Revenus nets d'intérêt	536,9	393 296,0	71 862,4	190 240,2	182 372,0	182 234,0	223 972,6	673 814,6	436 693,1	2 355 021,8	-	4 616,8	94 670,6	99 287,4	181 640,0	116 007,0	297 647,0	2 751 956,2	
Autres revenus	653,6	82 700,0	54 704,5	61 137,5	80 077,0	101 989,0	110 459,4	351 983,0	409 834,8	1 253 516,8	-	11 929,4	18 226,9	30 156,3	64 764,0	45 618,0	110 382,0	1 394 057,1	
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	6 000,0	50 908,8	13 500,0	5 207,0	21 432,0	4 500,0	99 999,9	37 862,9	239 410,6	-	5 000,0	6 573,5	11 573,5	18 148,0	17 737,0	35 886,0	286 870,1	
Frais d'exploitation	1 534,7	376 896,0	73 623,4	221 803,0	238 359,0	241 303,0	284 615,6	787 559,4	731 475,8	2 957 209,9	-	25 140,6	52 176,9	77 317,5	143 530,0	115 096,0	258 626,0	3 293 153,4	
Bénéfice net (Perte nette)	(344,2)	93 060,0	2 034,7	10 446,5	18 883,0	14 024,0	37 366,4	110 824,7	67 422,8	353 719,7	-	(13 594,4)	37 163,7	23 569,3	58 295,0	17 586,0	75 885,0	453 174,0	
2003 (oct. 02 - sept. 03)																			
Revenus nets d'intérêt	480,8	333 879,5	63 408,1	159 753,6	153 677,0	182 475,8	201 912,5	690 557,1	483 712,7	2 269 857,1	-	6 118,5	91 546,4	97 664,9	192 834,0	114 176,0	307 010,0	2 674 532,0	
Autres revenus	498,0	98 629,9	47 792,5	76 925,3	72 403,0	109 619,6	114 803,8	356 678,2	435 285,0	1 312 835,3	-	7 969,2	21 806,2	29 775,4	74 844,0	41 133,0	115 977,0	1 458 587,7	
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	-	10 076,3	4 343,0	4 343,0	17 970,6	4 600,0	70 490,6	28 242,4	147 222,9	-	3 300,0	6 794,9	10 094,9	28 185,0	(987,0)	27 192,0	184 509,8	
Frais d'exploitation	1 412,3	262 662,9	75 630,5	203 798,7	185 330,0	196 338,6	269 616,3	709 442,7	655 149,8	2 558 562,8	-	1 680,3	49 108,2	65 906,5	143 812,0	98 133,0	241 945,0	2 866 434,3	
Bénéfice net (Perte nette)	(454,4)	170 046,5	25 293,8	13 885,8	30 150,0	50 630,7	34 500,0	209 557,5	159 952,8	693 582,6	-	(6 012,6)	39 422,8	33 410,2	69 785,0	38 036,1	107 821,1	834 813,3	

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

** La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir banque commerciale en mars 1999.

*** La BHD, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 1999. Elle fut déclassée en février 2002.

**** La Socabel a démarré ses opérations en novembre 2001.

TABEAU II.3

RATIOS FINANCIERS PAR BANQUE

RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE ET DE QUALITE DE L'ACTIF

STRUCTURE FINANCIERE	BICH	BNC	BPB	BUH	CAPITALBK**	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	BHD***	SOCABL****	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL	
	en % de l'actif																		
Avoirs des actionnaires																			
Au 30 septembre 2007	-	8,54%	7,75%	0,24%	8,47%	-	-	5,13%	8,59%	6,95%	-	-	10,39%	10,39%	6,18%	6,81%	6,42%	7,01%	
Au 30 septembre 2006	-	12,68%	6,76%	1,02%	8,47%	0,00%	-17,63%	4,98%	7,44%	4,98%	-	-	11,2%	11,17%	6,0%	7,5%	6,5%	5,30%	
Au 30 septembre 2005	54,52%	9,66%	5,78%	2,40%	6,20%	3,02%	1,07%	3,97%	6,28%	4,85%	-	8,61%	8,25%	8,30%	6,21%	4,02%	5,38%	5,01%	
Au 30 septembre 2004	59,57%	10,91%	3,57%	3,93%	7,20%	5,55%	4,74%	3,97%	4,52%	5,16%	-	7,24%	6,35%	6,45%	7,83%	4,18%	6,28%	5,31%	
Au 30 septembre 2003	55,63%	9,62%	4,81%	3,52%	7,59%	5,00%	4,88%	4,63%	4,47%	5,24%	-	2,68%	7,20%	6,64%	7,18%	4,53%	6,03%	5,36%	
Dépôts en % de l'actif																			
Au 30 septembre 2007	-	75,54%	77,68%	91,64%	83,07%	-	-	88,09%	85,60%	84,64%	-	-	10,39%	10,39%	6,18%	6,81%	6,42%	7,01%	
Au 30 septembre 2006	0,00%	73,20%	75,59%	90,27%	85,03%	0,00%	78,21%	88,85%	86,17%	84,96%	-	0,00%	75,69%	75,69%	81,59%	85,95%	83,36%	84,54%	
Au 30 septembre 2005	35,19%	73,37%	66,80%	86,05%	85,66%	85,09%	92,84%	91,85%	87,57%	87,26%	-	68,85%	74,10%	73,40%	75,90%	90,06%	81,39%	86,26%	
Au 30 septembre 2004	35,17%	73,39%	67,93%	83,18%	85,27%	83,74%	89,42%	91,39%	88,95%	87,25%	-	84,10%	83,20%	83,30%	65,63%	88,82%	75,48%	85,93%	
Au 30 septembre 2003	40,64%	69,51%	81,12%	82,56%	81,02%	82,44%	87,99%	89,27%	89,25%	85,73%	-	73,25%	77,74%	77,17%	63,84%	89,81%	75,05%	84,51%	
QUALITE DE L'ACTIF																			
Prêts improductifs bruts																			
en % des prêts bruts																			
Au 30 septembre 2007	-	51,42%	34,00%	9,30%	1,36%	-	-	1,96%	0,16%	11,33%	-	-	4,68%	4,68%	-	8,97%	4,04%	9,98%	
Au 30 septembre 2006	-	6,79%	26,88%	11,32%	1,22%	-	57,41%	6,06%	1,00%	12,30%	-	-	8,52%	8,52%	-	11,65%	4,57%	11,14%	
Au 30 septembre 2005	-	9,06%	28,08%	12,19%	1,61%	14,06%	52,26%	5,99%	1,16%	13,38%	-	8,76%	10,60%	10,25%	-	17,29%	5,98%	12,36%	
Au 30 septembre 2004	-	16,11%	18,07%	14,52%	1,34%	9,52%	5,04%	7,65%	1,04%	5,99%	-	3,43%	11,35%	10,19%	0,99%	31,21%	14,37%	7,02%	
Au 30 septembre 2003	-	7,99%	16,31%	9,90%	1,52%	8,24%	6,64%	4,46%	0,95%	5,03%	-	-	9,66%	8,47%	0,66%	20,53%	7,68%	5,51%	
Provision pour créances douteuses																			
en % des prêts improductifs bruts																			
Au 30 septembre 2007	-	70,26%	104,46%	79,87%	175,15%	-	-	199,64%	861,73%	85,57%	-	-	99,62%	99,62%	-	51,56%	79,79%	85,54%	
Au 30 septembre 2006	-	107,29%	107,92%	72,70%	204,45%	-	72,63%	106,68%	237,82%	86,95%	-	-	67,90%	67,90%	-	65,56%	143,07%	89,32%	
Au 30 septembre 2005	-	138,33%	97,24%	47,09%	138,23%	52,29%	11,10%	105,62%	322,10%	46,06%	-	63,31%	45,33%	48,25%	-	58,09%	98,40%	49,09%	
Au 30 septembre 2004	-	148,40%	166,12%	50,14%	151,53%	59,96%	74,01%	86,14%	321,61%	99,02%	-	320,36%	49,10%	57,59%	708,36%	28,09%	54,21%	87,09%	
Au 30 septembre 2003	-	206,42%	84,29%	74,90%	143,94%	87,11%	71,75%	106,67%	364,12%	109,69%	-	-	56,66%	61,88%	406,62%	35,99%	56,54%	97,17%	
Prêts improductifs nets																			
en % de l'actif des actionnaires																			
Au 30 septembre 2007	-	48,44%	-8,05%	299,23%	-3,69%	-	0,00%	-10,44%	-3,87%	6,66%	-	-	0,07%	0,07%	-17,15%	41,66%	7,20%	6,37%	
Au 30 septembre 2006	-	-0,58%	-17,38%	56,26%	-5,28%	-	-46,64%	-2,28%	-5,08%	9,38%	-	-	10,63%	10,63%	-47,52%	29,79%	-15,51%	7,05%	
Au 30 septembre 2005	-	-6,05%	6,01%	83,71%	-3,90%	98,78%	2120,14%	-2,77%	-12,37%	47,29%	-	24,83%	30,81%	29,98%	-31,33%	75,56%	0,08%	42,19%	
Au 30 septembre 2004	-	-8,05%	-119,90%	58,30%	-3,90%	37,64%	13,80%	6,82%	-15,32%	-0,64%	-	-23,13%	25,90%	20,01%	-31,90%	239,04%	44,84%	5,59%	
Au 30 septembre 2003	-	-12,95%	23,55%	21,20%	-3,34%	10,19%	16,86%	-1,96%	-16,21%	-2,96%	-	-49,45%	21,87%	18,34%	-16,36%	121,30%	28,26%	0,96%	

Sources: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La BICD et sa filiale, la BMH, ont été acquises par la Sogebank en octobre 1998. En juin 1999, les opérations de ces deux entités ont été fusionnées avec celles de la Sogebank.

** La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

*** La BHD, une banque d'épargne et de Logement, a démarré ses opérations en novembre 1999. Elle fut désaisie en février 2002.

**** La Socobel, une banque d'épargne et de Logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.4

RATIOS FINANCIERS PAR BANQUE

RATIOS DE RENTABILITÉ

RENTABILITÉ	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK**	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	BHD***	SOCABL****	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
ROA (rendement de l'actif)																		
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	2,10%	2,46%	-1,08%	1,30%	-	-	1,17%	1,84%	1,44%	-	-	1,95%	1,95%	4,16%	4,62%	4,33%	1,69%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	5,12%	1,93%	-0,54%	0,98%	-1,37%	1,69%	1,27%	1,94%	1,79%	-	-33,77%	1,74%	-0,75%	2,00%	3,47%	2,55%	1,76%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	-2,78%	1,93%	1,73%	-0,48%	0,50%	-2,06%	-1,23%	0,59%	1,32%	0,54%	-	-0,28%	1,59%	1,32%	2,20%	0,68%	1,39%	0,66%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	-3,75%	2,11%	0,19%	0,46%	0,72%	0,45%	0,61%	0,79%	0,52%	0,76%	-	-5,11%	1,80%	1,01%	2,39%	0,96%	1,78%	0,85%
2003 (oct. 02 - sept. 2003)	-1,06%	3,90%	0,61%	-0,28%	0,71%	-0,07%	0,86%	0,26%	0,96%	0,85%	-	-4,14%	2,56%	2,09%	2,08%	1,32%	1,80%	1,00%
ROE (rendement de l'avoir des actionn.)																		
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	20,96%	33,75%	-17,02%	15,40%	-	-	23,05%	22,87%	23,94%	-	-	18,15%	18,15%	66,34%	64,73%	66,84%	27,15%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	45,41%	30,98%	-26,90%	13,30%	-22,77%	-	29,68%	28,06%	36,48%	-	-	17,89%	-7,74%	32,76%	60,04%	42,69%	34,17%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	-4,88%	18,88%	37,02%	-16,40%	7,62%	-50,00%	-41,42%	16,06%	23,90%	10,85%	-	-3,79%	21,88%	18,21%	31,84%	16,72%	27,48%	12,77%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	-6,53%	20,47%	4,47%	12,30%	9,72%	8,46%	12,75%	18,43%	11,49%	14,55%	-	-100,35%	28,81%	15,49%	31,81%	22,07%	28,86%	15,92%
2003 (oct. 02 - sept. 2003)	-1,83%	56,31%	19,10%	-9,89%	8,55%	-1,18%	14,55%	5,36%	17,75%	15,45%	-	-38,63%	30,98%	24,85%	24,26%	29,52%	25,92%	17,25%
Revenus nets d'intérêt																		
en % des revenus d'intérêt																		
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	76,39%	74,54%	81,37%	82,58%	-	-	63,61%	63,39%	68,73%	-	-	59,76%	59,76%	68,14%	85,02%	75,71%	69,22%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	90,02%	78,35%	87,01%	83,69%	-	51,18%	65,94%	67,06%	71,82%	-	-	63,48%	61,57%	72,62%	91,12%	79,82%	72,24%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	95,52%	86,38%	66,12%	90,17%	88,54%	68,10%	45,86%	71,43%	69,42%	70,77%	-	59,27%	64,62%	64,62%	80,13%	88,29%	83,84%	71,83%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	87,92%	79,43%	61,02%	78,60%	65,22%	57,19%	36,56%	55,10%	47,28%	55,90%	-	17,35%	35,91%	35,91%	64,81%	58,80%	62,33%	55,25%
2003 (oct. 02 - sept. 2003)	80,81%	82,63%	71,73%	78,12%	74,35%	66,71%	40,51%	70,03%	63,77%	66,35%	-	40,60%	57,77%	57,77%	61,10%	69,70%	64,04%	65,65%
Rendement moyen des prêts																		
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	12,01%	16,75%	22,86%	22,59%	-	-	13,06%	13,10%	13,58%	-	-	13,53%	13,53%	16,82%	20,40%	18,34%	14,23%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	15,08%	15,07%	24,34%	20,54%	-	9,28%	12,51%	13,55%	13,56%	-	-	13,21%	12,54%	17,71%	17,78%	17,71%	14,01%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	27,50%	17,49%	15,85%	23,45%	18,69%	10,28%	14,35%	12,17%	10,88%	13,36%	-	15,30%	13,67%	15,95%	15,37%	19,58%	17,09%	13,78%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	33,19%	20,07%	22,89%	25,37%	21,90%	19,45%	19,95%	18,46%	18,31%	19,57%	-	19,04%	15,83%	16,26%	22,24%	24,07%	22,96%	19,81%
2003 (oct. 02 - sept. 2003)	29,95%	20,02%	20,77%	23,15%	22,00%	20,43%	20,92%	20,49%	19,59%	20,56%	-	20,86%	17,09%	17,43%	24,08%	22,15%	23,39%	20,79%
Rémunération moyenne des dépôts																		
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	2,49%	3,12%	1,82%	1,90%	-	-	2,49%	2,49%	2,40%	-	-	4,61%	4,61%	4,28%	2,41%	3,52%	2,54%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	1,37%	2,87%	1,28%	1,75%	-	2,82%	2,41%	2,20%	2,21%	-	-	4,25%	4,25%	3,27%	1,01%	2,36%	2,30%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	0,81%	1,01%	3,55%	0,91%	1,10%	1,98%	4,39%	1,56%	1,48%	1,84%	-	5,79%	2,98%	3,30%	2,07%	1,19%	1,68%	1,89%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	2,11%	3,22%	5,67%	2,74%	4,44%	5,22%	7,18%	4,32%	4,19%	4,60%	-	10,46%	10,11%	10,15%	6,24%	4,97%	5,89%	4,90%
2003 (oct. 02 - sept. 2003)	2,94%	2,75%	3,23%	2,51%	3,12%	3,98%	6,87%	3,02%	3,04%	3,57%	-	7,10%	5,69%	5,53%	7,54%	3,44%	5,61%	3,82%
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire																		
(marge nette d'intérêt + autres revenus)																		
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	72,61%	72,80%	103,79%	83,17%	-	-	76,95%	68,04%	75,54%	-	-	49,50%	49,50%	56,19%	59,63%	57,82%	73,01%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	52,89%	71,37%	99,29%	88,12%	-	72,72%	74,98%	64,45%	72,90%	-	-	46,60%	59,32%	51,83%	58,17%	54,71%	70,66%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	113,89%	74,22%	71,44%	97,62%	92,09%	129,50%	109,43%	80,64%	65,94%	82,22%	-	90,31%	49,69%	57,04%	70,91%	78,04%	74,05%	80,54%
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	128,91%	79,19%	58,17%	88,23%	90,82%	84,91%	85,10%	76,76%	86,41%	81,95%	-	151,94%	46,22%	59,73%	56,25%	71,21%	63,38%	79,45%
2003 (oct. 02 - sept. 2003)	144,29%	60,70%	68,19%	86,11%	81,98%	67,22%	85,13%	67,65%	71,29%	71,42%	-	119,26%	43,32%	51,72%	53,73%	63,19%	57,20%	69,35%
Productivité par employé ('000)																		
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	1 340,75	1 215,97	853,43	1 459,29	-	-	1 413,35	1 729,60	1 353,28	-	-	2 487,08	2 487,08	7 022,17	3 012,56	4 311,84	1 489,20
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	2 253,22	1 019,15	824,98	1 339,06	-	688,13	1 323,97	1 733,71	1 346,51	-	-	2 552,79	1 953,26	7 070,04	2 801,44	4 049,46	1 462,78
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	193,93	1 235,97	849,72	677,05	1 039,16	928,62	642,50	1 185,94	1 473,76	1 077,21	-	1 097,40	2 073,16	1 785,82	5 241,81	2 165,94	3 225,41	1 153,75
2004 (oct. 03 - sept. 2004)	125,32	1 693,94	1 016,60	678,48	961,35	1 487,97	922,57	1 235,16	1 162,02	1 155,66	-	719,40	1 897,44	1 569,01	5 187,45	1 983,13	3 163,08	1 233,38
2003 (oct. 02 - sept. 2003)	97,88	1 710,31	926,67	774,73	976,59	1 864,36	932,89	1 347,79	1 269,33	1 228,42	-	655,24	1 937,65	1 593,00	4 957,00	1 816,48	3 032,16	1 293,82

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La BIOC et sa filiale, la BMH, ont été acquises par la Sogebank en octobre 1998. En juin 1999, les opérations de ces deux entités ont été fusionnées avec celles de la Sogebank.

** La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

*** La BHD, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 1999. Elle fut désaisie en février 2002.

**** La Socobal, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

TABLEAU II.5

SYSTÈME BANCAIRE
SOMMAIRE FINANCIER DÉTAILLÉ AU 30 SEPTEMBRE 2007
BILAN PAR BANQUE (DEVICES ET GOURDES)
 (en millions de gourdes)

ACTIF	BNC	BPH	BHI	CAPITALBK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	SYSTEME
Disponibilités	-	-	-	-	-	-	2 915 244,5	21 160,7	21 160,7	34 398,0	58 151,0	92 549,0	3 028 954,2
Encaisse	1 315 114,0	79 410,7	294 443,0	163 393,0	527 505,6	535 378,2	16 611 361,1	70 402,8	70 402,8	899 843,0	670 612,0	1 570 455,0	18 452 218,9
Avance à la BRH	2 684 720,0	347 254,8	475 042,0	865 311,0	6 636 431,1	5 602 402,2	3 073 064,1	622,6	622,6	227 262,0	42 871,0	270 133,0	3 343 819,7
Avance à l'étranger	254 136,0	126 856,2	165 185,0	507 028,0	1 501 507,5	518 351,4	395 144,9	1 331 324,5	1 331 324,5	229 012,0	39 688,0	268 694,0	1 726 469,4
Avance dans les banques locales	-	-	166 097,0	30 494,0	68 366,4	30 494,0	1 432 258,2	14 123,9	14 123,9	-	-	-	1 715 024,1
Autres liquidités	210 621,0	39 469,0	8 335,0	195 314,0	521 357,7	457 131,5	34 427 072,8	1 437 634,5	1 437 634,5	1 390 515,0	811 314,0	2 201 829,0	28 066 536,3
Bons B.R.H.	4 464 591,0	593 020,7	1 109 102,0	1 761 540,0	9 316 989,4	7 181 829,7	8 597 643,4	-	-	410 737,0	-	410 737,0	9 008 380,4
Autres Placements	2 945 111,0	197 086,5	108 351,0	246 030,0	2 570 636,0	2 529 828,9	12 097 591,6	30 992,4	30 992,4	-	-	-	12 128 584,0
Portefeuille net	6 74 551,0	17 066,8	110 869,0	539 063,0	4 979 445,1	5 776 656,7	18 650 225,8	1 087 415,2	1 087 415,2	1 905 449,0	1 521 486,0	3 426 935,0	22 564 576,0
Immobilisations	2 205 854,0	314 029,0	1 072 127,0	1 211 201,0	6 888 992,0	6 318 122,8	4 169 569,8	133 913,8	133 913,8	22 855,0	99 029,0	121 884,0	4 425 367,6
Autres actifs	1 289 281,0	48 093,1	426 942,0	189 675,0	1 219 466,0	995 412,7	3 440 782,1	35 822,6	35 822,6	81 565,0	12 643,0	94 208,0	3 570 812,7
	1 467 159,0	12 460,8	165 717,0	98 592,0	1 166 916,2	529 937,1	70 782 885,5	2 725 778,5	2 725 778,5	3 811 121,0	2 444 472,0	6 255 593,0	79 764 257,0
PASSIF	13 106 547,0	1 183 906,9	2 993 108,0	4 046 101,0	26 122 344,7	23 331 387,9	18 135 939,4	302 346,7	302 346,7	892 787,0	647 003,0	1 539 790,0	19 978 076,1
Dépôts	-	-	-	-	-	-	6 127 586,6	302 346,7	302 346,7	-	-	-	19 978 076,1
À vue	2 639 075,0	252 212,1	561 085,0	1 429 837,0	7 126 443,7	6 127 586,6	18 135 939,4	268 900,1	268 900,1	192 708,0	752 948,0	945 656,0	25 373 570,5
Épargne	4 137 100,0	238 444,6	1 320 801,0	912 322,0	8 854 275,7	8 696 071,1	24 159 014,4	1 402 805,0	1 402 805,0	1 230 189,0	433 360,0	1 663 549,0	20 679 018,5
À terme	3 124 216,0	428 276,3	860 922,0	1 018 978,0	7 030 982,5	5 148 829,7	17 612 664,5	1 974 051,8	1 974 051,8	2 315 684,0	1 833 311,0	4 148 995,0	66 030 665,1
Obligations à vue	9 900 391,0	919 593,0	2 742 808,0	3 361 137,0	23 011 401,9	19 972 887,4	59 907 618,3	62 267,8	62 267,8	1 164 676,0	111 896,0	1 276 572,0	4 242 334,3
Banques locales	278 000,0	-	-	-	-	-	278 000,0	-	-	540 703,0	-	540 703,0	818 703,0
Banques à l'étranger	1 192 683,0	138 234,5	119 193,0	212 884,0	672 505,4	289 994,6	2 625 494,5	62 267,8	62 267,8	436 576,0	111 896,0	553 472,0	436 576,0
Autres	1 470 683,0	138 234,5	119 193,0	212 884,0	672 505,4	289 994,6	2 903 494,5	62 267,8	62 267,8	1 164 676,0	111 896,0	1 276 572,0	4 242 334,3
Obligations à terme	-	-	-	-	-	-	278 000,0	-	-	-	-	-	818 703,0
Banques locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	36 675,0	5 210,6	115 891,0	77 913,0	896 018,5	888 086,3	2 020 394,4	11 146,7	11 146,7	5 764,0	173 100,0	178 924,0	2 210 465,1
	11 986 738,0	1 091 744,7	2 985 867,0	3 703 494,0	24 783 897,7	21 328 210,7	65 879 552,1	2 442 445,5	2 442 445,5	3 575 676,0	2 278 087,0	5 853 763,0	74 175 766,6
AVOIR DES ACTIONNAIRES	500 000,0	5 000,0	71 388,0	89 876,0	390 000,0	402 286,5	1 458 550,5	114 000,0	114 000,0	103 837,0	94 372,0	198 209,0	1 770 759,5
Capital versé	43 574,0	2 500,0	15 797,0	56 189,0	443 949,9	134 402,0	696 411,9	68 770,2	68 770,2	51 919,0	19 835,0	71 754,0	816 936,1
Reserves	47 123,0	14 325,0	52 139,0	388,0	286,3	376 958,0	491 419,3	100 562,8	100 562,8	79 689,0	52 178,0	131 867,0	491 419,3
Surplus d'apport	529 112,0	69 927,2	132 083,0	195 954,0	504 610,8	1 089 430,7	4 903 333,4	283 333,0	283 333,0	235 445,0	166 385,0	401 830,0	5 888 496,4
BNR	1 119 809,0	91 252,2	2 241,0	342 607,0	1 338 847,0	2 003 072,2	70 782 885,5	2 725 778,5	2 725 778,5	3 811 121,0	2 444 472,0	6 255 593,0	79 764 257,0
Autres	13 106 547,0	1 183 906,9	2 993 108,0	4 046 101,0	26 122 344,7	23 331 387,9	18 135 939,4	302 346,7	302 346,7	892 787,0	647 003,0	1 539 790,0	19 978 076,1
Hors-bilan	180 882,0	-	-	-	138 597,2	88,7	138 685,9	-	-	116 708,0	17 250,0	133 958,0	1 067 690,6
Effets à l'encaissement	141 392,0	85 078,0	163 841,0	-	1 889 528,4	777 902,8	3 058 342,2	67 054,6	67 054,6	609 983,0	15 048,0	625 031,0	3 750 427,8
Credit documentaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	3 547 442,0	487 028,9	1 158 118,0	1 240 662,0	7 148 977,8	6 405 995,4	19 988 024,1	1 140 610,7	1 140 610,7	1 945 836,0	1 593 326,0	3 541 162,0	24 669 796,8
Portefeuille brut	1 281 588,0	173 000,0	85 991,0	29 461,0	280 085,9	87 072,5	1 937 798,4	53 195,5	53 195,5	40 387,0	73 840,0	114 227,0	2 105 220,9
Provisions pour créances douteuses	1 823 980,0	165 611,7	107 658,0	16 820,0	140 294,0	10 174,0	2 264 537,7	53 399,3	53 399,3	-	-	143 152,0	2 461 089,0
Portefeuille de crédit improductif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

** La Sociabail, une banque d'épargne et de logement, a démissionné ses opérations en novembre 2001.

LISTE DES SIGLES

AFD	Agence Française de Développement
AUAC	Assistance d'Urgence Après Conflit AUAC
AGD	Administration Générale des Douanes
ANACAPH	Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes
ANADIPP	Association Nationale des Distributeurs de Produits Pétroliers
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CARICOM	Marché Commun Caraïbéen
CEPALC	Commission Économique pour la l'Amérique latine et les Caraïbes
CNSA	Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire
DGI	Direction Générale des Impôts
DID	Développement International Desjardins
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
DSNCRP	Document de Stratégie Nationale Pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
ED'H	Électricité d'Haïti
ÉU	États-Unis d'Amérique
FED	Réserve Fédérale Américaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FRPC	Facilité pour la Réduction de la pauvreté et pour la Croissance
IFBC	Institut de Formation de la Banque Centrale
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MG	Millions de Gourdes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OEA	Organisation des États Américains
OFATMA	Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Maternité
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire (1), Produit national Brut (2)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSTE	Pays Pauvres très Endettés
PREPIPA	Projets de Réhabilitation des Périmètres irrigués de la Plaine de l'Arcahaie
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
UGCF	Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal
USAID	Agence Américaine pour le Développement International